

NOTE DE L'EDITEUR **ORASSCOPIE IV**

Mettre hors état de nuire l'ennemi de la République Démocratique du Congo, tel est l'un des objectifs de chef de l'état congolais Felix dans l'instauration de l'état de droit et l'état de siège. Cette mesure vient après des longues années de massacre de la population dans la partie Est de la République perpétrée par les rebelles des groupes armés. L'état de siège vient successivement après celui de droit pris comme champs de bataille de chef de l'état et son gouvernement. Voyant que le détournement du denier public et la corruption détruisent petit à petit la couche sociale et la crédibilité au niveau interne et externe du pays, le droit et la justice doivent faire leur travail avait-il déclaré. Des années passent, vers la fin du mandat constitutionnel de cinq années du président en exercice et l'ORASSCOPIE s'interroge : quel bilan établir pour l'Est de la RDC ? A en croire, les deux états, n'ont pas réussi anéantir l'ennemi de la paix durant ce mandant. La preuve tangible est la présence imposante de la force négative du M23 sur le sol congolais en occupation d'une cité stratégique et commerciale de BUNAGANA, Rutshuru et Nyiragongo. Faut-il confirmer que le passage de l'état de droit à l'état de siège n'a vraiment pas réussi sa mission ? Cet ouvrage va nous en parler de plus !

C.T. MUTAYONGWA John-Modest est éditeur, Rédacteur à la Revue Eveil Congo et préside l'ORASSU depuis 2021 pour la production et la dissémination de connaissances érudites et thérapeutiques aux enjeux du moment. Avec l'objectif d'écrire pour la paix et de publier pour valoriser. Par ses écrits, John-Modest et ses collaborateurs servent la communauté de la RDC à travers l'enseignement universitaire, l'éveil de la conscience et du développement personnel de la jeunesse et ses étudiant(e)s.



Aux éditions



Décembre 2022



ISBN

Prix : 20.000FC



DE L'ETAT DE DROIT A L'ETAT DE SIEGE
Quel bilan dans la résolution des conflits et malnutrition à l'Est
bl'Est de la RDC
ORASSCOPIE IV

L'hymne de l'ORASSU

**ORASSU l'éveil du géant,
La plume savante et holistique des recherches
pluridisciplinaires qui valorise nos talents.**

**Flambeau rayonnant de liberté d'écrire notre
propre histoire ; Grenier du savoir culturel,
scientifique et philosophique du temps présent
pour la conservation du mémoire individuel et
collectif de notre peuple.**

**Engagé dans l'unité des chercheurs pour la paix,
le Professionnalisme, l'Intégrité, la Créativité, le
travail en équipe dans le même objectif, la
responsabilité dirigée, le Respect dans la diversité
et l'Innovation dans la production des œuvres
d'esprit.**

**ORASSU, la défense de droit d'auteur,
ORASSU, la protection des sources,
ORASSU, La publication de nos travaux de fin de
cycle
ORASSU la culture d'excellence
ORASSU le choix de l'émergence
ORASSU l'encre du bonheur
ORASSU, la communication de résultat
La joie de l'écriture
Maintenant et
Pour toujours !**



NOS VALEURS

- ✓ **Professionalisme**
- ✓ **Intégrité**
- ✓ **Créativité**
- ✓ **Innovation**
- ✓ **Travail en équipe**
- ✓ **Unité dans le même objectif**
- ✓ **Responsabilité dirigée**
- ✓ **Respect dans la diversité**
- ✓ **Production du savoir efficace**
- ✓ **Communication de résultat**

Sigles & abréviations

AG : Assemblée Générale

C.E.P : Conseil d'Exécution Pays.

C.P.O : Coordination Provinciale de l'Ordre

CAMPUS : Comité Académique pour le Maintien de Paix et
L'Unité Sociale

CCM : Conflit du Couple dans le Mariage

CEDM : Centre d'Ecoute et de Dialogue pour la Médiation

CENCO : Conférence Episcopale Nationale du Congo

CG : Conflit de Génération

CHARTRE : statut ; écrit législatif qui régit une organisation

CHEF D'ANTENNE : point focal de l'ORASSU avec
L'université ou Institut Supérieur

Circulaire : écrit du PDG- ORASSU

CN : Coordination Nationale

CNRP-ECO : Centre National des Recherches
Pluridisciplinaires Eveil-Congo

CNRPECO : Centre National des Recherches Pluridisciplinaires
Eveil Congo

COCOP : Commission de Contrôle par pays

CSI : Conflits Sociaux d'Intérêt

CSO : Conflit Sociaux d'Opinion

D-E : Dialogue-Ecoute

DG : Départements Généraux de l'ORASSU

DIAMUR : Dialogue Mutuel de Respect

DID : Dialectique-Intuitivo-Déductive (méthode qui part du
Dialogue-écoute vers la vérification et certitude de fait)

DR : Délégature Régionale

DRH : Directeur des Ressources Humaines

EAE : Etat d'Afrique de l'Est

ECF : Enfant en Conflit avec la Famille

ECL : Enfant en Conflit avec la Loi

EDM : Ecoute -Dialogue Médiation

EDT : Ecoute-Dialogue Thérapeutique

Ema : Ecoute-manquée

EMPC : Etat Médiocre et Pathologique de Conflit

EnP : Ennemi Potentiel

ER : Enfant dans la Rue

ESU : Enseignement Supérieur et Universitaire

FGC : Facteurs Générateurs de Conflit

GAP : Gestion et Administration des Projets

GPA : Guerres de Puissances Africaines

GPM : Guerres de Puissances Mondiales
GUER : Guerres d'Usurpation de l'Est de la RDCongo
GVTC : Great Virunga Transformer Conflict
ICCN : Institution Congolaise de Conservation de la Nature
I-E : Inter-Écoute
ISAV : Institut Supérieur d'Agronomie et Vétérinaire
ISDR : Institut Supérieur de Développement Rural
ISESOD : Institut Supérieur d'Environnement Solidaire
JVRCC : Jeunesse Volontaire pour la Résolution des Conflits
 Communautaires
LC : Leaders Communautaires
M23 : Mouvement du 23 Mars (Rébellion)
Orassphère : entités officielles de l'ORASSU
ORASSU : Ordre des Prestataires Chefs de travaux et
 Assistants des Universités
ORASSU : Ordre des Prestataires, chefs de Travaux et Assisant(e)s
 Des Universités
P.E.U : Presse Ecrite Universitaire
PCOE : Production et Collecte des Œuvres de l'Esprit
 (Publication des articles et édition des livres)
PDG : Président des Départements Généraux de l'ORASSU
PEIRGL : Presse Ecrite Interuniversitaires dans la Région
 De Grand Lac
PUCONI : Programme d'Unité des Conférenciers Nationaux
 Et Internationaux
PUSF : Prestation Universitaire Sans Frontière
R.O.I : Règlement d'Ordre Intérieur un document qui ne
 Peut être modifié que sur avis favorable des
 Fondateurs.
RC : Représentation Continentale
RDC : République Démocratique du Congo
RSP : Revue Savante Pluridisciplinaire « Eveil Congo »
SCG : Search for Common Ground
SIAC : Solidarité Inter académiques
STRATEGIE : document de l'OG décrivant les techniques et
 Méthodes de la mise au travail de l'ORASSU.
UOG : Université Ouverte de Goma
UPROGL : Université Progressiste des Pays du Grand Lac

Chap. I. Editorial : PLAN STRATEGIQUE POUR LA RESOLUTION DES CONFLITS AU NORD KIVU ET EN ITURE

**Par Ass2 Innocent KALWIRA &
John-Modest**

Résumé

Cet ORASSCOPIE IV se veut un plan stratégique de résolution des conflits que traversent les provinces du Nord Kivu et l'Ituri et propose un cadre d'écoute et de dialogue pour la médiation et la cohabitation pacifique dans les deux provinces de l'Est de la RD Congo CEDM. Il vise d'abord à cartographier les conflits qui conduisent à l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... dans les deux provinces. En suite à identifier et associer les causes de chaque conflit. Et Proposer pour mettre en place un Cadre d'Ecoute, de Dialogue et de Médiation comme outil pour résoudre les conflits ancrés dans les différentes couches socio-culturelles CEDM.

Vous avez un écrit qui abonde dans le même sens, n'hésiter pas de le faire parvenir à la rédaction à partir d'aujourd'hui. Ceux ou celles qui vont respecter l'échéance auront une réduction de «30% » au paiement de leur publication. Hâtez-vous pour profiter de nos services de rédaction et publication à temps réel. Le choix de cet ORASSCOPIE IV¹ a été motivé par le fait que la population de la province du Nord Kivu et Ituri continue à être victime des conflits dont elle ne sait parfois pas l'origine.

¹ Copie inamovible des données scientifiques et philosophiques du XXIème siècle depuis la RD Congo vers l'Afrique et le monde.

1. Introduction

En parlant de droit et de la justice, il ne s'agit pas de décrire les êtres humains en imaginant qu'ils sont dépourvus de violence ou de la recherche de leurs intérêts personnels mais de postuler que c'est en se mettant dans une situation désintéressée qu'ils peuvent formuler des principes de droit et de justice pour une vie commune et harmonieuse. Aussi longtemps que l'homme voudra se pencher vers les antivaleurs d'égoïsme, d'indifférence et d'individualisme, la justice sera toujours pertinente pour assurer sa fonction judiciaire et son rôle d'impartialité dans le maintien de l'Etat de droit et d'instaurer des institutions justes. En traversant les siècles, la justice a connu plusieurs auteurs et chacun selon son opinion. Comme vertu de la justice le droit, abordé par John Rawls se comprend comme « *principe et procédure équitable qui repose sur l'impartialité, ne pas avantager certains ; la réciprocité, un droit vaut pour tous ; et l'avantage mutuel, de ne pas voir la situation de l'autre se dégrader* »².

L'avantage à cet état de question est que le plus influent ne pourra plus user de sa « position plus haute » pour dominer et se plier sur soi dans une opiniâtreté et indifférence béantes à la situation des autres. Grace à cette approche que chaque citoyen arrive à prendre en compte la présence de l'autre comme une interpellation à pouvoir bien agir. C'est dans cette perspective que Hans Jonas parle d'une « *éthique du futur* » et de « *responsabilisation*. »

² J. Rawls, *théorie de la justice, la Découverte*, Paris, 2003, p.105.

Être juste et droit, c'est viser la promotion de la dignité de tout homme et de tout l'homme dans la répartition équitable de biens originels. Chez John Rawls, « *un sens de la justice coexiste avec la procédure de droit et d'équité* » comme l'affirme Paul Ricoeur dans son approche rawlsienne³. Le sens moral est un sens du raisonnable ajoute-t-il. Les personnes doivent être celles de bonne volonté pour pouvoir faire des compromis. Jürgen Habermas poursuit en disant « *qu'à partir de cette seule position que les citoyens peuvent délibérer dans l'arène politique pour défendre l'intérêt général et arriver à un consensus sur un certain nombre de principes justes* »⁴. A la suite de John RAWLS et de beaucoup d'autres auteurs philosophes de droit qui ont lutté pour le droit et la justice en dénonçant l'injustice dans toutes ses formes, les inégalités et la démagogie.

Jean Jacques Rousseau par ailleurs, demande s'y a-t-il un droit du plus fort ? Par un raisonnement serré et incisif, Rousseau montre qu'il ne saurait y avoir de droit du plus fort et que cette notion confuse est leurre dont les despotes ne sauraient se passer.⁵ Pour Emmanuel KANT, pas de droit sans contrainte, car la contrainte ne vient pas s'ajouter au droit, elle est contenue dans l'idée même du droit, comme un obstacle opposé à l'action de ceux qui portent atteinte à la liberté de tous.⁶ Quant à Georg Wilhelm Friedrich HEGEL, la justice cherche l'équivalence du crime et de la peine. Pour lui, la peine doit être équivalente au crime, sans qu'il soit toujours possible ni

³ P. Ricoeur, *Une conception procédurale de la justice fournit au mieux la formation d'un sens de la justice qui ne cesse d'être présumé*, Puf, Paris, 2008, p.21.

⁴ Habermas, *Droit et Démocratie entre faits et normes*, serf essais, Gallimard, Paris, 1992, p.65.

⁵ J. Jacques Rousseau, *du contrat social*, 1762, Livre I, Ed. Flammarion, coll. « GF », 1966, Pp. 44-45.

⁶ *Métaphysique des mœurs I* (1796) doctrine du droit trad. A. Philonenko, librairie philosophique J. Vrin, 1979, Pp.105-106.

envisageable qu'elle lui soit matériellement identique ; l'égalité est à chercher dans la valeur interne du crime et du châtement.⁷ » Selon Kelsen, « la justice doit se comprendre comme le fondement de la règle de droit. Les théoriciens du positivisme juridique n'admettent pas les seules règles du droit positif. Kelsen établit qu'une règle de droit et la hiérarchie des normes (ou règles) supposent une norme fondamentale et première qui ne saurait elle-même être juridiquement fondée.⁸ » Emmanuel Levinas poursuit : « la *justice est un effort de l'humain qu'il faut à tout prix réaliser*. » Dans la marge de cet effort, toute discrimination doit être surmontée et peu à peu résolue, pour hisser et donner une nouvelle et bonne image à l'autrui. Rappelons-nous que son contexte est celui des guerres mondiales avec objectif d'extermination de la race juive. Il trouve dans ce drame le manque du regard à autrui et dit : « *il faut que l'on envisage l'autre avant de le dévisager*.⁹ »

Eu égard à ce qui précède, nous citons quelques phénomènes illustratifs de l'injustice et du manque du droit : les problèmes de la xénophobie, du racisme, du tribalisme, des groupes fermés, etc. Le fameux principe moral : « *tu ne tueras point* » a été récupéré par Levinas par coïncidence au visage interpellateur au point de transmuter la responsabilité en obsession de l'autre et même en persécution par lui¹⁰. Le principal sujet de réflexion de Levinas est l'éthique et, son projet est de promouvoir l'idée d'un *Bien* indépendant du *Vrai*, d'une *éthique* comme alternative à la *métaphysique*. Cette relation éthique implique le renoncement à pouvoir maîtriser autrui et surtout à en faire un objet. Il faut le

⁷ G.Wilhelm Friedrich Hegel, *principes de la philosophie du droit*, Trd.R.Derathé, Librairie philosophique J.Vrin, 1989, Pp.144-145.

⁸ H. Kelsen, *Théorie du droit*, trad.c.Essenman, Ed. Dalloz, coll. 1962, Pp .255-257.

⁹ E. Levinas, *Visage et Transcendance*, Puf, Paris, 2005, P.26.

¹⁰ E. Levinas cité par R.Calin et F.D.Sebbah, *Le vocabulaire de Levinas*, Ellipses, Paris, 2000, P.61.

laisser être, ce qui fait appel à un abord de face à face par où autrui librement s'exprime dans la franchise sans retenu de son visage¹¹. Levinas continue, à dire qu'à travers l'injonction éthique, la liberté mise en question, la communication et l'inégalité sont la justice qui est en jeu. Il nous recommande une élection du bien-fondé de la loi.¹²

2. La justice et le droit dans le contexte congolais

Le droit congolais est un vaste champ aux multiples intervenants. Des chercheurs en droit congolais à la suite du professeur NYABIRUNGU, définissent le droit comme un principe pris dans son positionnement global et africain. On ne saurait pas parler d'un droit congolais sans le situer dans le contexte africain et mondial. Un droit coexistant et coopératif. La particularité à ce droit s'observe dans ses exceptions liées aux coutumes et us propres à la République Démocratique du Congo. Au sens proprement politique, le droit est au service des intérêts nationaux et patriotiques. L'état de droit comme principe de gouvernance du régime de la quatrième république sous le règne du président Félix Antoine Tchisekedi.

Un état de droit est une façon de gouverner le pays dans la lutte contre les antis valeurs de la corruption, de l'impunité et du détournement du denier public. Cette approche a eu de succès en introduisant des procès 100 jours, dans lequel le Directeur du Cabinet Vital Kamerhe était mis au-devant de ses responsabilités pour justifier le détournement du projet des maisons préfabriquées. Une affaire qui s'est soldée par une condamnation de vingt ans de prison ferme qui devint treize ans. Quant à l'état de siège, en référence à la constitution de la République, c'est une mesure d'urgence qui consiste à mettre une entité territoriale sous la gouvernance des militaires afin d'en assurer la gestion.

¹¹ *Ibidem*, p.62.

¹² *Ibidem*, p.63.

La province du Nord Kivu et l'Ituri sont sous état de siège pour mettre hors d'état de nuire les rebellions présentes dans le pays. Malheureusement, le bilan en perte de vie humaine est large.

3. Etat de droit en RD Congo un parallélisme entre parole et action

Il y a plusieurs décennies que la RD Congo chante l'état de droit dans plusieurs institutions, tout en sachant qu'il est l'émanation de la démocratie laquelle n'est pas palpable ni matérialisée. L'Etat de droit est un concept juridique, philosophique et politique qui suppose la prééminence de la loi, dans un État sur le pouvoir politique, ainsi que le respect de chacun, gouvernant et gouverné. C'est une approche où l'individu comme puissance publique, est soumis à un même droit fondé sur le principe du respect de ses normes. La notion d'État de droit est aujourd'hui affirmée et chantée dans de deux provinces du pays (Nord-Kivu et Ituri) malheureusement la pratique est loin de ce qui est dit dans les médias.

Il convient de savoir si la RD Congo a raison de chanter l'état de droit ; or ne s'étant pas soumis aux normes, principes et aux théories que suppose un état de droit digne de ce nom. Vu ce qui précède, l'ORASSCOPIE engage une recherche de démonstration d'un état de droit et celui de siège tout en extirpant l'écart entre le dire et le vécu en RD Congo pourtant sur terrain peu de réalisation y relative est mise en pratique dans les institutions politico-administratif et dans les institutions judiciaires aussi dans le social et quotidien du peuple. Sachant que l'état de droit dispose ses principes, sa théorie, conditions et repose sur certaines notions de la démocratie ; nous allons confronter la réalité vécue avec les exigences de la démocratie, des certaines conditionnalités de l'état de droit et de ses principes pour arriver à apprécier le niveau de vécu de la population par apport à cet état de droit en RDC.

Il va ressortir de cette analyse une réponse à la question de recherche d'où notre thème en question.

4. De la réalité vécue aux principes de l'Etat de droit en RD Congo

Pour se prévaloir praticien d'un état de droit, il faut que ses principes soient observés à tout le niveau ; par tout le monde, et dans toutes les deux provinces concernées ; ce qui reste à étudier est de savoir si réellement c'est le cas en République Démocratique du Congo. L'état de droit est le modèle théorique d'organisation du système politique, considéré comme la principale caractéristique du régime démocratique.¹³ Parler de la démocratie c'est confirmer la prise en considération de l'aspiration du peuple et le considérer comme souverain primaire tenancier du pouvoir ou du gouvernement et qui le lègue à qui il veut, et donc on ne parle pas de l'état de droit sans faire allusion à la démocratie.¹⁴

La formule d'Abraham Lincoln (le père de la démocratie) relève davantage de la légitimation du système officiellement définis comme démocratique que de son analyse. Ainsi, si l'on en croit Joseph Schumpeter, il est difficile qu'un système politique agisse dans « l'intérêt du peuple » ; il faudra pour cela postuler que tous les membres du Peuple n'ont que des intérêts communs et que les décisions gouvernementales vont toujours dans le sens de leurs intérêts, Selon le mythe officiel, « le peuple gouverne », mais dans le fait, l'association des citoyens aux grandes décisions est limitée et leur influence est discutée. Du point de vue de l'analyse concrète il est plus réaliste mais moins enchanté de définir la démocratie ; à la suite de Schumpeter, la démocratie se définit comme « un

¹³ Permalien : *WWW. Toupie. Org. Dictionnaire/ Etat de droit. Htm consulté le 29 mai 2020 à 04h 50*

¹⁴ ABRAHAM LINCOLN : *déclaration dans le discours du 27 février 1860 dans la grande salle de l'union Cooper pour le développement de la science*

système institutionnel aboutissant à des décisions politiques, dans lesquelles des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple. De fait, une organisation politique est couramment considérée comme démocratique si ses dirigeants sont élus et si ces élus disposent du pouvoir effectif. Le terme démocratie ne se réfère pas uniquement à des formes de gouvernement mais peut aussi désigner une forme de société ayant pour valeurs l'égalité et la liberté (c'est notamment l'usage qu'en fait Alexis de Tocqueville, qui s'attaque plus aux dimensions culturelles et psychologiques qu'au système politique en lui-même)¹⁵.

Par ailleurs, il est à comprendre que le décalage entre ce que supposent l'état de droit et la réalité pratique en RDC est loin d'être marié sur plusieurs plans et dans différents secteurs du terrain. Alexis de Tocqueville fut un observateur et celui qui émit de la critique de la démocratie naissante aux Etats-Unis ; il est la figure de proue du libéralisme philosophique et politique. Il a pu décrire la démocratie naissante. Son approche est totalement originale, passant d'une philosophie normative qui prévalait chez le classique (Montesquieu Rousseau ou le Grecs).

Historiquement, la démocratie est née dans la Grèce antique, est à la fois un idéal et un modèle de gouvernement. Le mot démocratie signifie littéralement le « gouvernement du peuple » ou « le peuple au pouvoir », « le gouvernement du peuple par lui-même ». Self-government selon l'expression anglo-saxonne ou mieux encore selon la formule qu'employait Abraham LINCOLN : « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » ¹⁶ et le terme Etat de Droit, appelé aussi principe

¹⁵ De la démocratie en Amérique ; tom II, quatrième partie, chapitre VI.

¹⁶ Formule employée par Le Président Américain Abraham LINCOLN le 19 novembre 1863 sur le champ de bataille de Gettysburg.

de primauté du droit, est une situation juridique dans laquelle chacun est soumis au respect du droit, du simple individu jusqu'à la puissance publique, sont devenus de nos jours, plus qu'hier l'objectif même de toute société moderne. Placer l'individu au cœur de la société et soumettre l'Etat au Droit paraît bien être la finalité de tout Etat de droit démocratique.

Mais malheureusement en Afrique, la réalité semble être loin de ce qui est prévu dès la conception de l'état de droit. Beaucoup de nos pays Africains ne respectent pas l'alternance au pouvoir et la dictature a pris une forme cachée. De plus, la démocratie, solidement implantée dans les pays occidentaux, semble partie à la conquête du monde. C'est à ce titre que la constitution congolaise du 18 février 2006 a, d'entrée de jeux, à son article premier définit la RDC dans ses frontières du 30 juin 1960 comme étant un Etat de droit ; indépendant, souverain, uni et indivisible, social, démocratique et laïc.¹⁷ Depuis de lustre, les congolais ont toujours aspiré à une société démocratique où la violence doit céder les pas au dialogue, la domination au service rendu, le profit personnel à la solidarité, l'arbitraire à la justice et l'oppression à la garantie de la liberté tout en sachant que le développement politique reste la toile de fond d'un véritable Etat de Droit démocratique garantissant et assurant d'abord la sécurité des personnes et de leurs biens, qui à son tour serait une source de foisonnement d'initiatives et de liberté.¹⁸

En effet, l'Etat de Droit suppose que la constitution qui en est le soubassement procède à une répartition équilibrée des compétences entre les différents organes de l'Etat et que le droit ne soit pas seulement les textes mais surtout ce qu'en font les acteurs.

¹⁷ Article 1 de la constitution de la RDC du 18 février 2006 ; in journal officiel, numéro spécial, 47e année, 20 juin 2006.

¹⁸ J. L. ESAMBO KANGASHE, *La constitution congolaise du 18 février 2006 à l'épreuve du constitutionnalisme, contraintes pratiques et perspectives*, éd Bruylant, 2009, p156.

Il reste de ce fait que l'ancrage constitutionnel des fondements d'un Etat de Droit démocratique ne suffit pas pour placer la notion dans le domaine du vécu. L'avènement de l'Etat de droit démocratique demeure encore tributaire des comportements humains et de l'usage que l'on en fait. En Afrique, et particulièrement en RDC, il est confronté à plusieurs obstacles.

Cependant, dans toute société humaine, la lutte pour le pouvoir demeure une donne permanente. Elle détermine de nos jours la classification des régimes politiques. En RDC, à l'approche des échéances électorales déterminantes beaucoup sont les citoyens qui s'interrogent encore sur l'utilité des élections, la nécessité d'aller voter. En effet, ayant vite compris que le gain immédiat des élections allait revenir en premier au personnel politique, pour ne pas attendre des promesses jugées fallacieuses, le passé électoral en 2006 par exemple, lors des campagnes électorales conditionnées sa participation aux réunions des propagandes et à sa rétribution immédiate.

Mais hélas, en ce 21^e siècle la situation a changé, car aucun parti politique ne mobilise au-delà de son ethnie ou de sa région. A chaque fois que l'on s'approche des échéances électorales, le débat sur la nationalité et les appartenances tribales refait surface et de fois les poursuites judiciaires sans objet ni issue, ceux qui détiennent le pouvoir mobilisent les leur en leurs expliquant que la perte du pouvoir signifie pour eux la fin des privilèges. D'où une bipolarisation entre les partisans de ceux qui sont au pouvoir et ceux de l'opposition qui épouseraient les contours géographiques des terroirs d'origine des protagonistes (Nord-sud, Est-Ouest).

Dans ces conditions, aucune élection ne peut sembler valable et ressortir ses vertus de départager des compétiteurs. Lors des échéances électorales le débat au lieu de se baser autour des idées concrètes et des

programmes de gouvernement bien établis, malencontreusement il est ailleurs, autour des appartenances tribales et de telle ou telle autre considération. Ce genre d'attitudes crée des tensions sociales entre acteurs politiques plongeant ainsi le peuple dans un profond climat d'incertitude et d'insécurité au point que ce dernier souhaite même que les élections n'aient même plus lieu. Faudra-t-il parler d'un état de droit ici ?

De ce fait, les élections au lieu d'être le meilleur moyen de départager de façon pacifique des compétiteurs du pouvoir créent beaucoup plus de problèmes qu'elles n'en résolvent, car les acteurs politiques ventent la démocratie et multiplient au quotidien des discours sur l'Etat de droit démocratique auquel eux-mêmes ne croient pas car encrés et tributaires d'une forte tradition autocratique. Pourtant, on ne saurait manquer d'être frappé, à l'observation par le décalage existant entre les institutions politiques envisagées en RDC dans leur fonctionnement réel, et les règles constitutionnelles dont elles sont censées procéder.

5. La conditionnalité de l'Etat de droit

Contrairement aux dictatures entretenues par l'occident pendant toute la période de la guerre froide en Afrique en général et en RDC en particulier, de nos jours, l'instauration d'un Etat soumis au droit (lois) est au cœur même des relations internationales et apparait de ce fait comme un objectif poursuivi par bon nombre des Etats Africains. Eprouvant de difficultés pour rendre un compte assez exact de ce que l'on peut définir comme un Etat de droit, nous nous limiterons à en dégager les quelques éléments caractéristiques considérés bien entendu dans le cadre de ce travail comme impératifs de l'Etat de droit, c'est-à-dire les conditions de son existence. Il est aisé de chanter un état droit et en faire un slogan mais il n'est pas facile de matérialiser cet état de droit en réalité.

6. Les impératifs de l'Etat de droit

Parler de la conditionnalité de l'Etat de droit sans préalablement chercher à en dégager le sens et la portée serait sans nul doute, de notre part une façon de naviguer à vue. Cependant dans son sens objectif, l'Etat de droit serait celui qui fonctionne sur base des règles de conduite, justes, équitables, consensuelles et préalablement édictées et sanctionnées par ce qu'on a coutume d'appeler « le pouvoir », en vue de régir les relations entre les citoyens.

Dans son sens subjectif, l'Etat de droit, serait celui dans lequel se trouveraient consacrés, sans ambages au profit de chaque individu, membre de la collectivité, diverses prérogatives. En effet, l'Etat de droit n'est ni une chimère, ni une vue de l'esprit. Il est clair que l'Etat de droit est fondé sur une culture de célébration des valeurs intrinsèques des hommes de participation et non celle d'exclusion qui entraîne tant de passions aveugles et de distinctions.¹⁹

Un Etat de droit est un Etat acceptant de lier son existence à celle d'un droit démocratique. L'Etat de droit est l'Etat soumis au droit, c'est-à-dire qui soumet volontairement son action à des règles de droit qu'il produit. Le pouvoir normatif appartient en propre à l'Etat qui, en démocratie, s'auto limite le rôle de « créer du droit. »²⁰ L'Etat de droit, appelé principe de primauté du droit, est une situation juridique dans laquelle chacun est soumis au respect du droit, du simple individu jusqu'à la puissance publique. Il est étroitement lié au respect de la hiérarchie des normes, à la séparation des pouvoirs et des droits fondamentaux. Il est aussi étroitement lié au développement du constitutionnalisme. L'Etat de droit est

¹⁹ R. Debbasch, *Droit constitutionnel*, éd.Litec, Paris, 2000, p1

²⁰ F. De la SAUSSAY et F.DIEU, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Hachette, Paris, 2000, p 23

celui dans lequel les mandataires politiques, en démocratie : les élus sont tenus par le droit qui a été édicté.

En effet, l'Etat de droit est une théorie d'origine allemande (rechtsstaat), redéfinie par le juriste autrichien Hans Kelsen. D'après lui, un Etat de droit est un « Etat dans lequel les normes juridiques sont hiérarchisées de telle sorte que sa puissance délimite le pouvoir ». Faisant allusion à ce qui est vécu en RD Congo, l'État de droit est dans la théorie et non dans la pratique car les normes n'arrivent pas à limiter la puissance mais l'inverse.

Fondamentalement, un Etat de droit signifie que les pouvoirs publics doivent exercer leurs fonctions selon les balises par un ensemble de normes juridiques. Ainsi est fondée la légalité administrative ou rule of law ou primauté du droit, des termes essentiellement équivalents. L'Etat de droit peut aussi être résumé par la formule : « Nul n'est au -dessus de la loi ». Plus généralement, cet ordre regroupe un ensemble de règles juridiques qui prémunissent les citoyens contre les formes arbitraires du pouvoir (exécutif). Pour qu'un Etat de droit existe, il faut que les obligations qui émanent de l'Etat soient officielles, impersonnelles, impératives et sanctionnables, applicables et au besoin effectives.

En d'autres termes, les lois doivent être connues, personne ne peut y échapper, elles doivent s'appliquer réellement et la transgression de la loi doit entraîner des sanctions.

L'autorité de l'Etat dans un pays est indispensable et nul ne l'ignore. Cependant, la puissance de l'Etat a des limites consignées dans les lois du pays, à savoir : la constitution, les lois et règlements... Par conséquent, l'Etat n'agit pas n'importe comment et doit agir sur base des normes préétablies au cas contraire, ça sera des agissements arbitraires situation que nous sommes en train de vivre en RD Congo. Pourtant dans un Etat, la puissance de l'Etat, doit pouvoir s'exercer dans le respect des limites légales.

On peut avec le professeur VUNDUAWE rappeler qu'un Etat de droit implique trois choses :

1°) Que les actes des autorités publiques soient soumis au droit et à des règles préétablies ;

2°) Que tous les actes des autorités administratives et autres soient soumis au contrôle d'un juge compétent et indépendant ; et

3°) Que son système politique soit démocratique. ²¹ Un Etat de droit suppose des normes juridiques qui sont elles-mêmes hiérarchisées d'une manière explicite. L'ordre hiérarchique des normes juridiques place au sommet la constitution du pays. Un Etat de droit, c'est d'abord un Etat qui obéit à des normes hiérarchisées, en commençant par le respect des procédures.

Pourtant, cette idée d'Etat de droit est apparue au XIXe siècle, dans la pensée juridique allemande, et à l'instigation de Mohl. Cette notion a été délaissée par les auteurs français (sauf par R. Carré de Malberg, essentiellement), alors que Hans Kelsen ne s'y intéressa que pour faire la critique, le célèbre juriste autrichien estimant que l'expression « Etat de droit » constituait une tautologie puisque, pour cet auteur, l'Etat personnifiant l'ordre juridique. ²²

Cependant, bien qu'il soit difficile de définir conceptuellement ce que l'on entend par « un Etat de droit », mais l'on devra retenir que l'Etat de droit implique nécessairement les principes suivants : le respect de la hiérarchie des normes, l'égalité des sujets devant la loi, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la séparation des pouvoirs, le respect des droits de l'homme, le contrôle de constitutionnalité des actes réglementaires, législatifs et

²¹ F. VUNDUAWE et PEMAKO, *Traité de Droit administratif*, Bruxelles, Afrique éditions, Larcier, 2006, P 108

²² B.BIBOMBE MUAMBA, *Notes polycopiées du cours de Droit constitutionnel et institutions politiques de l'Etat*, G2 Droit, UNIKI, 2008-2009, P 14

administratifs ainsi que la souveraineté, principes qui, dans le cadre de ce travail seront considérés comme étant les éléments caractéristiques d'un Etat de droit. L'Etat de droit se caractérise par les principes suivants : le respect de la hiérarchie des normes, l'égalité des sujets devant la loi, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la séparation des pouvoirs, le respect des droits de l'homme, le contrôle de constitutionnalité des actes réglementaires, législatifs et administratifs ainsi que la souveraineté des citoyens dans la gestion de la chose publique et le choix de leurs gestionnaires. Chose qui n'est pas d'application en RDC.

7. Enjeux et circonscription de l'état de droit en RDCongo

« L'*Etat de droit* » en République Démocratique du Congo [RDC] aujourd'hui est un principe de droit à la une, et une ligne de conduite dans la gouvernance de la cinquième république. En termes d'usage, ce principe est mis en application soit pour envisager la bonne gestion de la res publica, la chose publique, soit pour chosifier l'être humain²³. Tel n'est pas nécessairement dans un régime démocratique, force est de noter que l'Etat de droit « *est le modèle théorique d'organisation des systèmes politiques, considéré comme la principale caractéristique des régimes démocratiques.* »²⁴

Le concept « *Etat de droit* » tel qu'avait été déclaré par le préambule de la Constitution congolaise de la troisième République du 18 février 2006, dont l'exposé des motifs plus précisément dans la troisième des idées forces autour desquelles la Constitution s'est articulée, à savoir : l'organisation et l'exercice du pouvoir, était et est l'une « des préoccupations majeures qui président à

²³ On peut souligner avec M. Engunda Ikala que « Au 16^{ième} siècle, les Blancs à la Martinique vivaient aussi dans un « état de droit », notamment celui du Code Noir dont les principes assimilaient une personne de race noire à un bien meuble au même titre qu'un buffle dont un Blanc serait propriétaire ». Engunda Ikala, *Etat de droit : 9 propositions de révision constitutionnelle*, 2019, pp. 28, sp. 1.

²⁴ Permalien : www.toupie.org/Dictionnaire/Etat-droit.htm consulté le 29 mai 2020 à 04h 05.

l'organisation des Institutions de la République » en RDC. La Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de cette dernière a réitéré cette préoccupation majeure lors qu'elle confirme avoir « *pour finalité de donner des réponses adéquates aux problèmes posés aux institutions de la République depuis le début de la première législature de la IIIème République afin d'assurer le fonctionnement régulier de l'Etat et de la jeune démocratie congolaise* » et non « *pas de procéder à un ajustement constitutionnel qui remettrait en cause les options fondamentales levées par le constituant originaire, notamment en matière d'organisation du pouvoir d'Etat...* ». Même si les recherches ont révélé par la suite que le pouvoir constituant dériver a adopté une révision constitutionnelle cavalière à des fins personnelles, étrangères à l'amélioration de l'Etat de droit et de la démocratie. Le Chef de l'Etat en a été le principal bénéficiaire. Aperçu dans ce sens l'Etat de droit paraissait comme une « **cuirasse** » pour protéger la jeune démocratie congolaise et une norme de référence pour l'exercice du pouvoir²⁵.

Etat de droit, est un concept que l'on trouve à ce jour dans le plus grand nombre des ouvrages, des revues, des actes de colloques, des articles, des thèses voire des mémoires liés à la RDC. Il est prouvé que « *tout le monde veut vivre dans un "état de droit", pas n'importe quel droit*

²⁵ Il sied de souligner que cette révision a été critiquée, notamment par l'œuvre de Balingene Kahombo en ces termes : « (...) aussi jeune qu'elle soit, la Constitution du 18 février 2006 peine à résister à l'affirmation du pouvoir politique et à l'instabilité constitutionnelle qui en résulte. Les règles juridiques auraient vocation à s'adapter aux pratiques politiques, voire politiciennes, au lieu que la politique se soumette à la constitution et n'instaure la loi de la jungle ainsi que la culture de l'impunité. Mais, il n'y a rien de nouveau en cela. Il s'agit de la confirmation de l'histoire politique de la République démocratique du Congo (RDC), où l'instabilité constitutionnelle se caractérise, depuis 1960, par l'adoption d'un nombre très élevé des constitutions et la haute fréquence de leurs modifications. Aucun texte n'y a échappé, mais c'est la Constitution du 24 juin 1967 qui détient jusque-là le record de dix-sept révisions constitutionnelles. Ceci montre à quel point le pays vacille entre l'affirmation constitutionnelle de l'Etat de droit et des détours fréquents, sinon des reculs permanents, vers la confiscation et l'exercice dictatorial du pouvoir d'Etat ». Pour plus d'informations voir Balingene Kahombo, « Les fondements

mais celui qui est établi sur les principes d'égalité, d'équité, de justice, d'humanité et d'intégrité. C'est cet "état de droit" que l'on souhaite tous et pour lequel il faut se battre »²⁶. A ces principes nous y ajoutons entre autres : la primauté du Droit [lois justes], la redevabilité et la transparence des dirigeants, la justice indépendante et impartiale etc. Un « Etat de droit » traduit de l'allemand [*Rechtsstaat*] est l'un des éléments essentiels de la doctrine de Hans Kelsen²⁷.

L'Etat d'abord pour Kelsen est « une unité normative spécifique et non une entité susceptible d'être appréhendée selon des lois causales ; c'est la personnification de l'ordre juridique comme volonté super individuelle ; et le dualisme de l'Etat et du droit n'est qu'un objet de connaissance juridique »²⁸. Dans la conception véhiculée par ce dernier à l'Aube du XXème siècle [vers les années 1881 à 1973], un Etat dit de droit renvoie à un « *Etat dans lequel les normes juridiques sont hiérarchisées de telle sorte que sa puissance s'en trouve limitée*²⁹ ». Ainsi conçu, le concept « Etat de droit » est beaucoup plus teinté d'une connotation *normative*, c'est-à-dire il trouve sa nature dans les normes juridiques, dont le respect détermine l'existence de cet Etat et le non-respect est sanctionné par le juge indépendant et impartial.

²⁶ Engunda Ikala, art cit, p. 1.

²⁷ Notons avec M. François RIGAUX que : « Kelsen se préoccupe de trois problèmes de droit constitutionnel qui étaient d'actualité en Allemagne, en Autriche-Hongrie et, après 1918, dans la République d'Autriche. D'abord, la nature de l'Etat fédéral, analysée à partir de la fondation de l'Empire allemand en 1871, ensuite le devoir de tout Etat de garantir à ses citoyens la jouissance des libertés fondamentales et enfin les moyens aptes à assurer le respect dû à la Constitution elle-même », François RIGAUX, « Kelsen et le Droit International », Revue Belge de Droit International 1996/2, Éditions BRUYLANT, Bruxelles, pp. 381-408, p. 385.

²⁸ Sandrine Baume, « Etat et le droit : controverse sur leur relation », in Kelsen Plaider la démocratie, éd.

Michalon, 2007, pp. 83 à 100, Permalien : <https://www.cairn.info/kelsen--9782841863976-page-83.htm>.

²⁹ Permalien : www.toupie.org/Dictionnaire/Etat-droit.htm consulté le 29 mai 2020 à 04h 05.

C'est à juste titre qu'en droit comparé [français], il est admis que l'État de droit s'incorpore techniquement dans le principe de légalité³⁰.

Par conséquent, les crises actuelles en RDC sont des crises de mise en œuvre [longtemps espérée] de la démocratie et de l'État de droit, que les uns considèrent comme une menace ou un moyen, orienté dans la mesure de surpeupler les prisons des malfaiteurs longtemps restés impunis et que les autres considèrent comme un principe indispensable de fortifier la jeune démocratie. C'est pourquoi dans la scène politique congolaise l'on constate les crises multiformes. Sans toutefois affirmer, le décès du juge président Raphael Yanyi Ovungu, survenu suite à une crise cardiaque le 27 mai 2020 ; et ce, en plein procès de détournement de deniers publics dit de 100 jours [*considéré par d'aucuns comme un signal d'avènement d'un Etat de droit en RDC*], est à suspecter. Dans le cas où cet événement pourrait être un acte de découragement³¹ du pouvoir judiciaire ayant pour finalité de déstabiliser la justice indépendante et impartiale avec la terreur qu'il pourrait inspirer dans le cœur du juge congolais [*qui avant qu'il condamne les coupables, ou acquitte les innocents, il se voit lui-même condamné à mort*], cela pourrait altérer le sens de la justice. Si alors, la mise en pratique de l'article 1^{er} de la Constitution [*Etat démocratique et de droit*], engendre des crises multidimensionnelles, c'est logique de penser que l'État de droit d'une part, sa connotation en RDC est dénaturée [*de plus en plus politique que juridique*] avec tous les risques de l'utiliser dans le règlement de comptes politiques et d'autre part, naguère il a occasionné la révision de la constitution congolaise du 18 février

³⁰ GUINCHARD Serge et DEBARD Thierry, *Lexique des termes juridiques*, Éd. Dalloz, Paris, 2018, p. 828-829.

2006.³²» La crise cardiaque du juge est à suspecter et elle est au point le plus éloigné d'une mort naturelle pour deux raisons au moins : premièrement, on peut se demander même si la mort est un fait normal, qu'elle devait arriver seulement à un membre et président de la composition d'un tribunal pendant l'instructions d'un dossier sensible et historique comme celui de 100 jours ? Et deuxièmement, plusieurs sources révèlent la thèse d'un empoisonnement : « *Le juge Raphael Yanyi n'est décédé d'une mort naturelle (...) le juge (...) aurait été victime d'un empoisonnement. Un poison aurait été utilisée pour le tuer. Telle est la bombe lâchée par la radio onusienne, l'un des rares médias congolais à avoir accès au dossier* » (Siméon Isako, « *Le juge Raphael Yanyi victime d'un empoisonnement selon le résultat de l'autopsie.* »³³)

³² KAS African Law Study Library – Librairie Africaine d'Etudes Juridiques1 (2014), January 2015 DOI: 10.5771/2363-6262_2014_2_428, pp. 428-453, p. 429, Permalien : <https://www.researchgate.net/publication/276254771>.

³³ CAS-INFO.CA, 31 mai 2020, Permalien : <https://cas-info.ca/2020/05/le-juge-raphaelyanyi-victime-dun-empoisonnement-selon-le-resultat-de-lautopsie/> « Dans le journal de la radio de ce dimanche 31 mai 2020, l'on note que le président instituteur (...) n'est pas décédé d'une mort naturelle. Le poison serait utilisé pour le tuer cela est révélé dans le rapport de l'autopsie réalisé le vendredi dernier par un groupe des médecins conduits par un général d'armée au camp Kokolo, de Kinshasa. » (Prince Bagheni, « Mort du juge Raphael Yanyi : Voici le résultat de l'autopsie », Permalien : <https://election-net.com/mort-du-juge-raphael-yanyi-voici-le-resultat-de-lautopsie/>); « le Juge président (...) a été bel et bien empoisonné, c'est l'équipe instruit pour mener l'autopsie sur sa dépouille qui confirme cette triste hypothèse. » (« L'autopsie du corps du juge Raphael Yanyi confirme l'hypothèse de l'empoisonnement », in Actus7, 31 mai 2020, Permalien : www.actus7.net/lautopsie-du-corps-du-juge-raphael-yanyi-confirme-lhypothese-de-lempoisonnement/justice/). Consultés le 4 juin 2020.

8. Considération et critique de l'Etat de droit en RDCongo

La Constitution congolaise de la troisième République déclare trois fois le concept Etat de droit, ce que Balingene Kahombo qualifie de « *la triple déclaration d'un Etat de droit* »³⁴. Au regard de cette règle mère : « *Les préoccupations majeures qui président à l'organisation de ces Institutions sont les suivantes : assurer le fonctionnement harmonieux des Institutions de l'Etat ; éviter les conflits ; instaurer un Etat de droit ; contrer toute tentative de dérive dictatoriale ; garantir la bonne gouvernance ; lutter contre l'impunité ; assurer l'alternance démocratique* »³⁵ ; « *Nous, Peuple congolais, (...) Animé par notre volonté commune de bâtir, au cœur de l'Afrique, un Etat de droit...* »³⁶ ; « *La République Démocratique du Congo [RDC] est, dans ses frontières du 30 juin 1960, un Etat de droit, indépendant, souverain, uni et indivisible, social, démocratique et laïc* »³⁶.

Suivant le contexte dans lequel tous les accords précurseurs à la Constitution du 18 février 2006 ont été convenus ; l'Etat de droit était un souhait de tout le monde³⁷ mais, aujourd'hui consacré par la Constitution de l'Etat, son application réelle par le peuple devient un regret

³⁴ Balingene Kahombo, « Les fondements de la révision de la constitution congolaise du 18 février 2006 », art cit, p. 439.

³⁵ L'exposé des motifs de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 ¹¹ Le préambule de la même Constitution.

³⁶ Article 1^{er} de la même Constitution.

³⁷ L'émergence d'un Etat de droit au Congo a constitué l'un des principaux thèmes de tous les forums pour la paix et la réconciliation qui ont émaillé l'histoire de ce pays, depuis la Conférence nationale souveraine en début des années 90, jusqu'au « Dialogue inter congolais » de Sun City en Afrique du Sud en 2002. Voir Nick Elebe mon Elebe, « Préface », in Kifwabala Tekilazaya Defi Fataki Wa Luhindi et Marcel Wets'h'okonda Koso, République démocratique du Congo : Le secteur de la justice et l'Etat de droit, Une étude d'AfriMAP et de l'Open Society Initiative for Southern Africa, 2013, p. IX.

pour presque tout le monde³⁸. *Ce qui pousse d'interroger : ils entendaient quoi par Etat de droit ?* A en croire, l'état de droit en RDC est devenu comme un « *poignard sanguinaire* » à la démocratie qui risque d'exterminer toutes les grandes figures politiques³⁹ et judiciaires qui s'orientent dans la direction de lutte contre les antivaleurs, notamment : l'impunité, la mauvaise gouvernance et manque de transparence, l'injustice sociale etc. Ce qui est un frein à la consolidation de la jeune démocratie où les antivaleurs sont devenues comme valeurs c'est-à-dire normales⁴⁰.

S'inspirant du vécu sociopolitique de la RDC nous voulons contribuer à la compréhension et à l'application adéquate de ce principe triplement annoncé dans la Constitution, afin d'éviter qu'il se transforme en un principe crisogène ou générateur de crises. Pour ce faire, nous circonscrivons le contexte de constitutionnalisation d'un Etat démocratique et de droit en RDC (A), définissons la portée et l'étendue (B) et examinons les conséquences juridique et sociopolitique de l'application de l'article 1^{er} de la Constitution de la RDC qui consacre cette notion en suggérant les bonnes méthodes pour assurer la paix sociale, le développement économique et la sécurité nationale de la RDC (C).

³⁸ *Aujourd'hui on peut constater combien des regrets en République Démocratique du Congo lorsque les instances judiciaires se sont engagées dans la lutte contre l'impunité. Certains préfèrent même que les accords politiques sous seing privé [car le contenu non connu par le peuple] n'ayant aucun soubassement juridique puissent prévaloir aux lois de la République ; au détriment de la règle d'hierarchie de normes que sous-entend aussi l'Etat de droit.* ¹⁵ Engunda Ikala, art cit, p. 1.

³⁹ *Pendant la période des mesures d'urgence dû à la riposte et lutte contre la crise virale de Covid-19, il y a eu d'innombrable cas de morts des hommes politiques. La cause de ces morts pour certains c'est la Covid-19, une thèse qui ne fait pas l'unanimité d'autant plus que d'aucuns suspectent ces morts dont la plupart des victimes, sont les proches politiques du Président de la République.*

⁴⁰ *Pour ainsi lutter contre ce phénomène [la normalisation des antivaleurs], les écoles, les associations religieuses, les partis politiques, les centres de formation etc. doivent jouer leur rôle.*

Notons que, l'Etat de droit n'est pas seulement la lutte contre la dictature [*la philosophie inspirée par les mouvements de lutte contre la dictature connue sous la deuxième République*]. Il ne suffit pas de se limiter à vivre dans un régime libéral ou dans une société qui respecte les règles établies pour dire que l'on est dans un état de droit⁴¹, il est aussi beaucoup grand que l'absence de la tyrannie ou au respect de règles. Un Etat de droit et démocratique, au-delà des droits de l'homme et libertés fondamentales et du respect des règles établies, il ne doit pas tolérer l'impunité, la corruption, concussion, dissipation de la chose publique ; il doit combattre la mauvaise gouvernance et exiger la transparence de la gestion de la chose publique; il doit assurer les élections libres, transparentes, démocratiques et crédibles ; il doit être respectueux de ses engagements internationaux ou régionaux, signés avec ses pairs. Lorsque nous tenons compte de tous les éléments pouvant aider à l'indentification d'un Etat de droit à l'ère de la démocratie, la justice est une pièce maitresse. Sans justice, c'est l'anarchie et la tyrannie qui prennent place. Le droit lui-même est un ensemble des règles, ces règles ne peuvent être efficaces que, s'il y a un juge qui en assure le contrôle et sanctionne le non-respect. C'est à juste titre que Nick Elebe mon Elebe dit : « *Le secteur de la justice est le pilier le plus important de l'Etat de droit pour toute société. Il est un gage de stabilité et de paix pour toute société qui émerge d'une situation de conflits. L'existence en RDC d'un secteur de la justice indépendant, impartial, respectueux de la légalité et accessible, constitue donc un impératif à l'établissement d'un Etat de droit*⁴¹ ».

Il faut reconnaître néanmoins que, la justice elle-même depuis longtemps a été considérée comme Oinexistante en RDC et la population avait tendance de se méfier du juge pour emprunter une voie soit de la justice

⁴¹ Engunda Ikala, art cit, p. 1.

populaire soit d'un arrangement particulier. Pour se rendre compte de la thèse selon laquelle « il n'existe pas le droit ou la justice en RDC », prenons en titre d'exemple, les constats de non juristes, des juristes ci-après : Selon le mouvement social appelé « The sentinelle-RDC », on note que : « *nul ne doute qu'aux yeux d'un justiciable moyen du pays, la justice incarne l'injustice, la corruption, le tribalisme et la magouille* »⁴².

Dans le même ordre d'idées, un étudiant amant des Muses de la faculté des lettres de l'université de Lubumbashi, un jour disait « *au Congo, connaître toutes les lois ne sert à rien, mais connaître le juge sert à tous* ». On a du mal de faire les études de droit dont la crédibilité est déjà ébranlée dans la société où on est destiné et appelé de pratiquer les connaissances théoriques apprises. Un enseignant et praticien de droit MUSAFIRI NALWANGO Paul, avait depuis 1997 constaté que : « *les différentes constitutions, les lois d'organisations et de la compétence judiciaire ainsi que celles qui régissent la procédure judiciaire dans notre pays [entendons la RDC] et la manière aveugle dont elles ont été appliquées, ont conduit les citoyens à mettre en question l'intégrité du système de justice congolaise. Or, refuser l'impunité dans un système judiciaire est peut-être le défi le plus important et le plus difficile auquel sont confrontés ceux qui, souvent par leurs discours, militent en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme... Ce système judiciaire est rongé par de nombreuses antivaleurs ; il traverse une pluralité des crises : crise textuelle et fonctionnelle à cause des « pièges symboliques », crise de la connaissance générale et du droit, crise de relations sociales, crise socio*

⁴² Elie Bigaba, « Le mouvement "The setinelle-RDC " plaide pour un Etat de droit et la rigueur de la loi en RDC », in JamborDC.info, Permalien : <https://jambordc.info/le-mouvement-the-sentinelle-rdc-plaide-pour-un-etat-dedroit-et-la-rigueur-de-la-loi-en-rdc>.

*financière et matérielle, crise morale et de conscience professionnelle*⁴³».

Nous ne sommes pas tentés de dire faux à tous ces propos, car c'est par leur observation qu'ils arrivent à les tenir. Plutôt, ce que nous sommes en droit de dire dans le cadre de cette réflexion, est que : Si la justice incarne l'injustice et qu'au Congo il n'y a pas le droit *entendu dans le sens des non-initiés en droit car le droit peut être bon ou mauvais et s'il est mauvais cela ne traduit pas son inexistence*, à première vue, on dira c'est le problème des magistrats injustes, corrompus, tribalistes, magouilleurs et tous les autres noms qu'on leur donne. La vertu est une question personnelle et non collective, c'est à tort de considérer que la justice n'existe pas en RDC. Objectivement, il convient de reconnaître que la justice existe bel et bien en RDC même si l'on doit admettre que, elle est rendue à un faible pourcentage. Pendant qu'il y a les mauvais magistrats qui rendent de décisions unilatérales voire avocats spécialistes et qualifiés en simulacre des procès, il en existe d'autres dignes respectueux des règles d'éthique et de déontologie⁴⁴.

La vérité est qu'il existe des mauvais magistrats dans le système judiciaire congolais, pour preuve, au cours d'un point de presse du 29 août 2008, le Ministre congolais de la Justice et des droits humains du Gouvernement Gizenga avait fait un constat amer sur le fonctionnement du Pouvoir judiciaire congolais. Pour lui, « *des magistrats rendent des jugements unilatéraux et se*

⁴³ KAMBAJI W. K.,-Ch. Et MUSAFIRI N., P., *La crise de l'Université et de la justice au Congo-Kinshasa en mutation. Diagnostic et Thérapeutique*, éd. La dialectique, Lubumbashi, 1997, pp. 41-72, cité par Gaspard Christian KAMBAJI WA KAMBAJI Mt.W.B, « Préface, Plaidoyer critique pour un Droit libre », in MUSAFIRI NALWANGO Paul, *Pièges symboliques et Violations des droits Humains en Droit positif congolais*, édition La Dialectique, Lubumbashi, 2014, p. 4.

⁴⁴ *Ubi societas, ibi jus ou Pas de société sans droit. C'est un principe qui résume l'indissociabilité de la société et le droit. Aucune société n'est sans droit, même la jungle a toujours un droit, mauvais qu'il soit.*

compromettent dans les corruptions.⁴⁵ Ces magistrats accusés, souvent allèguent la thèse d'un faible salaire. C'est ce que Téléphore KAVUNDJA N. MANENO, démontre lorsqu'il écrit : « *les magistrats congolais sont les plus mal payés de l'Afrique noire, voire même du monde* » Organisation et compétence judiciaires, 6ème édition, Janvier 2008, UBC, p. 248); pour appuyer son argumentation, cet auteur fait une étude de droit comparé suivante : *En Belgique, le juge le moins gradé comme le juge de paix a 3.756 euros par mois qui correspond au-delà de 4.000 \$ US ; en France environ 2.500 euros correspondant à environ 3.000 \$ US par mois, en Allemagne 2.550 \$ US, en Angleterre 6.000 \$ US, en Italie 4.012 \$ US, au Québec 3.583,33 \$ canadiens, au Sénégal 975 \$ US, en Côte d'Ivoire 690 \$ US. Mais une réforme est en cours permettant de mettre à l'abri du besoin les juges chargés de rendre la justice* (T. KAVUNDJA N. MANENO, *L'indépendance et l'impartialité du juge en droit comparé belge, français et de l'Afrique francophone*.

Cette thèse considérée comme le fondement d'iniquité judiciaire congolaise, ne fait pas unanimité. Pour le ministre précité et ce qui est logique et défendable « *On ne peut pas refuser d'appliquer la loi parce qu'on est mal payé. Tout magistrat qui se compromet dans un jugement doit trouver mieux ailleurs* » et « *Le droit n'est pas dit comme il doit l'être. Chacun fait ce qu'il veut. Quand vous dites, je ne suis pas bien payé, donc je n'applique pas le droit. Meilleur conseil, c'est de trouver mieux ailleurs* » (voir Constantin Yatala Nsomwe Ntambwe, « *L'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard du pouvoir exécutif au Congo Kinshasa* », *supra*). C'est pourquoi, le Conseil supérieur de la magistrature doit jouer son rôle pour recycler, reformer ou recruter les magistrats ; il ne faut pas

⁴⁵ E. BOSHAB, « *La misère de la justice et justice de la misère en République Démocratique du Congo* », in *Revue de la recherche juridique droit prospectif*, 1998, n° 3, p. 1183 cité par Téléphore KAVUNDJA N. MANENO, *Droit judiciaire congolais*, TOME I.

s'attendre au changement de leurs vertus, car le port des nouveaux habits ne change pas nécessairement la personne elle-même. Il faut écarter de l'appareil judiciaire les acteurs malfaiteurs. L'Etat aussi doit tenir compte de la revendication légitime des magistrats c'est-à-dire il doit revoir le salaire des magistrats congolais.

Mais, la dimension normative ne vide pas l'essentiel de la portée et l'étendue de ce concept. Un Etat de droit non seulement que l'ensemble des autorités politiques et administratives, centrales et locales, agit en se conformant effectivement aux règles de droit en vigueur [*la dimension normative*] mais aussi, tous les individus bénéficient (...) de libertés publiques et de garanties procédurales et juridictionnelles⁴⁶. Cette deuxième dimension est *libérale*, et semble reposer sur le principe d'égalité des citoyens. C'est suivant cette logique qu'il convient de rappeler avec Kifwabala Tekilazaya et *al.* Que : « *Dans un tel Etat, sous peine de sanction, tant les gouvernés que les gouvernants sont soumis au droit en général et à la Constitution, loi fondamentale en particulier, y compris à ses dispositions relatives aux droits de l'homme. Ce principe est cependant négativement affecté par la persistance de la culture du mépris des textes de la part du gouvernement. Parmi les facteurs les plus inquiétants à cet égard figurent la propension marquée du gouvernement à recourir aux révisions intempestives de la Constitution pour résoudre des problèmes politiques conjoncturels [ce qui affecte le principe de pyramide juridique].*

Violations répétitives de la loi par le gouvernement constituant, néanmoins, la forme la plus visible et la plus courante de violation des principes de l'Etat de droit. Également notables sont les interférences tant du parlement que du gouvernement dans le processus d'exécution des décisions judiciaires et la faiblesse relative du contrôle de légalité des décisions des autorités administratives. Prévue

⁴⁶ GUINCHARD Serge et DEBARD Thierry, *Op. cit.*, p.829.

par la loi, la responsabilité tant politique que pénale des membres du gouvernement et du parlement n'est presque jamais mise en œuvre et reste largement illusoire.

Le président de la République fait de son pouvoir constitutionnel d'accorder amnistie, grâce ou libération conditionnelle un usage parfois abusif qui mine les principes d'un Etat de droit ⁴⁷».

Que ça soit du point de vue normatif ou libéral, il se dessine une indissociabilité du concept Etat de droit et celui de la justice, ce qui marque aussi bien le rôle que doit jouer le juge [*tant judiciaire, administratif mais surtout constitutionnel*] dans la mise en œuvre d'un Etat de droit. C'est pour cette raison que DIALLO Fatimata, estime qu'il est « *moins surprenant que l'Etat de droit trouve une relation avec ceux qui ont en charge de dire le droit. Ainsi, en droit constitutionnel, la concrétisation de l'Etat de droit est fortement dépendante de l'épanouissement de la justice constitutionnelle donc de la présence du juge constitutionnel avec laquelle il entretient une connexion plus ou moins intime ⁴⁸»*. Dans le même ordre d'idées Gilbert KABASELE LUSONSO, estime que « *la nécessité de l'existence de la Cour constitutionnelle trouve sa justification dans l'idée de constitutionnalisme et dans le principe d'Etat de droit qui implique avant tout la prééminence de la Constitution ⁴⁹»*.

9. L'Etat de droit s'oppose à l'Etat de nature

Dans son entendement le plus large, l'Etat de droit est à « comprendre essentiellement par opposition à une situation inacceptable : celle d'un espace sauvage, injuste sans ordres ni règles, au sein duquel chacun est un loup pour chacun ». La conception de l'Etat de droit s'oppose

⁴⁷ Kifwabala Tekilazaya Defi Fataki Wa Luhindi et Marcel Wetsh'okonda Koso, loc. cit, p. 33.

⁴⁸ DIALLO Fatimata, *le juge constitutionnel dans la construction de l'état de droit au Sénégal*, mémoire de DEA, université Gaston berger de saint-louis, Sciences juridiques et politiques , 2006-2007, p.9.

⁴⁹ Gilbert KABASELE LUSONSO, « *La Cour constitutionnelle et la justice constitutionnelle en RDC* », in *Les Analyses juridiques*, n°29, Juillet 2014.

donc à celle de l'Etat de la nature » tel que l'explicitent un certain nombre de philosophes, notamment Thomas Hobbes, John Locke et Jean-Jacques Rousseau en ce terme : « *l'Etat de nature est un espace non civilisé, dépourvu de règles, où les notions du juste et de l'injuste sont inconnues ; la loi du plus fort étant toujours la meilleure et faisant triompher, par la violence, les désirs de celui qui est le plus fort physiquement* » Par opposition à ce type de vie sauvage, l'état de droit se veut une procédure de civilisation de l'espace au sein duquel vivent des hommes de différentes natures et différents degrés de force ». Un tel Etat découle d'un « Contrat social » tel que l'entend Jean-Jacques Rousseau, c'est-à-dire d'un ensemble de règles communément acceptées et intériorisées par le peuple, lesquelles règles définissent et régissent les relations entre les individus. Voy MBELA HIZA MULANASSAN, « *Analyse diagnostique des relations entre les militaires et les civils en RDC : état de la question et thérapeutique* », ⁵⁰.

Notons pour conclure avec M. Michel Levinet que la plénitude d'un Etat de droit exige la réunion des conditions suivantes : le droit à un recours juridictionnel effectif ; l'indépendance des juridictions ; le principe de la séparation des autorités chargées de l'action publique et des autorités de jugement ; le principe d'égalité devant la justice ; l'existence d'une répartition des contentieux relatifs aux droits et libertés entre deux ordres de juridictions et enfin, le caractère restreint des actes injustifiables⁵¹. La question serait de savoir si ces éléments sont-ils réunis dans le système congolais ? C. Les conséquences de mise en œuvre de l'article 1^{er} de la Constitution et les bonnes méthodes pour assurer la paix sociale, le développement économique et la sécurité nationale en RDC.

⁵⁰ s.d, pp. 1-10, p. 2.

⁵¹ Michel Levinet, *Théorie générale des droits et libertés*, Ed. Nemesis, 4^e éditions, Bruxelles, 2012, pp. 759-761, cité par MUGANZA MUYUMBA, *L'exception d'inconstitutionnalité des lois en droit positif congolais*, éditions Malaika, Kinshasa, 2016, p. 13.

Toute disposition légale [obligatoire, abstraite et générale] trouve son utilité lors de son application, c'est-à-dire qu'elle était née pour servir et non pour rester une référence théorique sans aucune application dans les situations concrètes. La Constitution de la RDC, principalement son article premier, lors de son élaboration, la finalité était qu'elle soit appliquée et qu'elle produise les résultats auxquels le peuple congolais s'entendait. Ainsi, la non application de cette disposition a posé beaucoup des problèmes en RDC, plusieurs sont ceux qui pensent que la RDC n'est pas un Etat de droit et démocratique comme la Constitution l'affirme. Il est ainsi important d'analyser les conséquences que peut engendrer l'application de cette disposition (I). Mais, si on l'applique mal, au lieu que cette disposition puisse servir, elle va certainement amener la société dans les désordres et chaos politiques, c'est pourquoi il faut au moins un minimum de stratégies à mettre en place pour sauvegarder la paix sociale, le développement économique et la sécurité nationale de la RDC (II).

10. Application de l'Etat de Droit

L'affirmation d'un Etat de droit et son application dans une société donnée, donne certains résultats c'est-à-dire, elle a ses conséquences logiques dans la vie sociale. Cette conséquence l'observation démontre qu'elle peut être négative et aussi positive, tout dépendra de la manière par laquelle l'Etat de droit en question est appliqué. En principe, l'application de l'article 1^{er} de la constitution congolaise [*en termes d'un Etat de droit et démocratique dans le domaine de justice*], renvoie à l'acceptation de certaines valeurs notamment : la séparation des pouvoirs et l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport aux pouvoir exécutif et législatif ; contrôle juridictionnel du respect de la hiérarchie des normes [*chaque règle tire sa légitimité de sa conformité aux règles supérieures*]; la soumission de l'Etat en sa qualité de personne morale, qui

a des droits et soumis à des obligations, notamment au respect des règles de droit ; la responsabilité des gouvernants, face à leurs actes ou décisions⁵².

Conclusion

Nous sommes d'avis avec Nick Elebe mon Elebe, sur le point qu'il considère la justice comme l'un des piliers et gardien de la démocratie et de l'Etat de droit ; qui, ne peut néanmoins jouer valablement son rôle que si appliquée et exercée à l'aune du respect de règles, principes et valeurs universellement reconnus et auxquels la RDC en tant qu'Etat souverain a souscrit⁵³. Si elle est pilier de la démocratie et de l'Etat de droit, en même temps son gardien, dans le cadre de cette réflexion, nous nous concentrons sur la séparation des pouvoirs et l'indépendance du pouvoir judiciaire dans la mise en pratique de l'article 1^{er} de la Constitution. Observons avant tout que, la mise en pratique de l'Etat démocratique et de droit en RDC, dans le secteur de la justice, révèle que l'appréhension du concept est dénaturée par la connotation politique que l'on lui donne et non son sens juridique. Or cette connotation politique enverrait aux abus, lesquels appelleront des réactions ; qui en définitive, transformeront l'Etat de droit comme en un « *poignard sanguinaire* » qui, au lieu de consolider la démocratie, il lui fera saigner. En effet, la connotation politique que l'on donne à l'Etat de droit et démocratique s'observe lorsqu'on peut voir les acteurs politiques faire de lois comme le disait Jonathan Swift « *les lois sont comme les toiles d'araignée qui prennent les moucheron mais laissent passer les guêpes et les frelons* ». ⁵⁴

⁵² Avec nos commentaire voir Permalien : www.toupie.org/Dictionnaire/Etat-droit.htm consulté le 29 mai 2020 à 04h 05.

⁵³ Nick Elebe ma Elebe, loc. cit, p. IX.

⁵⁴ idem, P, x.

Et là c'est une conséquence négative de l'application de l'article 1^{er} précité, ce qui pourra sans doute s'interpréter comme le rendement de compte caché derrière l'Etat de droit et démocratique, peu importe les bonnes intentions que l'on peut avoir. Bref, un Etat de droit et démocratique que tout le monde cherche est celui établi sur les principes d'égalité, d'équité, de justice, d'humanité et d'intégrité⁵⁵.

**Par Ass2 Innocent KALWIRA &
John-Modest**

⁵⁵ Engunda Ikala, *art cit*, p. 1.

Chap. II.

PALAUVER AS A WAY OF RESOLUTION AND TRANSFORMATION OF COMMUNITY CONFLICTS THROUGH SPEECH AND LISTENING IN THE NORTH-KIVU PROVINCE; CASE OF GOMA CITY AND ITS SUROUNDINGS

Ass2 KAIRARA RUMWANGA Romuald⁵⁶

From the AREA OF COMMUNICATION AND CONFLICT RESOLUTION

1. Summary

Palaver is a traditional way of saying and listening in order to resolve a conflict. A way of saying but not any saying or as everyone wants. It implies sayings on subject, object, and modality in the purpose of a change in the mind of people. So, palaver is an exchange of words which can be social, political, cultural and linguistic.

⁵⁶ L'auteur de l'article d'appelle Romuald KAIRARA RUMWANGA Assistant des Instituts Supérieurs et Universités, chercheur en Littérature, Evaluation et Linguistique Anglaises; a été respectivement: Secrétaire du Département d'Anglais à l'Institut Supérieur Pédagogique de Ngungu, Secrétaire Général Académique ad intérim à l'ISPT (Institut Supérieur Pédagogique des Techniques) Bugarula/Idjwi. Aujourd'hui Assistant du Secrétaire Général Académique de l'UBC-Goma, assure aussi les cours d'Anglais général et Technique. Fut Enseignant d'Anglais technique à l'Institut Technique de Keshero/Goma. Aussi, il a été Responsable du CRS de l'Horizon-Goma, formateur dans le système andragogique. Chargé des Langues à l'Institut d'Enseignement Médical / IEM AMI-KIVU. Promoteur du Centre de Formation accélérée d'Anglais dénommé « Shakespeariens English Language Centre of Keshero Technical Institute », (SELCT/ITK) en sigle ; aujourd'hui: Directeur du centre de formation d'Anglais de l'UBC-Goma. Membre du comité de soutien de la Revue Eveil du Congo/ORASSU.

Keywords: *palaver-resolution-transformation-conflicts*

2. Introduction

Africa, traditionally, a continent of chiefdoms and kingdoms, has a decision-making system: local palaver, all the virtues of which have not yet been exploited for the organization and conduct of State institutions. The African local palaver is a decision-making system that allows members of a family, a clan, the inhabitants of a village, a chiefdom or a kingdom to participate, either directly or indirectly (by appointed agents), in the life of the city. From the top to the bottom, at each social level there is a decision-making cell headed by a leader. Decisions start from the bottom up and go back to the top for validation by the supreme leader or king. The latter decides as a last resort while giving reasons for his decision. The process is slow because it requires a long exchange of views, but the resulting decision has the force of law and is binding on the entire community. This decision-making process is also observed in other societies, especially in Japan where the ringisei reigns. Projects are first discussed by representatives of the lower levels and only reach the higher levels once consensus is reached. Each participant signifies his agreement by initialing the documents submitted to him. The role of the leader, when the project is submitted to him, is purely symbolic. He sort of endorses the consensus and orders the execution. The bill acquires the force of law. From the point of view of management sciences, palaver and hgisci are models of direction.

In Africa, the reproduction of imported or imposed models has marginalized the palaver and classified it as a "negreria". Local management capacity clashes with the logics imported into the process of acculturation or interpenetration of the different cultures and management

systems that coexist. The lack of control of this process in management explains to a large extent the weakness of the managerial capacity which is reflected in the bankruptcy of States and their merchant companies in Africa. Members of traditional society refuse to internalize the culture imposed or proposed by the foreign society. This society is characterized by a high level of learning and a low level of interaction and compromise. In labour relations, members refer more to their traditional culture. The Post-Sovereign National Conference in DR-Congo is tending towards this category of society which is not organised and does not respect the social rules.

The process of acculturation can finally engender an anomic society in which members no longer know which social norm to refer to in this or that situation. Traditional society is then destructured without the foreign society providing it, in exchange, with an acceptable organization capable of balancing it. Zaïre, in the current impasse of its Sovereign National Conference, is temporarily approaching this category. Traditional African societies have never been oases of mythical peace and harmony dominated by unanimity and unfailing cohesion; social conviviality has always been painstakingly maintained because conflicts and the fraction of interests punctuate and will punctuate the daily existence of the members of the community.

Thus, as it has been observed, lived, affirmed and confirmed by thinkers of the different intelligible rationalities and by Africans themselves; in essence, African civilization is communal. At the heart of their lifestyles, Africans place the well-being of communities above that of the individual. The life of society is a permanent guerrilla war. The journey of comradeship, friendship or love seems lost in the immense failure of human fraternity because of acculturation.

3. definition, importance and kind of palaver

The word "Palaver" in Africa, which etymologically comes from the Spanish **palabra**, has the sense **of speech and listening** but also this listening is done **under a majestic tree, with an impressive scale that gives a cool shade in all seasons, especially during the dry season**. It is in this way that, in Africa, people gather to start speculations on the management of the city; a place of speech, come and discuss HABERMAS, in other words, the place of logos and listening... The palaver is this traditional gathering place in the shade of which citizens freely explain themselves about life in society, about the problems of their area about the policy to be carried out on the future.

The palaver, is a word "given to", "addressed to". The palaver is therefore a staging, an order, and a speech; it is the place par excellence of politics. According to EBOWSI BOUL~A, palaver is defined as a model for resolving the conflicts of power that result from the process of acculturation. Political culture, in the African collective imagination, conveys values that belong to traditional, Western and socialist models. The traditional model is represented by the virtues of the local palaver, an instrument of organization of chiefdoms and kingdoms, virtues that reappear in the open to resolve the crisis of institutions (phenomenon of sovereign national conferences). The palaver, courageously to constructive initiatives and their support to individuals and groups in their actions to defend the fundamental values of the human person and the human community.

Emmanuel MOUNIER, in "*personalism*", underlines the fundamental moral principle: **"an action is good insofar as it respects the human person and contributes to his development; otherwise, it is bad."** Through the palaver,

society questions its references, puts itself at a distance and can enter into an uninterrupted dialogue with itself and its other. In Africa, there is talk at all levels of civil society, with any opportunity being propitious to bring about meaning through words. The palaver allowed society to reflect both its order and its disorder. Above all, it encouraged those involved to revisit the problem of social ties. Palaver is an important tool that serves to solve problems and maintain social cohesion between peoples. This institution ensures that good neighbourly relations are paramount, cordial and healthy, between communities in order to avoid all forms of tribal conflicts. There are several kinds of talk that are, here, grouped into two: **irenic talks** held outside of any conflict (for example, on the occasion of a wedding, a sale...) and; **agonist palavers** that follow a dispute. It is the reduction of a conflict through language, violence taken humanly in the discussion.

4. Space, act, limit, nature and time of mediation, dialogue, reconciliation, sentence, social bond, tolerance and deviation

The palaver is not held anywhere, and the choice of place is already the subject of a mini-palaver, hence the highly symbolic aspect of the space of the palaver. The space of the palaver marks the transformation of the scope into space. The expanse presents, in its continuity, a substance which, once informed by man, becomes space, that is to say, the form, capable of serving for the purpose of meaning because of its articulations. In the palaver, meaning passes first through space: the relationship between the subject, the law and the forbidden, between culture and nature, is expressed.

Relationship to the Act: In some cases, the palaver takes place in the chief or in the oldest of the highest age group, or, in the end, in the oldest of the lineage (right of birth). At the Beti of Cameroon and the Fang, the palaver is held

in **the abââ** (large house of man; serving and living room and courtroom) and never in or in front of a kitchen. The place of the palaver obeys the law of the father and indicates in them the pre-eminence of patriarchal ideology. In societies, filiation is a partner and the father is the true symbolic figure representing the law.

- **Relationship to the forbidden; the limit and the space:** palaver often takes place in a border place between two tribes (among the adjukru of Ivory Coast) this strategic place because it expresses a certain neutrality, as well as a certain contradiction to the extent that, belonging neither to one nor to the other.
- **The subject of nature:** Palavers (especially in West Africa) often take place under a tree. *"If trees are frequently part of the judicial scenery, it is because they attract the divine charisma and transmit it to the magistrate (...) sitting in their shadow (...). In Israel, the book of Judges (LXV, 4) evokes justice done under a palm tree"*

The tree symbolizes rootedness, it overlooks the conflict through living together.

- **Time for mediation:** palaver establishes a public space for discussion that supposes the detour by a procedure. The palaver does not organize the specular face-to-face between the parties but institutes a symbolic mediation with several entries. With the palaver, we leave the immediacy of relationships to enter a network of mediation that fits together to infinity.
- **The courts:** palaver by its playful, theatrical and rhetorical aspect, is similar to a jurisdiction. It has its composition, organization and competence. In highly hierarchical static societies, the jurisdiction is composed of members of royal families, "champions" of the trials during initiations and often the oldest in an age group. If the court covers a small territory, it is the

oldest who compose it but, in the event of an appeal or a very serious case, the heads of the family refer directly to the sovereign. Thus, among the "Massi" of Burkina, there was "Kasma" for small jurisdictions and "naaba" for large ones. Before the actual palaver is held, there are pre-talks during which the persons who consider themselves wronged open up to a third party enjoying an influence both recognized by the accuser and by the person accused. Among the Beti, this plant is done in several moments including warning (mbémê) and adjuration. Often, a discreet inquiry is carried out by mediators who, by cunning and experience, manage to gather information from both sides. Among the Gimbala of Zaire, its mediators are called "Ngezi".

- **Dialogue or palaver**

This sense of others, this family, tribal and human solidarity, generally leads Negro-Africans to settle the inevitable disputes between men living in society by encounter, by dialogue, that is to say, the direct confrontation, without intermediary of the parties involved; it is the palaver that is an opportunity for criticism and self-criticism. The Negro-African individual was melted into the group, the meeting and dialogue are in the presence of the members of the family group or tribe. The advantages of such driving are considerable. "Dirty linen is washed as a family", they say. Lying is hardly possible: there are too many witnesses. One is a prisoner of his word: the verb becomes straitjacket. For the Negro-African, "verba manent" which is different from the Latin's thought. The words do not fly away, they remain as immutable in the memory of all, assisting them as the character engraved on the tree and the paper. A proof of this verbal and tribal endorsement: the public speaking itself: any speaker before arriving at the essence of his remarks, calls one or the other or even several members of the audience to take him as witnesses and as guardian of

his word: these are guarantors of the verb who must signify their presence and their acquiescence by a firm and vibrant response of conviction to the speaker's call. At the end of such a meeting, objectivity triumphs. Joy being even the foundation of the philosophy of Negro-African, everything usually ends with dancing and drinking. This manifestation of joy proves that life succeeds.

Dialogue is the means of seeing clearly in oneself and in others, it is the instrument of clarity. *The negroist's meeting is a search for individual and social balance. A limb that suffers causes the whole body to suffer. A tribe in effervescence gangrenes the notion: it is the part open to inter-tribal boiling, it is the green light for anarchy and for the turgor of tribal antagonists.*

This pre-palaver, frequented in case of land conflicts and witchcraft, is not necessary in the case of flagrante delicto.

- **Sentences: punishment, recourse**

The sentence is pronounced after a long deliberation by a jury. The one who dictates the sentence is either the leader in the context of traditional States like the Ashanti who call him an "Ashantene"(the king) who says the sentence, either a rhetoric judge "the Mbaku" among the people of the Zaïre, either also by the main rheurs depending on the social class of older age of the World-Odduat Ivory Coast called "Auxukru" or in the end by a notable known for his righteousness; which is the case in the Southern-Cameroon Beti where this judge is NTSIG NTOL, "eldest-trancheur" . The Action can also be pronounced by a member of the company or more village-mother who plays the role of judge between two villages (among the Akuade from Ivory Coast), a role already devolved by the village-mother (Akandjé).

As for the punishments, they may be considered in damages, in an emit (Makwana) by the "Basakata" people of Zaire). There are also psychological punishments: such

as shame, the vessel of gods and, especially, the exile is always proposed to the Maternal uncles' and there the sentenced finds himself rightlessly considered, for he will never be able to own entirely of the field property. The prison remains rare, but present, mainly in the Islamized regions.

Note, however, that the punishments change the status but does not exclude looking for a host society for the guilty. The possibility to recourse is quite seldom.

- **Reconciliation:** At the end of the sentence, the palaver does not stop for all that: the whole thing is not to compensate or to be served, but **to renew the relationship**. The palaver sometimes sacrifices the real for the purpose of achieving peace. The truth is sometimes sacrificed for peace and one can also hide certain truths to present social harmony. In the palaver, the cognoscendi ratio is a servant of practical reason. Because the social order has been shaken by the guilty, not by the one who is right.

Of KANT's three questions:

- "what should I know?";
- "what should I do?" and;
- "what can I hope for?";

the discussion does not answer the question of knowledge, but can answer the question of action within a community and, above all, hope for peace.

- "What should I do?": maintain the good.
- "What can I hope for?": to have peace.

To reconcile, one is held in a delicate peace. **What is at stake is not the justice to be applied in favour of an individual, but the harmony to be established within a community.** Beyond the reconciliation festivities, there are three essential moments: the oath, the honor and the follow-up.

The oath, which thus explains an existential commitment, aims to guarantee peace for the future. As a result of the oath, there is **forgiveness**. Forgiveness is asked by the culprit, but so that he is not humiliated, the winner "raises his fallen brother" (among the Beti of Cameroon, a single verb designates to be wrong, lose a lawsuit and fall: KU) by asking, too, forgiveness to the audience. Moreover, if the loser must compensate the plaintiff by giving him a goat, the latter must kill it and give part of it to the losing family. Sometimes, it is the reconciling party who led the pre-palaver steps who asks for forgiveness so as not to hurt too much those who are dishonored by the loss of the trial. ***Forgiveness is not here an activity intended to lower man but to reintegrate him into the relationship with others.*** *Forgiveness does not imply the withdrawal of a guilt-ridden consciousness that enters its heart to reconnect with an abstract transcendence in remorse, but what opens to the other, what externalizes and restores the link with immanence.*

After the talk, a follow-up is restored. Not everything ends with the hearing, the talk must continue, which is why adjukru often appoint a few members of the age group of complainants and accused to check whether peace actually exists. Often no one is wronged, but the conflict is attributed to an **evil genius**. Everyone knows that this is a way of saying so as not to hurt the accused party.

5. The way of saying

The palaver is played with words and plays with words. The processes of enunciation are also complex in both genres, agonistic or irenic. In both cases the word introduces an ethical and legal relationship between the actors, it builds roles and implies changes in attitude. To tell the truth, the palaver brews different types of statements with vague statutes. What is assured in any

case is the performative character of all the statements used during the discussion.

The palaver is the place of the word, not just any but of the word that leads to change. This exchange sends to the subject (to whom to talk?), to the object (what to talk about?), and the modality (in what way to speak?). The subject, the object and the way situate the palaver as a network of "language games". The latter opens on the notion of "participatory hope".

6. Palaver as a social bond

In Africa, the institution of the state has broken as ARENDT would say, the thread of the tradition of the palaver by establishing an elite that has not learned the loss of self-sovereignty. The state has erected a world of living together that fails, because beyond constitutions, obligatory solidarity, decrees, it lacks the word given and the recognition of oneself and the other that once cemented the living-together. The political relationship in Africa has become synonymous with the state relationship, as if it were reduced to that. This conflict is perceptible in the discourses of African and Africanist political scientists. It is on the enigma of living together that the questions of the state, institutions, mediations, accusation and subject will fail. Can the state stimulate living together? No, because at its base, there was no talk and because, moreover, it seems to be specified for an alienated African elite. The question of what guarantees living together in Africa remains unresolved.

7. Palaver as tolerance

Palaver involves the idea of tolerance. A tolerance that often ranges from 'why not?' to 'laissez-faire' does not fundamentally undermine the truth regime of the parties

involved. It is this tolerance that prevails today in the process of Westernization of Africa. The latter, after independence, tolerated African conditions, which is visible in all areas, provided that he did not question the different regimes of truth on which the West relies. The passive tolerance referred to here in the relationship between Europe and its other 'laissez-faire' while keeping the prejudices of each intact.

Palaver, on the other hand, highlights the possibility of active tolerance. It indicates that the being of man, before being subsistence, is relationship. In this relationship, I arise, I exist through my own tear (coming from my economic, political, ideological anchors, etc.) the active tolerance that the spirit of the palaver allows leads to a learned ignorance. Asking the question of validity and truth in conflictual dialogue implies the revision of the notion of understanding and, through it, of the status of knowledge.

8. Local palaver in Africa

It aims to resolve political conflicts in countries formerly subject to dictatorships, after the feverish movement of political independence in the sixties, shows that the talk so hidden or ignored has become the main regulator of city life (OKAMBA). The dynamics of this phenomenon is called sovereignty. It is the product of the capacity for interaction, learning and negotiation, works to reach a compromise around a unifying project for society, which the legitimate representatives of the people create themselves on the ground. Admittedly, there is a certain fragility of the so-called transitional bodies (government, Parliament, Presidency of the Republic). This fragility is real and requires a consolidation of society's project by an awareness of the deleterious effects of imported systems. Among these effects is corruption prohibited in traditional

society, but erected as a management system in the organization and management of the State and its institutions. This phenomenon has been denounced in a very controversial way by PÉAN (1988) as one of the factors that kill development. So what can be done to resolve conflicts that may arise from time to time between individuals? Our ancestors found us an excellent solution to this problem by the "African palaver". Indeed, as a framework for the organization of contradictory debates, opinions, advice, deployments of various mechanisms of dimensions and arbitration, the palaver throughout the centuries, has appeared as the framework for the resolution and revolution of conflicts in black Africa. Palaver, questionably, is a fundamental fact of African societies and the vitality of a culture of lasting peace; for the African palaver is a process that can be long, but whose purpose is the maintenance or restoration of social cohesion. For centuries, they have allowed Africans to maintain harmony at the community level.

9. Acculturation

Polycentric systems with an extroverted orientation involve foreign technical assistance. Generally, they have several decision-making centers whose main (headquarters of technical assistance) is located abroad. The latter grants relative autonomy to its local subsidiaries. In the case of DR -Congo and other countries that adopted the socialist path in the aftermath of independence, for example, these polycentric systems live in the state enterprise in two forms: **capitalist, or colonial, and socialist.**

The colonial form began with the installation of the concession companies at the beginning of the development of the French colony of the Congo (1891). Marked by the forced and free labor of the native, it enriches the metropolis without compensation. It favors the technical

expertise of a native that the white employer has forged in his image. In the Congo, for example, this system was in force from August 1963 to June 1991. In the context of the class struggle and the application of local palaver in the service of the company. In Africa, the dictatorship of the proletariat, the leaders favor the "red and expert framework" adept of the official ideology, to the detriment of the "compatriot framework" not adept of the official ideology (NGOUABI, 1975). The red and expert cadre occupies the top of the hierarchy and owns the largest share of the wealth created according to democratic centralism.

10. Conclusion

To conclude our theme, we emphasize that the palaver indicates the major changes in societies, we do not want to forget to emphasize the growing role that the means of social communication take and their influence on the transformation of mentalities, knowledge, organizations and society itself. Certes, les aspects positifs sont: l'unité entre tous les hommes, une diffusion plus étendue de la formation et de la culture devient possible. Toutefois, le moyen de communication sociale, par son action même, est considéré comme représentant un nouveau pouvoir dans la société. Comment n'est pas alors s'interroger sur les détenteurs réels de ce pouvoir sur les buts qu'ils poursuivent et les moyens qu'ils mettent en œuvre sur le ressentiment, enfin, de leurs actions, quant à l'exercice des libertés individuelles aussi bien dans les domaines politiques et idéologiques que dans la vie sociale, économique et culturelle? Les hommes qui tiennent cette puissance ont une grave responsabilité morale par rapport à la vérité des informations qu'ils doivent diffuser, par rapport aux besoins et aux réactions qu'ils font naître, par rapport aux valeurs qu'ils proposent, qui visent le développement et l'avancement véritable de la société.

Les sociétés africaines de ce XXI^{ème} siècle sont objet de plusieurs maux suite à l'abandon de la palabre. Plusieurs idéologies politiques, ethniques, tribales et des instincts de conservation et de domination entraînent des massacres, des assassinats, des conflits et des oppressions sociales généralisées; et dans tous ceux-ci les sociétés sont les premières victimes.

11. Endnotes

Http // WWW.Palabre comme vertu africaine.COM /, consulté le 10-03-2017, à 11 heures 32 minutes.

J. CARBONNIER, *flexible droit*, librairie générale de droit et de Jurisprudence, Paris, 1975, p.279.

D. BAKOMBA, « la palabre africaine », in *les imaginaires*, U.G.E, Paris, 1976.

J.M. ABANDA NDENGWE, Le Négrisme, In *Philosophie africaine, textes choisis* 1, N° 3, PUZ, Kinshasa, 1975, 49-54pp.

R. MELDGE, *système de gestion des conflits chez les adjukru*, thèse EHESS, Paris, 1994, p.102.

Cfr., M. AUGÉ, *théorie de pouvoir et idéologie*, Hermann, Paris, 1974, p. 61.

Cfr., H. HEMEL FOTE, « de la paix perpétuelle dans la philosophie pratique des africains », in *présence africaine*, n°55, 1965, pp.21-22.

J. GIBBS, « The keplle moot: a therapeutic model for the informal settlement of disputes », in *Africa*, vol.33, n°1, 1963, p.5.

E. GOFFMAN, « l'ordre de interdiction », in *sociétés*, n°14, 198, pp.8-16.

Cfr. H. ARENDT, *vies politiques*, Gallimard, Paris, 1974, p. 304.

J.G. BIDIMA, *la palabre, une juridiction de la parole*, Ed. Michalon, Paris, 1997, p.44.

11. References

1. Aloys SHANYUNGU MPENDA WATU (Abbé), *paradoxe de l'homme « rationnel »*. De la déshumanisation à la réhabilitation du sens de l'humain, in Congo-Afrique, Kin, n°416, juin-juillet-août 2007, p.469.
2. J. Claude KAKULE LYAMAHASANA, *la politique de la République Démocratique du Congo au crible des principes de l'action raisonnable : à l'école de John Rawls*, in recherches africaines, l'Afrique et son Vécu, N° 35, Octobre-Décembre2012, p.296.
3. J. Claude KAKULE LYAMAHASANA, *la politique de la République Démocratique du Congo au crible des principes de l'action raisonnable : à l'école de John Rawls*, in recherches africaines, l'Afrique et son Vécu, N° 35, octobre-Décembre 2013, p. 263.
4. P. NGOMA BINDA, *la participation politique, éthique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et de bonne gouvernance*, 2^eédition, revue et augmentée, institut de formation et d'études politiques, Kin, 2005 p.318.
5. KAUMBA KUFUNDA, *Gardiens de la recherche philosophique africaine : paix-justice-travail*, fck, 1988, p.58.
6. KINYONGO Jekki, *la paix comme instance de développement dans l'Afrique contemporaine*, RFA, fck, 1988.p.28.
7. E. LEVINAS, *entre nous, Essai sur le penser-à- l'autre*, Grasset, Paris, 1991, p.115.

9. Kă MANA, *l'Afrique va-t-elle mourir, l'imaginaire africain, essai d'éthique politique*, Paris, cerf 1991, p.32.
10. HAMPATE BA, cité par l'Abbé SALUMU NDALIBANDU Nestor (Abbé), *défis de la démocratie en Afrique noire : lieu du questionnement philosophique*, dans Benoit Awazi Mbambi Kungua (dir), *la Chine et l'Inde en Afrique, une approche pluridisciplinaire et postcoloniale, Afroscopie*, revue savante et pluridisciplinaire sur l'Afrique et les communautés noires, Le harmattan. p.293.

Ass2 KAIRARA RUMWANGA Romuald

Chap. III.

QUELQUES FACTEURS CONFLICTOGENES AU NORD KIVU CAS DE LA VILLE DE GOMA De janvier 2020-Aout 2022

Par Ass2 BASHIZI Donatien⁵⁷

1. Objectif de la recherche

Ce travail a pour objectif global de promouvoir la cohabitation pacifique entre les Gomatraciens grâce à la mise en place d'un Cadre d'Ecoute, de Dialogue et de Médiation : Cartographier les conflits qui conduisent à l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... dans la ville de Goma : Identifier et associer les causes de chaque conflit présent dans la ville de Goma ; Proposer et mettre en place un Cadre d'Ecoute, de Dialogue et de Médiation comme outil pour transformer les conflits ancrés dans les différentes couches socio-culturelles. Tels sont les objectifs spécifiques à ce travail. Ce choix de ce travail a été motivé par le fait que la population de la ville de Goma continue à être victime des conflits dont elle ne sait parfois pas l'origine. Pour ce faire, il présente de l'intérêt à trois niveaux.

⁵⁷ Monsieur BASHIZI BIRYONDEKE Donatien, fils de BASHIZI BANTUZKO et DUNIA M'MURUHUKA est né à NYABULONGWE le 04 février 1965 dans le groupement de BUSHUMBA en Territoire de KABARE. Marié à FAIDA M'NYANGEZI avec qui ils ont sept enfants. Etudes faites : les études primaires se sont déroulées à l'EP NGARHA, les humanités secondaires à l'Institut NYAMOKOLA où il avait décroché son diplôme d'Etat en 1987. Intéressé par les études universitaires à partir de 2007 à l'Université ouverte, il est parti finir son cycle de graduat et de licence en 2012. A l'UPROGL en GAP. Expérience Professionnelle : à part l'enseignement primaire, il a été nommé Assistant à l'UPROGL après distinction en Licence. Il a presté à l'ISGD et actuellement à l'ISDR-GOMA. Ses atouts en qualité de A0 lui ont permis d'accéder aux postes suivants : - chargé des projets en Ascenseur social, - Logisticien en YODEP, Superviseur en SOA. Ambitieux pour contribuer à la cohabitation pacifique et la lutte contre le recrutement des enfants soldats en RDC.

Personnellement, l'abord de ce thème m'a permis non seulement d'approfondir les notions liées à la transformation des conflits, mais aussi de connaître les conflits (et leurs causes) qui font que la population de la ville de Goma ne soit pas à l'aise. En ce sens, facilitera à la population de Goma de développer un cadre qui lui permettra de résoudre ses différends à travers l'écoute, le dialogue et la médiation. Du coup, il fournira des données utiles pour les recherches ultérieures.

1. Démarches méthodologiques

Tout comme chaque serrure a sa clef, chaque problème scientifique et chaque sujet de recherche exige une démarche méthodologique privilégiée. Pour ce qui est de notre recherche, nous avons utilisé l'approche sociologique. Ce point se propose de présenter la méthodologie de recherche que nous avons utilisée dans notre travail sur la situation polémologique dans la ville de Goma. La compréhension et l'analyse de l'objet sous examen nous a imposé une perspective sociologique en vue de replacer la conflictualité dans la ville, dans le contexte de sa genèse et son évolution jusqu'à sa manifestation actuelle.

C'est de cette réalité que nous avons opté pour une méthode purement qualitative qui sera complétée par la fouille des documents en rapport avec la doctrine sur le sujet sous examen. Ensuite nous aurons à présenter différents résultats de nos décentes sur terrain pour permettre la confirmation ou l'infirmité de nos hypothèses. Les données récoltées par le truchement de la technique documentaire ont été complétées grâce aux interviews réalisées sur le terrain auprès des étudiants, les citoyens à travers la ville, les regroupements culturels, les agents du gouvernement ainsi que les acteurs armés et ceux de la société civile dans la ville de Goma. L'analyse qualitative de données récoltées a servi au traitement et à

l'interprétation des informations ayant forme et sens à la présente réflexion.

2. Délimitation spatio-temporelle

Du point de vue spatial, ce travail présente les données relatives à la situation conflictuelle de la ville de Goma, qui est le chef-lieu de la Province du Nord Kivu en République Démocratique du Congo. C'est, en fait, une ville à diversité culturelle qui fait aussi sa beauté. En effet, elle a été plusieurs fois une porte d'entrée de rebellions et des milices de groupes armés qui ont endommagé le patrimoine. Du point de vue temporel, ce travail a commencé dans le mois de Janvier 2020 et pris fin au mois d'Aout 2022.

3. Enjeux de la recherche

Partant du principe d'universalité, tous, grands ou petit, riche ou pauvre, noir ou blanc, tout le monde entre en conflit. En traversant un monde déchiré par la violence, la lutte pour la vie et la guerre des intérêts, les conflits sont présents en nous et autour de nous. Ces conflits sont à la base des guerres en répétition avec des conséquences néfastes notamment les pertes en vie humaine, de déplacement massif, la famine, l'insécurité, la maladie, etc. Tels sont les effets des conflits interminables à travers le monde. C'est le cas des conflits israélo-arabe, juifs-palestiniens et les récents conflits qui opposent la chine à l'Amérique dans le débat sur les origines économiques de la COVID-19 le conflit contemporain⁵⁸.

De son côté, l'Afrique traverse, depuis plusieurs siècles, multiples conflits : tantôt externes, tantôt internes. Parmi les externes, nous pouvons citer : la traite négrière, la ségrégation raciale, l'esclavagisme, la colonisation et aujourd'hui les conflits multi-nationalistes lui édictés par la guerre économique des pays du Nord et le tiraillement à

⁵⁸<https://www.rtl.fr/actu/international/coronavirus-la-chine-suspecte-les-etats-unis-d-avoir-introduit-le-virus-a-wuhan-7800251155> visiter le 10sept.-2020.

La lutte contre la pandémie Corona virus sont pour elle l'épine dorsale. A l'intérieur de l'Afrique, les populations sont confrontées à tant de conflits liés au népotisme, à l'analphabétisme, à la pauvreté, à la dictature, aux guerres, aux viols et violences, aux génocides, etc., dont leurs effets ont toujours été néfastes contre les africains eux-mêmes. Tel est le cas de génocide du 1994 au Rwanda, la guerre politique du 2012 en Côte-d'Ivoire, la guerre civile de 2016 au Burundi dont le conflit en est l'origine⁵⁹.

4. Analyse de la question a la recherche de résultat

Le concept conflit vient du latin « *conflictus* » qui signifie choc, lutte, combat guerre, terrorisme, etc. qui infligent des pertes aux deux adversaires. Il prend le sens d'une rencontre de sentiments ou de besoins, d'intérêts opposés : querelles, désaccords, lutte de pouvoir, etc. Si cette opposition d'intérêt reste non traitée, elle engendre un conflit ouvert. Dans la seconde acception, le concept conflit signifie le blocage des mécanismes normaux de prise de décision. D'où difficultés pour un individu ou un groupe à opérer le choix d'une action. Le conflit présente à cet effet un double idéogramme : celui de menace, d'un danger et celui de chance, d'opportunité.⁶⁰ Conflit, mais de quoi s'agit-il ? Un conflit est une tension née de l'opposition entre deux personnes ou plus. Un conflit est chargé d'émotions telles que la colère, la frustration, la peur, la tristesse, la rancune, le dégoût. D'une manière générale, il est fait d'agressivité, voire même de violence.⁶¹

⁵⁹ A. LEGAULT, M. FORTMAN, « Introduction », *Les conflits dans le monde, 1999-2000*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 10.

⁶⁰ Ida NAPROUS enseignante, médiatrice et formatrice, *conflit et médiation*, Troyes, 2011, p3.

⁶¹ Marsan, *la gestion des conflits*, Paris, 2005, P4.

6. Les trois « N » du conflit

Dans les secteurs de notre vie, le conflit est neutre, normal et naturel ; les conflits interpersonnels sont non seulement inévitables mais ils sont également nécessaires à notre dynamique de travail, et même plus, à notre vitalité ! Toutefois, si ces conflits ne sont pas gérés convenablement, des conséquences négatives voir dramatiques peuvent surgir sur l'individu et sur la communauté en générale.

- Sur l'individu c'est la perte de confiance, de performance, de dynamiques, de problèmes de santé liés au stress, etc.
- Sur la communauté nous pouvons avoir l'inefficacité, mauvaise image externe, etc. d'où la nécessité d'appréhender la transformation de conflit en installant un climat propice à la communication et prévention. Toutefois, savoir gérer, réconcilier et transformer le conflit ne s'improvise pas. Elle nécessite une connaissance, un véritable travail de fond. Selon le polémologue Marsan, en face d'un conflit, nous affichons deux prédispositions : la prédisposition selon notre personnalité et selon notre genre. Selon la personnalité ; ceux qui ont une personnalité instinctive ont besoin de conflit pour exister. Des personnalités à l'instinct anesthésique qui sont d'excellents médiateurs⁶².

Selon le genre ; l'auteur part d'un symbolisme métaphorique pour expliciter en disant : *« si l'on compare un conflit à une mauvaise météo, disons que les femmes s'efforcent de ne pas mettre le nez dehors, tandis que les hommes achètent un parapluie. Les femmes maintiennent la paix, les hommes la font. »*⁶³ il est important de comprendre la nature du conflit pour pouvoir l'aborder

⁶² Idem, p4.

⁶³ Ibidem, p5.

efficacement. D'après les recherches, le conflit serait un processus observable qui comprend plusieurs étapes et qui présente un certain nombre de caractéristiques.⁶⁴

7. Typologie de conflit

Selon Ida Naprous, il existe trois types de conflits : le conflit déclaré ; c'est un conflit mis à jour par les protagonistes qui le souhaitent même parfois clairement par intérêt. Le conflit latent ou larvé ; c'est un conflit étouffé par soit par peur du regard des autres, soit par peur du conflit déclaré, soit par peur de ne pas être à la hauteur, etc. par illustration nous pensons aux idées non dites pesant à notre conscience, les stress, le retards, l'absentéisme, le non qualité du travail, etc. Et le conflit refoulé ; c'est un ancien conflit sans solution acceptable pour l'un ou l'autre et qui risque de devenir un conflit déclaré.

A part ces trois types de conflit ci haut cités, nous avons autres sous types de conflit entre autres : le malentendu lié à l'incompréhension, à l'interprétation erronée de l'action de son interlocuteur à travers ses propres craintes, expression de sa vulnérabilité. Ne pas connaître le point de vue de l'autre nous permet d'attribuer des significations négatives à son comportement⁶⁵. Tel est le cas du *conflit identitaire*, ils portent sur des « différends culturels, économiques, juridiques, politiques ou territoriaux entre deux ou plusieurs groupes aux origines différentes. »⁶⁶ En réalité, il y a conflit de ce type lorsqu'un groupe se persuade, à tort ou à raison, qu'il est menacé de disparaître soit sur le plan physique, soit sur le plan politique, par la domination exclusive d'un autre groupe.

⁶⁴ Réseau communautaire sur *la résolution de conflit*, canada 2010, p3.

⁶⁵ Idem, p5.

⁶⁶ Witold Rackza, « Le conflit ethnique : sa nature et les moyens de sa prévention par la communauté internationale », *Relations internationales*, no 88, 1996, p. 397-412.

En d'autres termes, on parle de ce genre de conflit lorsque « la survie réelle ou fantasmatique du groupe est en jeu, quand celui-ci se sent dépossédé non seulement d'un territoire ou de son territoire, mais plus gravement lorsqu'il se sent dépossédé de son devoir de vivre, de son identité et de sa spécificité.⁶⁷ » Le conflit identitaire résulte de crises d'identité et de discrimination. Lorsque celles-ci se manifestent, les normes de comportement sont sujettes à de profondes remises en question et à des attaques destinées à les modifier radicalement. La construction de menaces et un processus de victimisation servant particulièrement à redéfinir les identités pour éventuellement modifier l'équilibre ethnique, par la force.

Ils visent à satisfaire des individus, des leaders ou des collectivités aspirant à canaliser le changement identitaire pour des fins de légitimité de groupe, d'affirmation d'autorité ou de chauvinisme nationaliste⁶⁸. Un conflit identitaire n'est pas seulement un conflit de domination ou de conquête, c'est un conflit qui est vécu par ses protagonistes comme défensif⁶⁹. Dans le perspective constructiviste, le conflit identitaire repose sur une dynamique psychologique, puisque les conflits identitaires semblent être le produit de blessures narcissiques à l'identité des groupes ; en réalité, ces blessures et la volonté de les guérir par le recours à la violence sont surtout Construites par des leaders ethniques et politiques. Ces crises ne sont pas nécessairement ancestrales ou inévitables ; elles correspondent à des

⁶⁷ François Thual, *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995, p. 6, et « Du national à l'identitaire. Une nouvelle race de conflit », *Le Débat*, no 88, 1996, p. 162-170.

⁶⁸ Beverly Crawford, Ronnie Lipschutz, « Discours of war : Security and the case of Yougoslavia », in Keith Krause, Michaël C. Williams, *Critical Security Studies*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997, p. 149-186.

⁶⁹ François Thual, *op. Cit.* p. 163.

déséquilibres cognitifs provoqués et alimentés par une peur chez le groupe de disparaître ou d'être diminué.⁷⁰

8. Fonctions sociales du conflit

Un conflit peut jouer un ou plusieurs fonctions dans la société selon le temps et les circonstances. Le conflit de valeur : il relève des différences de valeurs ou de croyances de ce qui est vrai, bien, beau, juste, etc. Chacun est intimement persuadé de son bon droit. Le conflit de rôle : se présente comme la conduite de quelqu'un qui joue un personnage, exerce une influence ou remplit une fonction dans une situation sociale précise. Le conflit d'intérêt et d'identité : dans le conflit d'intérêt, l'enjeu est limité à un objet, un avantage, à l'exercice d'un pouvoir, etc. Dans le conflit d'identité, il y a le rejet de l'autre avec comme objectif, l'élimination de l'ennemi pour ce qu'il est et pour ce qu'il représente en tant que personne physique ou morale. *Le conflit de personnalité* ; il est plus difficile à résoudre car il est la configuration psychologique qui différencie une personne de toutes les autres. En fin le conflit de besoin ; il est une expression de l'exigence née de la nature ou de la vie en société⁷¹.

9. Source de conflit

D'après le sociologue Abraham Maslow, les conflits tirent leurs sources dans les besoins. Pour lui, comme les besoins sont infinis et insatiables, les conflits les sont aussi. Pour le démontrer, il nous propose ce qui suit :

⁷⁰ François Thual, *op. Cit.* p. 45.

⁷¹ Ibidem, p10.

Tableau N° 1 : Synthèse des besoins selon Abraham Maslow

LES BESOINS COMME SOURCE DE CONFLITS

N°	Type de besoin	Conflit engendré	Constat
1.	Besoin physiologique	Le conflit de valeur	Satisfaction
2.	Besoin de sécurité physique et psychologique	Le conflit de rôle	Agréable
3.	Besoin d'affiliation et d'appartenance	Le conflit d'intérêt et d'identité	Acceptable
4.	Besoin d'estime	le conflit de besoin	Désagréable
5.	Besoin de réalisation	Le conflit de valeur	Inacceptable

Mieux vaut prévenir que guérir dit on ; une définition peu claire des missions et rôle de chacun dans le service peut devenir source de conflit. Un projet associatif non ou mal défini, une divergence de vue, la différence de statut, des

niveaux d'implication, d'attentes différents et des conditions et moyen de travail insuffisants, etc. Sont autant des sources liées à la naissance d'un conflit.⁷²

10. Le conflit et ses tendances

En face d'un conflit, le protagoniste manifeste l'une ou l'autre de ces tendances ci-dessous :

a. L'évasif

D'après le chercheur Jean Gosse, en situation de conflit, on a l'habitude d'avoir un comportement passif et de rentrer dans sa coquille. On a tendance le plus souvent à être résigné et patient, et à réprimer ses sentiments intenses pour éviter toute confrontation. Habituellement, ce style de comportement nous victimes et fait qu'il est plus difficile pour les autres de réaliser qu'il y a un problème. Selon ce même chercheur, l'évitement peut être utile dans les situations suivantes : quand un problème est sans importance, quand on n'a aucune chance d'arriver à ses fins, quand les inconvénients possibles l'emportent sur les avantages, quand on a besoin de laisser s'écouler un peu de temps pour calmer les esprits.⁷³

b. Le conciliant

Pour Alfred Bour, la personne en conflit peut adopter la tendance de conciliant en tenant compte des préoccupations des autres, aux dépens des nôtres. On s'efforce de comprendre et d'écouter l'autre, et de se mettre à sa place. L'ambiance est souvent à la coopération, voire même à la conciliation. Une tendance conciliante peut être utile dans les situations suivantes : quand on sait qu'on a tort, pour témoigner sa bonne volonté, pour s'attirer les bonnes grâces de quelqu'un, quand on est manifestement en train de perdre, quand l'harmonie est d'une importance capitale.⁷⁴

⁷² Marsan, *la gestion des conflits*, Paris, 2005, p13.

⁷³ Alfred Bourg, *op.cit*, p115 ;

⁷⁴ Idem, p116.

c. Le compétitif

Après recherche, l'auteur remarque qu'une personne en conflit peut adopter une tendance compétitive en se servant de tactiques directes avec un profond besoin de maîtriser la situation ou d'avoir la main haute sur les gens. On veut mettre l'autre dans le droit chemin, on tient à établir qui a raison et l'on est prêt à défendre ses idées avec vigueur. « *Tous moyens est bon pourvu que l'on atteigne ses objectifs* » (Nicolas machiavel). Ce style est particulièrement utile et efficace dans les situations d'urgence, de discipline, d'application de règles peu populaires, quand on doit faire des choses qui sont généralement déplaisantes⁷⁵.

d. Le collaborant

On travaille avec l'autre personne pour trouver une solution qui est satisfaisante de part et d'autre. On est prêt à défendre une position sans être trop agressif. On est disposé à travailler à l'obtention d'une solution mutuellement avantageuse par la négociation. On fait appel à ses aptitudes verbales pour faire avancer le débat. Ce style est utile dans les situations suivantes : quand les deux camps sont importants, quand il importe d'apprendre quelque chose de nouveau, pour faire converger les perceptions, quand il importe de rallier les gens de l'autre camp, pour composer avec le ressentiment⁷⁶.

⁷⁵ Idem, p120.

⁷⁶ Ibidem, p121.

11. Contextualisation de la problématique

La RDCONGO quant à elle, dans son quotidien est devenue une proie des conflits à trois ordres : politique, économique et socioculturel. Les conflits récents issus de l'ordre politique s'inaugurent à partir de l'indépendance du pays jusqu'à nos jours. Dans la partie Est, par exemple, nous assistons à une série des groupes armés, dont la liste reste non exhaustive, nourris par « les seigneurs des guerres de l'Est ». Le but de ces derniers reste encore mal connu. Certains pensent que le resurgissement des guerres à l'Est est dû par le fait qu'il s'agit d'une région très riche en ressources, notamment la matière première du sol et du sous-sol⁷⁷.

12. La province du nord Kivu en proie au conflit

A ce sujet, le Nord-Kivu, en particulier, est pris comme une porte d'entrer de la majorité de rébellions politiques qu'a connues notre pays. L'on peut citer les rebellions de Laurent Désiré Kabila en 1996 avec l'AFDL (Alliance des Forces Démocratique pour la Libération du Congo), le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) en 1998, le CNDP en 2004, le M23 en 2012, ainsi que les autres groupes armés à caractère tribales, tels que les groupes MaiMai, Nyatura, CODECO⁷⁸, ... Les rumeurs disent qu'il paraît que toutes les guerres que connaissent la partie Est de la RDC soient soutenues par certains leaders de la région, appuyés par les pays voisins, tels le Rwanda et l'Ouganda. Ceci fait à ce que la population s'entremange et multiplie la culture conflictuelle, car caractérisée par les divisions, la culture de la violence, ... - qui ont comme conséquences la mort de pas mal de personnes, les violences sexuelles faites aux filles et femmes, ... Et les survivants souffrent en effet des blessures psychiques car traumatisés suite aux

⁷⁷ F. REYNTIENS, *La Guerre des grands lacs*, Paris, Harmattan, 1999, p10.

⁷⁸ Sont comprises comme force locale d'auto-défense de la population.

événements malheureux dans lesquels ils vivent et le manque d'un espace d'encadrement et de traitement pour leur bien-être.⁷⁹

13. La ville de Goma comme déversoir des acteurs au conflit

Dans ce contexte, la ville de Goma reste le déversoir de la population victime de ces affres. En effet, malheureusement, les conflits vécus par cette même population de l'intérieur, sont importés dans la ville et affectent, pour ce faire, toutes les couches sociales. Ils sont à la base de beaucoup de maux, tels que les tueries, le kidnapping, l'insécurité, le vol (le phénomène 40 voleurs), ... Cependant, beaucoup d'ateliers⁸⁰ sont au jour le jour organisés dans le but de rétablir la situation, mais en vain. Et tout le monde (la population de Goma) s'interroge sur le *comment faire* pour que règne la cohabitation pacifique entre les Gomatraciens et que cesse l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... Ce faisant, il importe de réfléchir et de chercher ce qui peut y apporter une solution.

14. Le postulat aux conflits dans la ville de Goma

Animé par ce même esprit, il nous revient aussi de nous interroger si l'écoute, le dialogue et la médiation peuvent-ils transformer les conflits que vivent les habitants de la ville de Goma. Très spécifiquement, dans le cadre de ce travail, nous nous interrogeons sur les questions suivantes :

1. Quels sont les conflits qui conduisent à l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... dans la ville de Goma ?
2. Quelles sont les causes de ces conflits présents dans la ville de Goma ?

⁷⁹ Idem, p12.

⁸⁰ Parlant des ateliers organisés en vue de la restauration de la paix en ville de Goma et partout ailleurs dans la province, nous pouvons citer la Conférence AMANI LEO en 2008 et en 2019, les différents ateliers organisés par les ONG et associations, le Dialogue social pour la paix en 08/2020, ...

3. Comment arriver à transformer ces conflits ancrés dans les différentes couches socio-culturelles pour ainsi rétablir la cohésion pacifique entre les habitants de la ville de Goma ?

Pour répondre provisoirement à ces questions soulevées ci-haut, nous émettons les hypothèses selon lesquelles :

1. Les conflits qui conduisent à l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... dans la ville de Goma seraient les conflits fonciers (parcellaires), les conflits politiques, les conflits armés, les conflits tribalo-ethniques, les conflits d'intérêt, les conflits relationnels, ...
2. Les causes de ces conflits seraient dues au non-respect des protocoles d'accords politiques entre le gouvernement congolais et les groupes armés présents sur l'étendue du pays, aux abus de confiance dus à la recherche d'intérêt égoцентриque et privé, à la diversité linguistique de la population vivant dans la ville de Goma, au manque de cohésion pacifique entre l'employé et l'employeur, au défi d'écoute et de dialogue inter et intragroupe linguistique, tribal et ethnique présent dans la ville Goma, ...
3. Pour transformer les conflits ancrés dans les différentes couches socio-culturelles pour ainsi rétablir la cohésion pacifique entre les habitants de la ville de Goma, il conviendrait de mettre en place un Cadre d'Ecoute, de Dialogue et de Médiation. Celui-ci permettrait de respecter les protocoles d'accords politiques, de cultiver le patriotisme et la justice dans les différentes couches socio-culturelles, de promouvoir le dialogue interculturel, pour pallier aux conflits linguistiques, d'améliorer les conditions du travailleur à tout le niveau et de soutenir le dialogue et la médiation intergroupe dans la ville de Goma.

15. Les outils nécessaires dans la résolution des conflits au Nord-Kivu

L'écoute active est un concept développé à partir des travaux du psychologue américain [Carl Rogers](#) ; qui signifie, accorder à l'autre de la place afin de s'exprimer⁸¹. Ecouter c'est dire à l'autre tu es important pour moi, tu existes pleinement pour moi, je retrouve en toi la même humanité, je te reconnais le même droit à l'existence que moi.⁸² Alors que le dialogue, est un échange entre deux ou plusieurs personnes dont l'un est un interlocuteur et l'autre est un destinataire pour transmettre un message des affaires ou réparer une relation interpersonnelle⁸³ Quant à la médiation, Selon Wikipédia, La médiation est une pratique ou une discipline qui vise à définir l'intervention d'un tiers pour faciliter la circulation d'informations, éclaircir ou rétablir des relations. Ce tiers neutre, indépendant et impartial, est appelé médiateur. Au sens large. La médiation prend la forme d'une aide extérieure dans les discussions dans le but d'augmenter l'efficacité des échanges. Chacun est tenu de faire des efforts pour maintenir une discussion cohérente, factuelle et collaborative au même titre et dans le même esprit que les articles doivent être [pertinents](#), [vérifiables](#) et [neutres](#). La médiation est, à la base, l'affaire de [chacun d'entre nous](#).⁸⁴

⁸¹Jean Marie MULLER, *Petit Lexique, dans l'action non violente guide théorie pratique*, Dossier III publié par la non-violence Actualité, Pp.1316.

⁸² [Carl ROGERS](#) in *écoute active*, Gallimard, 2009, p12.

⁸³ André LALANDE, *vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Puf, Paris, 2006.

⁸⁴ Wikipédia, médiation, visité le 10, sept.2020.

16. Quelles techniques pour la gestion et résolution des conflits

La plupart des gens privilégient une méthode ou un style dans leur façon d'aborder les conflits. Dans certains cas, ce style convient à la situation, mais dans d'autres, il ne convient pas du tout. Plus souvent qu'autrement, le meilleur style à adopter est celui qui mène à une solution acceptable de part et d'autre. C'est ce qu'on appelle un style axé sur la collaboration ; et dans une moindre mesure, un style axé sur le compromis. La liste qui suit décrit les cinq styles les plus communément employés pour aborder les conflits. « *Puisqu'on ne peut pas modifier le comportement d'une autre personne, l'on peut juste changer le nôtre.* » (Jean Gosse).

La gestion d'un conflit est le premier processus vers sa transformation. Le gestionnaire de conflit *Marsan* distingue un conflit à une mésentente et nous propose de résultat comme suit :

Tableau N°2 : La différence entre mésentente et conflit

N°	LES ELEMENTS D'UNE MESENTENTE	LES DETERMINANTS D'UN CONFLIT
1.	Est mesurable	Est non mesurable
2.	Observable	Observable
3.	Est un écart entre une situation existante et une situation souhaitée	Est une opposition, un heurt, un choc
4.	Génère une insatisfaction acceptable	Eclate lorsqu'il y a accumulation d'insatisfaction, résultantes d'un ou plusieurs problèmes non résolus
5.	Le problème est rationnel	Emotionnel;
6.	Propre aux membres d'une famille	Etendu à toute la société.

Ce tableau ci haut cité prouve à suffisance que la mésentente et le conflit sont tous deux concepts différents mais corrélant une même chose ; un manque de communication. Tout conflit est mésentente, mais toute mésentente comme insatisfaction, un désaccord, un manque d'attente n'est pas forcément un conflit. Toute fois « *la mésentente est mère du conflit.* » Puisqu'elle est la porte ouverte d'un conflit, elle est à éviter. Tout conflit grand ou petit que ça soit avait été auparavant une mésentente qui au fil de temps prit la forme complexe du conflit⁸⁵.

17. La recherche d'un terrain d'entente

Par cette tendance, la personne en conflit cherche le terrain d'entente. Cette solution ne fournit qu'une satisfaction partielle aux deux parties, mais, vu le temps limité et vu l'absence d'engagement ou d'efforts pour mieux faire, elle fera l'affaire. Ce style est surtout utile dans la situation suivante : quand ni l'un ni l'autre camp n'est très important, quand les pouvoirs des deux camps sont égaux, pour parvenir à la meilleure solution compte tenu du manque de temps, comme solution de réserve quand les autres moyens ont échoué.⁸⁶

18. De la gestion des conflits au Nord- Kivu

L'ambivalence de conflit fait à ce que sa gestion soit une étape délicate. Pour Michaël Kruger, quand tout est permis, il y a peu de conflit ; cependant la question se pose ; peut-on mener une vie dans laquelle tout est permis ? La vie où tout est permis peut conduire au permissivisme tandis qu'une vie où tout est interdit, devient un poids contre la liberté humaine. Avec des principes comme il est interdit d'interdire, libre choix, libre arbitre ou rien n'est permis, rien n'est toléré. Le résultat d'une telle vie peut être un chaos.

⁸⁵ Idem, P2.

⁸⁶ Ibidem, p122.

Tableau N°3 : les objectifs poursuivis dans la gestion du conflit.

N°	STADE CONFLIT	DE	OBJECTIF POURSUIVI
1.	Stade préliminaire		Diagnostiquer et analyser les différents types et niveaux de conflits.
2.	Stade d'appropriation		Identifier les prémices ⁸⁷ du conflit et reconnaître leurs sphères d'influence pour traiter ce conflit
3.	Stade proprement dit		Mobiliser ses ressources internes en situation conflictuelles pour réguler et sortir du conflit.

Le gestionnaire du conflit peut se voir limité pour atteindre ces objectifs. A ce moment-là, il fait recours aux spécificités associatives. Pour illustrer cette assertion, l'auteur part d'un cas concret d'une association au sein de laquelle il faut gérer un conflit lié à l'enveloppe salariale : *« en tant qu'employeur de main d'œuvre, l'association peut néanmoins être analysée comme n'importe quelle autre forme sociétair, confrontée au droit du travail, aux relations sociales employeur salarié, et, plus généralement, à l'exercice classique de la fonction employeur.⁸⁸ »*

19. Les étapes pour gérer les conflits au Nord-Kivu

Pour une bonne gestion de conflit, le gestionnaire doit définir un objectif, clarifier la situation, ne pas provoquer de nouveaux conflits, il doit avoir un esprit nouveau en faisant valoir la réflexion, doit se mettre à la place de l'autre, doit avoir l'affirmation de soi en

⁸⁷ Par prémices du conflit, l'auteur veut dire la genèse du conflit et leurs mots clés sans lesquels les protagonistes se sont vus en conflit. Il est nécessaire que le gestionnaire de conflit ait la scène du début du conflit pour mieux le gérer. Toutefois, la gestion en soi est insuffisant il faut aller plus loin en pensant à la résolution et à la transformation du conflit pour de relation humaines plus efficaces.

⁸⁸ Op.cit. Marsan, *la gestion de conflit*, p8.

s'acceptant tel ; ne dois pas porter de jugement et doit prioriser le feed-back et le savoir dire. Le gestionnaire doit savoir dire non, entendre la critique et la reformuler.⁸⁹ Toutefois, la gestion à elle-même ne suffit pas pour la maîtrise du conflit. Le gestionnaire du conflit doit se dire que la gestion à elle seule ne suffit pas pour maîtriser le conflit. Il doit adopter d'autres techniques dont les effets seront plus efficaces. Après cette gestion vient ensuite la résolution.

Il est à noter que la passivité : C'est l'attitude la plus répandue, mais c'est aussi l'attitude la plus base, parce qu'elle fait de nous des sous-hommes (Jean Gosse). Elle est à éviter dans la gestion de conflit. « *Entre un lâche et un violent, il choisirait ce dernier parce que celui-ci réagit contre l'injustice.* » (Gandhi).

20. Promouvoir le dialogue pour la résolution

Des conflits dans le Nord-Kivu

Ne pas agir en face d'un conflit, fait de nous le complice. Dans un conflit déjà ouvert, la passivité engendre la violence et l'injustice comme le laisse entendre cet extrait : « *le premier jour, il a regardé par la fenêtre dans ma maison sans que je réagisse ; le deuxième jour, il a ouvert ma porte sans que je lui demande pourquoi ; le troisième jour, il s'est installé dans mon jardin sans que je proteste ; et le quatrième jour, il m'a expulsé de ma maison sans que je réagisse. Si j'avais réagi immédiatement, il n'aurait pas pu continuer aussi tranquillement le deuxième jour et les jours suivants.*⁹⁰ » la violence, l'injustice est le fruit de la combinaison de son agression et de ma passivité, de sa persévérance et de ma soumission qui est une collaboration. Martin Niemöller (1892-1984) nous livre la même réflexion : « *lorsque les nazis vinrent chercher les communistes, je me suis tu : je n'étais pas communiste. Lorsqu'ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je me suis tu : je n'étais pas social-démocrate.*

⁸⁹ Idem, p33.

⁹⁰ Alfred Bour, *oser la non-violence active une force au service de la paix*, Butare 1998, p30.

Lorsqu'ils sont venus chercher les catholiques, je me suis tu : je n'étais pas catholique. Lorsqu'ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne pour protester. ⁹¹» C'est toujours notre passivité, notre silence, notre lâcheté qui fait le lit des dictateurs petits et grands, locaux ou nationaux.

Le fait de reconnaître et de comprendre ce qui est en train de se produire est le premier pas vers la résolution efficace de la situation. Il est possible d'éviter certains conflits au départ, ou du moins de les empêcher de dégénérer, à condition de pouvoir reconnaître ce qui est en train de se produire et d'être conscient de son propre style et de ses attitudes vis-à-vis du conflit et de ses causes. Sans prétendre tout dire, esquissons simplement deux piliers importants de la résolution d'un conflit selon les experts : la vérité ; aucune résolution n'est possible sans que les deux protagonistes aient fait la vérité. Un long travail de vérité est nécessaire pour une lecture de l'histoire la plus objective possible⁹². Il faut bien le dire ; « *seul le temps permet de dépassionner les esprits.* » la justice ; résoudre un conflit suppose la justice puisque par nature il y a injustice dans toute rupture. Et aujourd'hui, la justice comme vertu et institution, abordée par John Rawls se comprend comme « *principe et procédure équitable qui repose sur l'impartialité, ne pas avantager certains ; la réciprocité, un droit vaut pour tous ; et l'avantage mutuel, de ne pas voir la situation de l'autre se dégrader* »⁹³.

⁹¹ Idem, p31.

⁹² Idem, p122.

⁹³ J. Rawls, *théorie de la justice*, la Découverte, Paris, 2003, p.105.

21. De la transformation des conflits au Nord-Kivu

Transformer un conflit c'est lui donner une autre forme par apport à la première. Un conflit transformé suppose un changement positif entre les protagonistes. La transformation des conflits c'est les sommes de la gestion et résolution de ce conflit. Elle est l'étape finale dans le processus vers la paix et la cohabitation pacifique des personnes et des communautés en conflit. Atteindre la transformation suppose que la médiation a été parfaite et que les deux parties s'acceptent désormais en amis et en frères. « *La transformation d'un conflit c'est la compréhension selon laquelle ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise.* » un conflit transformé se change en paix, en progrès social pour un environnement solidaire et un développement durable. « *La transformation d'un conflit est la prise de conscience pour un changement du mal qui nous sépare par la réparation de dégât en énergie productrice de revenue.* » (John Rawls) quant à Jean Paul II de renchérir il dit : « un autre présupposé essentiel de la transformation de conflit est le pardon, la réconciliation et la justice.

22. Place de la justice entre les parties au conflit

La justice ne se limite pas à établir ce qui est correct entre la partie en conflit ; elle vise surtout à renouer des relations authentiques avec le transcendant, avec soi-même et avec les autres. Il n'y a pas de contradiction entre pardon et justice comme fruit de la transformation d'un conflit. En effet, le pardon ne diminue et n'élimine l'exigence de la réparation, qui est le propre de la justice, mais elle cherche à réintégrer les personnes, les groupes et les communautés dans les concerts des nations. Aucune punition ne peut altérer l'inaliénable dignité de celui qui a commis le mal. La porte qui ouvre sur le repentir et la réhabilitation doit rester toujours ouverte.⁹⁴»

⁹⁴Jean Paul II, *offre le pardon, reçoit la paix*, message pour la journée mondiale de la paix, 1^{er} janvier 1997, n°5.

23. Le lien entre la gestion, la résolution et la transformation des conflits

Entre la gestion, la résolution et la transformation d'un conflit existe un lien non négligeable. En face d'un conflit la première intervention est celle de le gérer. Lorsqu'un conflit est bien géré, les protagonistes peuvent déjà espérer une résolution de leur différend après un délai bien déterminé.

Entre la gestion et la résolution se trouve un terrain d'attente, celui de dialogue. Dans la première phase, c'est ne pas aux personnes en conflit de se choisir le médiateur. C'est parmi l'entourage que doit sortir quelqu'un de soucieux de la situation pour assumer le rôle de médiation. Quant à la transformation, il faut un bon temps de patience pour qu'ils réalisent que ce qui les unit est plus fort que ce qui veut les séparer. Par cette prise de conscience pour tout un chacun, va alors commencer le processus de transformation de conflit et la réparation de dommage.

24. Divorce des instances judiciaires et les simulacres de justice

L'injustice sociale ne rime jamais avec la paix sociale et le fonctionnement harmonieux des institutions. Dans un Etat plein d'injustice sociale, il faut s'attendre absolument à la crise de légitimité des institutions. Car, face à l'oppression, les citoyens ont toujours tendance de croire que ce sont les institutions en place qui cautionnent leur misère. Ainsi, les instances judiciaires viennent soit atténuer ces tensions sociales soit encore enfoncer les clous. Dans la première hypothèse c'est lorsqu'elles disent droit en toute justice et justesse et dans la seconde c'est la gangrène qui frappe le Pouvoir judiciaire du Congo dont les magistrats sont mal payés et n'accomplissent pas leur fonction juridictionnelle, mais se livrent à des pratiques de corruption [voir *supra*]⁹⁵. C'est-à-dire que lorsque les

⁹⁵ Constantin Yatala Nsomwe Ntambwe, *art cit*, p. 1.

instances judiciaires incarnent elles-mêmes l'injustice comme nous l'avons démontré ci-haut avec l'exemple des magistrats qui rendent les décisions iniques et organisent les simulacres des procès sous prétexte qu'ils sont 17 moins payés ; les tensions sociales sont possibles. C'est pourquoi, dans une certaine mesure, les instances judiciaires doivent éviter les simulacres de justice et aussi se montrer capables d'appliquer parfaitement le principe « d'égalité de tous devant la loi », consacré par l'article 12 de la Constitution⁹⁶, qui résume l'essentiel d'un Etat de droit. En effet, il n'y aura rien d'un Etat de droit, si deux individus auteurs d'une même infraction, se verrait l'un poursuivi et l'auteur non à cause de son influence politique ou d'appartenance tribale alors que les faits démontrent avec acuité les indices sérieux de sa culpabilité. Comme nous l'avons vu ci-haut, le principe d'égalité devant la justice⁹⁷ fait partie des éléments qui font la plénitude d'un Etat de droit.

Hans Kelsen considérerait que « *l'unité de l'Etat réside dans la soumission à un ordre juridique commun, tel qu'il ressort des délibérations du législatif* » ; en plus « *le peuple n'apparaît un, en un sens quelque peu précis, que du seul point de vue juridique ; son unité (normative) résulte d'une donnée juridique : la soumission de tous ses membres au même ordre étatique* »⁹⁸.

⁹⁶ L'égalité de tous devant la loi est l'un des droits civils et politiques consacrés par la Constitution du 18 février 2006. L'article 12 dispose « Tous les Congolais sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois ».

⁹⁷ Michel Levinet, *Théorie générale des droits et libertés*, Ed. Nemesis, 4^e éditions, Bruxelles, 2012, pp. 759-761, cité par MUGANZA MUYUMBA, *L'exception d'inconstitutionnalité des lois en droit positif congolais*, éditions Malaïka, Kinshasa, 2016, p. 13.

⁹⁸ Sandrine Baume, « Etat et le droit : controverse sur leur relation », in Kelsen Plaider la démocratie, éd.

Michalon, 2007, pp. 83 à 100, Permalien : <https://www.cairn.info/kelsen--9782841863976-page-83.htm>

Partant de cela, en RDC, il faut une justice sans exception aucune, cela permettrait d'éviter la thèse d'un rendement de comptes [tribaux et politiques] cachés derrière l'application de l'article 1^{er} de la Constitution. En somme, la loi est faite pour être appliquée, en cas de sa violation, elle doit absolument être appliquée pour réprimer les auteurs de ces violations et c'est le rôle du juge, dans tout Etat de droit. Le juge doit le faire ainsi suivant certain principe, dont le plus important ici est celui d'application égale de la loi à deux ou plusieurs personnes placées dans la même situation juridique. C'est-à-dire il faut enterrer la loi du plus fort. Au contraire, une application inégale de la loi, ne serait pas différente d'une injustice sociale incarnée par la justice elle-même. Le juge congolais doit éviter les simulacres de justice, car ils ne peuvent déboucher qu'à la haine et d'autres conséquences pouvant déstabiliser le fonctionnement normal des institutions.

25. Retrait du politique dans le pouvoir judiciaire et l'assurance d'indépendance et la sécurisation du juge

La Constitution congolaise aussi en des termes clairs consacre le principe de séparation des pouvoirs et l'indépendance du pouvoir judiciaire⁹⁹. Ainsi, les juges ne sont soumis dans l'exercice de leur fonction qu'à l'autorité de la loi⁹⁹ et non pas à l'autorité d'une institution quelconque. Cela démontre le garde-fou contre toute influence des pouvoirs politiques, pouvant intimider les juges. Le politique devrait donc rompre avec l'ancienne philosophie d'assujettissement, d'intimidation, de menaces contre les juges. Car, dans la conception juridique de la justice, ce n'est pas le juge qui condamne [*sauf s'il a intentionnellement rendu un mal jugé en violation des règles*], mais c'est la loi en vertu de laquelle il motive

⁹⁹ Alinéa 2 de l'article 150 de la Constitution.

sa décision en vertu de l'article 21 de la Constitution¹⁰⁰ qui condamne. Et même la loi, ce n'est pas lui non plus qui légifère mais le Parlement [*représentants du peuple*], donc, dans une démocratie c'est⁴⁵ Article 149 de la Constitution dispose : « *Le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Il est dévolu aux cours et tribunaux qui sont : la Cour constitutionnelle, la Cour de cassation, le Conseil d'Etat, la Haute Cour militaire ainsi que les cours et tribunaux civils et militaires* ». Cette disposition par la révision de 2011 enlève sans raison aux parquets la dévolution du pouvoir judiciaire ; ce qui remet les magistrats des parquets *ipso jure* dans la dépendance du pouvoir exécutif, d'autant plus qu'ils ne bénéficient plus des bénéfices que cet article octroi aux pouvoir judiciaire.

Mais, nous estimons que cette modification n'a pas son sens et elle est fantaisiste dans la mesure où la même Constitution prévoit que « *Le Conseil supérieur de la magistrature est l'organe de gestion du pouvoir judiciaire, qui élabore les propositions de nomination, de promotion et de révocation des magistrats, qui exerce le pouvoir disciplinaire sur les magistrats et qui donner ses avis en matière de recours en grâce* ». Alors que ce Conseil est composé des magistrats des parquets [*comment ils doivent diriger un pouvoir qui ne leur revienne pas ?*] ; La composition se fait de cette façon : 1. Président de la Cour constitutionnelle ; 2. *Procureur général près la Cour constitutionnelle* ; 3. Premier Président de la Cour de cassation ; 4. *Procureur général près la Cour de cassation* ; 5. Premier Président du Conseil d'Etat ; 6. *Procureur général près le Conseil d'Etat* ; 7. Premier Président de la Haute Cour militaire ; 8. *l'Auditeur général près la Haute Cour militaire* ; 9. Premiers Présidents des Cours d'Appel ; 10. *Procureurs Généraux près les Cours d'Appel* ; 11.

¹⁰⁰ Aux termes de l'article 21 de la Constitution « Tout jugement est écrit et motivé. Il est prononcé en audience publique ».

Premiers Présidents des Cours administratives d'Appel ; 12. *Procureurs Généraux près les Cours administratives d'Appel* ; 13. Premiers Présidents des Cours militaires ; 14. *Auditeurs militaires supérieurs* ; 15. Deux magistrats de siège par ressort de Cour d'Appel, élus par l'ensemble des magistrats du ressort pour un mandat de trois ans ; 16. *Deux magistrats du parquet par ressort de Cour d'Appel, élus par l'ensemble des magistrats du ressort pour un mandat de trois ans* ; 17. Un magistrat de siège par ressort de Cour militaire ; 18. *Un magistrat de parquet par ressort de Cour militaire*. Voir Article 152 de la Constitution. C'est pourquoi nous proposons que les révisions ultérieures de la Constitution ramènent l'article 149 à son authenticité logistique.

26. La gestion consensuelle de la res publica

Le peuple qui se condamne et condamne ses dirigeants¹⁰¹. Le juge vient jouer le rôle d'une bouche qui prononce les paroles de la loi [*comme l'avait préconisé Montesquieu*]. Quelle position peut prendre le magistrat qui veut ouvrir un dossier judiciaire mais il est menacé s'il ose le faire, dans un Etat sans un système sécuritaire efficace ? Dans un Etat où un condamné à la peine de servitude pénale, peut réapparaître une nuit chez le juge qui l'avait condamné pour lui dire « *tu m'avais condamné à une peine de (...) mais aujourd'hui moi je te condamne à mort* »¹⁰².

¹⁰¹ C'est pourquoi il est prévu à l'alinéa 2 de l'article 149 de la Constitution que : « La justice est rendue sur l'ensemble du territoire national au nom du peuple ». Comme c'est l'exécutif qui a la responsabilité de faire exécuter les décisions devenues obligatoires, « Les arrêts et les jugements ainsi que les ordonnances des cours et tribunaux sont exécutés au nom du Président de la République [le Chef de l'exécutif] ».

¹⁰² Témoignage de Chef des travaux Jean-Marc Pacifique MUTONWA KALOMBE, en réponse des questions posés après son exposé sur « la ville de Lubumbashi face à la recrudescence de l'insécurité causée par les enfants de la rue (Les badauds sur les coins des avenues de la ville de Lubumbashi) », lors de séminaire organisé à Lubumbashi par Konrad Adenauer Stiftung, en date du 17 au 18 avril 2019 sur le thème « Le renforcement de l'Etat de droit pour l'assurance de la sécurité : De l'insécurité en RDC ».

Cela demande la conscience des autorités politico-administratives des établissements pénitentiaires, de politique criminelle et des forces de l'ordre de mieux faire leur travail et savoir l'impact de leur implication dans l'insécurité. En plus, la RDC est une société post conflit, dans une telle société, - dit M. Elebe mon Elebe- l'incapacité du système judiciaire de véhiculer, promouvoir, garantir et protéger les valeurs d'équité et de justice ne peut être qu'une source d'anarchie et une porte ouverte invitant au retour des troubles sociaux. Mais le secteur de la justice ne pourra efficacement répondre à ses fonctions qu'à la condition que les prestataires des services judiciaires et les autorités politico-administratives se soumettent à la règle de droit. L'existence en RDC d'un secteur de la justice indépendant, impartial, respectueux de la légalité et accessible, constitue donc un impératif à l'établissement d'un Etat de droit. Empêcher le juge de faire son œuvre (dire le droit) est un frein à la consolidation de la jeune démocratie.

L'Etat congolais aussi, peut tirer les mêmes bénéfices en renforçant son système de sécurité contre l'insécurité à l'encontre du pouvoir judiciaire. En somme, que le politique se retire du pouvoir judiciaire et que l'Etat congolais à son tour, assure son noble devoir de protéger la population en générale et le juge en particulier en, pour lui permettre d'être indépendant et impartial *[l'indépendance et impartialité étant des vertus sans lesquelles on ne peut pas prétendre assurer le fonctionnement harmonieux des institutions de l'Etat ; éviter les conflits ; instaurer un Etat de droit ; contrer toute tentative de dérive dictatoriale ; garantir la bonne gouvernance ; lutter contre l'impunité et assurer l'alternance démocratique comme souhaité par le constituant]*.

La politique d'exclusion dans la gestion de la chose publique est incompatible avec la géopolitique¹⁰³ de la RDC. C'est dans cet ordre d'idées que Banza Malale Gabriel enseigne que le Congo est un Etat consensuel et il faut la gestion « *en participation et en intégration* » car le Congo ne nous appartient en rien et qu'il avait déjà depuis Berlin sa nature propre « *une société, une Association* » alors que les autres pays d'Afrique étaient des Etats reconnus¹⁰⁴. La configuration géographique et les ressources naturelles ainsi que leur exploitation ne peuvent contribuer au développement du peuple congolais que si les institutions sont gérées par consensus. Souvent, nous constatons que si l'institution Président de la République est issue d'une province, il souffre d'acquiescer la légitimité des autres. On peut dire que la République n'est pas un gâteau bien sûr, mais pour la paix et la sécurité sociale, il faut procéder à un partage consensuel, méritocratique et intégral des postes. Dans cet ordre d'idées, on peut proposer que si le Chef de l'Etat est d'une province, pour lui permettre de bien fonctionner, il faut que le gouvernement revienne à un Premier ministre issu d'une autre province, les ministères, les chambres parlementaires, ainsi que les services publics aux autres. La faisabilité de cette stratégie est possible car chaque province a des élus nationaux qu'il faut intégrer lors de partage des postes. Dans ce sens, l'échec de l'un serait l'échec de tous. Cette gestion, il convient d'affirmer qu'elle ne peut générer de bons résultats que si l'on essaye à désethniciser les partis politiques (voir *supra*) et cultiver le sentiment national.

¹⁰³ Le dictionnaire La Toupie appréhende le concept par une « étude de l'influence des facteurs géographiques, économiques et culturels sur la politique des Etats et sur les relations internationales ». Permalien : www.toupie.org/Dictionnaire/Geopolitique.htm

¹⁰⁴ Banza Malale Gabriel, professeur de Droit constitutionnel congolais à la faculté de Droit de l'Université de Lubumbashi sa thèse explique mieux cette pensée : « le Congo n'appartient pas aux congolais, plutôt il appartient à quatorze puissances occidentales, Etats-Unis, Allemagne, Royaume Uni, Italie, Autriche-Hongrie, pays bas, Espagne, France, Russie, Suede-Norvege, Portugal, Belgique, Danemark, Turquie ».

Conclusion

Au terme de cet article portant sur les facteurs conflictogènes au Nord-Kivu cas de la ville de Goma, nous sommes partis de la connaissance sociologique du conflit en définissant le conflit et ses corollaires, en suite nous avons parlé de la gestion et de la résolution comme étapes qui précèdent la transformation d'un conflit, et en fin nous avons chuté sur les voies et moyens sans lesquels l'on ne parlerait d'une transformation. Ces voies sont l'écoute, le dialogue dans la médiation afin d'atteindre un changement de conflit en énergie transformatrice de revenue. Après avoir passé la médiation, grâce à l'écoute et au dialogue du médiateur avec chacun des protagonistes, le conflit prend une autre forme ; celui de pardon, de collaboration et de coopération. Par-dessous tout, l'écoute reste la voie et le dialogue comme moyen efficace pour la transformation de nos conflits en unité productrice de revenue. En rapport avec notre milieu, nous avons tant d'organisations qui ont réussi à transformer les conflits dans l'Est de la RD Congo entre autres le « Centre d'Ecoute et de Dialogue pour la Médiation » CEDM en sigle. Œuvrant dans le cadre d'une approche globale à la transformation des conflits à travers ses objectifs, CEDM dispose nombreux domaines d'activités comme l'éducation de qualité, la recherche de moyens de subsistance, la résolution etc.

Toutefois, il existe d'activités spécifiques pouvant être financées par le budget du Programme sur le droit à la vie et à la sécurité. Cela étant dit, la conception d'un programme de transformation des conflits est essentielle d'adopter une approche holistique tenant compte de besoin des protagonistes dans un état poste conflit et selon leur localisation.¹⁰⁵ « *La constitution doit être respectée et appliquée* » c'est ce que le peuple a besoin. Mais, il ne faut pas que son application amène à la dérive d'insécurité, des

¹⁰⁵ Rapport du CEDM, *réaliser la transformation des conflits*, Goma, octobre, 2012, p18.

guerres politico-tribales et la crise économique ; il faut y aller intelligemment. Il serait impérieux que dans l'application de l'article 1^{er} de la Constitution, plus précisément dans le domaine de la justice et toutes ses conséquences juridique, politique, économique, sociale et culturelle, soit tempérée par certaines stratégies ; notamment : la désethnicisation des partis et les mouvements politiques (1) ; divorce des instances judiciaires avec l'injustice et les simulacres de justice (2) ; retrait du politique au pouvoir judiciaire et assurance de l'indépendance judiciaire et la sécurité du juge (3) et gestion consensuelle de la *Res publica* (4). L'ethnicité n'est pas un sujet mineur pour la RDC.

C'est avec raison que d'aucuns pensent que : « *La question de l'ethnie n'est pas la moindre, elle couvre des champs d'analyses trop élargies pour cerner les illusions dynamiques qu'elle renferme. (...) il suffit de placer ses sentiments à l'ethnie, la vision de la société devient tout à fait différente.*

*Pourtant, la société est globalisante. (...) la question de l'ethnie taille l'organisation de la société en sa mesure, elle stimule les diverges identitaires dans notre société*¹⁰⁶ ». Certes, c'est plus dangereux dans un Etat comme la RDC [avec tout ce que nous savons sur la géopolitique et le tribalisme] que l'ethnicité se mêle de la politique, sans qu'il se crée, si pas un désordre politique¹⁰⁷, mais un pire tour de Babel. Si l'on confond le parti politique à une tribu,

¹⁰⁶ NKWANDA MUZINGA Simplicie et MUTONWA KALOMBE Jean-Marc P., « La participation politique comme droit fondamental et socle de la démocratie en République Démocratique du Congo: enjeux et perspectives », in KAS African Law Study Library-Librairie Africaine d'Etudes Juridique, 7 (2020), Mélanges en hommage de Professeur Ordinaire Sango Mukalay Adalbert, pp. 188-202, p. 195 [en ligne] Permalien : <https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-188>.

¹⁰⁷ Voir aussi MFUAMBA MULUMBA Isidore et KALALA ILUNGA Matthieu, « Le multipartisme démocratique au Congo est une valeur démocratique ou un désordre politique ? », in KAS African Law Study Library-Librairie Africaine d'Etudes Juridique, 7 (2020), Mélanges en hommage de Professeur Ordinaire Sango Mukalay Adalbert, pp. 112-128, [en ligne] Permalien : <https://doi.org/10.5771/2363-6262-2020-1-112>.

dans un Etat teinté d'une diversité sans pareille comme celle de la RDC, il faut s'attendre toujours : à une politique crisogène ou belligène ; à une crise de légitimité institutionnelle ; aux *ethno-mafias* et à une sorte d'un Etat profond [*deep state*]¹⁰⁸, sous forme d'insécurité qui laissent les forces de l'ordre impuissantes comme ce que beaucoup des villes congolaises connaissent à ces jours¹⁰⁹.

L'observation démontre que les institutions même si légalement acquises, une fois qu'elles ne reviennent pas aux tribus dominantes, elles seront paralysées dans leur fonctionnement, par des groupes occultes qui se présentent sous forme des rebelles, criminels, groupes de pression etc. Les conséquences de ces groupes dans la société sont énormes, c'est entre autres : les violations des droits de l'homme [*meurtres, assassinats, surtout les viols contre les femmes et filles ainsi que les incestes entre parents sous menace*] et la crise économique qui frappe la population. A tel enseigne qu'il faut désethniciser les mouvements et partis politiques en RDC.

En effet, la désethnicisation des mouvements et partis politiques, en quelque sorte, c'est apprendre à faire la part de chose entre les intérêts du parti et ceux de l'ethnie dans laquelle le leader dudit parti est originaire ; et ce, même dans les partis non nationaux, c'est-à-dire provinciaux. Le parti politique n'est pas une tribu, il doit être caractérisé d'un sentiment national et non tribal. Ses militants doivent faire la différence entre la personne de

¹⁰⁸ Un Etat profond ou *deep state* de l'Anglais, est « un concept politique qui désigne, au sein d'un Etat ou de sa bureaucratie, une hiérarchie parallèle, une ligue, ou une entité informelle qui détient secrètement le pouvoir décisionnel, manipulant ainsi l'Etat de droit ». Voir Serge Halimi, « L'Etat profond », *Le Monde diplomatique*, mai 2017, Permalien : <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/05/HALIMI/57492>

¹⁰⁹ Comme à Lubumbashi le phénomène d'insécurité renvoie à la technique que nous pouvons appeler « *ethno mafia* ». L'observation faite par NKWANDA MUZINGA et MUTONWA KALOMBE, illustre ce phénomène : « Ici à Lubumbashi, les particularismes ethniques ou tribaux ont fait place aux antagonismes sur lesquels les hommes politiques de toute obédience s'appuient, qui à user de la violence, pour la conquête et la conservation du pouvoir ». NKWANDA MUZINGA Simplicie et MUTONWA KALOMBE Jean-Marc P., art cit, p. 196.

leur leader politique et la personne de l'institution de la République, que ça soit au niveau national, provincial ou d'entité territoriale décentralisée. L'étymologie du concept République renvoie à la chose publique [*Res publica*]. De la sorte, lorsqu'un leader politique devient une « institution de la République » ou un organe appelé à animer une institution, il cesse d'être le monopole d'un parti ou mouvement quelconque [*ce qui ne veut pas dire qu'il sort de son parti ou mouvement*] et devient en principe de tous. Toucher et indigner sa personne, c'est toucher et indigner les tous.

Dans le même sens que nous NKWANDA MUZINGA Simplicie et MUTONWA KALOMBE Jean-Marc, abordant la question de l'ethnicité et la fragmentation de la société, conseillent que « (...) *la question de l'ethnie ne doit pas être épineuse ni moyen pour disloquer le fondement d'une société qui a longtemps existait ainsi pour se servir de lutte pour les intérêts non profitables à tous. Certainement, les ethnies doivent exister et existent d'ailleurs pour la promotion de notre valeur culturelle à travers les mœurs et habitudes et non pour la conviction divisionniste pour faire asseoir bien son pouvoir*¹¹⁰ ». Il est à noter que « (...) *la notion de l'ethnie transposée en Afrique a fait l'objet d'un débat controversé au sein de la communauté scientifique [et pour certains] auteurs africanistes dont Christian Coulon, l'ethnie est une création pure à laquelle il entretient son sentiment culturel ou qu'il puise ses valeurs et ses identités* »¹¹¹. Cette stratégie de la désethnicisation des partis et mouvements politiques permettrait sans doute la pacification de la population, la cohésion sociale et la sauvegarde des intérêts de tous.

Par Ass2 BASHIZI Donatien

¹¹⁰ NKWANDA MUZINGA Simplicie et MUTONWA KALOMBE Jean-Marc P., art cit., p. 196.

¹¹¹ *Ibidem*.

Chap. IV. VULGARISATION DE L'OUTIL « CEDM » POUR LA RESOLUTION DES CONFLITS DANS LA VILLE DE GOMA

**Par Ass2 Justin BAHATI KIKUMI¹¹²
& Master WASINGYA LWATUMBA Caleb¹¹³**

1. Résumé

Adopter un langage de paix, tel est le but ultime dans chaque dialogue de vérité. Dans une période de guerre à l'Est de la RD Congo et dans la ville de Goma en particulier, toutes nos paroles, nos pensées et nos actes doivent converger vers la recherche de la paix. Toutefois, réaliser un langage de paix signifie accepter de pardonner et

¹¹² Monsieur BAHATI KIKUMI Justin, fils de KIKUMI, Jules et Elisabeth M'NKWAYU est né le 25 Aout 1975 à Birava, groupement de Lugendo, Territoire de KABARE, Province du Sud-Kivu. Il est marié à FAIDA Marie claire avec qui ils ont neuf enfants. Etudes faites : ses études primaires se sont passées à l'EP KAKUMBO, les humanités secondaires pédagogiques à l'Institut NYAMOKOLA où il avait obtenu le diplôme d'Etat en 1996. Passionné des études universitaires, il entreprend ces dernières en 2007 à l'Université ouverte de Goma (UO Goma) avant d'aller finir son premier cycle à l'UPROGL Goma en 2010 en Gestion et Administration des Projets GAP. En 2012, il est inscrit au deuxième cycle et va décrocher son diplôme de licence en 2014 à la même université. Expérience professionnelle : à part l'enseignement primaire, il est Assistant à l'ISRD-GOMA, ISAV Mushweshwe et à d'autres institutions de la place. Ses atouts en développement, l'ont hissé au poste suivant : DRH à l'APDDU, Chargé des projets à USHIRIKA WETU(UWE). Aussi chef Adjoint de l'Avenue du Marché de la cellule Nyarubande du Quartier KESHERO Son ambition actuelle est de fournir les efforts en guise d'une qualification en Master tout en œuvrant pour l'appropriation de l'agriculture et l'élevage pour la population du Nord Kivu et celle de la RDC en général.

¹¹³ Le co-auteur s'appelle WASINGYA LWATUMBA Caleb économiste, licencié en science économiques et de gestion financière de l'ULPGL. Chercheur et Enseignant des universités. Actuellement Directeur Général de l'ISABAS-GOMA (Institut Supérieur d'Administration de Banques et de d'Assurances. L'auteur a déjà publié des articles ci-après : facteurs influençant le non remboursement des crédits dans les coopératives d'épargne et de crédit. Cas de la COODEFI-GOMA de 2010-2015. Causes de la défaillance des Banques Commerciales : cas de la BIAC de 2011-2017 ».

d'espérer. Pardonner n'est pas oublier, mais le pardon ouvre un chemin nouveau. Il rend l'avenir possible. Il est important de ne pas entretenir l'esprit d'amertume et de vengeance : « supportez-vous les uns les autres et pardonnez-vous mutuellement, si l'un a contre l'autre quelque sujet de crainte. » (Alfred Bour).

L'espérance comme source d'énergies nouvelles permet de croire que l'autre peut évoluer positivement. Pour cet auteur, espérer signifie « ne pas briser le roseau froissé ». Pour lui enfin, l'espérance c'est « la patience en toute douceur et humilité de cœur.¹¹⁴ Sans oublier également qu'il n'y a pas d'avenir (possible) sans pardon réciproque. »

2. Présentation de l'outil “CEDM”

Le concept « CEDM » est un mot pris en sigle qui signifie « Cadre d'Ecoute et de Dialogue pour la Médiation » lequel tire ses sources dans la médiation locale faite par des Jeunes Volontaires dans la Résolution des Conflits Communautaires (JVRCC), soucieux de s'engager pour la paix communautaire dans des barza communautaires au niveau d'une entité territoriale, urbaine et ou communale. L'outil CEDM s'est installé récemment à Kalehe¹¹⁵ au Sud-Kivu pour résoudre leurs conflits fonciers. Vu l'efficacité des résultats lors des assises dans le barza communautaire au niveau local, nous avons pensé nous approprier cette méthode comme soubassement et guide maîtresse dans la filière de communication pour la résolution et transformation de nos conflits. Hier c'était dans le territoire de Kalehe, aujourd'hui c'est dans la ville

¹¹⁴ Idem., p173.

¹¹⁵ Le territoire de Kalehe est l'un des huit territoires formant la province du Sud Kivu en République Démocratique du Congo. Il est situé au Nord de la ville de Bukavu et du territoire de Kabare. Sa limite Nord marque la frontière avec le Nord, sa partie Est délimitée par le lac Kivu et constitue lui-même la frontière avec le Rwanda. A l'ouest il est frontalier aux territoires de Walungu et Shabunda. Sa superficie est de 4082km² et sa population est estimée à 524000 habitants et elle est caractérisée par une multitude de cultures entre autres *Bahavu, Butembo, Tutsi, Bahunde*.

de Goma et demain partout sur l'étendue de la République. Ce cadre d'Ecoute-Dialogue et Médiation vient pour être une réponse aux problèmes présents dans la ville de Goma. Sa vision est d'avoir une ville de Goma aux conflits transformés. Grâce à ce cadre de dialogue, nous voulons que les décisions des médiateurs et facilitateurs à travers la ville soient officialisées aussi prises en considération par les instances judiciaires, urbaines et étatiques par des actes et des protocoles d'accords de chaque comité communal avec le gouvernement.

Puisque qu'à toute méthode correspond une technique pour la concrétiser, à l'outil CEDM, correspond la méthode d'écoute-active et les techniques de médiation et du counseling pour lui être associées. Vu que le contenu de la méthode reste le dialogue, l'écoute dans la médiation pour la transformation possible de nos conflits, le counseling quant à lui comme technique, consiste à favoriser une écoute thérapeutique du patient victime de conflit.

3. Application de l'outil « CEDM »

Parfois les personnes victimes des conflits n'ont vraiment pas besoin de bien matériel contrairement à ce que pense la majeure partie des bienfaiteurs mais plutôt de l'écoute active et de la médiation thérapeutique. En effet, le conflit crée des blessures internes qui se manifestent dans leur comportement et perturbent leur vie affective et émotionnelle au quotidien. Ces personnes en conflit ont besoin d'une médiation pour une réconciliation à deux niveaux ; d'abord avec soi-même et avec son bourreau cela suscite à nouveau l'estime de soi et de son prochain. C'est avec ces personnes que l'outil « CEDM » trouve son champ d'application pour les écouter, les remédier et les ouvrir des nouvelles visions de la vie post traumatique. Venir au CEDM, c'est garantir une sécurité intérieure au cœur brisé. Ils sont de nos jours des enfants comme des adultes victimes de conflits soit familiaux,

tribalo-ethniques politiques ou économiques qui manquent par où trouver asile. Ils sont refusés et rejetés par tous même par les siens. Lorsqu'ils rejoignent le CEDM, ils se sentent recrées, renaître avec des énergies nouvelles qui les relancent sur la nouvelle route de l'espoir d'un avenir possible. Ces personnes en conflit ont besoin d'un temps et d'une présence aimante et qui les réconcilie avec le monde. ¹¹⁶

Il en vaut de même pour les jeunes adolescents qui en se livrant à l'admiration des changements sur leurs corps par des moyens impropres, la pratique de la sexualité précoce ou le banditisme, etc. Le corps et le cœur y sortent blessés et nécessitent une thérapie. C'est au sein du CEDM que cela sera possible. Grâce aux entretiens et aux enseignements des mentors au sein du cadre, ces jeunes trouveront appuis et soulagement moral pour s'orienter dans la vie. Nous sommes sans ignorer que le conflit est neutre, normal et naturel. Le conflit peut être chez l'enfant, l'adolescent comme chez l'adulte. Par ce fait, à chaque conflit doit nécessiter une solution. Les adultes étant les plus conflictuels, ils sont les plus touchés par les effets de conflit. Le CEDM est pour eux un asile favorable pour un accueil, une écoute et un dialogue pour une médiation de cas par cas.

4. Le défi de la justice et de paix en RDCongo

La culture de l'impunité et de guerre en RD Congo veut s'imposer à celle de la justice et de la paix, devenues des réalités inexistantes dans la province du Nord Kivu. En dépit de l'engagement civilo-militaire, le cas des FARDC sur la ligne de front à KIBUMBA et dans le Nyiragongo, la paix n'est pas toujours au rendez-vous dans la partie Est du pays. Malgré plusieurs assises dans le cadre de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAE) des

¹¹⁶ Rapport annuel du Search for Common Ground sur *La place de l'enfant dans le conflit* 2018, p43.

médiations de Luanda sous le patronage de Joao Lorenzo, sans compter la volonté de l'ex-président du Kenya, Jomo Kenyatta d'unifier Kinshasa à Kigali, en demandant un cessez le feu immédiat, les rebelles du M23 campent toujours sur leur décision d'occuper la terre congolaise. Le bilan en perte de vies humaines dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale étant lourd, la situation humanitaire quant à lui se dégrade davantage et le nombre des malnutries s'accroît.

Compte tenu de tout ce qui précède, des questions se posent : à qui profite cet état de choses et du chaos nous imposé en RD Congo ? Nous est-il permis de vivre la paix en RD Congo, ou est notre liberté et souveraineté devant nos frères et père massacrés, nos mères, femmes et sœurs violées ? Pour quel compte travaillent-ils ces rebelles terroristes du M23 qui sèment querelle et désolation sur l'étendue de la province ? Kenyatta a manifesté sa bonne foi par sa descente dans le camp de réfugiés congolais à l'intérieur de leur pays à Kanyaruchinya en Novembre dernier 2022, des différents groupes d'oppressions civiles confondues manifestent pour la paix, une quête de toujours en RDC. En outre, après observation, les solutions taillées sur mesure pour pacifier la RD Congo ont tous échoué et devenus par contre des occasions au tireurs de ficelles à spolier illicitement notre patrimoine minéral et forestier congolais.

Raison pour laquelle, la Jeunesse Volontaire dans la Résolution des Conflits Communautaires « JVRCC », opte pour une solution intra congolaise avec son outil de résolution des conflits « CEDM » Cadre d'Ecoute et de Dialogue pour la Médiation dans la ville de Goma avec la méthode *d'écoute active sous des techniques de médiation et de counseling* des personnes en conflits. Le JVRCC s'engage pour la paix à l'Est, le même champ de bataille sur lequel s'engagent de toutes les forces conjointes, certains acteurs étatiques et non étatiques y compris les

pasteurs congolais, les évêques catholiques membres de la CENCO, au centre interdiocésain de Kinshasa. Ils ont eu raison, à l'occasion du 62^e anniversaire de l'Indépendance de la RDC de « constater la mort dans l'âme, que les 62 ans d'indépendance de la RDC sont jalonnés par des violences des guerres très atroces et dévastatrices »¹¹⁷.

Ce souci trouve son couronnement dans le message du Pape François : « l'unique extrémisme admis pour les croyants est celui de la charité ! Toute autre forme d'extrémisme ne vient pas de Dieu et ne lui plaît pas »¹¹⁸. Ils considèrent toutes leurs interventions en matière sociale et politique comme une contribution majeure à l'émergence d'un pays plus beau qu'avant et l'invitation au respect de la dignité de l'homme. Ceci justifie la préoccupation de l'éminent professeur Godefroid Kā Mana d'heureuse mémoire : « le Congo est confronté à des politiciens et des partis politiques »¹¹⁹. Il s'explique avec comme mot d'ordre une proposition éclairante du penseur français Jacques Attali : « agissez comme si vous n'attendez plus rien des gens du pouvoir »¹²⁰. En d'autres termes, il s'agit de « construire un imaginaire de liberté créatrice pour sortir des sentiers battus par les dictatures politiques, économiques, militaires et idéologiques qui tuent les puissances inventives de la personne humaine dans ses potentiels de vie en plénitude »¹²¹. C'est exactement dans le fameux dialogue préconisé à

¹¹⁷ Richard Kitengie *la renaissance de la RDC à la lumière du propos social de l'Episcopat congolais, éthique et reconstruction de la nation congolaise*, Grand Séminaire Theologicum, Christ-Roi de Malole (Kananga) in revue de l'U.KA, vol 1, n°1, février, 2013, p.55.

¹¹⁸ Message du Pape François cours de la messe qu'il a présidé le 29 avril 2017 au stade Air Defense stadium du Caire /Egypte.

¹¹⁹ Kā Mana, *l'homme congolais et la culture de l'intelligence, réflexions pour une société du savoir, de la recherche et du savoir-faire*, Pole Institute, Goma, 2016, p.158.

¹²⁰ Idem, p.158.

¹²¹ Idem, p.159.

plusieurs niveaux où l'on doit plus que jamais s'entendre puisque « écouter l'autre ne signifie pas simplement se taire et laisser parler l'autre, mais c'est se tenir disposé à accepter les arguments rationnels et raisonnables que l'autre avance. Cette disponibilité est un signe d'humilité et de tolérance politique, c'est-à-dire d'esprit de justice, de volonté de recherche de la vérité, d'acceptation dialogique et de prise en compte de l'autre comme interlocuteur égal soi et face à qui l'on a des obligations »¹²²; sans oublier également qu'il n'y a pas d'avenir (possible) sans pardon réciproque »¹²³. Comparant les deux Congo, Albert Thibangu-Wa-Mulumba fait une analyse qui conduirait nos politiciens à la croix quand il écrit : « *Colonisés, nous mangions à notre faim. Indépendants, nous mourrons de faim... colonisés, nous étions bien soignés jusqu'au fin fond de nos brousses dans des hôpitaux et dispensaires parfaitement équipés. Nos enfants naissaient dans des maternités convenablement tenues. Indépendants, les africains meurent, crèvent littéralement dans des hôpitaux insalubres. Dans certaines régions, dispensaires et maternités tombent irrémédiablement en ruine. Les grandes endémies reviennent au galop. Colonisés, nous jouissions d'une scolarité gratuite, vivante et efficace pour lutter contre l'analphabétisme. Indépendants, nous sommes aux prises avec une scolarité forte chère pour de nombreux parents sans ressources. Ceux qui, aux prix de lourds efforts, font diplômés leurs enfants, voient ces efforts annulés lorsque leurs enfants reviennent au chômage...* »¹²⁴.

Il saute vite aux yeux d'une part, que l'institution de la justice est un acteur incontestablement majeur, mais il n'est pas le seul et on peut se demander si on ne lui

¹²² Ngoma Binda, Op.cit., p.196.

¹²³ Desmond Mpilo Tutu cité par Abbé Aloys Shanyungu Mpenda Watu, *Logique de la guerre et logique de la paix. Paix et démocratie à goutte de sang*, in Congo-Afrique, Kin, n°437 septembre 2009, p.549.

¹²⁴ Apollinaire Cikongo, *Colonisation et ingénierisation du mal congolais*, revue de l'U.KA, n° 232, Septembre 2012. Pp.101-102.

demande pas trop et si son rôle n'est pas surévalué et ne s'est pas excessivement alourdi. L'Afrique, est affectée de ce mouvement général de judiciarisation des rapports sociaux que l'on observe dans les pays développés et qui correspondent aux mutations des mentalités et des sociétés contemporaines dans le monde. Il est difficile d'y échapper, mais on peut poser, d'autre part, la question de savoir s'il n'est pas des responsables attribuées aux juges dont l'exercice n'est sans fragiliser encore plus la justice.

On ne peut pas ne pas en faire référence à ces conflits politiques et compétitions électorales dont l'issue- et parfois celle d'un régime-dépend de la décision de quelques juges qui, quels que soient leurs mérites et quoiqu'ils disent, seront critiqués ou condamnés. Des crises récentes indiquent qu'il ne s'agit pas d'hypothèses d'école. Ne souligne-t-on pas aussi la difficulté structurelle qu'a la justice, en Afrique plus qu'ailleurs, d'exercer son office dans un contexte compliqué, marqué par une forte prégnance patrimoniale ou clientéliste peu favorable à la soumission des juridictions au seul droit. Alors, comme nous le commandait le Comité Permanent des Evêques de la CENCO ; les congolais devraient rester très « vigilants » et œuvrer résolument à la venue de la « paix » tant rêvée, et surtout « la paix dans la justice et la vérité »¹²⁵. Ainsi, l'impératif éthique en politique s'énonce de la manière suivante : *« agis de telle sorte que, examinant rationnellement les conséquences de ton acte politique ; ce dernier soit pris comme un modèle de sagesse, et ne fais pas aux autres ce qui aurait des conséquences que tu n'accepterais jamais qu'on te fasse subir »*¹²⁶

¹²⁵ Message de la CENCO, aux fidèles catholiques aux hommes et aux femmes de bonne volonté, Kinshasa, le 12 février, 2009, p.13.

¹²⁶ Ngoma Binda, *Op.cit.* p 323.

5. Les utilisateurs de l'outil « CEDM » selon les domaines

Le critère de choix de ces acteurs exécuteurs de cet outil respecte deux étapes : Première étape : Identification des exécuteurs ou acteurs de l'outil

Cette étape se concrétise par la sensibilisation et identification du personnel concerné :

1. Les philosophes
2. Les communicologues
3. Les transformateurs des conflits
4. Les maitres avocats
5. Les médecins
6. Les infirmiers
7. Les sociologues
8. Les psychologues
9. Psychothérapeutes
10. Les pédagogues
11. Les comptables
12. Les aviateurs
13. Les hôtesse d'accueils
14. Les nutritionnistes
15. Les ingénieures
16. Les agences de transports lacustres, aériens et terrestres

Ces acteurs sont les premiers bénéficiaires de formations et des séminaires sur l'outil CEDM pour la transformation de conflit. À leur tour, ils iront sur terrain pour former les seconds bénéficiaires du programme pour enfin exécuter ensemble les projets selon les faisabilités.

Les seconds bénéficiaires sont :

1. Les autorités locales,
2. Les responsables des écoles,
3. Les enseignants,
4. Les écoliers, élèves, étudiants et apprenants,

5. Les parents,
6. Les comités locaux, initiatives locales et associations,
7. Le gouvernement services étatiques et publics,
8. Les organisations non gouvernementales, locales, nationales et internationales,
9. Les différentes catégories des Leaders communautaires (LC).

Deuxième étape : identification des secteurs, organisations ou champs d'action suivis par des conférences et des formations.

1. La santé,
2. L'éducation,
3. Le commerce,
4. Les écoles,
5. Les hôtels et restaurants,
6. Les industries,
7. Les transports,
8. L'environnement. Etc.

6. Hypothèse, risque et flexibilité de l'outil "CEDM"

a. Hypothèse :

L'outil CEDM peut être exécuté dans le but de ou d':

- Écouter la personne faisant partie au conflit,
- Conscientiser la personne meneuse des conflits ;
- Rétablir un dialogue de vérité entre les parties en conflits,
- Faciliter une médiation entre parties prenantes,
- Acceptation du message par la population bénéficiaire ;
- Existence des moyens localement disponibles ;
- Renforcer des capacités des exécutants des activités par différents bailleurs et partenaires ;
- La gestion rationnelle des ressources ;
- Présence des catastrophes naturelles (volcan) ; assurances de la sécurité des activités ;

- La motivation et implication effective de tous les acteurs engagés pour les projets.
- b. *Risque* :
 - Puisque la guerre et le conflit sont nos deux grands champs d'actions ; la catastrophe naturelle comme le volcan, le détournement de fond, des pillages, etc. Peuvent empêcher l'exécution de cet outil « CEDM ».
- c. *Flexibilité* :

Cet outil « CEDM » est flexible dans le sens où son exécution peut être en importe quel moment une fois que les moyens et ressources sont disponibles. Il s'adapte aux réalités vécues au niveau de la base et attire l'attention et l'implication de tous, étant un sujet plus crucial dans la ville de Goma et l'outil peut être installé n'importe où selon le besoin.

7. stratégies de mise en œuvre de l'outil « CEDM »

- La stratégie dialogique

Qu'avons-nous fait de nos langues en parlant pendant la période de conflit et des guerres sanglantes ici chez nous ? N'avons-nous pas usé de nos langues comme instruments pour détruire et dévaster la paix et la réconciliation entre nous ? Malheureusement, elles qui devraient servir comme source de dialogue et de médiation transformatrice de conflits ont été usagées pour discriminer et sobriquer les autres différent de nous. Ces cas des clichés, stéréotypés, et assignations des autres cultures, sont pressantes à travers la ville de Goma et sont des phénomènes qui catalysent de conflits interculturels nourris d'une part des discours des faibles politiciens qui manipulent lors des campagnes électorales les âmes faibles avec des slogans comme ; « chaguweni mtoto wenu... », « Niko wakilima yenu... », etc.

D'autre part, des regroupements tribalisés et ethnisés autour de la bière, des frites et de la viande grillée dite « nyamachoma » communément appelé « mishito ». La plupart de ces assises, sont faites pour se doter des armures d'attaque et des boucliers de défense contre « les

ennemis » puisqu'ils n'appartiennent pas à notre culture ou ethnie. Cette façon de voir ne peut avancer en rien la ville de Goma. Les conséquences de ces rencontres ethno-tribalisées sont visibles au su et au vus de tous par la mécompréhension d'autres cultures, la mauvaise communication dans la correspondance des dirigeants tribalistes. Des entreprises aux seins desquelles vous n'aurez jamais accès au travail si vous n'êtes pas de telle ou telle autre culture, d'autres qui ont cessé de fonctionner par mauvaise gestion et de l'ignorance et ingérence des familiers qui engendrent petit à petit de conflits dans l'entreprise. Des entreprises se déclarant de propriétés familiales se sont divisées par manque d'écoute et de dialogue entre ses membres.

Des emplois ont cessé par manque au dialogue entre le patron et le travailleur. Des serveurs des hôtels et restaurants se sont vus en conflit avec leurs clients puisqu'ils n'ont pas servi un met commander faute d'écoute et d'un bon dialogue avec les clients. Au sein de moyen de transport dans toutes ses branches ; terrestre, maritime ou aérien, se déclenche de conflit et confrontation parfois violentes suite au manque d'écoute et d'un bon dialogue avec l'autre ; etc.

Ne pensons-nous pas souvent que parler le premier signifie avoir raison ? N'avons-nous pas monopolisé la parole pour faire passer notre opinion au détriment des autres ? Quelle place accordons-nous au dialogue mutuel de respect (diamur) ? Sommes-nous conscients que la résolution et la transformation de nos conflits vaudront ce que vaut notre écoute dans le dialogue ? Quelles sont les conséquences néfastes au manque d'une bonne écoute à autrui ? Voilà autant des questions qui couronnent notre réflexion autour de l'écoute afin de chercher un dialogue sincère et une médiation qui transforme nos conflits. Qu'est ce qui serait à la base des guerres et conflits interminables ? Nous postulons une fois de plus que le

manque d'un terrain d'attente pour une écoute, un dialogue et une médiation sincères

8. Adopter un dialogue sincère

Après observation, nous avons constaté un des éléments importants soit pour sortir d'un conflit, soit pour le maîtriser au fur à mesure qu'il se présente, c'est le dialogue sincère. Le dialogue est difficile en toute situation de celui-ci entre des adolescents et leurs parents, dialogue entre l'Evêque et les Prêtres, aussi entre vendeur et client, etc. Un dialogue n'est pas un monologue. La base de tout dialogue, c'est l'amour de la vérité. Ayons cette conviction que chaque homme détient une partie de l'erreur.

Le dialogue permet la communication dans un groupe de deux ou plusieurs. Il permet aussi l'échange, la confrontation des idées, des positions. Nous avons parfois, pour ne pas dire souvent, de la peine à comprendre et à apprécier le point de vue de l'autre, même sans le partager. Il faut donc essayer de découvrir et de comprendre la vérité qui est dans celui qui me parle ou avec qui je suis en réunion. On pourrait visualiser un conflit par un nœud (ou même plusieurs nœuds).¹²⁷

9. Eviter des réponses violentes dans le dialogue

Puisque la paix est un processus, notre dialogue doit être non violent pour prévenir des potentiels conflits ; éviter les réponses violentes à son interlocuteur, c'est de tirer dessus à conscience les contenus de deux côtés de notre débat. Résultat ; on renforce et on les noue. On retarde la situation si possible, on la renvoie à un autre rendez-vous. La réponse non-violente c'est de prendre les deux bouts et de chercher ensemble à défaire le nœud en faisant coaliser chacun son extrémité par le milieu du nœud. Il finit par se défaire tout seul. Mais cela permet de supprimer l'injustice. 75 % de nos conflits viennent d'un manque de

¹²⁷ Alfred Bour, p171.

dialogue ou d'un faux dialogue (une espèce de monologue, même si c'est à deux voix).¹²⁸

10. Écouter pour mieux dialoguer dans le conflit

Tout le monde veut parler et c'est dommage que personne ne veut écouter personne. Chacun veut défendre sa cause et veut à tout prix s'exprimer ; chose importante, cependant, de tous, personne ne veut écouter en premier et cela engendre le conflit. Puisqu'écouter c'est ne pas comprendre, l'erreur est de prétendre qu'on a vraiment compris ce que l'autre veut dire. Ecouter l'autre c'est savoir qu'il ne parle pas la même langue que nous, qu'il est vraiment d'une part un étranger à nous. Compte tenu de tous ce qui précède, avec quelle attitude-nous approchons-nous de l'autre qui vient à nous, différent de nous ? Desquelles méthodes et techniques réalisons-nous l'écoute avec les autres ? Quelle place occupe-t-elle l'écoute dans notre vie d'échange et de dialogue au quotidien ? Combien de temps avons-nous disposé à écouter qu'à parler ? N'est-il pas écrit que pour dominer la nature il faut l'écouter ? Nous mettons nous à l'écoute de l'autre dans la franchise et sans faire semblant ? N'avons-nous pas banalisé l'écoute en croyant que nous avons compris ce que l'autre veut dire juste à sa première expression ?

11. Les conséquences de manque d'écoute à autrui

D'aucun pense que l'écoute-manquée à autrui (Ema) serait à l'origine de conflit chez les humains. Pour aborder cette hypothèse jetons un regard rétrospectif au récit du premier homme expulsé d'Eden et renseignons-nous davantage sur les origines du conflit et ses conséquences. Selon cette hypothèse, à cause du manque d'écoute à son créateur, le premier homme d'Eden serait entré en conflit de rupture avec son divin maître. Ce serait le début de la

¹²⁸ Idem. p172.

souffrance de l'humanité, de la douleur d'enfantement chez la femme et de l'infertilité de la terre. (Cf. *Récit de la création.*) La deuxième hypothèse liée aux sources de conflit, serait encrée dans le cœur égoïste de l'homme, plein de lui-même, devenu un loup pour l'autre. « *Homo homini lupus* » (Thomas Hobbes 1588-1608) de cet égocentrisme et répartition inégale de bien, serait né le conflit de guerre dans l'humanité. Pour illustrer cette hypothèse, visitons l'histoire de l'humanité et constatons ce qui suit : « *le combat est le père et roi de tout. Les uns, il les produit comme des dieux, et les autres comme des hommes. Il rend les uns esclaves, les autres libres.* » (Héraclite penseur ionien 576-480 av.J.C.) Pour lui, « *le conflit des contraires féconde l'univers et le tient debout.* »

De ce fait, l'on se demande : qu'est-ce qu'un conflit ? De quel état est-il ? Quelles en sont ses origines ? Le conflit est-il seulement négatif ? Bref, si l'on se réfère à l'histoire de l'humanité, le manque d'écoute à autrui est source de beaucoup de maux : la première guerre mondiale (1914-1918), la deuxième de (1940-1945)¹²⁹ qui sont les deux guerres émaillées de conflit identitaire et racial dénoncé par Hannah Arendt (1906-1975) dans son ouvrage *crise de culture* 1968 dans lequel il parle de la « *barbarie par devoir* ». En effet, Hannah Arendt analyse les phénomènes totalitaires ainsi que la société contemporaine à partir des persécutions nazies qui opposait les allemands aux juifs et comprend *qu'agir par devoir peut tout justifier*. Le manque d'écoute des autres races et de leur acceptation comme telles, a conduit Adolf Eichmann d'exécuter l'une des plus grandes et sanglantes guerres mondiales, dites guerres de puissances mondiales. A retenir que, comme il n'existe pas de société sans être

¹²⁹ Auteur de crimes contre le peuple juif et l'humanité, chargé d'exécuter la *solution définitive*, le génocide. Il fut intercepté dans une banlieue de Buenos Aires, en 1960, par un commando israélien et comparut en 1961 devant le tribunal de Jérusalem. Cité par Jacqueline Russ, in *les chemins de la pensée*, Pollina, 1999, p508.

humain, de même il est impossible de trouver une société sans communication par conséquent sans conflit. Car plus on communique, plus on s'affronte et se confronte plus on se critique et se décortique. Du besoin de gérer, de résoudre et de transformer ce conflit, naissent l'écoute, le dialogue et la médiation. De ce qui précède, l'on comprend que la communication n'est pas toujours sans effets de conflit et de confrontations. Surtout que nous sommes dans une ville où *écouter l'autre* devient de plus en plus un défi majeur à relever, avec des expressions comme « *Je n'ai pas du temps* », « *Je suis occupé* », « *Veillez passer demain* », « *Je cours derrière la montre* », etc. Et tout le monde court dans son sens à la recherche de la vie et du « Murongo¹³⁰».

12. La surdité comme obstacle de l'écoute

L'on peut distinguer deux sortes de surdités : la surdité involontaire et la surdité volontaire. La première est une incapacité facultative d'écoute dite encore hypo-acousie, qui se caractérise par les problèmes de l'organe de sens¹³¹. La deuxième est caractérisée par la volonté. L'on peut avoir de l'ouïe qui fonctionne normalement et l'empêcher, par inhibition, de faire son travail. Ceci peut se produire par le fait volontaire de ne vouloir écouter les autres, soit par inattention, soit par orgueil, soit par trop

¹³⁰ Au sens propre ; C'est une unité de mesure de la farine de manioc dont son prix varie selon la saison culturale. Son prix change d'un milieu à l'autre. Au sens figuré ; le « murongo » signifie la vie au taux du jour d'un Gomatracien. Avec les expressions comme : je cherche « murongo » pour signifier que je cherche l'argent, le « murongo » est devenu comme indice qui détermine l'économie familiale dans la ville de Goma ; surtout pour des familles qui n'ont pas de système de stock en nourriture puisqu'elles doivent s'en procurer chaque jour. Au sens social ; le « murongo » est un signe du chômage des responsables aux foyers. Avec les expressions comme ; je manque par où trouver « murongo », je vais m'embaucher pour gagner « murongo », etc. Le manque de « murongo » crée de tensions en famille et engendre des conflits. Il convient de s'écouter et s'entendre lorsqu'on est à la quête du « murongo » pour qu'on se le partage en bonne et dite forme.

¹³¹ Cfr, CATHERINE Solano, *Emission priorité santé. RFI*, du 21 septembre 2019 à 4h du matin.

d'occupations, ... Ce genre de surdité se fait observer dans la manière d'agir de beaucoup de gens de la ville, et surtout les bureaucrates. Ce qui développe plus les conflits entre les travailleurs et les   meurs, les conflits dans les ménages, les Eglises, etc.

13. L' tat psychologique de l'écouteur

L'écoute étant une tâche difficile et très délicate, elle demande une présence d'esprit et une attention soutenue à pouvoir bien écouter. Néanmoins, la disposition intérieure et physique de l'accompagnateur dans un état de fatigue ou de maladie peut entraîner l'échec dans l'écoute. La personne qui écoute devrait se rassurer qu'il ait la bonne santé mentale et morale avant d'entamer la tâche de l'écoute. Ne pas confondre écouter et entendre. Les deux demeurent différent en ce sens qu'entendre c'est rester à la surface alors qu'écouter c'est entrer en profondeur du fait, percer le cœur, entrer dans la peau de celui qu'on écoute.

De même qu'on ne peut pas vivre par procuration, de même nul ne peut vivre dans la maison d'un autre et y être pleinement soi-même.

QUELQUES CONSEILS POUR SE PREPARER A L' COUTE¹³²

Une préparation psychique et physique ;

- N'à improviser pas l'entretien avec la personne à écouter ;
- Se fixer un programme au préalable ;
- Ne pas se presser dans l'écoute ;
- Arriver cinq minutes avant l'heure convenue ;
- Avoir un bloc note des remarques spontanées, des courtes phrases ou soit des expressions en rapport avec le sujet d'entretien.
- Eviter, pendant l'entretien, d'interpréter, de juger, de sonner des solutions toutes faites, de questionner,

¹³²Alfred Bour, *op.cit*, p205.

de dire par exemple, « *à ta place, j'aurais fait ceci ou cela...ou pourquoi n'as-tu pas pensé à cela... ?* »

- Laisser celui qui expose son problème à le faire librement car il a en lui-même des réponses à ces multiples questions ;
- Savoir que notre tâche est de l'accompagner et non d'apporter des solutions ;
- Refuser carrément de penser à la placer de l'autre, refuser de lui donner des conseils à priori, refuser de lui donner des solutions toutes faites, refuser de se substituer à lui ;
- Laisser à l'autre le temps et l'espace de trouver la voie qui est la sienne, car chacun de nous doit habiter sa propre maison,
- Lui demander de proposer le premier une solution vis-à-vis de son problème pouvant lui procurer la paix du cœur.

Comme l'a dit Levinas, écouter c'est avoir une attitude compréhensive, chaleureuse et cordiale. L'écouté se sent accueilli, compris, il se reconnaît. L'autre devient en quelque sorte mon « *miroir* » qui me permet de me voir tel que je suis sans être déformé.

14. L'expression « Je n'ai pas du temps »

Puisqu'écouter n'est pas non seulement découvrir les difficultés et les problèmes de l'autre mais aussi et surtout découvrir ses qualités, par conséquent, dire que « *je n'ai pas du temps de t'écouter* » est une erreur grave. Par cette expression, l'on perd la chance de découvrir un plus dans l'expérience de l'autre. Ainsi, écouter c'est n'est pas vouloir l'autre comme ceci ou comme cela, mais c'est apprendre à découvrir les qualités en lui, les richesses d'être et de cœur qui sont à lui. Être attentif à quelqu'un qui souffre, ce n'est pas donner une solution ou une

explication à sa souffrance, mais c'est lui donner un sens positif, le recréer si possible. ¹³³

15. Les interdits comme obstacle à l'écoute

Les interdits venus de l'éducation se réveillent au fond de nous dans tous les moments de notre vie où nous nous retrouvons dépendants des autres comme enfants ou l'étions de nos parents. Il y a même tout ce que chacun de nous ne peut pas « se » dire, ne peut pas penser, parce que ce serait trop douloureux ou que cela lui semblerait trop dangereux ; comme par exemple s'avouer qu'on est en colère contre son médecin ou qu'on doute de lui. Il peut être utile aussi de se rappeler que dans notre société, encore aujourd'hui, la colère a été beaucoup interdite aux femmes et les larmes aux hommes.

Il y a assurément de l'inexprimable ! Celui-ci se montre, il est l'élément mystique. *Ce dont on ne peut parler, il faut le taire.*¹³⁴ Notre procédure va avec les données de l'expert Alfred BOUR qui nous révèle les qualités d'une bonne écoute en ce terme : L'écoute doit être *unifiée* ; plus on est unifié, plus on est capable d'écouter et d'accueillir l'autre. *Ecouter c'est faire silence en soi-même et rechercher le calme intérieur ; écouter c'est suivre sa respiration et contrôler ses émotions. Se mettre tout entier dans le fond de son oreille pour écouter sans filtres déformants. Par conséquent ; écouter c'est commencer par se taire.*¹³⁵

¹³³ Idem, p205.

¹³⁴ WITTGENSTEIN L., *Tractatus logico-philosophicus*, P.U.F, Paris, 1995, p145.

¹³⁵ Alfred Bour est un Prêtre Missionnaire de la Congrégation du Sacré Cœur né en 1943 en France. Il a fait ses études de Théologies à l'Université de Strasbourg, converti à la non-violence évangélique par Jean Goss en 1970, il est formé dans le cadre du MIR (Mouvement International de la Réconciliation) dont il assumait un temps la présidence en France. Il a pu élargir son expérience en Amérique du Sud ainsi que dans des missions ponctuelles avec Madame H. Goss en Afrique. Depuis trois ans il travaille au Rwanda au service du diocèse de Butare en partageant la responsabilité du SAT (Service d'Animation Théologique).

Entre les deux se passent deux actions : la parole d'une part et l'écoute d'autre part. Pour une écoute de qualité, chacun devrait respecter son rôle sans interrompre l'autre. Pour une bonne écoute de l'autre, il est convenable d'éviter l'interventionnisme (tendance de l'écouter qui veut à tout prix interrompre la parole de celui qui parle en insérant de propos lié à sa propre expérience. C'est une erreur grave dans l'écoute.) Pour éviter toutes ces erreurs, nous pouvons observer les méthodes et techniques ci-dessous :

16. La médiation transformatrice des conflits

Une bonne médiation vaut le prix de l'écoute du problème et les deux sont tous liées. Une bonne écoute pour un médiateur peut sous-entendre d'une part son bon état mental et psychique, et d'autre part sa disponibilité. Que dire de la confiance ? Un médiateur serait la personne qui a une dose de confiance en soi et cela grâce à la connaissance des méthodes et techniques de médiation. Il serait mieux que ce soit l'une des personnes en conflit qui parte négocier au médiateur. Il serait convenable de ne pas s'improviser médiateur dans n'importe quel type de conflit, sauf au cas où les deux camps ne prennent pas conscience de méfaits de ce conflit ; on pourrait juste les conscientiser sans leur solliciter la médiation. L'inverse rendrait critique sa personnalité et nul son apport entant que médiateur-improvisé (M-I).¹³⁶

Le médiateur ne devrait pas avoir de penchant vers celui ou celle qui l'aurait sollicité en premier et une fois choisi comme médiateur il devra explorer le conflit de la genèse à son apocalypse, cela pour répondre au principe polémologique selon lequel « avant de concilier court comme un doigt, il faut en connaître long comme un bras. » Le médiateur serait une personne bien outillée,

¹³⁶M-I « médiateur- improvisé », c'est une personne qui n'ayant ni mandat, ni qualité peut prétendre devenir médiateur d'un conflit.

homme ou femme de fond et de forme qui inspire confiance aux qualités requises pour la médiation.

Cependant, il y a de quoi s'inquiéter lors qu'il faut parler de la médiation. Beaucoup de phénomènes à notre temps s'érigent en obstacles contre une véritable médiation. Premièrement, les phénomènes des intérêts mesquins, des préjugés, du Nduguïsme¹³⁷, de la suspicion, des clichés, des assignations, des stéréotypes et de l'entourage des personnes en conflit peuvent devenir un frein au processus de médiation une fois ils se forment en catalyseurs à qui profite le conflit. Deuxièmement l'état psychique et émotionnel du sujet en conflit, n'est pas à négliger. Nous agissons de telle ou telle façon selon que nous sommes bien à l'aise ou mal à l'aise. Nos réactions déterminent notre état d'âme et nous révèle au monde. En cas d'émotion et d'état mental de trouble notre personnalité change. Il est recommandé de ne pas prendre de décision dans un état de colère ou de promettre dans un état de joie.

17. Marche à suivre pour une bonne écoute

- *Commencez par discuter !* Discuter du désaccord, sur la page de discussion de l'article ou sur celle de votre contradicteur, est une première étape *indispensable*. Dans la plupart des cas, une telle discussion permettra de trouver un consensus, le cas échéant avec l'intervention de contributeurs extérieurs qui offriront spontanément leur aide pour résoudre le différend. Si vous n'arrivez pas à vous mettre d'accord, essayez au moins d'arriver à une formulation la plus neutre

¹³⁷Un phénomène social qui veut s'imposer en doctrine sociale selon laquelle ne jouit de mes faveurs que celui qui est mon familier, mon ndugu-yangu ; Similaire au collinisme (ressortissants de même colline) ; similaire au tribalisme, etc. mais le Nduguïsme ou despotisme est la forme supérieure d'exclusivité des gens entre eux. Quand le Nduguïsme s'installe, bloque la communication, interrompt les échanges et le dialogue interpersonnel. Avec toute énergie, le Nduguïsme est à éviter puisqu'il est qualifié en virus à la communication sociale.

possible du désaccord, qui facilitera l'intervention d'un tiers.

- *Ne tardez pas à demander de l'aide !* En cas de conflit éditorial persistant, il n'est pas souhaitable de laisser la situation se détériorer. N'hésitez donc pas à signaler le désaccord au salon de médiation (le plus tôt sera le mieux), où des contributeurs expérimentés pourront vous aider¹³⁸.
- *Simplifiez autant que possible la description du désaccord aux tiers !* Par exemple sur le salon de médiation, en essayant de faire ressortir le point principal : une demande longue ou complexe, qu'il s'agisse de médiation ou d'avis extérieur, a moins de chance tant d'être résolue que de motiver un tiers à s'en occuper.
- *Soyez précis !* En évitant une formulation en termes trop généreux, adoucissants, mais aussi ne pas faire recours à ceux qui brisent le cœur de l'écouté. Par exemple « désaccord sur l'utilisation d'une source X à propos de Y » est plus clair que « désaccord sur Y, voir la PDD¹³⁹ de l'article ».
- *Ne poursuivez pas en même temps deux moyens de résolution du conflit !* Par exemple une demande sur un portail et une autre au salon de médiation.

18. **Quelques conseils afin d'améliorer l'exercice de la médiation**

Pour mener à bien la recherche d'un consensus,

- ✓ *Prenez fermement en main la gestion de la discussion :* Ne laissez pas les participants perdre de vue le sujet de la médiation ou se livrer à des attaques personnelles. Veillez à ce que chacun puisse exprimer son point de vue.
- ✓ *Soyez - ou essayez d'être - indifférents au résultat de la médiation :* Vous pouvez proposer des solutions,

¹³⁸ Cfr médiation sur Wikipédia. Visité le 10 sept 2020.

¹³⁹ Première et Dernière Déclaration

mais rappelez-vous : un médiateur ne « vote » pas. Intervenez le moins possible sur l'intérêt du sujet discuté ou l'évaluation des options proposées, sauf si la discussion révèle une absence de sources de qualité et que vous pouvez aider les contributeurs à en localiser. En revanche, n'hésitez pas à rappeler les principes, les règles et usages applicables au sujet en discussion. Demandez aux contributeurs de *produire des sources* à l'appui de chaque option envisagée, de manière à expliquer pour quelle raison il considère que sa proposition est la meilleure *pour le projet*.

- ✓ *N'excluez aucune option* : Mais veillez à ce que tous les participants comprennent qu'aucune option n'est acceptée ou écartée du seul fait qu'elle est discutée. Ces quelques conseils n'ont bien entendu aucune valeur normative, chaque cas étant différent¹⁴⁰.

¹⁴⁰ Idem,

18. Conclusion

Pour une amitié heureuse, une jeunesse prospère, un emploi généreux, un état en bonne gouvernance et pour la ville de Goma aux conflits transformés, la coopération reste l'unique trésor pour nous rassurer. Ci-dessous nous voyons treize commandements pour une coopération¹⁴¹.

- 1) *Planifier ensemble* : Même si l'on n'a pas de plan tout fait, il faut faire croire à l'autre qu'il a des bonnes idées. La planification revêt votre partenaire.
- 2) *Subsidiarité* : Favoriser la coresponsabilité. Sans vous mêler dans des affaires des autres, mais aidez-les à s'acquitter de leurs tâches.
- 3) *Définition des tâches* : Définissez clairement les tâches de chacun. Ne croyez pas que vous devez tout faire, mais respectez le principe de Subsidiarité.
- 4) *Information* : Informez le plus possible. Ne méprisez pas la stupide question de l'autre.
- 5) *Confiance* : Accordez à l'autre de confiance. Ne croyez pas aux mots méfiants, mais donnez des appréciations.
- 6) *Authenticité* : Soyez authentique. N'essayez pas de manipuler les autres, mais soyez ouvert à la réalité.
- 7) *Complémentarité* : Accepter les différences. Ne les voyez pas comme obstacles, mais comme complémentarité et richesse.
- 8) *Unité des personnes* : Regardez plus les personnes que les structures. Ne cherchez pas l'uniformité, mais l'unité.

¹⁴¹ Ces commandements ont été élaborés par le Père Bockenhoff, Sac, professeur de Philosophie, il l'a enseignées dans les Institutions Pallottines de philosophie en Allemagne, en Inde et au Cameroun Passionné du charisme Pallottin, il se réjouissait de voir la coopération entre les Pallottins prendre un nouveau départ. Il a vu en ces Treize versets une sorte de "repères" pour orienter les disciples de Pallotti en quête d'une plus grande coopération. Par Père STANISLAS STAWISKY, *coopération Passion d'une vie*, Pallotti presse 2004, p 505.

- 9) *Patience* : Ayez de la patience pour aboutir à une conviction commune. Ne faites pas de faux compromis, n'entre pas en compétition, mais créez patiemment des nouvelles solutions.
- 10) *Imperfection* : Soyez réaliste. N'attendez pas la perfection ni chez vous ni chez l'autre, mais concentrez vos efforts pour le mieux possible.
- 11) *Interdépendance* : Agissez comme une personne mûre. Ne surestimez ni l'indépendance ni la dépendance, mais vivez l'interdépendance.
- 12) *Sérénité* : Ne tardez votre calme. Ne mettez ni vous-même sous tension, ni l'autre en peur mais réjouissez-vous de la liberté et de la sérénité.
- 13) *Optimisme* : Courage ! Ne couvrez pas sur les fautes des autres, mais créez des expériences positives et vivez d'elle L'avenir est entre les mains des ceux qui savent trouver de fortes raisons de vivre et d'agir .si nous le voulons bien. Jeunes, l'avenir d'un monde nouveau, d'une République Démocratique du Congo prospère et d'un Territoire de Kalehe en marche est entre nos mains. Parce que cela nous revient en charge pour son bien-être et son amélioration, il faut éviter les amis qui te font complaisance au jour du bonheur ; mais qui ne restent pas avec toi au jour de la détresse. L'or est vérifié par le feu. Notre persévérance ne tombera jamais en vain. Demeurons toujours unis entre nous, même si la guerre désire nous séparer, supportons notre moment d'exil, de chômage et de détresse. Même si la famine semble nous diviser, continuons à partager sur la même assiette. Résistons au mal même s'il semble gagner¹⁴². Ces principes nous sont très utiles dans la gestion comme dans la résolution de conflits pour une société de paix et de développement qui se réconcilie dans un cadre confortable prédéfini par des médiateurs

¹⁴² Théophile Kaboyi, *Le mérite de la patience*, Goma2017, p32.

honnêtes, à capacités physiques, intellectuelles et morales convenables.

19.Bibliographique

1. *La place de l'enfant dans le conflit* 2018, p43.
2. Message du Pape François au cours de la messe qu'il a présidé le 29 avril 2017 au stade Air Défense stadium du Caire /Egypte.
3. Kā Mana, *l'homme congolais et la culture de l'intelligence, réflexions pour une société du savoir, de la recherche et du savoir-faire*, Pole Institute, Goma, 2016, p.158.
4. Ngoma Binda, Op.cit., p.196.
5. Desmond Mpilo Tutu cité par Abbé Aloys Shanyungu Mpenda Watu, *Logique de la guerre et logique de la paix. Paix et démocratie à goutte de sang*, in Congo-Afrique, Kin, n°437 septembre 2009, p.549.
6. Apollinaire Cikongo, *Colonisation et ingénisation du mal congolais*, revue de l'U.KA, n° 232, Septembre 2012. Pp.101-102.
7. Message de la CENCO, *aux fidèles catholiques aux hommes et aux femmes de bonne volonté*, Kinshasa, le12 février, 2009, p.13.
8. Alfred Bour, p171.
9. Jacqueline Russ, in *les chemins de la pensée*, Pollina, 1999, p508.
10. CATHERINE Solano, *Emissionpriorité santé. RFI*, du 21 septembre 2019 à 4h du matin.
11. WITTGENSTEIN L., *Tractatus logico-philosophiques*, P.U.F, Paris, 1995, p145.
12. Père STANISLAS STAWISKY, *coopération Passion d'une vie*, Pallotti presse 2004, p 505.
13. Théophile Kaboyi, *Le mérite de la patience*, Goma2017, p32.

Ass2 BAHATI KIKULI Justin

Chap. V. PREVALENCE AND FACTORS ASSOCIATED WITH ACUTE MALNUTRITION AMONG CHILDREN UNDER FIVE YEARS OLD IN KATANA HEALTH ZONE, DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

Author: ETSHUMBA YOHALI ZIZINE¹⁴³

Co-author: ONYA SHAULA Claudine¹⁴⁴

1. Abstract

Child mortality has reduced over the past three decades; whereas 1 in 11 children died before their fifth birthday in 1990, 1 in 27 died in the year 2019 (UNICEF, 2020a). Regardless, child mortality has persistently remained high; there were 5.2 million deaths of children under the age of 5 years in 2019 (UNICEF, 2020a), with 14,000 of them dying every day (UNICEF, 2020a). Most of those deaths are mainly caused by pneumonia, malaria, and diarrhea (UNICEF, 2020a; WHO, 2020a), and up to 40% of them are inextricably linked to acute malnutrition (UNICEF, 2020a; UNICEF, 2020b; Chowdhury et al., 2020). That is in part because acute malnutrition is independently associated with severe sequelae (Onecia and Lappin, 2020; Dipasquale et al., 2020; Titi-Lartey, 2020; Onecia and Lappin, 2020). Child mortality due to malnutrition thus remains as one of the greatest impediments to achieving SDG target 3.2 which aims at reducing under 5 mortality to 25 per 1000 live births by 2030 (WHO, 2020b).

¹⁴³ **Master Ass2. ETSHUMBA YOHALI ZIZINE** is currently Second term assistant (Ass2) at the official university of Kindu and internship coordinator. **Master at Cavendish University of Kampala/ Uganda.** Endowed with professional experience, ETSHUMBA obtained her diploma in Childbirth Surgery **Medicine at University of Lubumbashi UNILU/DRC.** Her commitment to promoting reproductive health and family planning is unparalleled. A woman involved in the community. ETSHUMBA pursues advocacy for the promotion of gender as a response to GBV in the holistic approach. She is

2. Introduction

It is unsurprising therefore, that the elimination of child malnutrition was made very prominent in the sustainable development agenda (Bailey et al., 2020), under SDG 2.2 which aims to “end all forms of malnutrition by 2030, in addition to reducing child malnutrition to less than 5% by 2025 (Sustainable Development Solutions Network, 2019). However, it has been acknowledged that child mortality reduction will not be realized without particular emphasis on certain child populations, notable among them being those in conflict prone settings like the democratic republic of Congo. The country has over 3 million children that have been declared to be at risk of malnutrition (UNICEF, 2021), and has one of the highest rates of infant mortality, at 59.7/1000 live births (UN, 2021; Worldometer, 2021; Worldometer, 2020).

passionate about scientific research and humanitarian actions in areas affected by armed conflict in the DRC. E-mail: etshumbaz@gmail.com

¹⁴⁴ **ONYA SHAULA Claudine** is **Master** of Cavendish University of Kampala and co-author of this scientific paper. As a national –level executive in **medical- technical** emergency service and focal point for the health cluster of the national emergency and humanitarian action program. Claudine was a **medical director at the 3MA** maternity hospital in Kindu and a sonographer in various structures in the city of Kindu. Previously served as **chief of staff**. Finally, Claudine served as **focal point** of the National Tuberculosis Control Program. (PNLT) at the KITULIZO Hospital Center. E-mail: onyashaula@gmail.com

3. Background of the study

Despite being a disease that has been affecting the health of humanity for centuries, malnutrition is still a current public health challenge (UNICEF, 2020a; Ali, 2021) that disproportionately affects children under the age of 5 years. Among that population, poor nutritional status contributes to a third of all deaths (UNICEF, 2020a; UNICEF, 2020b; Ghazawy et al., 2020) due to the sequelae it perpetuates, particular in cases of acute malnutrition. Acute malnutrition sets off a cascade physiological changes (Dipasquale et al., 2020), that then trigger general body systemic dysfunction notably in the cardiac, gastrointestinal, endocrine (Titi-Lartey, 2020) and hepatic systems (Onecia and Lappin, 2020). Such systemic dysfunction is associated with complications including hypoglycemia, severe diarrhea, pneumonia, sepsis, hypothermia, and urinary tract infection (Dipasquale, Cucinotta, & Romano, 2020), all of which can be fatal. Acute malnutrition is a known precursor for chronic diseases that are already recognized public health challenges. One of those is stunting (Imam et al., 2020; Hailu et al., 2020) which is associated with cognitive dysfunction (Ekholuenetale et al., 2020; Mwene-Batu et al., 2020).

What further buttresses childhood acute malnutrition as a global health challenge is the fact that a malnourished child not only becomes a current health system burden but also a future burden (Ghosh, 2020). Acute childhood malnutrition is also a significant precursor for cardiovascular disease later in life; it increases risk for coronary artery disease, hypertension, and diabetes mellitus in adulthood (Eroğlu, 2019). That is in addition to the fact there have been links recently established between childhood malnutrition and parental incidence of cardiovascular disease (Abdullahi et al., 2021). Besides, whereas children in the range of 2 years have been known to be at a risk of infection with corona virus (CDC, 2020; Ludvigsson et al., 2020; Kasozi et al., 2020), it is the acutely malnourished demographic that has the highest risk (UNICEF, 2020e).

That is because malnourished persons like their child counterparts have immune systems that are weakened (Global Nutrition Report, 2020; UNICEF, 2020c; Farhadi et al., 2020) and hence have less immune-response to the viral infection. That is in addition to the vital nutrient deficiencies they exhibit, notably Vitamin A, B12, B6, C, D, E, and folate deficiency, which independently increase their risk of getting COVID-19 (David et al., 2020; Im et al., 2020; Calder et al., 2020a; Galmés et al., 2020; Alexander et al., 2020). Of perhaps more concern, even if acute malnutrition is treatable with diet therapy and pharmacological interventions (Budul et al., 2020;

Dipasquale, Cucinotta, & Romano, 2020), recovery rates during treatment are in most case not universal, ranging from 70 to 80% (Budul et al., 2020; Carboo et al., 2020; Bilal et al., 2020; Kambale et al., 2020; Adem et al., 2020; Simachew, Zerfu, Alemu, 2020; Yazew et al., 2019; Bitew et al., 2020; Abate et al., 2020). That is in part due to the fact that acutely malnourished children enrolled into feeding and treatment programs usually default in care (Bitew et al., 2020; Abate et al., 2020; Carboo et al., 2020; Kambale et al., 2020). Treatment outcome are further affected by increasing cases of antibiotic resistance (WHO, 2020b; World Economic Forum, 2021; Getahun et al., 2020; Elton et al., 2020) given, given that some of the sequelae associated with acute malnutrition are treated with antibiotics including ampicillin, gentamicin, and cephalosporins (Dipasquale et al., 2020).

Therefore, acute child malnutrition could be better prevented than treated in all settings, which indeed in being done globally (Mohseni et al., 2020; Scott et al., 2020), with the use of therapeutic programs, supplementary feeding programs, and health education on infant and young child feeding, and micronutrient supplementation (Scott et al., 2020). However, whereas that is the case, some settings require relatively more of the preventive interventions given the disproportionate effect malnutrition can have on children therein (UNICEF, 2019). Such settings include countries with humanitarian crises, given that they are usually food insecure, and have disrupted healthcare systems. One such setting is the Democratic Republic of Congo, which has recently been named as the country with the highest rate of internal displacement (WFP, 2021), yet concurrently hosting more than half a million refugees (UNHCR, 2020).

The country (DRC), like other countries with and without conflict has been a recipient of the aforementioned

interventions (WFP, 2021). Despite the preventive interventions for acute malnutrition even in settings like the DRC where the UNICEF and WFP have greatly intervened, the global prevalence of acute malnutrition has persistently remained high (UNICEF, 2021). Currently, 49.5 million children are malnourished (UNICEF, 2021; Global nutrition report, 2020) representing 7.3% of the global child population, among whom 13.6 million are severely wasted (UNICEF, 2021). That was a reduction of a paltry 0.6% from the 2012 prevalence of 7.9%. Countries in Asia (15.20%), West and Central Africa (9%) are most affected (UNICEF, 2019). The DRC is home to about 3.4 million children that are acutely malnourished (UNICEF, 2020), and acute malnutrition usually antecedes chronic malnutrition, it is not surprising that the prevalence of stunting in the DRC is 42.7% higher than African average of 29.1% (Global Nutrition Report, 2021). It has been reported that the DRC has not had significant reductions in wasting prevalence over the past five years (Global Nutrition Report, 2021). It is not surprising that the country has one of the highest rates of child mortality at rates of up to 91 per 1000 live births (UN, 2021; Worldometer, 2021; Worldometer, 2020). Within the DRC however, areas like Katana health zone that are and have been relatively peaceful also keep registering high prevalence of acute malnutrition, up to 1000 new cases registered annually. This study was therefore conducted to assess the prevalence and factors associated with acute malnutrition among children under five years old in Katana health zone, Democratic Republic of Congo.

4. Statement of the problem

The Democratic Republic of Congo has for many years had civil conflict that persists to date (WFP, 2021), with the consequences being widespread food insecurity. However, it is not the entire country that is affected; health zones like Katana have been relatively peaceful and even been recipients of interventions to prevent acute childhood

malnutrition. Whereas such interventions would have over the past five years lead to the significant reduction of acute malnutrition cases that has not been entirely true. At the general reference hospital of formulac – Katana health facility which is the referral facility for the whole zone, there were 1521 cases of childhood acute malnutrition registered in 2018, of which 17 were severe acute cases leading to 71 mortalities (Facility records, 2018). The number increased by 8.15% to 1645 in the year 2019 with the number of severe acute malnutrition cases also increasing to 24 (Facility records, 2019). As at the end of the year 2020, there had been 612 cases of childhood acute malnutrition registered and treated at the hospital, which serves as the referral hospital in Katana health zone (Facility records, 2020). Of those 46 were diagnosed as being severe acute malnutrition cases, with 17 mortalities. A similar trend of annual increase in acute malnutrition cases has been also been noticed at other health facilities in the health zone.

The fact that some of the cases of acute malnutrition particularly those that are moderate, are not registered at facility level but managed at home, the number of child acute malnutrition cases could even be higher than what is registered at facility level in Katana health zone. Of concern, there is no known documentation of what the prevalence of acute malnutrition is among children in Katana health zone. What is known are the number of cases of acute malnutrition treated at health facilities within Katana health zone, which could be significantly less than the incidence at community level. A knowledge gap still existed when it came to what the factors influencing acute malnutrition could be among children in Katana health center, yet such evidence is crucial for the implementation of effective preventive interventions. In essence, without the two knowledge gaps being filled, acute malnutrition will continue being prevalent along

with all its sequelae and effects on the parents of the children, and the risk of mortality. This study was therefore conducted to assess the prevalence and factors associated with acute malnutrition among children under five years old in katana health zone, democratic republic of Congo.

5. Research questions

1. What is the prevalence of acute malnutrition among children under five years old in katana health zone, democratic republic of Congo?
2. What are the infant and young child feeding factors associated with acute malnutrition among children under five years old in katana health zone, democratic republic of Congo?
3. What are intra-household factors associated with acute malnutrition among children under five years old in katana health zone, democratic republic of Congo?

6. Objectives of the study

a. General objective

To assess the prevalence and factors associated with acute malnutrition among children under five years old in katana health zone, democratic republic of Congo.

1.4.1 Specific objectives

1. To determine the prevalence of acute malnutrition among children under five years old in katana health zone, democratic republic of Congo
2. To establish the infant and young child feeding factors associated with acute malnutrition among children under five years old in katana health zone, democratic republic of Congo
3. To analyze intra-household factors associated with acute malnutrition among children under five years old in katana health zone, democratic republic of Congo.

b. Justification of the study

Childhood acute malnutrition has garnered significant recognition as one of the most aching public health challenges of this era, going by its contribution to child mortality, and its propensity to perpetuate non-communicable diseases during adulthood and among persons in the affected child's environment. However, whereas child acute malnutrition can affect any population, its effects have been established as being disproportionate among children in countries with humanitarian crises. Among those countries is the democratic republic of Congo, which the largest number of internally displaced persons in the world, among whom there is great need to prevent acute child malnutrition. Cognizance of the potentially disproportionate effects that child malnutrition can have on settings with humanitarian crises, there has been a lot of interest in the study of what the determinants of acute malnutrition are in those settings (Khan et al., 2020; Gezahegn, Kassahun and Dube, 2017; Habtom et al., 2014; Lapping et al., 2012). That is in addition to a similar interest in what determines childhood acute malnutrition in general settings.

However, although the DRC has a humanitarian crisis, it also has conflict-free areas in which acute malnutrition is apparent, yet it arguably has one of the least rates of conduction of studies to assess acute malnutrition and its determinants in either settings. The country has had some studies done to study acute and chronic malnutrition (Kismul et al., 2018; Grellety et al., 2017; Cazes et al., 2020; Kanda et al, 2011; Mukuku et al., 2019; Bitwe and Feza, 2015).

However, those studies were limited to assessing determinants of childhood stunting (Kismul et al., 2018), treatment outcomes of severe acute malnutrition (Grellety et al., 2017), management of acute malnutrition in children (Cazes et al., 2020) and the effect of does geographic location on acute malnutrition incidence (Kanda et al, 2011) and the assessment of severe acute malnutrition among children admitted in Intensive Therapeutic and Feeding programs (Kambale et al., 2020).Only two (Mukuku et al., 2019; Bitwe and Feza, 2015) assessed factors influencing acute malnutrition among children, yet Mukuku et al. (2019) focused on only severe acute malnutrition. There had therefore been very few studies conducted in the democratic republic of Congo to assess not only malnutrition among children but also its influencing factors, with none from Katana health zone where there have been many cases of acute malnutrition registered for a health zone that had been relatively more peaceful.

c. Significance of the study

The government of the democratic republic Congo through its ministry of health and other private sector partners including the World Food program, UNICEF and save the children is apparently implementing various interventions to prevent and/or manage cases of acute malnutrition among children in the country. Such activities require evidence from routinely conducted surveys, so as to inform further effective intervention. This study, being perhaps the first that has been conducted in Katana health zone may be used by the aforementioned organizations to inform prevention programs and even policy. Parents / caretakers of children in Katana health zone will certainly be beneficiaries of this study following dissemination. That is because part of the findings of this study indicated what the intra-household factors

influencing child malnutrition are, for which parents may have control and hence be in position to make necessary modifications to augment those that have been identified as being protective of acute malnutrition.

Beside the parents in Katana health zone, health care workers may themselves find this study to be of invaluable importance given that the study has also highlighted what the influence of infant and young child feeding practices is on child acute malnutrition incidence. Given that healthcare workers have a direct influence on the infant and young child feeding behavior of mothers they deliver, healthcare workers will be able to identify where the feedings gaps are most prominent. That will enable them design appropriate health education interventions during antenatal care, in which relatively more focus will have to be vested as had been highlighted by the study.

It is highly certain that the democratic republic of Congo has the least number of studies done in-country to assess both the prevalence and factors influencing acute malnutrition yet the country is reported to have up to 3 million of them malnourished and millions of others at risk. Therefore, this study may be an important trigger for the conduction of more studies in Congo, to assess the prevalence and factors influencing acute malnutrition among Congolese children. That makes the study to possibly become invaluable to the public health community of the DRC whose similarly conducted studies will be informed by literature from this study.

7. Scope of the study

a. Geographical

The study was conducted among children in Katana health zone, located in South Kivu in the Democratic Republic of Congo (DRC). The health zone was purposively sampled among the available health zones in the country,

premised on the fact that whereas childhood acute malnutrition is a national issue in the DRC, Katana health zone has persistently registered relatively higher number of acute malnutrition cases among children under five years. That is irrespectively of the fact that the health zone has also been a recipient of even more malnutrition preventive interventions from UN affiliate organizations like the World Food Program and UNICEF (UNICEF, 2020).The health zone is comprised of 18 villages including KATANA, de KATANA NURU, de KABAMBA, de KABUSHWA, d'IHIMBI, d'IZIMERO, de MABINGU, de BIRAVA, de MUSHWESHWE, de MUGERI, de LUHIHI, de KADJUCU, d'IBINJA, d'IRAMBIRA, d'IKO, d'ISHUNGU, de LUGENDO and de CISHUGI villages. Within those villages are health facilities including L'aire de santé de CIRANGA ou se trouve l'HGR de KATANA, L'aire de santé de KATANA NURU, L'aire de santé de KABAMBA, L'aire de santé de KABUSHWA, L'aire de santé d'IHIMBI, L'aire de santé d'IZIMERO, L'aire de santé de MABINGU, L'aire de santé de BIRAVA, L'aire de santé de MUSHWESHWE, L'aire de santé de MUGERI, L'aire de santé de LUHIHI, L'aire de santé de KADJUCU, L'aire de santé d'IBINJA, L'aire de santé d'IRAMBIRA, L'aire de santé d'IKO, L'aire de santé d'ISHUNGU, L'aire de santé de LUGENDO and L'aire de santé de CISHUGI that provide healthcare to residents therein.

b. Content

The study was delimited to assessing nutritional status of children under five years in Katana health zone, of which the assessment was conducted using anthropometric approaches resigned by the World Health Organization (2006). They thus included the measurement of weigh, age, and height, which were later used to compute weight for age, and weight for height. As such, the assessment of nutritional status was based on only acute malnutrition since the indices assessed could yield Weight

for Age z scores (to diagnose underweight) and Weight for Height z scores (to diagnose wasting).

Basis on the assessment of only acute malnutrition was informed by the fact that the study included children aged between 12 months and 24 months of age, within which chronic malnutrition could not be definitively associated with infant and young child feeding practices in the early or complementary periods. Acute malnutrition could, on the other hand be statistically associated with IYCF practices and other intra-household characteristics since any change in any of the variables can affect nutritional status within a matter of a few weeks or months.

Following the assessment of weight, age and heights of the children, the values were entered into the 2006 WHO Anthro 3.2.1 software, per child, in order to convert them into weight-for-age (WAZ), and weight for height (WHZ) Z-scores. The z score system was used because despite the effectiveness of mid upper arm circumference (Ali et al., 2013; Goossens et al., 2012), z scores are fronted by the World Health Organization (WHO) as being standard ((Putri et al., 2020) for diagnosing acute malnutrition among children aged 0 to 60 months. That is because z score are more accurate under controlled conditions and are highly reliable (Mwangome and Berkley, 2014; Grellety et al., 2018). The assessment findings were classified based on global standards of nutritional status, that is; <-3 SD for severe acute malnutrition, <-2 SD for moderate acute malnutrition, and ≥ -2 SD for normal nutritional status.

Nutritional status was the dependent variable; with the independent variables being two in number. They were infant and young child feeding practice characteristics during the first 6 months and the complementary period, and intra-household characteristics. The two exposure variables were informed by the triadic theory of influence by Flay (2009), in which it is suggest that health status is

influenced by factors operating at three (triadic) levels. One is the proximal level, the second is the distal level and the third is the ultimate level, representing the individual, interpersonal and larger environment levels. In this study, it is the distal level of influence that was adapted, following evidence from literature (Egata et al., 2014; Abitew et al., 2020; Wong et al., 2014; Workie et al., 2020; Workie et al., 2020; Asfaw et al., 2015; Abate et al., 2017; Fentahun et al., 2016; Darsene et al., 2017; Ansuya et al., 2018; Onyango et al., 2014; Pokharel et al., 2017; Kundu et al., 2019; Ravindranath et al., 2019; Shak et al., 2019; Blakstad et al., 2019; Nyati et al., 2019; Meshram et al., 2019; Nasreddine et al., 2018) that acute malnutrition is influenced by mainly factors external to the child. It is therefore at the distal (interpersonal) level that IYCF practices and intra-household characteristics operate.

c. Time scope

The study had two time considerations, one of which was its conduction within a period of 28 days in Katana health zone. Secondly, the study targeted children who were between the ages of 12 months and 24 months on the assumption that by 12 months, a child had gone through two periods that are crucial for the delivery of infant and young child feeding practices. Those two periods are the first 6 months, and the subsequent six months that denote the complementary period. With children in that age bracket targeted therefore, it was possible to assess IYCF practices (for objective 2) without bias. Secondly, the 2 year limit significantly ruled out recall bias especially when it came to assessing IYCF practices in the first year.

8. Conceptual framework

Figure 1 below presents the variables that the study had as exposures and outcome; it is shown that the study had two independent variables including infant and young child feeding practice characteristics and intra-household characteristics. Those two characteristics have been found to be significant predictors of nutrition status in various other settings and so were also chosen for analytical significance testing in the context of the democratic republic of Congo. The two were conceptualized as having possible significant relationships with the nutritional status of children below the age of five years. Nutrition status was the dependent variable and as was binary, indicated by acutely malnutrition (<3 SD or <-2 SD Z scores) and no acutely malnutrition (≥ -2 SD).

9. Literature review

This chapter presents a review of literature from studies that have been conducted in different countries and settings. The chapter is organized into three sections (2.1, 2.2 and 2.3), in which the review of literature related to the prevalence of acute malnutrition among children, the infant and young child feeding practice characteristics influencing acute malnutrition, and the intra-household factors influencing acute malnutrition respectively. The literature was sourced from data bases including Science direct, PubMed, Biomed central, Springer link, PLoS One and EMBASE. That is in addition to numerous journals including the Journal of health, population, and nutrition, the International Journal of Pediatrics and Adolescent Medicine, the science Journal of Public Health, the journal of Nutrition and Metabolism, the Bangladesh Journal of Veterinary and Animal Sciences, the Indian

Journal of Community Medicine, the science Journal of Public Health, and Janaki Medical College Journal of Medical Science and the Journal of health, population, and nutrition among others

a. Prevalence of acute malnutrition among children below five years

The World Health Organization along with its partners set a target of reducing the prevalence of acute malnutrition to 5% (Global Nutrition Report, 2020), however, there are very few countries that have been achieved that target. There were about 49 million children that were wasted and 17 million children that were underweight in low and middle income countries as of the year 2018 (WHO, 2019). About 17.3 million of the wasted children were in sub-Saharan Africa (WHO, 2019). According to the global nutrition report (2020), the global prevalence of wasting among children was 7.3%, representing 49.5 million children, which was a reduction of 0.6% compared to 7.9% in 2012; hence indicate very negligible progress in reducing the prevalence of acute malnutrition. Multi-county studies that have been conducted in low and middle income countries have reported acute malnutrition prevalence's to be in the range of 10 to 12%. Zhihui et al. (2020) found that the prevalence of wasting was 12.9%. Li et al (2020) whose study was based on Demographic and Health Surveys (2007-2018) from 35 LMICs reported the prevalence of 27.5% for underweight and 12.9% for wasting.

Asia is considered to be among the most affected continents, in terms of acute malnutrition (Global Nutrition Report, 2020). The continent is home to up to 81.7 million stunted children, and millions of those who are wasted (WHO, 2019). Ghimire et al. (2020) reported that the 2016 Nepal Demographic and Health Survey (NDHS) had documented the prevalence of wasting in the country to be 10%, and that of underweight to be

27%. Ghimire et al (2020) also conducted a cross sectional study among children aged 6 to 59 months, who had been admitted to Outpatient Therapeutic Care Centers (OTCC) in Nepal. They reported that among the children they sampled, 5.8% were severely acutely malnourished. Using the country demographic health survey, Hossain et al. (2020) conducted a study in India, Bangladesh, India, Pakistan, Maldives and Nepal and reported acute malnutrition prevalence's of 37% in Bangladesh, 38% in India, 19% in Maldives, 29% in Nepal and 28% in Pakistan. However, In Nepal, Angela et al. (2020) reported a wasting prevalence of 13.7% lower than that of Hossain et al. (2020).

A nationwide study in India, by the State-Level Disease Burden Initiative CGF Collaborators (2020) reported that wasting was ranging from 3.8% to 16.4% while underweight was reported to be ranging from 16.4% to 62.8%. In Pakistan however, Khan et al. (2019) reported the prevalence of underweight to be 29.4% and wasting to 10.7%. Another Pakistan study by Syeda et al. (2020) reported the prevalence of wasting and underweight to be 15.8% and 33.9% respectively. Studies from the Horn of Africa have reported acute malnutrition prevalence's ranging from 3% to 45%. Ethiopia, which conducted quite a number of studies assessing nutritional status reported wasting prevalence's of 10% in 2014 (Central Statistical Agency (CSA), 2016), with underweight at 40% in the year 2014 (Tosheno et al., 2019). Abdulahi et al. (2019) reported a prevalence of underweight and wasting to be 33.0 % and 15.0% respectively among Ethiopian children.

A higher prevalence of wasting was reported by Derso et al. (2017) in whose study that included 587 mother-child pairs 17.0% of them were wasted. An even lower prevalence was reported by Motbainor & Taye (2019) in whose study the prevalence of wasting was 7.10% and

severe wasting was at 2.50%. An almost similar prevalence of wasting was reported by Gebru et al. (2019), whose study included 394 under five children reporting a prevalence of wasting at 7.2% and severe wasting at 3.6%. Workie et al. (2020) also reported a low prevalence among Ethiopian children in Wolaita district at 6.9% for wasting and 11.9% for underweight, almost similar to the findings by Darsene et al. (2017). However, Wete et al (2019) whose study was conducted in Southern Ethiopia among orphans reported a wasting prevalence of 11.1%, with severe wasting at 3.3%. A similar wasting prevalence was reported by Chaudhary et al. (2018) at 11.9% although the prevalence of underweight was as higher 43.3% were underweight.

Tariku et al. (2017) in Ethiopia has by far reported one of the highest prevalence of wasting at 18.2%, with severe wasting at 7.9%. That prevalence was higher than was reported by Zeray et al (2019) at 15.3%. A later study by Gebre et al. (2019), that was community based and conducted among children aged 6–59 months also found the prevalence of wasting to be 16.2%, with that of underweight at as high as 43.1%. West Africa has reported some of the highest prevalence's of acute malnutrition; Ali et al. (2019) whose study was conducted among preschool children in Northern Ghana reported that the prevalence of wasting and underweight were 9.9 and 19.3% respectively. Anin et al. (2020) in a later Ghanaian study reported higher prevalence's of acute malnutrition; with wasting prevalent at 14.1%, and underweight at 27%.

Studies from the East African region (Mutsindashyaka et al., 2020; Khamis et al., 2019; Uganda Country Refugee Response Plan, 2020; Leidman et al., 2018; Leidman et al., 2018; UNHCR, 2017; Legason et al., 2018) have all reported prevalence's of acute malnutrition that are higher than 5%.

In Rwanda, Mutsindashyaka et al. (2020) reported that 47.5% of their child participants were underweight and 25.8% were wasted. Khamis et al. (2019) who studied 2960 Tanzanian children however reported a prevalence of 6% for wasting 6% and 14% for underweight. Those studies did not however involve refugee children. Nonetheless, studies that have been conducted among refugee children have also reported high prevalence's of acute malnutrition; the UNHCR (2017) reported global acute malnutrition prevalence's among Ugandan refugee children, ranging from 4% to 12%. Similar findings have been reported by Leidman et al. (2018) and the Uganda Country Refugee Response Plan (2020). Legason et al. (2018) reported a prevalence of GAM to be 5.6%, SAM to be 1.1% among children in Koboko district. The study by Habaasa et al. (2015) earlier reported higher prevalence's of acute malnutrition among children in Nakaseke and Nakasongola districts. They reported that wasting was at 16.5 % and underweight at 13.5 %). In the West Nile region of Uganda, the prevalence of acute malnutrition (wasting) was reported to be 4% and 10% for West Nile sub region, refugee humanitarian settings (UBOS, 2017), and in the Tooro subregion it was as high as 41% (USAID, 2018), with that in Teso being 14% (USAID, 2018).

b. Infant and young child feeding practice characteristics that influence acute malnutrition

Pre-lacteal feeding has been severally linked to the incidence of acute malnutrition (Asfaw et al., 2015; Abitew et al., 2020; Fentahun et al., 2016; Ansuya et al., 2018; Alemayehu et al., 2015). Gebre et al. (2019) found that children who received prelacteal feeding were nearly 4 times as likely to be malnourished. Asfaw et al (2015) found pre-lacteal feeding to be associated, significantly, with stunting. Abitew et al (2020) found that prelacteal feeding increase the chances of severe acute malnutrition by almost 3 fold, while Ansuya et al (2018) found the risk

to be 5.9 fold. Fentahun et al (2016) and Ansuya et al (2018) also reported a relationship between the type of prelacteal feeds and nutritional status. Fentahun et al (2016) reported that the chances of wasting were two fold among children who received butter as prelacteal food.

The relationship breastfeeding and child health cannot be overstated, it being a feeding practice that is one of the most protective of child health (WHO, 2020d). The undoubted effect of breastfeeding on child health is manifested in the evidence that suboptimal breastfeeding was the 22nd leading risk factor of global mortality by the year 2015 (Forouzanfar et al., 2016) while non-exclusive and discontinued breastfeeding have continually been found to be the foremost cases of child deaths in sub-Saharan Africa, (Sankar et al., 2015; Bartick et al., 2017). Due to sub optimal breastfeeding practice, more so in the first 6 months of life, there were 236,000 child deaths in countries including Mexico, China, Nigeria, Indonesia and India (Holla-Bhar et al., 2015; WHO, 2017), half of which were attributed to malnutrition. In countries like Nigeria suboptimal breastfeeding accounted for 103 742 child deaths in the year 2016 (WHO, 2017).

In countries like Somalia, malnutrition has been reported as having been aggravated by poor infant and young child feeding practices, notably breastfeeding (Jama et al., 2020). Indeed, findings by Fekadu et al. (2015), Pravana et al. (2017), Syeda et al. (2020), Darsene et al (2017), Awoke et al (2018), Alemayehu et al (2015), Ansuya et al (2018), Abate et al (2017), Abitew et al (2020), and Alemayehu et al (2015) found relationships between breastfeeding practices in the first 6 months and the nutritional status of children. Pravana et al. (2017) and Fekadu et al (2015) demonstrated that bottle feeding was protecting of childhood malnutrition. Fekadu et al. (2015) reported that bottle feeding was associated with 3 times

higher increased odds of stunting, while Pravara et al. (2017) found that bottle feeding was associated with twice as many odds of a child being wasted.

Fekadu et al (2015) also reported that breastfeeding in general was associated with 76% lower chances of a child being underweight. However, Syeda et al. (2020) did not find any significant association between wasting/severe wasting, underweight/severe underweight and breastfeeding. Studies by both Awoke et al. (2018) and Alemayehu et al (2015) found a negative association between late initiation and severe acute malnutrition. Awoke et al. (2018) reported that the initiation of breast feeding after an hour of birth increase the chances of severe acute malnutrition by 4 fold while Alemayehu et al (2015) reported odd to be 12 fold among children who initiated breastfeeding after 6 hours. Studies by Awoke et al (2018), Egata et al (2014), Abate et al (2017) and Ansuya et al. (2018) have consistently found exclusive breastfeeding to be protective of a good nutritional status. Awoke et al. (2018) and Egata et al. (2014) found that being nonexclusively breastfed increased the chance of severe acute malnutrition by almost 6 and 1.4 fold respectively. Abate et al. (2017) also reported that children who were not exclusively breastfed in the first 6 months had a 5 fold chance of being stunted. Ansuya et al. (2018) found the odds to be almost twice as high among the non-exclusively breastfed.

Dietary diversity, that is the consumption of foods rich in a variety of macro and micro nutrients (Nasreddine et al., 2018) has also been reported to be of significance in determining acute malnutrition (Som et al., 2018; Perez-Escamilla, Bermudez, 2018) with a less diverse diet linked to acute malnutrition risk (Nasreddine et al., 2018;Boadu et al., 2018; Nyati et al., 2019). Blakstad et al. (2019) and Shakya (2017) found that it is a monotonous and hence

non-diverse diet that increased risk of malnutrition. Khamis et al. (2019) reported that children who were provided with a smaller number of food groups were more likely to be wasted and underweight. The authors added that it was children who had not received diversified diets had a higher chance of underweight. That, according to the authors, did not apply to wasting however. Nonetheless, findings similar to those of Khamis et al (2019) were reported by Workie et al. (2020) in whose study, children who had received diversified diets had higher chances of being underweight. The importance of dietary diversity was also demonstrated in studies by Tariku et al (2017), Wong et al. (2014) and Wolde et al. (2015) in whose studies dietary energy intake, protein intake, and vitamin A intake were independent predictors of wasting. Tariku et al (2017) reported that poor dietary diversity during the complementary period increased the odds of malnutrition by 2 fold. It is unsurprising that the study by Ansuya et al. (2018) found that food restrictions by mothers increased malnutrition chances by almost 3 fold. Studies by Hossain et al (2020) and Yisak et al (2015) found relationships between sharing food between child and entire family predicting wasting. Yisak et al (2015) reported that serving child food at the time when the entire family eats increased the chance of wasting by two fold, similar to findings by Hossain et al (2020)

One of the pathways through which sharing meal times between child and family affects their nutritional status is probably by reducing meal frequency. Hossain et al. (2020) reported that feeding a child less than 3 times a day increased chances of a child being wasted. Findings by Zeray et al. (2019) were in agreement, earlier on; they reported that the chances of malnutrition were 4 times higher among children who were fed less than three times a day. The time at initiation of complementary feeding has

been found to be of importance in a number of studies (Pravana et al. 2017; Fekadu et al., 2015; Motbainor, A., &

Taye, 2019; Zeray et al., 2019; Wete et al., 2019), all of which have concluded that initiation of complementary feeding later than 6 months increased the risk of being wasted and underweight. Pravana et al. (2017) and Zeray et al (2019) found that non-initiation of complementary feeding at the age of 6 months increased the risk of being malnourished by 2 fold, similar to findings Wete et al. (2019). Motbainor, A., & Taye (2019) and Fekadu et al (2015) reported that it was the early introduction of complementary before 6 months that increased the risk of wasting, by two fold. However, Ansuya et al. (2018) found no association between the time of initiation of weaning and nutritional status.

Darsene et al. (2017) reported that the ceasing of breastfeeding prior to 24 months was related to a child's nutritional status. However, Hossain et al. (2020) found the breastfeeding through the complementary period, for up to a year was protective of having a good nutritional status, reducing the chance of wasting by 79%, while breastfeeding for more than year reduced the chances by 82%. Alemayehu et al. (2015) found a higher protective risk; reporting that being breast-fed for up to two years reduced the odds of wasting by more than 90%. Studies by Ansuya et al. (2018), Ali et al (2019) and Motbainor and Taye (2019) documented relationships between the type of food consumed during weaning and the nutritional status of children. Ansuya et al. (2018) reported that the type of complementary food given had a high influence of nutritional status although they did not have explicit inferences made between the various categories of food and nutritional status. Ali et al. (2019) on the other hand found a relationship between wasting and the number of food groups eaten by the child, adding that eating less

than four food groups increased the risk of malnutrition, 4 fold. Motbainor & Taye (2019) particularly found that non-consumption of rice was associated with wasting and underweight

c. Intra-household factors associated with nutritional status of children under five years

There have been many studies that have documented intra-household characteristics that influence the incidence of acute malnutrition (Khan et al. (2020; Ghimire et al (2020; Gebre et al., 2019; Nguyen et al., 2018; Phooko-Rabodiba et al., 2019; Fonyuy and Jocelyne 2018; Som et al., 2018; Perez-Escamilla, Bermudez, 2018; Nasreddine et al., 2018; Boadu et al., 2018; Trivedi et al., 2019; Meshram et al., 2019; Panda et al., 2019; Nyati et al., 2019; Blakstad et al., 2019; Ravindranath et al., 2017; Singh et al., 2019; Alaofe et al., 2017; Rabaoarisoa et al., 2017; Girma and Alenko, 2020; Abitew et al., 2020; Dodos et al., 2018; Abuka et al., 2017; Musa et al., 2017). Khan et al. (2020) found a relationship between parental age and acute malnutrition among children. They reported that there was a positive relationship between the age of the father and mother and acute malnutrition, implying that there was increasing prevalence of acute malnutrition with increasing age of the parents.

Parental education was also found to be of statistical significance in predicting acute malnutrition in studies by Mkhize and Sibanda (2020), Nguyen et al. (2018), Ji et al. (2018), Fonyuy and Jocelyne (2018), and Phooko-Rabodiba et al. (2019). A systematic review by Mkhize, and Sibanda (2020) concluded that parental education had a positive relationship with acute malnutrition among children. That is similar to what was reported by Nguyen et al. (2018), and Ji et al. (2018), Phooko-Rabodiba et al.

(2019) reported that children born to parents of primary level education were more likely to be wasted and underweight. Consistently, a multi-country study by Akeredolu et al. (2014) which included data from 63 developing countries found that the education of mothers was strongly positively associated with child malnutrition in those countries. Similar findings were reported in Southern Ethiopia (Dereje, 2014) and Ghana (Saaka, 2014) at around the same time the study by Akeredolu et al. (2014) was conducted.

Family size has also been associated with the incidence of acute malnutrition among children (Khan et al., 2020; Ghimire et al., 2020). Khan et al. (2020) found a positive relationship between family size and acute malnutrition, which implied that with increasing family size, there was an increasing risk of childhood acute malnutrition. Ghimire et al (2020) consistently found that having five or more members in a given household increased the risk of acute malnutrition by almost 4 fold. Similarly, Gebre et al. (2019) found that children in households with greater than or equal to five members were twice as likely to be malnourished. Victora et al. (2017) also noted that large family sizes can increase the odds of malnutrition among children in rural settings.

Some studies have documented relationships between the gender of the household head and child malnutrition, however, some for instance Yaya et al. (2020) have not. Ersino et al. (2018) found a difference between the prevalence of malnutrition between male head and female headed households. Negesse et al. (2020) similarly reported that they found a higher prevalence of food insecurity among female headed households compared to male headed ones. In some settings, having women empowered with a given household has been found to be protective of a good child nutrition status (Alaofe et al.,

2017; Rabaoarisoa et al., 2017; Egata et al., 2014; Girma and Alenko, 2020). Girma and Alenko (2020) found that in households with no female autonomy, children had a fivefold risk of being malnourished.

Yaya et al. (2020) nonetheless found marital status to be an important predictor of acute malnutrition, noting that polygamy increased risk of malnutrition among children, perhaps due to an increase in family size (Guzz, 2014). On the contrary, Dodos et al. (2018) found that it is being single that increase the risk of acute malnutrition. Hygiene within a given household has also been found to be of significance in predicting acute malnutrition (Dodos et al., 2018; Ravindranath et al., 2017; Singh et al. 2019; Abitew et al., 2020; Ayana et al., 2015; Dodos et al., 2018; Abuka et al., 2017; Musa et al., 2017). Singh et al. (2019) reported that poor access to clean water often increased the risk of child malnutrition similar to what was reported by Ravindranath et al. (2017), Otsuka et al. (2019), and Kundu et al., (2019).

Dodos et al. (2018), Abitew et al. (2020), Ayana et al. (2015), Abuka et al. (2017), and Musa et al., (2017) on the other hand found that it is the hand washing practices of caretakers that determine acute malnutrition. Dodos et al. (2018) reported that poor caretaker's hand washing habits increased odds of acute malnutrition. Abitew et al. (2020) also reported that less frequent self-reported hand washing increased the odds of child acute malnutrition by 35%. That finding is collaborated in other studies conducted earlier in Bangladesh, Chad, and Ethiopia (Dodos et al., 2018; Abuka et al., 2017; Musa et al., 2017).

10. METHODOLOGY

a. Introduction

This chapter presents the methods that were used to collect, manage and analyse data that was used to achieve the study objectives. The chapter includes a description and justification of the study design that was adopted, the study population and its eligibility criteria, the sample size calculation approach and its justification, and the sampling procedures that were used. The chapter also includes a description and justification of the data collection methods that were used, the data collection tools, quality control techniques, the data management and analysis plan, ethical considerations and the dissemination plan of the study.

b. Study design

Since the main aim of this study was to compute not only the prevalence of acute malnutrition but also what determines it, without need for follow up of any of the cases in Katana health zone, the study adopted a cross sectional study design. With that design, it was possible to sample a cross section of children below five years in Katana health zone, and then study each of them at one instance each. Following sampling, the design also allowed for the use of structured interviews and questionnaires (Schmidt & Brown, 2019, pp. 206-207), which could thus collect quantifiable data that could be used in the achievement of objective 1 (descriptive) and objective 2 (analytical). Whereas other designs, for instance mixed methods could be used, it would have been unsuitable since the effect of IYCF practices and intra-household characteristics, on the incidence of a disease (acute malnutrition) cannot be assessed based on opinions or views but rather numerical data.

d. Study population

The study targeted children below five years in Katana health zone, given that even though there have been cases of adult acute malnutrition registered in the zone, children in that age bracket remain as the most affected in an approximate ratio of 1 adult to 20 children. That is in addition to the fact that children below five years disproportionately experience severe sequelae of acute malnutrition not limited to organ and system dysfunction, non-communicable diseases and even a relatively higher risk of being infected with COVID19. That is in addition to the fact that compared to older children, children below the age of five years' experience poorer treatment outcomes of severe acute malnutrition, especially in settings like Congo where health systems are disrupted by civil war. Prevention of the nutritional disease is therefore of more paramount importance among that age group of children. However, the study population was however children aged between 12 months and 24 months given that (1) among children below the age of 5, most cases of acute malnutrition have been registered among them (2) the study aimed at assessing IYCF practices as an independent variable, yet those practices are mainly executed in the first year of the child's life. There was therefore need to sample only children who had been grown out of the first year of life (12 months), yet concurrently, there was need to minimize recall bias, hence the need to have an upper limit of 2 years. It should however be noted that since the study population consisted of only minors, it is their parents that were engaged in interviews on their behalf.

d. Eligibility criteria

- The study included only parents of children who had been born in Katana health zone, because there was need to study children who's IYCF, intra-household and nutritional characteristics could be entirely reflective of the situation in Katana health zone. Had children who had not been born in Katana been sampled, data bias could have manifested, hence affecting the reliability of the study findings.
- The study excluded parents whose children were found to be in a very lethargic state due to severe acute malnutrition or any other illness. That was because with a child in such a state, the parent/caretaker was not expected to be in a sound psychological state to participate in the interviews and provide accurate responses.

e. Sample size calculation

The sample size for this study was calculated based on two assumptions one being that whereas there have been a number of studies conducted to assess various dynamics of child acute malnutrition in Congo (Kismul et al., 2018; Grellety et al., 2017; Cazes et al., 2020; Kanda et al., 2011; Mukuku et al., 2019; Bitwe and Feza, 2015) none documented a prevalence of acute malnutrition that could be based on, to substitute in a single proportion formula. However, there was an estimate of the population size of children below five years in Katana health zone, available from the Katana health zone data base. That figure could be substituted in any formula that requires substitution of population size (N), one of which is a formula by Krejcie and Morgan (1970) which was one of most widely used in determining representative statistical samples (Bukhari, 2021).

The formula is stated as;

$$s = \frac{X.N P (1 - P)}{d^2 (N - 1) + X.P (1 - P)}$$

Where;

n = required sample size.

X^2 = the table value of chi-square for 1 degree of freedom at the desired confidence level (3.841).

N = the population size = number of children below five years in Katana health zone = 45339

P = the population proportion (assumed to be .50 since this would provide the maximum sample size).

d = the degree of accuracy expressed as a proportion (.05).

Therefore;

$$s = \frac{1.96^2 \times 45339 (1 - 0.5)}{0.05^2 \times (45339 - 1) + 1.96^2 \times 0.5 (1 - 0.5)}$$

$$s = \frac{3.8416 \times 45339 (1 - 0.5)}{0.0025 \times (45338) + 0.9604}$$

$$s = \frac{43543}{113 + 0.9604}$$

$$s = 43543$$

$$\frac{114}{114}$$

$$s = 382$$

11. Sampling procedures

Given that this study was conducted in a health zone (Katana) which is constituted by a total 18 villages, with no other level of administration the sampling was done at only two stages that is, one at village level and another at household level. At village level, simple random sampling was the preferred sampling method of choice, given that is with it, it could be possible to sample a representative cross section of villages in Katana without any bias, hence ensuring maximum generalizability. The simple random sampling procedure was conducted using

the lottery method, in which all the 18 villages were listed and numbered on a sheet of paper, following which the numbers corresponding to a given village were written on equal sized pieces of paper and folded. In other words, there were 18 different pieces of paper on which the numbers were written. The folded pieces of paper were then placed in a box and shuffled, after which 9 pieces of paper (50%) were picked as that is considered to be representative enough.

The picked pieces of paper per strata were unfolded to reveal the number inscribed on it so that it could be corresponded with a name on the list that had been earlier made. The process resulted into the sampling of villages including de MUGERI, d'IRAMBIRA, de KADJUCU, KATANA, de KABAMBA, d'IZIMERO, de MUSHWESHWE, de LUGENDO and d'IBINJA. In each of them, a household survey was conducted. The household survey was conducted using convenience sampling given that random sampling (Systematic or simple random) could not be used since the households in each of the villages sampled had no systematic arrangement that could allow for random sampling. A sampling interval (as in the case of systematic random sampling) could not be applied since the interval could not be enforced since there was no particular direction to which that could be done. Simple random sampling on other hand could have led to the omission of households that possibly had acute malnutrition cases, hence leading to the underreporting of the prevalence of malnutrition.

Since convenience sampling involves the approaching of each household within one's vicinity for as long as the household is accessible, it was the most suitable sampling method at household level. At each household approached, rapport was established with the inhabitants, and ascertainment of whether the household had an eligible child made. Once available, the parent was engaged in a consenting process to consent on the behalf

of the child. In case the parent was not present, then a caretaker was engaged on a condition that the caretaker has been involved in the child's life since birth. One of the challenges with convenience sampling is that it can lead to the over sampling of subjects in a given area, leading to data skewing. To avoid that, proportionating was conducted using the formula;

$$N_o = N_1 / N_2 \times n$$

Where;

N_o = Number of children required per village

N_1 = Number of children below five years in that village

N_2 = Total number of children in all the sampled villages

n = Sample size

Application of the formula yielded the following populations;

12. Data collection methods

Cross sectional studies typically employ the use of structured methods of data collection (Schmidt & Brown, 2019, pp. 206-207), which therefore implied that the current study had to use structured interviews as a data collection method. Structured interviews were the most appropriate for this study because with them (1) a single interview is conducted in a close ended manner that is therefore less taxing to any respondent, whilst ensuring that all responses provided can be captured in a categorical or nominal form that is easy to quantify (2) the interview can be conducted in a relatively shorter time frame compared to other data collection methods, which was a suitable trait in this study since some of the parents had urgent child caretaking roles they had to play despite consenting to participate in the study.

However, structured interviews could only collect self-reported data and not anthropometric data. Therefore, there the study also employed two other data collection methods purposed for collecting anthropometric data that could be used to collect data on weigh, and height indices

of the children. The methods included weight and height measurement, the former of which was done by making a child lie on the tray of a Seca digital weighing scale and the latter of which was done by making the children lie on a stadiometer in a supine position. Each of the measurements was conducted after pre-calibration of the measurement tools.

13. Data collection tools

All responses collection from the structured interviews was captured on a structured questionnaire as it is the only type of data collection tool that is designed with close ended questions. Structured questionnaires were used because by virtue of them being designed with close ended questions, the responses they capture could easily be quantified and hence used in descriptive and inferential analysis. That is in addition to the fact that the questionnaires could be administered in a relatively short time, hence ruling out respondent fatigue and increasing accuracy of the responses they gave. The questionnaire was designed in English but was also translated to French (Appendix C), so that respondents who were not English speakers could also ably participate in the study. The questionnaire was designed with four sections A, B, C and D comprising of questions capturing socio demographic, nutritional status, IYCF practice and intra-household characteristic questions. In addition to the structured questionnaires, the study also used digital weighing scales for babies given that they have comfortable weighing trays and are hence more likely to capture accurate readings accruing from a rested child on the tray. To measure and capture the heights of the children, a stadiometer was used. To use the stadiometer, a child was made stand adjacent to the scale of the meter and the head piece was moved until it rested on top of the child's head, at which the reading was made.

14. Data quality control

To ensure that the data generated was complete, reliable, accurate and above all reproducible using the same methods, quality control was addressed through the following measures; recruitment and training of research assistants, pretesting of the questionnaires, and validity testing. Validity was the first quality control technique that was employed in this study, given that it is only with a valid tool that other quality control measures (assistant training and pretesting) could be done. Bums and Grove (1993) stated that content validity "is obtained from three sources: literature, representatives of the relevant populations, and experts".

Whereas the first two criteria for content validity (literature, representatives) have been and was catered for respectively, the third criteria of the use experts was also be adopted. That was done by using three experts in the field of nutritional surveys, from the faculties of health sciences of university in the democratic republic of Congo, besides the supervisor. The researcher will give a copy of the rating scale to each of them, and explain the purpose and objectives of the study to them individually. The Content Validity Index (CVI) developed by Waltz and Bausell (1983) was used, and so each of the experts was asked to rate each item based on relevance, clarity, simplicity and ambiguity on the four-point scale shown below; 1 = not relevant, 2 = item need some revision, 3 == relevant but need minor revision, 4 = very relevant).

The rating provided by the three experts were as follows;

Expert number	Number of questions rated 4	Number of questions rated 3	Number of questions rated 2	Number of questions rated 1
1	42	8	3	0
2	46	5	2	0
3	48	2	3	0

Therefore, the mean number of items that were rated as 3 or 4 was $50 + 51 + 50 / 3 = 50$

The content validity index was then calculated using the formula;

$$CVI = \frac{\text{Number of items rated as 3 or 4}}{\text{Number of items}} = \frac{50}{53} = 0.943$$

The CVI being in the range of 0.7 and 0.99 implied that the tool was valid and hence had appropriate items for the achievement of all the three study objectives.

15. Training of research assistants

The fact that this study was conducted in an entire health zone of Katana implied that the researcher needed some assistance from research assistants, who served to engage a section of respondents, while the principal investigator engaged the rest so that the field work was executed in a timely manner. Eight research assistants were recruited for that purpose, with the number justified by the expansiveness of the health zone of Katana. The assistants were trained for a day on issues pertaining to what the study is about, how to assess adolescent sexual and reproductive health services utilization using the indicators and tool that was designed, the aims of the study, the methods that were to be used, the conduction of anthropometry, participant handling skills such as

interviewing skills, content and meaning of questions, correct recording of responses, and orientation to study objectives and procedures. The training also covered ethical considerations when handling participants, especially confidentiality of responses, and how to assess for eligibility of the adolescents while at household level. The training was done with a break of two hours between sessions, and the last session was the one in which the respondents was requested to conduct role plays. It is during those plays that the researcher was in position to ascertain the readiness of the assistants to participate in the main study.

16. Pre-testing the data collection tools

Pre testing of the data collection a tool was conducted on a sample of 28 children in health zone, which has also been reported to have a substantial number of acute malnutrition cases adolescents. The number of children that constituted the pretest sample was 28(10%) and they were recruited in a similar fashion as was used in recruiting those in the main study, following the same inclusion criteria. The same data collection methods and tools was also used with the pretest sample so that whatever transpires during pretesting could be juxtaposed to what would happen in the main study, and hence make any adjustments where necessary.

The pretest helped to improve the data collection tools in terms of content and order of the questions in relation to the study objectives and necessary adjustments that needed to be made prior to data collection. After the pretest, some adjustments were made, including the removal of two questions from section C since they were seeking for similar responses as questions 17 and 18. The second rectification was made in section D, where a follow up question was added to question 48.

17. Data management and analysis plan

The filled questionnaires were first manually scrutinized to ensure that none of them has non filled variables and to ensure that all questions had been validly responded to. The data was entered, into an SPSS 25 data screen, and then cleaning was performed to check for accuracy, consistency, missing values and outlier variables. The entered data was cleaned, edited, coded/recoded, categorized and stored to facilitate its analysis. Preliminary data analysis was carried out to check the assumptions: model adequacy checking, influential outliers-checked by standard residual (Z residual < 2), multi-collinearity, normality-checked by plots histogram, skewness and kurtosis other checking and analysis descriptive statistical outputs. Further manual checks were conducted within the data screen to look out for any errors in data entry for instance double code entry or any code entry omissions. Following that, sample descriptive frequency runs were made to try and find out whether the totals for each entered variable are tallying with the study sample size, as an indication of having no outliers. Statistical analysis was performed using SPSS version 25.0 software.

At univariate level, descriptive statistics more so frequency were used to analyze data, that was later presented in form of frequencies and valid percentages in Tables, and graphs. The second descriptive statistical tool that was used was cross tabulations that served to show how the frequencies of each variable attribute were distributed in the dependent variable. When all the cells of a given cross tabulation were found not to have an integer of zero (0), then the relationship between that given independent variable and the dependent variable (Nutritional status) was evaluated in bivariate analysis

using the log binomial model. In cases when a given cross tabulation was found to have an integer of 0, then the acronym “N.A” was used to symbolize that a bivariate analysis was Not Applicable. At bivariate analysis, the output was a crude prevalence ratio at 95% confidence. Significance of the relationships was tested at an alpha level of 5%.

For all variables that were found to be significant at bivariate level, analysis using the robust log binomial model was done in order to adjust for any confounders and determine the independent prediction of those variables on utilization of adolescent and youth friendly reproductive health services. The model is usually employed when all the predictor variables are categorical and if the outcome variable is dichotomous, as was the case in this study, since the outcome variable had two indicators “acutely malnourished” and “Not acutely malnourished”. Most importantly, the magnitude of the outcome of the study was greater than 10%, at which point the use of a generalized linear model is paramount. Statistical significance at this level was still determined at an alpha level of 5%, but findings were reported using adjusted odds ratios.

18. Ethical considerations

This study was approved by the ethical committee of Cavendish University (Appendix D) and the letter issued was used to obtain permission from the authorities in Katana health zone (Appendix D). Consent was sought from each of the parents of the children who were sampled at household level, given that none of the children was above the age of 18 years and so neither could self-determine their choice to participate. The consenting process involved taking the parents/caretakers through the study methods and procedures that would be used, in addition to all the ethics that were to be considered.

Protection from harm was considered given that the study was conducted during a time when COVID19 was still apparent. Social distancing of at least 1 meter was observed during interviews with each of the mothers, in addition to providing each of the mothers with masks in cases when they had to inevitably get into close contact with the mothers for instance when the mother was consenting. Even when taking measurements of the children, where physical contact had to be made, masks were worn and frequent hand washing was done. All data collected was kept confidential and anonymous by keeping all questionnaires with the principal investigator even after entry and not capturing the names of the respondents, respectively. Privacy was also ensured by conducting interviews in an area where each interview was sure there wasn't any third party. Each of the parents was assured of voluntary participation, and each was told that they could withdraw from the study at any time without any repercussions.

19. Dissemination plan

A copy of the report will be provided to the university and another to the health authorities of Katana health zone. Given that there have been few studies conducted to assess the prevalence and factors influencing the nutritional status of children in Congo, there is a plan to prepare a manuscript for publication in one of the high impact journals.

20. Findings

This chapter presents the findings of the study, presented in four sections, commencing with section 4.1 in which socio demographic characteristics of the children and the parents. Section 4.2 presents findings related to the assessment of acute malnutrition prevalence (4.2), section 4.3 presents bivariate analysis findings while section 4.4 presents from the multivariate analysis.

b. Socio demographic characteristics

Table 1.1: Socio demographic characteristics of the children

Variable	Category	Frequency	%
Gender of child	Female	203	53.1
	Male	179	46.9
	Total	382	100.0
Age of the child (in months)	0-6 months	20	5.2
	7-11 months	38	9.9
	12-23 months	100	26.2
	24-35 months	83	21.7
	36-47 months	72	18.8
	48-59 months	69	18.1
	Total	382	100.0
Religious denomination of child	Christian	363	95.0
	Muslim	19	5.0
	Total	382	100.0
Birth order of the child	One	36	9.4
	Two	94	24.6
	Three	104	27.2

Zone of residence of child	Four	60	15.7
	More than four	88	23.0
	Total	382	100.0
	Katana/AS	63	16.5
	Kabushwa		
	Katana L'AC	3	.8
	ILABO		
	Katana	82	21.5
	Katana/Ciranga	20	5.2
	Katana/Luhihi	107	28.0
	Katana/ AS	107	28.0
	Nuru		
	Total	382	100.0

More than half of the children were female 203(53.1%), and slightly more than a quarter of them were aged 12-23 months 100(26.2%).Almost all the children were Christians 363 (95.0%). More than a quarter of the children were of the third birth order 104(27.2%), and were

residents in Katana/Luhihi 107 (28.0%), Katana/ AS Nuru 107 (28.0%)

Table 1.2 Socio demographic characteristics of the parents/caretakers

More than four fifths of the parents/caretakers sampled were female 326(85.3%), and almost two thirds of them were youths aged between 25 and 29 years 124(32.5%).

Slightly more than two thirds of the parents/caretakers sampled were currently married 258(67.5%), while almost two thirds of those of who were not married were cohabiting 80(64.5%).Slightly more than two thirds of the parents had been education to upper primary level 127(33.2%). Almost all the parents/caretakers sampled were Christians 365(95.5%). More than four fifths of the parents/caretakers weremothers to the children who were sampled 310(81.2%).

a. Assessment of nutritional status

The assessment of child nutritional status among children in Katana revealed that more than two three quarters of them were not underweight 336 (88.0%) having been found to have weight for Age Z scores > -2 Z Scores) (Not underweight). Almost three quarters of the children had Weight for Height Z scores that were > -2 Z Scores, implying that they were not wasted 320 (83.8%).

b. recommendations

The prevalence of acute malnutrition among children under five years old in Katana health zone was 16%, about 2 in every 10 children in Katana health zone are either wasted or underweight with the former being more prevalent. Three infant and young child feeding practice characteristics are associated with the nutritional status of children under five years in Katana health zone. They include; duration till initiation of breastfeeding after birth for which early initiation reduced acute malnutrition risk, person charged with meal preparation, for preparation by house help reduced risk, and diary composition of child's diet for which diary always comprising of the child's diet reduced risk of acute malnutrition. No intra-household characteristic is associated with the nutritional status of children aged below five years in Katana health zone.

c. Recommendations

The prevention of malnutrition among children aged below five years in Katana health zone will require simple, less cost but effective interventions to be either implemented or strengthened if already being done. One of those is the promotion of early initiation of breastfeeding within the first hour of birth, at each health facility in Katana health zone. That can be done by implementing the baby friendly health initiative at all health facilities in the health zone, in which a facility policy instructing all skilled birth attendants to ensure first- hour initiation of breastfeeding is instated. In facilities where the policy already exists, then it has to be strengthened with the participation of all facility charges, who should be mandated to increase their supervisory practices in as far as skilled birth attendance is concerned. In order to have the initiation of first hour breastfeeding universally achieved, the local governments and the ministry of health of DRC may also consider sensitization about the same using mass media channels.

That will help include women who do not deliver in health facilities to at least practice early initiation as well, even when attended to by traditional birth attendants. Healthcare workers in Katana health zone, particularly those who participated in providing skilled birth attendance and health education to pregnant women should consider promoting the use of bovine milk during the complementary period as one of the main components of weaning foods. In addition, humanitarian agencies that provide supplementary feeding programs to children in Congo should also consider including atleast powdered milk for all children below the age of five in the feeding programs they offer children in Katana health zone.

REFERENCES

1. Abate, B.B., Tilahun, B.D., Kassie, A.M., Kassaw, M.W. (2020). Treatment outcome of Severe Acute Malnutrition and associated factors among under-five children in outpatient therapeutics unit in Gubalafto Wereda, North Wollo Zone, Ethiopia, 2019. *PLoS ONE* 15(9): e0238231. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0238231>.
2. Abate, K. H., & Belachew, T. (2017). Care and not wealth is a predictor of wasting and stunting of 'The Coffee Kids' of Jimma Zone, southwest Ethiopia. *Nutrition and health*, 23(3), 193–202. <https://doi.org/10.1177/0260106017706253>.
3. Abdulahi, A., Shab-Bidar, S., Rezaei, S., & Djafarian, K. (2017). Nutritional Status of Under Five Children in Ethiopia: A Systematic Review and Meta-Analysis. *Ethiopian journal of health sciences*, 27(2), 175–188. <https://doi.org/10.4314/ejhs.v27i2.10>.
4. Abdullahi, A.T., Farouk, Z.L. & Imam, A. (2021). Common mental disorders in mothers of children attending out-patient malnutrition clinics in rural North-western Nigeria: a cross-sectional study. *BMC Public Health* 21, 185 (2021). <https://doi.org/10.1186/s12889-021-10227-8>.
5. Abitew, D. B., Yalew, A. W., Bezabih, A. M., & Bazzano, A. N. (2020). Predictors of relapse of acute malnutrition following exit from community-based management program in Amhara region, Northwest Ethiopia: An unmatched case-control study. *PLoS one*, 15(4), e0231524. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0231524>.
6. Abuka T., et al. (2017). "Determinants for Acute Malnutrition among Under-Five Children at Public Health Facilities in Gedeo Zone, Ethiopia: A Case-

Control Study." Pediatr Ther 7(317): 2161–0665.1000317.

7. Adebisi, Y. A., Ibrahim, K., Lucero-Prisno, D. E., 3rd, Ekpenyong, A., Micheal, A. I., Chinemelum, I. G., & Sina-Odunsi, A. B. (2019). Prevalence and Socio-economic Impacts of Malnutrition Among Children in Uganda. *Nutrition and metabolic insights*, 12, 1178638819887398.
<https://doi.org/10.1177/1178638819887398>.
8. Akeredolu A, JOO JS; Seriki-Mosadolorun and U. Okorafor. Mothers' nutritional knowledge, infant feeding practices and nutritional status of children (0–24 Months) in Lagos state. Nigeria; *Eur J Nut Food Safety*. 2014;4(4):364–374. doi:10.9734/EJNFS/2014/7604.
9. Alaofo H, Zhu M, Burney J, Naylor R, Douglas T. Association between women's empowerment and maternal and child nutrition in Kalalé district of Northern Benin. *Food Nutr Bull*. 2017;38(3):302–318. doi:10.1177/0379572117704318.

Ass2 Master ETSHUMBA YOHALI ZIZINE

Chap. VI. ETUDE D'INVESTIGATION SUR LES DEFIS MONDIAUX

Par **DUNIA MWETAMINWA Newton**¹⁴⁵

Résumé

Au fur et à mesure les années avancent les hommes s'éloignent de plus en plus du bon sens et perdent les éléments constituant la valeur constructive et efficace de la domination du monde promu par le créateur. C'est pourquoi nous nous donnons l'audace d'affronter et d'analyser les phénomènes actuels du monde qui reste une question irréfutable voir incontournable. On observe une sensibilité croissante concernant l'environnement, la protection de la nature, tout comme une sincère et douloureuse préoccupation grandie pour ce qui arrive à notre planète. De ce fait ce monde prévaut une vision purement intellectualiste et mécaniste et considère le corps humain comme un objet de connaissance sur lequel on peut appliquer n'importe quelle opération et non comme faisant union, intime avec la personne. En voyant les crimes qui se commettent dans la société actuelle, les massacres, l'avortement, le suicide, l'euthanasie, la fabrication des virus dangereux et plusieurs dangers qui sont des conséquences de la techno science on peut citer la pollution de l'atmosphère par des produits chimiques, la fabrication

¹⁴⁵ L'auteur est DUNIA MWETAMINWA Newton, philosophe congolais de formation sacerdotale au Grand Séminaire Monseigneur BUSIMBA à Buhimba Goma en RD Congo avant d'aller poursuivre ses études théologiques à Saint Pie X Murhesa Bukavu. L'auteur est parti à Kampala pour des formations de perfectionnement professionnel dans l'enseignement. Aujourd'hui, Dunia Newton est auteur de plusieurs œuvres littéraires et occupe un poste de représentant national de la Maison d'édition ORASSU en Ouganda.

des armes atomiques et lourde en raison de faire des guerres qui mettent fin à la vie de plusieurs individus etc.

1. Introduction

La violence qu'il y a dans le cœur humain se manifeste aussi à travers les symptômes des maladies que nous observons dans le sol, dans l'eau, dans l'air (Ebola, COVID-19) et dans les êtres vivants. Alors nous allons nous demander quelle conception l'homme se fait-il de la vie aujourd'hui, dans ce monde modernisé ou la machine tend à remplacer l'homme et/ou la mort devient une réalité quotidienne, elle paraît comme une dislocation d'un appareil de moindre importance. C'est ainsi que dans ce monde contemporain, l'être est lié à l'avoir, à l'absence de l'avoir l'être devient sans valeur d'où la nouvelle vision de la vie dans ce monde modernisé, et purement mal intentionnée et ne considère le corps humain que comme un simple objet de la connaissance d'où la mort d'une personne ne pas ici différente de la destruction d'un simple objet de moindre rôle. C'est pour toutes ces raisons et pour beaucoup d'autre qui ne sont pas représentés ici ; nous estimons que le monde actuel a besoin de ce document qui parle d'un discours sur le désordre et l'ordre qui s'observe aujourd'hui en vue de pouvoir approfondir ces considérations parfois scientifiques sur la vie des humains.

2. Méthodes à la une pour détruire le monde

Nous constatons une forte agression contre la famille et surtout contre la vie au nom d'une société plus civilisée et heureuse. Actuellement, ont été développées des idéologies, des techniques et mécanismes pour favoriser la politique d'anti vie dans ce monde. Nous pouvons citer entre autres : La techno science, la déstabilisation de la morale, l'avortement, le suicide, l'euthanasie, la destruction de la nature etc. C'est

vraiment déplorable qu'il y ait une sorte d'impérialisme venant des pays économiquement forts envers ceux économiquement faibles. Cela puisque les premiers détiennent le pouvoir décisionnel pour définir le vrai et le faux, le bien et le mal, le juste et l'injuste au dépend des gouvernements de ce derniers.

3. La déstabilisation de la morale par la nouvelle éthique mondiale

En effet, affirmons que « les conséquences de la nouvelle éthique mondiale portent gravement atteinte à la vie et à la dignité de la personne humaine. Ces pratiques inhumaines sont le fruit du désordre de la nouvelle éthique dans ces effets dévastateurs »¹⁴⁶. Bien plus, les enjeux éthiques des idéologies de la révolution culturelle mondiales sont les méfaits observés de la déconstruction et déstabilisation de la morale africaine. La crise de la révolution culturelle mondiale pour l'Afrique et le monde en général est surtout marquée par le fait qu'elle vise à détruire ou à décrédibiliser la structure ou cellule de base, l'institution originaire d'une société qu'est la famille et/ou la vie. Nous pouvons énumérer d'autres enjeux éthiques observables par l'effritement des valeurs morales africaines ou la dilution des cultures africaines sous la forme voilée d'impérialisme. La substitution de la dimension communicationnelle, intersubjective, conviviale à celle d'individualisme, de l'indifférence et l'anonymat, l'absence de référence à la transcendance divine, l'évanescence du sens de la vie. Bref, la perte d'obligation morale et de coopération vitale. Les valeurs qui constituent le socle de l'identité culturelle africaine sont fortement menacées.

¹⁴⁶ABBE N. SALUMU NDALIBANDU Nestor, « Enjeux éthiques de la techno-science en Afrique. Cas du milieu rural », in AFROSCOPIE, Dieu et l'Afrique, Paris, n° VI, Harmattan, 2016, p.405.

4. La théorie malicieuse du gender

La déconstruction favorise une révolution qui affecte même les mentalités du peuple. Et ceci crée un nouvel "ethos", un nouveau "diktat" qui régit le monde et crée une éthique à la fois laïciste, séculariste, féministe, post moderniste d'apostasie, de libre choix et de relativisme moral. A côté de la lutte de classe du socialisme et libéralisme qui influencent les idéologies limitant le nombre de la population de ce temps, nous trouvons par exemple l'idéologie du gender qui est une conséquence non négligeable d'une réduction accentuée de la population. Le gender est un vecteur d'intensité non négligeable dont les composantes essentielles sont l'idéologie socialiste sous son aspect marxiste et l'idéologie libérale dans sa perspective purement néomalthusienne. << Le gender semble embrasser chaleureusement et amicalement la femme en lui promettant une promotion intégrale mais, en fin de compte, c'est dans l'intention malfaisante de l'êtreindre d'une strangulation si forte au point de la vider jusqu'à moelle, de toute sa féminité>>. ¹⁴⁷ En effet, le premier défi du gender est l'abolition inéluctable des différences entre l'homme et la femme, la masculinité ou la féminité inhérente à chaque individu humain n'ayant plus rien à l'exprimer de la personne. Ainsi, la différence sexuelle n'est pas comme l'affirme la psychanalyse, indépassable et non déductible. Le gender affirme que les hommes et les femmes ne s'entendent pas par nature de l'attraction envers une personne du sexe opposé ; ceci est une résultante du conditionnement social. Ainsi le désir sexuel peut se diriger vers n'importe quel sexe.

¹⁴⁷ Cf. « l'impact et l'ampleur du gender sont explicitement détaillés dans C.M et C.E.A.L/ C.E.P., la ideologia de género : sus peligros y alcances » in Ekeko. Net rcp. net.Pe, Peru, 2004.

<<Contraindre les personnes à penser que le monde soit divisé en deux sexes opposés s'attirant sexuellement serait les encapsuler dans mentalité obsolète. Par conséquent il doit exister non plus, deux sexes mais cinq. On ne devrait plus parler seulement de l'homme et de la femme, mais il faudra ajouter à ces deux genres aussi celui d'hétérosexuel, homosexuel et bisexuel>>¹⁴⁸ En somme le gender nie toute importance à la différenciation de l'homme et de la femme. Comme cette différenciation est déclarée dépourvue de toute importance, les rôles de l'homme et de la femme sont strictement interchangeables.

5. L'avortement

Le concept « avortement » vient du latin « abortare » avorter signifie au sens propre <<un acte par lequel chose de déjà vivant meurt avant de voir les jours (à titre exemplatif un fœtus) mais aussi par extension, un projet, une insurrection etc.)>>¹⁴⁹ Aujourd'hui l'influence étrangère et les conditions modernes de la mondialisation ont rendu plus fréquent les avortements dans les sociétés africaines. L'avortement est une pratique vieille mais avec les nouvelles techniques biomédicales et toute la hantise qu'elles provoquent, cette pratique tend de plus en plus à devenir un acte anodin, c'est-à-dire sans danger. Le concept "sans risque" selon les agents de transformation sociale, était inconnu dans la culture africaine. Les grossesses non désirées et les grossesses forcées menacent la santé sexuelle et reproductive. L'enfant apparaît comme une menace au bien-être individuel de la femme lorsqu'il n'est pas désiré, pas planifié ou même voulu ou que la grossesse est forcée. Ce qui est dans le nouveau jargon signifie un viol. La femme qui provoque sciemment cet acte est traitée d'une sorcière, d'une ennemie déclarée de la vie. À titre d'exemple chez les "Lega" une telle lignée peut s'amoindrir progressivement, puis ; s'éteindre complètement,

¹⁴⁸ L'analyse critique du gender dans C.M et C.E. A. L/C.E.P., in art. cit.

¹⁴⁹ MICHEL, *grand dictionnaire de la philosophie*, Larousse, Paris, CNRS, 2006, p. 90.

s'acheminer ainsi vers la fin de son exister de vivant, en raison de cette grande transgression morale dont la femme s'est rendue coupable.

Par ailleurs, son action est jugée forte incohérence avec la mission de l'homme dans le monde ; la quelle consiste en << la mise en valeur de la vie reçu de Dieu, conduit à son épanouissement en même temps qu'une bénédiction. Elle est une responsabilité >>¹⁵⁰ le consensus sur l'avortement sans risque, énonce l'avortement ne doit en aucun cas être promu en tant que méthode de planification familiale. Les pays riches trouvent qu'avec la démographie galopante du tiers monde, un danger d'être envahis par une masse des affamés, c'est pourquoi beaucoup de leurs habitants encouragent avec une grande force malheureuse la pratique de l'avortement .Notons que Monseigneur Sébastien Muyengo distingue l'avortement thérapeutique :lorsque l'opération a pour but de sauver la vie de la mère menacée par la grossesse ;l'avortement eugénique lorsqu'il est indiqué pour cause de mal formation grave ,ou des maladies incurable de l'embryon. C'est la solution généralement prise quand le diagnostic relève que la malformation est absolument compatible avec la vie humaine. Il y a aussi l'avortement de convenance qui est provoqué par des raisons autres que thérapeutique ou eugénique. C'est un avortement souvent motivé par des raisons d'ordre social ou personnel telle la limitation de naissance, l'adolescence, le viol, l'inceste¹⁵¹ etc. En plus, toutes ces sortes de l'avortement précitées ont contribué à forger l'expression <<l'interruption volontaire des grossesses>>¹⁵². Depuis toujours nous savons que la vie humaine est sacrée et qu'on n'a pas le

¹⁵⁰ LABOURDETTE M. M., « Le problème moral de l'avortement », in *revue thomiste*, N° III ? Tome XXIII, 1973, P.411

¹⁵¹S. MUYENGO, op. cit.pp. 73-74.

¹⁵² Ibidem p.75.

droit d'y mettre fin quel que soit le motif. Néanmoins, avec la post modernité et la mondialisation on commence à tout légaliser. L'Egalité de sexe, le mariage pour tous, l'interdiction d'interdire, etc. ainsi on parle de droit à la santé reproductrice et de droit à la contraception aboutissant au droit à l'avortement.

Au contraire ces idéologies ont fait que la pratique de l'avortement dans notre société se présente avec des techniques archaïques qui ne garantissent aucune assurance de protection de vie pour la maman et souvent conditionne cette dernière à n'être capable d'avoir des possibilités pour une prochaine grossesse. Les méthodes les plus utilisées sont celle à base des plantes (feuille de manioc), l'insertion d'objet dans l'utérus (produit chimiques), l'utilisation de médicament pharmaceutique ou traditionnel en surdosage (antibiotiques), et les méthodes chirurgicales ne sont pas exemptes de risque car parfois pratiquées par des personnes insuffisamment qualifiées et dans des conditions d'hygiène insuffisante, mais leurs complications sont généralement moins fréquentes et plus bénignes.

6. La crise du non-respect de la nature

Sans trop risquer à un jeu des définitions ou chacun ajoute ce qui lui va et soustrait ce qui ne l'enchant pas, nous nous contenterons de dire qu'à présent, face à la détermination globale de l'environnement, nous nous adressons à chaque personne qui habite cette planète en lui disant que les impacts sur l'environnement pourraient affecter des milliers de personnes. La problématique écologique, présente une crise qui est une conséquence dramatique de l'activité sans contrôle de l'être humain. Par une exploitation inconsidérée de la nature, l'être humain à son tour devient la victime de cette dégradation. De ce fait, nous ne voulons pas poursuivre ce chapitre sans recourir à beau modèle capable de nous motiver. Nous croyons que le Pape François avec son encyclique « *Laudatosi, mi signore* » c'est-à-dire *loué sois tu, mon*

seigneur, qui parle de la sauvegarde de notre maison commune pourra nous aider de plus, puisqu'en lui, on voit jusqu'à quel point sont inséparables la préoccupation pour la nature, la justice envers les pauvres, l'engagement pour la société et la paix intérieure.

7. Désordre de la pollution de la nature

L'exposition aux polluants atmosphériques produit une large gamme d'effets sur la santé, en particulier des plus pauvres, en provoquant des millions de morts prématurées, ces personnes tombent malades, par exemple, à cause de l'inhalation de niveaux élevés de fumées provenant de la combustion qu'elles utilisent pour faire la cuisine ou pour se chauffer. A cela, s'ajoute la pollution qui affecte tout le monde, due aux moyens de transport, aux fumées de l'industrie, aux dépôts de substances qui contribuent à l'acidification du sol et de l'eau, aux fertilisants, insecticides, fongicides, désherbants et agro-chimiques toxiques en général. Des centaines de millions transforment la terre en immense dépotoir.

8. La perturbation du climat

Le climat est un bien commun, de tous et pour tous ; c'est un système complexe en relation avec beaucoup de conditions essentielles pour la vie humaine. Cependant, ces dernières décennies le réchauffement climatique a été accompagné de l'élévation constante du niveau de la mer, et il est outre difficile de ne pas mettre en relation avec l'augmentation d'évènements météorologiques extrêmes, indépendamment du fait qu'on ne peut pas attribuer une cause scientifiquement détermination à chaque phénomène particulier. Nous pouvons peut-être parlés de certains facteurs comme le volcanisme, les variations de l'orbite de l'axe de la terre, le cycle solaire, mais de nombreuses études scientifiques signalent que la plus grande partie du réchauffement global des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet

de serre (dioxyde de Carbone méthane, oxyde de nitrogène et autres) émis surtout à cause de l'activité humaine. Cela est dû par le modèle de développement reposant sur l'utilisation intensive de combustibles fossiles, qui constitue le cœur du système énergétique mondial. Surtout par le fait de charger de plus en plus les utilisations du sol, principalement la déforestation pour l'agriculture.

Les pires conséquences retombent probablement au cours des prochaines décennies sur les pays en développement. Beaucoup de pauvres vivent dans des endroits particulièrement affectés par des phénomènes liés au réchauffement, et leurs moyens de subsistance dépendent fortement des réserves naturelles et des services de l'écosystème. Comme l'agriculture, la pêche et les ressources forestiers. Ils n'ont pas d'autres ressources qui leur permettent de s'adapter aux impacts climatiques ni de faire face à des situations catastrophiques et ils ont peu d'accès aux services sociaux et à la protection. Nous observons beaucoup de migrants ne sont pas reconnus comme réfugiés par les conventions internationales et ils portent le poids de leurs vies à la dérive, sans aucune protection légale.

9. Carence d'eau potable

L'eau potable et pure représente une question de premières importances, parce qu'elle est indispensable pour la vie humaine comme pour soutenir les écosystèmes terrestres et aquatiques. Les sources d'eau douce approvisionnement des secteurs sanitaires, agricoles et de la pêche ainsi qu'industriels. La provision d'eau est restée relativement constante pendant longtemps mais en beaucoup d'endroits la demande dépasse l'offre durable, avec de graves conséquences à court et à long terme. Des grandes villes qui ont besoin d'une importante quantité d'eau en réserve, souffrent de périodes de diminution de cette ressource, qui n'est pas toujours gérée de façon

équitable et impartiale aux moments critiques. « Le manque d'eau courante s'enregistre spécialement en Afrique »¹⁵³ où de grands secteurs de la population n'ont pas accès à une eau potable sûre, ou bien souffrent de sécheresses qui rendent difficile la production d'aliments. Dans certains pays, il y a des régions qui disposent de l'eau en abondance et en même temps d'autres qui souffrent de grave pénurie.

Les eaux souterraines en beaucoup d'endroits sont menacées par la pollution que provoquent certaines activités extractives agricoles et industrielles, surtout dans les pays où il n'y a pas de régulation ni de contrôles suffisants. En réalité, l'accès à l'eau potable et sûre est un droit humain primordial, fondamental et universel, parce qu'il détermine la survie des personnes et par conséquent il est une condition pour l'exercice des autres droits humains. Le Pape François renchérit cette idée en ces termes : « Ce monde a une grave dette sociale envers les pauvres qui n'ont pas accès à l'eau potable, parce que nier leur droit à la vie, enracine dans leur dignité inaliénable »¹⁵⁴. Cependant, on observe le gaspillage d'eau, non seulement dans les pays développés mais aussi dans les pays les moins développés qui possèdent de grandes réserves. Cela montre que le problème de l'eau est en partie une question éducative et culturelle, parce que la conscience de la gravité de ces conditions, dans un contexte de grande injustice manque. Une grande pénurie d'eau provoquera l'augmentation du coût des aliments comme celle du coût de différents produits qui dépendent de son utilisation certaines études ont alerté sur la possibilité de souffrir d'une pénurie aiguë d'eau dans quelques décennies, si on n'agit pas en urgence.

Bref, nous disons que l'environnement humain pose assez de problèmes, d'autant que le changement

¹⁵³ Pape François, *Laudato si* p.10.

¹⁵⁴ Pape François op.cit. p.12.

climatique est un problème global aux graves répercussions environnementales distributives ainsi que politiques et constitue l'un des principaux défis actuels pour l'humanité. L'augmentation du nombre de migrants fuyant la misère accrue par la dégradation environnementale, est tragique. Il faut considérer également la pollution produite par les déchets, y compris les ordures dangereuses présentes dans différents milieux. Un problème particulièrement sérieux est celui de la qualité de l'eau disponible pour les pauvres. Ce qui provoque beaucoup de morts tous les jours.

10. **Les maladies pandémiques et épidémiques**

Nous avons eu trois grandes pandémies au cours des 120 dernières années. La première pandémie a eu lieu en 1918, appelée la pandémie de grippe espagnole. Cependant, cette pandémie a été causée par leur mise en œuvre des ondes radio à l'échelle mondiale et l'électrification croissante de notre univers. Des millions de personnes sont décédées 6 mois plus tard des suites de la pandémie appelée grippe espagnole. Quelques années plus tard et après la Seconde Guerre mondiale, une autre pandémie a éclaté, causée par la mise en place d'équipements radar. Au cours de cette période également, des satellites mondiaux ont été lancés dans ce qu'ils appellent la ceinture de Van Allen dans l'espace. C'est essentiellement là qu'ils envoient des satellites. Lorsque cela a été mis en œuvre, il y a eu un certain nombre de décès dus à une pandémie. La dernière grande pandémie a eu lieu en 1968, appelée la grippe de Hong Kong. Cela a également éclaté lorsqu'ils ont déployé un autre niveau de pénétration des satellites dans la ceinture de Van Allen, où plus de 100 000 satellites transmettaient des signaux radar à des champs radar dans le champ cosmique.

C'étaient des satellites qui poussaient les télécommunications et la communication radio. Nous

avons donc d'abord eu des ondes radio au début du siècle, puis la mise en place d'équipements radar et de satellites de télécommunications. Tout cela a provoqué des pandémies qui ont tuées plusieurs millions de personnes. Le dernier comme je l'ai dit remonte à 1968 ; Sans oublier le SIDA, l'Ebola qui ont ravagés beaucoup de gens pendant ce siècle. Alors devinez ce qui se passe maintenant. Tuer des milliers de personnes dans le monde et ils le couvrent au nom du coronavirus, comme ils l'ont fait lors des pandémies précédentes. C'est un fait. Veuillez faire vos propres recherches à ce sujet. Que se passe-t-il vraiment avec ce coronavirus ? Cela va être difficile à accepter pour les gens. On peut se demander s'il s'agit même d'une maladie contagieuse dans le cas d'une maladie qui se propage d'une personne à l'autre ou comment ? Ce que nous écoutons, ce qu'il y a des symptômes d'un virus. Ce que nous ne savons pas, c'est ce qui cause ces symptômes.

Bref, pour prouver ce point plus loin, vous voyez dans les nouvelles maintenant que des personnes sans problèmes de santé sous-jacents ou systèmes immunitaires compromis tombent maintenant malades et meurent de Coronavirus. Ça n'a aucun sens. La deuxième chose qu'ils font au sein du système, c'est qu'ils ont arrêté l'économie mondiale. Ce faisant, ils veulent mettre au chômage autant de personnes que possibles afin de les forcer à accepter le nouveau système afin de retrouver un emploi. Alors, s'il vous plaît, ne croyez pas ces mesures de paiements pour aider les chômeurs. Ça n'arrivera pas.

11. Regard critique sur le monde actuel

L'aliénation provient du fait que l'homme met sa confiance à des projets purement humain, en des idéologies et en des fausses utopies. C'est l'une des causes le plus profond que vit la personne aujourd'hui, qui est même l'une des bases de la diminution de sa force et ses possibilités de vivre longtemps. En effet, la manière de vivre de l'homme actuel diffère de manières de celle d'il y a cent ans. Nos ancêtres vivaient et pensaient autrement

que nous. Ils croyaient assez aux valeurs humaines et sociales pour ne pas porter atteinte à la vie des amis. Bahujimihigo le dit mieux « Ils étaient économiquement moins développés, mais humainement équilibrés »¹⁵⁵. Cela se remarque dans les mutations survenues depuis environ un siècle dans presque tous les domaines de la vie. Pour se faire nous proposons une réponse à ces graves questions en nous appuyant sur le magistère de l'Eglise en ces termes : « Le problème qui touche la vie humaine, la mort et la natalité doit être considéré comme primordial et nécessite d'être abordé avec beaucoup des prudences ». ¹⁵⁶Dans un débat plus contemporain le philosophe Louis Lavelle explique : « La méditation sur les éléments du monde en nous obligeant à percevoir nos limites, et par conséquent d'endurer nos souffrances et nous oblige à les dépasser. Il ne s'agit pour nous ni de l'ajourner, ni même de la préparer, mais dès aujourd'hui d'y entrer ». ¹⁵⁷D'une certaine manière, l'homme a la possibilité de redéfinir le temps à la mesure de l'intensité des événements que la nature le confère.

En effet, s'il est vrai que certaines techniques humanisent l'homme, il est aussi vrai qu'il y a celles qui l'avilissent. La science et la technique deviennent dangereuse quand elle avilit, dépersonnalisent et déshumanisent l'homme. Se référant aux camps de concentration issus du nazisme. Gabriel Marcel définit les techniques d'avilissement comme l'ensemble de procédés délibérément mis en œuvre pour attaquer et détruire chez des individus appartenant à une catégorie déterminée le respect qu'ils peuvent avoir eux-mêmes et pour les transformer à peu en un déchet qui s'appréhende lui-même comme tel, et ne peut enfin de compte que désespérer, non pas simplement

¹⁵⁵ K. BAHUJIMIHIGO, *Témoins de Dieu dans un pays meurtri*, Kigali, Pallotti-press, 1997, p.32.

¹⁵⁶ Cf. PAUL VI, *Populorumprogressio* (26 mai 1967), Pierre Téqui, 2007, p.53.

¹⁵⁷ LAVELLE, *La conscience de soi*, Paris, PUF, 1933, p 67.

intellectuellement, mais vitalement, de lui-même. Il revient aux africains en général et à tout homme en particulier de porter sur la science et la technique un regard critique dans le but de les comprendre en expliciter le sens, en déterminer dans la mesure du possible des causes, la signification et les valeurs dernières au niveau de la pratique courante.

12. **Analyse du fondement des valeurs**

Il appartient à chaque société de faire ses choix, de définir ses valeurs ses repères à partir desquelles on peut élaborer une éthique qui se veut bonne. Monseigneur Sébastien Muyengo renchérit en ces termes : « L'absence de ces repères assures, le grand risque est que la décision morale soit simplement le fruit d'une moyenne établie à partir de l'addition composite d'opinion divergentes »¹⁵⁸. A cet effet, chaque société, chaque peuple a sa conception de l'homme et la vie, sa façon de se situer par rapport à la mort, à la transcendance, sa considération du corps humain, de la maladie, de la santé, de la nature, etc. Ce sont là les éléments à partir desquels, on peut poser les problèmes de fondement de notre engagement philosophique. Les valeurs de l'humanité sont universelles, mais il y a en permanence des accentuations particulières. Le caractère propre d'un groupe, ou d'une culture provient principalement du fait qu'un peuple, un groupe choisit dans l'ensemble des valeurs universelles, celles qui lui conviennent le mieux.

La dimension sociale constitue ainsi l'épicentre de toutes les valeurs que prône la personne. Ainsi, parlant de l'analyse du fondement nous remarquons qu'actuellement les valeurs fondamentales sont attaquées, menacées et en voie de déconstruction. Il s'agit du respect de Dieu Suprême, des morts, du bien d'autrui, de la pureté, de la solidarité, de la vie et de l'entraide réciproque, de la nature. Ces secteurs intéressent au plus haut point la

¹⁵⁸ S. Muyengo, op. cit.p.51.

démarche philosophique et sociale. En fait, devant le développement foudroyant de la techno science dans les aspects les plus radicaux qui touchent aux dimensions fondamentales et vitales de l'être humain, le besoin est ressenti de discerner, de régler, de contrôler et même de corriger le comportement de l'homme pour qu'il aboutisse à l'idéal de l'humanisation. On ne le répètera jamais assez, les problèmes de fond de nos cultures doivent être évalués en référence à la dignité de la personne. C'est dans cette perspective que la formation doit être sans cesse assurée.

13. **Mécanisme de formation et de l'éducation**

En effet, poser les problèmes pratiques avant les questions de fond, serait mettre la charrue devant le bœuf. C'est pourquoi les désordres observés pendant la période de la post modernité souligne Abbé Salumu Ndalibandu, « au lieu de nous enfermer dans des jérémiades, doivent au contraire devenir un point d'ancrage, un sursaut d'émerveillement, d'engagement, d'élan nouveau, un déclic pour un nouveau départ grâce à une réflexion critique, à une démarche exigeante de lucidité et de vérité »¹⁵⁹. Du point de vue pratique, ces mécanismes exigent l'apprentissage des techniques et de l'éthique à nos jeunes pour subvenir aux besoins de première nécessité. Nous citons ici dans de pays sous-développés il faut : La construction des belles maisons, aménagements des champs, la technique modernisée de la chasse, de la pêche, de traitement sanitaire (quelques plantes médicinales utilisées en cas de telle ou telle maladie).

Sur le plan scientifique il est mieux d'accentuer l'enseignement sur la promotion des valeurs morales de chaque culture susceptible, d'arrêter l'influence négative de la révolution culturelle dans la postmodernité. Sachant que tout être humain naît et évolue dans une tradition

¹⁵⁹ ABBE N. SALUMU NDALIBANDU, « Tradition culture Africaine à l'ère de la postmodernité déclin ou déclic ? », in Rebuto, *philosophie, science et culture contemporaines*, Kinshasa, n° 45, vol.2, août 2015, p.95.

culturelle et religieuse et un système de vie qui façonnent son être et son identité, disons qu'un peuple sans culture est comme une plante sans racines ou un peuple sans âme. La connaissance approfondie de l'identité culturelle paraît indispensable dans tout processus comme clé du développement. Cependant, les autorités politiques et autres intellectuels ont pour devoir de consentir à une formation intellectuelle juste aux futures cadres qu'ils soient informés aux enjeux ethniques du moment dus à la montée de l'évolution technologique et des propagations de nombreux paradigmes idéologiques de la postmodernité. En sus, la pratique de l'initiation de chaque culture doit toujours demeurer à instruire comme une grande école de l'éducation qui préconise l'acquisition de la vertu d'excellence.

14. **Le respect inconditionnel de la vie**

Nous sommes dans un contexte où la vie humaine connaît une situation de grande précarité quand elle entre dans le monde et quand elle sort de temps pour aborder l'éternité. Quand on parle de l'embryon humain, certains en font une notion purement subjective, philosophique, sociologique sur laquelle on pourrait se mettre d'accord ou non par simple consensus. Telle est la logique qui semble sous-tendre les décisions des parlements quand ils permettent l'expérimentation sur des embryons humains et en niant leur individualité humaine. Angelo serra met en lumière ce qui vient d'être dit en ces termes << à partir du moment de la conception, un individu humain réel commence ainsi son existence ou son cycle de vie ; c'est pourquoi l'embryon humain, dès le début de la fusion des gamètes, a la valeur et le nom d'enfants, avec un droit fondamental à la vie, à l'amour de ses parents et à leurs attentions >>¹⁶⁰

¹⁶⁰ XXX, *Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques*, Paris, Téqui, 2003, p 323.

De ce fait, la vie étant sacrée chez les peuples, le plus grand mal est censé impardonnable était d'atteindre à sa propre vie ou à celle d'autres personnes. Engilbert Mveng partage le même avis en disant que : << les cultures négro-africaines sont bâties sur le respect de la vie qui est célébrée en maintes circonstances par des danses et des chants >>¹⁶¹L'auteur de la mort étant donné qu'il ne voulait pas la société, n'avait droit ni aux funérailles ni aux deuils. Dans certaines contrées, il n'était pas même enterré pour ne pas salir la terre des ancêtres, on les précipitait dans un ravin. La responsabilité de l'homme à l'égard de la vie, soit un problème majeur de santé publique et que la plus haute priorité doit toujours être accordée à la prévention de grossesses non désirées. Nous insistons avec une force sans précédent sur l'accessibilité à l'éducation sexuelle. En effet, toute destruction d'un embryon est donc à notre avis, un inadmissible assassinat prénatale tant que tel, il est mal parce qu'il brise l'équilibre et nuit à l'harmonie cosmique et sociale des hommes. Et s'il y a des motifs valables de ne pas procréer, l'unique méthode correcte et légitime d'empêcher la conception de façon humaine n'est pas le fait de prendre l'anti conceptions (les pilules) mais c'est la continence.

15. Le respect dû aux vieillards

La vie des africains est généralement, fondée sur des valeurs et vertus puisées dans leur tradition culturelle et religieuse africaine d'une part et sur la tradition religieuse judéo-chrétienne et musulmane d'autre part. Nous vivons aujourd'hui un monde où les réponses de la science et de la technique semblent avoir l'utilité de l'expérience de vie accumulée par les personnes âgées au cours de toute leur existence. Dans le passé, les gens nourrissaient un grand respect pour les personnes âgées. Ils se disaient la bouche d'un vieux peut puer mais elle ne peut pas dire le

¹⁶¹ K. AWAZI MBAMBI, Le Dieu crucifié en Afrique, Esquisse d'une christologie négro-africaine, Paris, l' harmattan, 2008, p.131.

mensonge. Il est difficile voire impossible de trouver une culture qui faisait abstraction du respect dû aux personnes âgées. De nos jours l'on s'arrête un instant pour analyser la situation actuelle, on remarque vite que chez quelques peuples la vieillesse est estimée et valorisée. Chez les autres au contraire, elle l'est beaucoup moins à cause d'une mentalité qui prône l'utilité immédiate et la productivité de l'homme. Dans plusieurs milieux être vieillards est synonyme de sorcier, jeteur de mauvais sort et d'objet de crainte, simple consommateur dont la pratique euthanasique serait une panacée.

Les personnes âgées elles-mêmes en viennent à se demander si leur existence est encore utile. En effet, les personnes de troisième ou quatrième âge ne doivent pas faire objet de menace elles ont beaucoup de chose à dire aux jeunes générations, beaucoup de chose à partager avec elles. Le temps de la vieillesse, lui aussi a son rôle à jouer dans ce processus de maturation progressive de l'être humain et de la société en marche vers l'éternité. Les paroles de saint pape Jean Paul II à ce sujet sont d'une importance qui mérite d'être mentionnée : <<Dans une société dominée par l'individualisme, les personnes âgées rappellent la nature sociale de l'homme et la nécessité de résoudre le tissu des rapports interpersonnels et sociaux >>¹⁶². L'autre contribution que les personnes âgées peuvent apporter au processus d'humanisation de notre société et de nos cultures et la capacité de bien saisir la supériorité de l'être sur l'avoir. Et donc tout groupe social auquel appartient la personne âgée ne pourra que tirer profit. Il revient alors aux jeunes de se mettre à l'école des personnes âgées sans lesquelles la société est privée de l'une de ses sources historiques. S'il est vrai qu'ils sont physiquement moins forts, il n'est pas moins vrai de dire

¹⁶² *Pontificum concilium pro laicis, dignité et missions des personnes âgées dans l'Eglise et dans le monde*, Pierre Téqui, 1999, p.16.

que leur dignité mérite un respect qui convient à tout être humain.

16. **Le respect du corps**

Dans le domaine de la communication nous voyons que le progrès des moyens de communication facilite la rapide circulation de l'information. Cependant, le mauvais usage de ces moyens, nous fait un regret car ils sont devenus des moyens rapides pour déshonorer la dignité de la personne humaine. Il est actuellement facile de se servir des médias en vue de porter atteinte à la réputation. A cette époque de crise morale, la dépravation des mœurs s'amplifie et le corps humain n'est plus respecté car on s'en sert comme on veut. Le sens de la pudeur dans des moyens de communication et dans l'habillement est presque rejeté. Or en Afrique, si un enfant avait des tendances hors culture africaine ou avait un penchant pour les vêtements de femmes, cet individu était très vite ramené à la raison ou dissuadé à travers des pressions énormes voire intimidations. En clair, l'on ne souhaitait pas voir une telle personne dans la famille pour tout ce que cela entraîne comme déshonneur, honte et mauvaise réputation.

En fait, le corps ne mérite pas d'être considéré abusivement comme un simple objet de jouissance, une pure corporéité ni dans l'acte ni dans l'intention. C'est pourquoi perdre la pudeur à causes des préjudices sociaux, comme la perte de la pureté est la cause profonde de la décadence du monde. On le remarque bien à travers les habits sexy (les habits collants, transparents, moulants, déchirés et d'autres qui laissent certaines parties du corps visibles), les paroles et les danses obscènes, les photos publiées sur internet, réseaux sociaux (Facebook, google, palmachat, WhatsApp...). Bref, le discernement et l'esprit critique sur les moyens de

communication, l'habillement et l'usage des produits venant de l'occident méritent une attention particulière aux producteurs et aux utilisateurs.

17. Le respect Dû aux morts à référence africaine

Pour témoigner le respect devant la mort, la cérémonie funèbre mérite une mention particulière. Cependant, dans l'éthique africaine quand un parent meurt on le pleure amèrement et on l'enterre dignement. Après le décès, le cadavre était disposé sur une natte à l'intérieur de son habitation et pendant toute la journée, les intimes, amis, parents pleurants. On n'interdit les enfants de voir le cadavre et de participer à l'enterrement. A fait, lorsque ton voisin a une difficulté devait témoigner son respect devant le défunt et devant la famille éprouvée. C'est pourquoi, certaines expressions sont scandées : « tel est rentre », « *il est partie* », « *il dort à tout jamais* » << *l'arbre est casse* >>, << *la foudre est tombe* >>, tous les villages, camarades et connaissances, délaissaient les occupations journalières et venaient témoigner le respect et la participation au deuil par des pleurs.

Avec l'entrée du christianisme et la mondialisation en Afrique, cette pratique ce remarque surtout dans certaine famille par des mélodies funéraire. Jusqu'ici comme ailleurs dans le monde, la mort n'est pas le sort auquel l'homme s'entend. Il y a un danger dans la culture de notre époque de s'intéresser plus à l'enterrement qu'au respect de rite que nous devons aux morts. Loin de nous l'idée de minimiser l'extrême gravité de cette cérémonie. En effet, là où il y a mort d'hommes des femmes et d'enfant par la volonté des hommes, peu importe comment cela s'appelle, génocide ou autre crime, c'est grave, inadmissible, condamnable de ne pas respecter le corps sacre de l'homme. Disons que « la gravite d'un acte qui porte

atteinte au non-respect de défunt, surtout quand cet acte atteint son but en supprimant l'autre, n'est pas appréciable selon sa cause ou son motif, il est plutôt grave en soi, par le fait même de le poser »¹⁶³

Après avoir fait une relecture de nos cultures face aux antivaleurs actuelles de la postmodernité ; nous disons en bref que, la morale tend à disparaître. Les idéologies de la post modernité visent à déconstruire les valeurs et les bases de notre identité culturelle par le fait que les enfants choisissent leur propre opinion indépendamment des valeurs héritées de leur tradition. C'est pourquoi nous avons alors à extraire de ce qui nous vient du progrès technoscientifique, ce qui est bon et utile le développement intégral du monde et rejeter ce qui aliène et dépersonnalise l'homme. Autrement dit, il faut faire une sorte de triage. Donc il faut éviter tout ce qui n'ajoute rien à ce qui est proprement humain. L'Afrique de sa part, doit mettre un terme à son statut de dépotoir occidental et faire la promotion de valeurs cardinales africaines. Si nous ne le faisons pas de sitôt, nous deviendrons des êtres sans âmes, sans identité, sans conviction voire des objets comme ce fut le cas au temps du code noir.

¹⁶³ S. MUYENGO, *Au pays de l'or et du sang*, Kinshasa, Medias Paul, 2014, p. 122.

18. **Conclusion générale**

Au terme de notre investigation réflexive, qui a été qu'un essai phénoménologique de la situation du monde actuel ; nous avons essayé de faire une critique serrée et pointue dans une manière percutante, à la vision du désordre que nous observons dans le monde actuel. Il sied de jeter un regard sur l'ensemble de notre travail. Tout au long de ce dernier dont la quintessence a été une réflexion à la seconde puissance sur le monde. Nous nous sommes permis d'affirmer qu'en ce moment, le monde se dirige vers la plus grande récession mondiale de l'histoire. La raison pour laquelle ils arrêtent l'économie mondiale est qu'ils veulent reprendre le contrôle de l'économie aux entrepreneurs et aux hommes d'affaires, etc. Ils veulent perturber complètement le tissu de la société, à savoir l'éducation, l'emploi, la religion, la politique, etc. avec les maladies qu'on crée au laboratoire et puis leur gérance devient un commerce. Tout sera complètement différent dans quelques mois, pas même des années. Il s'agit donc de leur stratégie de contrôle ultime en termes de visibilité comme le Wifi, Internet et tout ce qui leur donne accès à l'internet des objets et au contrôle de l'argent. Si vous contrôlez l'argent, vous contrôlez le pouvoir. Et c'est leur programme de contrôler également la population mondiale.

La deuxième réflexion a porté sur les méthodes à la une pour détruire le monde ; qui se posent de plus dans des théories malicieuses qui ont une intention purement destructive de la famille et de rendre la vie sans interdiction. En fait, dans notre société actuelle nous sommes en train de vivre un paradoxe : d'un côté, on défend et on proclame solennellement la protection de la vie humaine grâce aux grands progrès de la médecine, la biologie génétique, la fécondation artificielle, le

perfectionnement de transplantation des organes, les thérapies modernes, la technologie, l'ingénierie etc. Et de l'autre côté, nous assistons <<une conjuration contre la vie>>¹⁶⁴qui est en train de se manifester dans une série des menaces ou d'attentats, nous avons signalé la vulgarisation de l'avortement, le suicide, l'euthanasie, l'abandon des vieillards, le manque de soin envers les personnes handicapés etc. Nous avons aussi dit que l'environnement humain pose assez de problèmes, d'autant que le changement climatique est un problème global aux graves répercussions environnementales distributives ainsi que politiques et constitue l'un des principaux défis actuels pour l'humanité. Nous avons essayé de proposer quelques lignes d'actions pouvant aider à mettre fin à la déstabilisation de la nature et à garantir un monde juste pour tous. Les maladies liées à l'eau sont fréquentes chez les pauvres, y compris les maladies causées par le micro-organisme et par des substances chimiques. La diarrhée, le choléra, l'Ebola, la Covid 19 qui sont liés soit aux services hygiéniques et à l'approvisionnement en eau impropre à la consommation soit aux carences de l'eau pure. Ce facteur significatif de maladies dangereuses, la souffrance et de la mortalité de milliers de personnes a fait l'objet de notre investigation.

Nous avons préconisé un sens de responsabilité aigu face aux drames de l'existence humaine causés par l'immoralité de la nouvelle éthique mondiale. Notre pensée reste celle d'un défenseur d'une symbiose culturelle équilibrée et responsable c'est-à dire sortir des ghettos culturels proprement africains pour s'ouvrir aussi aux nouveaux acquis de la culture contemporaine. Ne pas se recoquiller sur un passé qui ne convient plus.

¹⁶⁴ JEAN-PAUL II, *Evangelium Vitae. Letre encyclique sur la valeur et l'inviolabilité de la vie*, Librairie Editrice Vaticane, Vatican 1995,n° 17.

Discerner la nature de l'héritage du passé afin de déceler ce qui peut être conservé et ce qui est préférable d'abandonner, pour sortir ainsi du vase et du cercle fermé. C'est pourquoi nous nous révoltons avec toutes énergies contre tous les mécanismes de la violence et toutes techniques très sophistiquées en matière d'éliminer les êtres humains. Bref, la lutte internationale contre le désordre actuel du monde devrait s'entendre aux aspects plus spécifiquement humains du développement comme l'élimination de la pauvreté, la promotion de l'instruction la garantie d'une assistance sanitaire équitable, les services sociaux et les mêmes opportunités d'emploi, le soutien à une responsabilité de l'environnement etc. Pour toutes ces raisons nous soulignons que toute tentative de se servir des objectifs de développement pour répandre et imposer des modes de vie égoïstes ou pire encore des politiques démographiques, la propagation de maladies comme moyen du bon marché pour réduire le nombre des pauvres, serait malveillant et guère clairvoyant.

Si quelqu'un se sent blessé par nos paroles, nous lui disons que nous les exprimons avec affection et avec la meilleure des intentions, loin d'un quelconque intérêt personnel ou d'idéologie politique. Nos paroles ne sont pas celles d'un ennemi ni d'un opposant. Seul nous intéresse de faire en sorte que ceux qui sont esclaves d'une mentalité individualiste, indifférente et criminelle puissent se libérer de ces chaînes si indignes et adoptent un style de vie et de pensée plus humain, plus fécond, qui confère dignité à leur passage sur cette terre. De ce fait, nous laissons une marge à tout ce qu'on n'a pas trouvé et pour la vérité qu'on ne fait qu'espérer. Que nos lecteurs y trouvent la marge nécessaire en vue d'un complément éventuel. Pour le moment, terminons en paraphrasant cette pensée de Saint Augustin de Carthage qui dit que : " Notre lecteur, s'il communique pleinement à notre certitude fasse route avec nous ; S'il partage tous nos doutes, qu'il cherche avec nous

; s'il se reconnaît dans l'erreur, qu'il revienne à nous ; s'il nous y surprend nous-mêmes, qu'il nous en détourne"¹⁶⁵.

21.

Bibliographie

ABBE N. SALUMU NDALIBANDU Nestor, « Enjeux éthiques de la techno science en Afrique. Cas du milieu rural », in AFROSCOPIE, Dieu et l'Afrique, Paris, n° VI, Harmattan, 2016.

----- « Tradition culture Africaine à l'ère de la postmodernité déclin ou déclic ? », in Rebuto, *philosophie, science et culture contemporaines*, Kinshasa, n° 45, vol.2, août 2015.

BAHUJIMIHIGO K., *Témoins de Dieu dans un pays meurtri*, Kigali, Pallotti-presse, 1997.

FRANÇOIS, *Laudatosi, Lettre encyclique sur la sauvegarde de la nature (la maison commune)* Librairie Editrice Vaticane, Vatican 2016

Muyengo S., *Introduction à la bioéthique*, Kinshasa, Médias Paul, 1998.

-----*Au pays de l'or et du sang*, Kinshasa, Médias Paul, 2014.

HEIDEGGER M., *Être et temps*, Paris, PUF, 1964.

JEAN-PAUL II, *Evangelium Vitae. Lettre encyclique sur la valeur et l'inviolabilité de la vie*, Librairie Editrice Vaticane, Vatican 1995.

-----*Pontificumconcilium pro laicis, dignité et missions des personnes âgées dans l'Eglise et dans le monde*, Pierre Téqui, 1999.

LABOURDETTE M. M., « Le problème moral de l'avortement », in *revue thomiste*, N° III ? Tome XXIII, 1973.

LAVELLE, *La conscience de soi*, Paris, PUF, 1933.

¹⁶⁵ SAINT AUGUSTIN., *De trinitate*, 1, 3,5.

MARCEL G., *Les hommes contre humain*, Paris, éditions du vieux colombier, 1951.

MICHEL., grand dictionnaire de la philosophie, Larousse, Paris, CNRS, 2006.

. PAUL VI, *Populorumprogressio* (26 mai 1967), Pierre Téqui, 2007.

SCHOOYANS M., *L'Evangile face au désordre mondial*, Paris, Fayard, 1998.

xxx, *l'impact et l'ampleur du gender sont explicitement détaillés dans C.M et C.E.A.L/ C.E.P., la ideologia de genéro : sus peligros y alcances* » in Ekeko. Net rcp. Net. Pe, Peru, 2004.

Xxx, *Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques*, Paris, Téqui, 2003.

Par Ass1 Dunia Mwetaminwa Newton

Chap. VII : ORASSU : LA PRESSE ECRITE DES EDITIONS CONGOLAISES POUR L'EVEIL DE L'AFRIQUE

Par C.T John-Modest MUTAYONGWA

I. Préambule

Par Ordre des Prestataires, Chefs de Travaux et Assistants des Universités « ORASSU » en sigle, nous attendons un *Cadre propice à tous citoyen du monde pour la promotion de l'unité dans la diversité, la création de l'emploi, la défense de droit de l'homme par la résolution pacifique des conflits, la plaidoirie aux instances étatiques pour la motivation des Chefs des travaux, Assistants membres de l'Ordre encore non payés et la promotion de l'écriture pour la publication des résultats de nos recherches scientifique au sein de la maison d'édition ORASSU comme presse écrite interuniversitaires dans la Région des Grands Lacs*. Dans un monde où rien n'est stable et tout est à construire, nous nous exhortons que « tous soient un pour la paix, la bonne gouvernance, la lumière et le progrès de la communauté scientifique à travers le monde ». Dans les rapports interpersonnels, les êtres humains se réunissent par de lien des uns envers les autres. Les uns sont unis par lien familial et les autres par celui du travail.

L'ORASSU travaille sous deux approches : l'approche scientifique et humanitaire. Dans la première, nous travaillons en partenariat gagnant-gagnant avec les institutions universitaires, tandis que dans la seconde, ORASSU conçoit des projets et les exécute pour apporter un soutien à l'humanité selon le besoin et le contexte.

Nous préparant ainsi à concrétiser notre fraternité scientifique à travers les provinces, région, pays, continent en général, afin de mieux réaliser notre mission

d'éducateurs, encadreurs et formateurs dans la communauté. Notre lien comme cadres scientifiques est celui qui dépasse tous les autres liens, à la fois rationnel et scientifique. Un lien de compétence et de mérite ; de respect et de responsabilité. Un lien de corrélation, de collaboration et de coopération autour de la matière grise par l'usage de la raison, lumière de l'intelligence pour nous éclairer dans la formation d'un nouveau type d'homme, utile à lui-même, à toute la nation.

En effet, après avoir constaté que les Chefs des travaux et Assistant(e)s des Universités constituent déjà un effectif considérable à travers le monde, exerçant notre bon métier dans différentes institutions supérieures et universitaires, nous nous sommes rendus compte que les défis réels qui nous guettent sont ceux de l'unité, de représentativité, de la communication et des lieux sûrs pour réaliser nos échanges d'expériences professionnelles dans la Solidarité Inter Académiques « SIAC » et la fraternité scientifique au sein de notre Grande famille scientifique « ORASSU ». Comme des proches de la communauté, nous sommes appelés à donner une réponse aux différents défis de notre temps, grâce à la production d'un savoir thérapeutique l'expression de nos œuvres d'esprit.

Cependant, des questions se posent ; comment y parvenir ? Comment répondre à ces défis sans être unis ? Comment nous unir sans avoir une représentativité ? Et comment être représenté sans se connaître et sans communication ? Avec quelle technique et quelle méthodologie pour atteindre nos objectifs et relever ces défis réels dans la communauté ? Voilà la grande problématique qui nécessite notre unité et la franche coopération dans les activités d'ensemble sur terrain.

II. Des dispositions générales

a. De la création a la mission de l'ORASSU

Art1 : Il est créé Goma, ratifié à Kinshasa, en République Démocratique du Congo, en date du 15 juin 2020, une organisation dénommée « Ordre des Prestataires Chefs de travaux et Assistants des Universités » « ORASSU » en sigle.

Art2 : Le siège social de l'ORASSU est établi à Kinshasa en République Démocratique du Congo. Toutefois, le siège peut être transféré partout ailleurs sur l'étendue de la RDC et en dehors du pays selon le besoin et le moyen mis en disponibilité.

Art3 : Avec l'ORASSU, chacun est redevable.

Art4 : ORASSU exerce ses actions partout en RD Congo, en Afrique au monde selon le besoin.

Art5 : l'ORASSU est créé pour une durée indéterminée et exécute des objectifs selon le pays.

Art6 : l'ORASSU a pour devise : « *unité, lumière et progrès pour un monde instruit* ».

Art7 : l'ORASSU a pour missions d'aider les Enseignants des Universités à bien accomplir leur tâche d'instructeurs ; à promouvoir la sécurité sociale, l'emploi aux jeunes, la paix à la communauté en guerre, l'égalité de genre dans des institutions universitaires. La justice par la résolution pacifique des conflits et la bonne gouvernance politique et économique des institutions afin de contribuer au développement, à l'éveil de conscience collective et patriotique sur le plan individuel, national et international.

III. Des objectifs de l'organisation

b. Des objectifs globaux et spécifiques

Art7. L'ORASSU poursuit les objectifs suivants :

❖ **Objectif global : que tous soient un, pour la paix, l'unité et le progrès scientifique à travers le monde.** Pour y arriver, il convient de, d' :

1. « Identifier les Chercheurs, Enseignant(e)s, Chefs des travaux et Assistant(e)s des Instituts Supérieurs et Universitaires des secteurs privé et étatique par territoire, ville et province pour la nouvelle ère de l'unité, de lumière, de paix et de progrès scientifique en RDC en Afrique et au monde.

❖ **Objectifs spécifiques**

2. Nommer les chefs d'antennes par université, les RECO¹⁶⁶, les DR¹⁶⁷, les CN¹⁶⁸, et les CPO¹⁶⁹ pour l'Afrique, l'Europe, l'Amérique, la chine, la Russie, l'Inde et l'Australie¹⁷⁰, dans le but d'accompagner les Universités et gouvernements dans le maintien de l'unité, de paix et de bonne gouvernance sur chaque étendue régionale, républicaine et provinciale, au sein de la quelle fonctionne l'ORASSU.
3. Installer 14 coordinations provinciales sur les 26 provinces de la République Démocratique du Congo, soit deux provinces par coordination plus une coordination nationale de l'Ordre.
4. Créer un site web, des groupes d'échange sur les réseaux sociaux WhatsApp, Facebook et les espaces

¹⁶⁶ Représentant(e)s Continentaux

¹⁶⁷ Délégation Régionale

¹⁶⁸ Coordination Nationale

¹⁶⁹ Coordination Provinciale de l'Ordre

¹⁷⁰ La Chine, l'Inde et la Russie sont comptés parmi les Etat-continent de par leur grandeur géo-démographique et stratégique.

radiotélévisés pour la communication inter personnelle.

5. Faire de l'appartenance à l'ORASSU la condition inaliénable pour prester aux universités et instituts supérieur après un serment de prestation pour un enseignement de qualité,
6. Créer une coopérative d'épargne et crédit en commençant par une caisse sociale des chercheurs et enseignants par province,
7. Créer un mutuel de santé des chercheurs et enseignants par province,
8. Faire de plaidoyers auprès de notre ministère de tutelle, pour le paiement des agents de la coordination ORASSU à travers le pays,
9. Mise en œuvre des programmes : « CAMPUS¹⁷¹ », « PUSF¹⁷² », « SIAC¹⁷³ », « CSPrCE¹⁷⁴ » « PUCONI ¹⁷⁵», « JVRCC¹⁷⁶ » et « PEIRGL¹⁷⁷ » pour consolider notre fraternité scientifique à travers chaque pays ;
10. Créer des partenariats efficaces avec les organisations humanitaires nationales et internationales pour l'appui aux projets de l'ORASSU,
11. Organiser des séminaires-conférences, des débats inter et intra universitaires aux profils des étudiants et parents sous des thématiques diversifiées via le programme « PUCONI ».

¹⁷¹ Comité Académique de Maintien de Paix et de l'Unité Sociale.

¹⁷² Prestation Universitaire Sans Frontière.

¹⁷³ Solidarité Inter Académique.

¹⁷⁴ Collège des Scientifiques pour la Promotion des Œuvres de l'Esprit

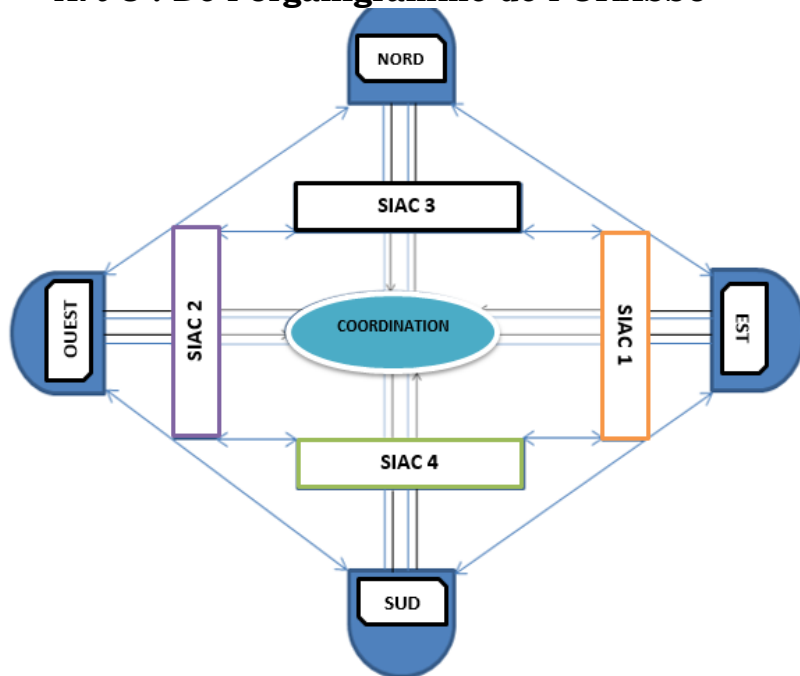
¹⁷⁵ Programme d'unité des conférenciers nationaux et internationaux

¹⁷⁶ Jeunesse Volontaire pour la Résolution des Conflits Communautaires

¹⁷⁷ Presse Ecrite Interuniversitaire de l'ORASSU dans la Région des Grands Lacs

12. Faire de l'ORASSU une maison d'Édition pour produire, et transformer des TFC et mémoires en articles ou livres à publier aux sujets réalistes adaptés à notre temps avec des pistes de solutions aux problèmes réels de la communauté ;
13. Publier trimestriellement des articles dans la Revue Savante des recherches pluridisciplinaires (Eveil Congo), la revue officielle de l'ORASSU.
14. Créer des écoles primaires, secondaires et universitaires d'application à la paix pour l'unité de des chercheurs, prestataires, chefs de travaux et Assistants des universités en RDCongo, en Afrique et au monde.
15. Création de l'emploi pour embaucher la main d'œuvres de la jeunesse désœuvrée à travers la RDC.
16. Coopérer avec toutes les revues des universités à travers le programme PEIRGL,
17. Concevoir des thématiques mensuelles, et annuelles interuniversitaires,
18. Produire des œuvres scientifiques pluridisciplinaires et interuniversitaires,
19. Facilite des échanges scientifiques autour des conférences interuniversitaires,
20. Organiser de concours de l'écriture interuniversitaires,
21. S'engager pour la promotion des messages de paix dans les universités,
22. Concevoir des plans stratégiques pour la gestion des catastrophes naturelles et des volcans ;
23. Elaborer des projets communs au profit de la population,
24. Faciliter l'accès aux chercheurs à des bibliothèques des universités.
25. Publier le résultat des recherches interuniversitaires au sein de la maison d'édition ORASSU et de la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo.

Art 8 : De l'organigramme de l'ORASSU



c. Commentaire de l'organigramme

Au centre de l'organigramme se trouve la Coordination nationale qui a pour rôle de coordonner toutes les SIAC nationales.

Au Nord nous avons la SIAC 3 qui a une sous coordination regroupant toutes les institutions universitaires du Nord du pays.

Au Sud se trouve la SIAC 4 qui a une sous coordination regroupant toutes les institutions universitaires du Sud du pays.

A l'Est se trouve la SIAC 1 qui a une sous coordination regroupant toutes les institutions universitaires de l'Est

du pays, la coordination nationale et le Siège Mondial de l'ordre.

A l'Ouest se trouve la SIAC2 qui a une sous coordination et regroupant toutes les institutions universitaires de l'Ouest du pays.

Les flèches qui indiquent des allers retours veulent signifier l'unité ; la communication et la coopération qui règne dans l'Ordre.

Art9 : De la composition et explication du logo de l'ordre

Le logo de notre ordre se compose d'un **chapeau de lauréat en couleur noir** symbole de la science,

L'étole de l'assistant en couleur jaune de l'or symbole de l'autorité académique,

Une **ampoule qui éclaire l'opinion**, symbole de la lumière dans la communauté,

Des **livres à gauche** symbolisent le savoir et la recherche scientifique,

L'homme qui marche, symbole de l'humanité qui aspire au progrès et le **croquis d'une maison** à droite, symbole du progrès, de paix, de stabilité et de développement.

IV. Des domaines d'intervention dans l'approche humanitaire

Art10 : l'ORASSU intervient dans huit domaines à savoir : Social, Éducation, santé reproductive, bonne gouvernance, Résolution des conflits, Justice-paix et économie. Ces domaines travaillent en corrélation et coopération au sein de l'ordre.

V. Des conditions d'adhésion des membres

d. De la catégorie des membres

Art11 : l'ORASSU comprend quatre catégories de membres qui sont :

- 1. Les membres fondateurs** : sont les initiateurs de l'organisation et signataires du procès-verbal constitutif de la présente charte.

- 2. Les membres adhérents :** sont ceux ayant adhéré et rempli les conditions d'adhésion telles que définies aux règlements d'ordre intérieur (ROI) appartiennent à la structure ORASSU.
- 3. Les membres d'honneurs :** sont des personnes qui apportent leur contribution matérielle ou technique à l'ORASSU pour la réalisation de ses objectifs.
- 4. Les membres sympathiques :** sont ceux qui soutiennent l'ORASSU d'une manière ou d'une autre dans la réalisation de sa mission.

Art12 : toute personne physique et ou morale intéressée par les objectifs de l'ORASSU n'étant pas Enseignant, Chefs de travaux ou Assistant à l'Université, peut adhérer librement dans le Comité Académique de Maintien de Paix et l'Unité sociale, « CAMPUS » communautaire en acceptant de s'adresser au C.A. moyennant une lettre d'adhésion. Etant de bonne conduite, vie et mœurs, en signant un acte d'engagement à vivre pour la paix et en acceptant de se conformer à la présente charte sans jamais les transgresser ou les détourner de ses objectifs.

VI. Du département et aux organes de l'ORASSU

e. Du département de l'organisation

Art 13 : ORASSU compte six Départements Généraux (DG) à savoir :

- 1. L'Antenne :** Université ou Institut Supérieur membre de l'ORASSU,
- 2. CPO :** Coordination Provinciale de l'Ordre.
- 3. CNO :** Coordination Nationale de l'Ordres,
- 4. DR :** Délégature Régionale,
- 5. RCO :** Représentation Continentale de l'ORASSU,
- 6. PDG :** La Présidence de Départements Généraux ou présidence mondiale de l'ordre.

VII. Gouvernance de l'ORASSU

a. Hiérarchisation des fonctions dans les six départements généraux de l'ordre

DEPARTEMENT	ENTITE	RESPONSABLE	ORGANE DELIBERANT
ANTENNE	UNIVERSITE PARTENAIRE	Chef d'Antenne	Conseil local de coordination
CPO	PROVINCIALE	Coordinateur Provincial	Conseil d'exécution
CN	NATIONALE	Coordinateur National	Commission de contrôle
DR	REGIONALE	Délégué régional	Conseil d'administration régional
RC	CONTINENTALE	Représentant Continental	Assemblée Général
PRESIDENCE	GLOBALE	PDG	Présidence Mondiale

VIII. Revue Eveil Congo au cœur de l'Afrique : Nos vœux les meilleurs à vous tous ! Pour la fin d'année Scientifique et Civile 2021-2022

1. Qu'est-ce que la Revue Eveil Congo ?

La Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires « Eveil Congo » est une propriété intellectuelle de la maison d'édition, de production et de publication des livres « ORASSU » : Ordre des prestataires, Chefs des travaux et Assistant(e)s des Universités. Dans l'approche inclusive, elle travaille en consortium avec les Universités de la RDC en liaison au reste du monde et facilite leurs publications. Cfr objectifs quinquennat de l'ORASSU en RDC (2020-2025). Souciés de la production d'un savoir érudit pour répondre aux défis de l'unité inter communautaires et universitaires, de la paix et celui du progrès scientifique des institutions universitaires en RDC.

La Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires « Eveil Congo » est créé comme espace virtuel et temporel pour la matérialisation et la conservation des données issues des réflexions savantes, des recherches fouillées dans divers domaines de la vie. Reconnue sous l'enregistrement du **Certificat International Barcodes Networks (IBN) au numéro 0725765185587-RDC-1137** via les éditions congolaises ORASSU agréées par le **Ministère de Culture, Art et Patrimoine par l'arrêté numéro 224/MCAP/SG.CAP/DAL/096/2022/Kinshasa /RDC**. La Revue Eveil Congo compte un personnel actif et qualifié dans le traitement de données scientifiques à temps réel.

2. Réalisations

Depuis le début de l'exercice d'écriture pour cette année Scientifique 2021-2022, la Revue Eveil Congo a réalisé grâce à son personnel qualifié et ses partenaires fidèles, un travail de 1000(mille pages). Soit 250 pages par trimestre. Formant ainsi quatre publications trimestrielles par le biais de l'ORASSCOPIE, la copie trimestrielle des données scientifiques et philosophiques depuis la RDCongo vers l'Afrique et le Monde en raison de 250 pages par copie(numéro). Grace au respect strict de nos différents calendriers de travail, à la communication efficace et à la coopération avec nos partenaires, nous y sommes parvenus.

Pour ce travail de titan, rester indifférent, serait une offense contre la science et l'envol d'une nouvelle considération mondiale tournée vers les potentielles géostratégiques planétaires dont la RDCongo constitue la pièce maîtresse. D'où la pertinence d'une production scientifique et philosophique post-moderne en RDCongo pour préparer une classe politique et scientifique capables de s'engager dans ces échanges d'envergure mondiale et de permettre à la RDCongo d'entrer dans cette dynamique commerciale pas à la manière des «Esclaves en face de leurs Maîtres » comme ce fut le cas de la colonisation d'avant 1960, mais plutôt, que chaque congolais se sente Maître chez soi, respectable et respectueux disposé à mieux discuter à la même table de négociation du marché qu'offre la RDCongo au monde.

Publier à la Revue Eveil Congo par conséquent, c'est proposer des démarches et pistes de solutions sur le « comment, méthodes et techniques » d'entrer et faire entrer toute la population congolaise saine et sauve dans cette nouvelle dynamique commerciale mondiale. La Revue Eveil Congo réalisera toujours et partout la

promotion des solutions que des problèmes pour poser des jalons à la construction d'un Congo Nouveau, éveillé, fort et prospère dans une Afrique déchainée. La Revue Eveil Congo s'engagera à barrer la route à tout individu ou groupe d'individu qui voudrait prendre le peuple congolais en otage ou qui use de moyens mal sein pour voler clandestinement les ressources de notre pays en usage de fraude, de force physique ou militaire. Nous nous opposerons radicalement à toute personne mal intentionnée qui ne voudra pas coopérer avec le peuple congolais par mépris ou accoutumance et préjugés que « le Congolais est toujours le même ».

Nous n'accepterons pas n'importe quelle type de corruption mentale, spirituelle ou financière qui déshonore notre lutte scientifique, patriotique et souveraine, bref pluridisciplinaire qu'importe sa source de provenance. Toutes ces antivaleurs qui ont retardé notre pays sont efficacement combattu par la plume consciente. C'est par un engagement personnel et collectif, sincère et honnête dans la mise au travail sérieuse et déterminante que nous y parviendrons car c'est une lutte commune à tous congolais(e) conscient(e).

3. Remerciements

Notre remerciement s'adresse à l'Etre Suprême, Donateur du souffle de vie et de la capacité rationnelle à chaque existant. Nos remerciements également s'adressent à chacun de vous pour ce que vous êtes de particulier et de sincère favorable au progrès de la Revue Eveil Congo par vos messages d'encouragement, des corrections et de coopération fraternelle et surtout pour votre contribution financière facilitant la lecture, la censure et la publication de vos articles poussent la Revue Eveil Congo d'aller de l'avant.

La Revue Eveil Congo adresse ses remerciements distingués :

Au Président du Conseil d'Administration de l'Université Baptiste du Congo le Dr. MUHINDO KWABO André, au Père KAMBALE MATHE SAC excellent chercheur à la Revue Eveil Congo , au Professeur BERNARD HANGI, de l'ISTM BUKAVU consultant de l'ORASSU, Au Rédacteur Central de l'ECHO DU CONGO ABA MATEMBERA, du Canada, au au Doctorant Pierre MURHULA KAHETO Recteur de l'UBC-GOMA avec tout son COGE, BWIRA Fabrice, BENJAMIN KABUKOKO, C.T. Théophile LIBA, D.C du Campus de l'UBC-SAKE, Théophile KANYABUGOYI D.C. Campus UBC-RUBAYA C.T. ABANKANIRA MUHINGISHI, D.C. Campus UBC-KITSHANGA et C.T.MINANI DAVID, DC. UBC-KATANA. Au C.T. Aimé BUTOTIMA de l'ISTM-KIROTSHE, au Promoteur Gestionnaire des C.S BETHEL 1& 2 Justin KABUMBA KARUBAMBA, au chercheur AIME BANGA, préfet au complexe scolaire Maman Sophie Himbi et KARISIMBI, au Chef de Travaux Ir. Bienvenu MUYUWA Secrétaire général académique de l'ISTPA et son équipe à la recherche : Doctorant LUMOO BIRONGO Frank, Ass2 BWEMA NDAUMA Didier, Ass2 Prince FARAJA M, Ass2 Lucien BARAKA B, Mr.BYAMUNGU LUFARANGA Diego.

Au C.T. Jean Paul CHIRHAHONGERWA de l'UNIGOM, à l'Ass2 Romuald KAIRARA, Inter-facultaire de l'UBC-GOMA, au C.T Lafontaine MAPFUMU, secrétaire Général Académique de l'UBC-GOMA, Au Maitre Innocent KAWIRA, excellent chercheur à la Revue EVEIL Congo, à l'Ass2 ISAAC KAANYOLA, de l'ISP KALEHE, au C.T. RAFIKI BIGIRINEZA, D.G de l'ISTC-GOMA, au Maitre l'Ass2 ARNOLD HABAMUNGU, à l'Ass2 Justin KIKUMI, de l'ISAV MUSHWSHWE, à l'Ass2 DONATIEN BASHIZI, de l'ISRD-GOMA, au C.T. LEONARD BWIKANYE, de l'UEDA,

au C.T. LUCKSON NIBAMWE, de l'UEDA, à l'Ass2 AHADI Hussein, de l'ISRD-GL, au Docteur ARMANDO HARVEN HIPPOLYTE, directeur de publication de l'ORASSU, au Docteur ETSHUMBA YOHALI ZIZINE, excellente chercheuse à la Revue Eveil Congo et sa compagne, C.T. Jean Paul BAKIKULA de l'ISESOD, Ass2 PROSPER, de l'ISESOD et INNONCENT ; à l'Ass1 RWEGO MUHIGO Jean Bosco de l'ORASSU.

Pour avoir accepté de coopérer avec la Revue Eveil Congo dans la promotion des valeurs Scientifiques au Nord Kivu, en RD Congo en particulier, en Afrique et au monde en général. A vous tous qui nous lisez à travers nos différentes publications, recevez en ce message de vœux, l'expression de nos vives remerciements.

4. Objectif global de la Revue Eveil Congo

La Revue Eveil Congo a pour objectif de devenir un espace de ressourcement scientifique et philosophique aux différents acteurs et chercheurs d'universités, l'expression de sa détermination à former des génies créateurs de transformation et de production d'un savoir holistique et thérapeutique aux vrais enjeux du moment dans l'arrimage du système LMD. Grâce à l'ORASSCOPIE, la copie trimestrielle des données scientifiques et philosophiques du XXIème siècle depuis la RD Congo vers l'Afrique et le monde.

5. Objectifs spécifiques

Réveiller l'homme congolais de son sommeil dogmatique et de booster son pouvoir d'estime de soi pour assumer son humanité et se prendre en charge par la défense de sa propre intégrité scientifique et patriotique.

Accompagner les ministères de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur et universitaire de la RD Congo dans la promotion et la valorisation des recherches et chercheurs congolais et des leurs œuvres d'esprits (articles et livres),

Conserver et valoriser l'héritage socio-culturel congolais parmi les pays d'Afrique de Grand Lac et rétablir la bonne réputation scientifique de la RD Congo sur l'échiquier international,

Créer des partenariats gagnant-gagnant entre les institutions universitaires nationales, internationales et humanitaires pour accompagner la jeunesse élite congolaise au niveau supérieur par des bourses dans les 26 provinces de la RD Congo,

Elaborer des plans stratégiques pour gérer, résoudre et transformer autrement les conflits présents dans les communautés et institutions universitaires de la RD Congo.

Disponibiliser des moyens techniques et logistiques aux chercheurs d'universités congolaises pour rédiger et publier leurs recherches sans beaucoup de peines en RD Congo grâce à la promotion de l'interculturalité et le respect de droit d'auteur dans les domaines diversifiés,

Faire de la Revue Eveil Congo l'une des sources fiables de production d'un savoir holistique pour nourrir le système LMD en RD Congo grâce au Centre des Recherches pluridisciplinaires pour le renforcement de capacité du leadership dans la région de Grand Lac CERCLESGL,

Promouvoir la femme à la lecture et l'écriture, celle de la région de Grand Lac et de l'Est du Congo en particulier à travers le Centre des Recherches Pluridisciplinaires pour le Renforcement de capacité du leadership dans le Grand lac CERCLESGL,

Unifier les chercheurs pour conjuguer ensemble les efforts dans la production d'un savoir visant le développement intégral de la population de l'Est de la RD Congo et du Grand Lac,

Octroyer des bourses aux meilleurs chercheurs pour approfondir les recherches dans les domaines comme :

- L'exploitation du gaz méthane du lac Kivu à l'Est de la RD Congo,
- Connaissance sur les mouvements des volcans des pays des grands Lac,
- Spécialisation sur la gestion, la résolution et la transformation des conflits fonciers pour la paix et la stabilité à l'Est de la RDC,
- Spécialisation dans les minerais rares de l'Est de la RD Congo,
- Spécialisation sur la conservation du patrimoine mondial de parc de Virunga et de la Gorille de montagne,
- Spécialisation sur la gestion d'un laboratoire scientifique pour l'Est de la RD Congo,
- Spécialisation sur la gestion des eaux et des espaces verts, forêts de l'Est de la RD CONGO,
- Spécialisation sur les limites frontalières des pays de Grands Lac et de la RD Congo,
- Spécialisation sur le dynamisme politique et les problèmes réels du peuple congolais, etc.

- Organiser des conférences débats autour des questions sur les thèmes pluridisciplinaires avec nos partenaires.

6. Ligne maitresse de la Revue Eveil Congo

Comme à chaque œuvre correspond une histoire, la Revue Eveil Congo porte aussi à son sein une histoire sacrée. Elle a vu le jour grâce à l'initiative soignée d'amour de la lecture et de l'écriture de ses Animateurs. Parmi eux, C.T. MUTAYONGWA KARUBAMBA John-Modest, étant le Rédacteur en Chef, sert la communauté de la RDC à travers l'enseignement universitaire, l'éveil de la conscience et du développement personnel des étudiant(e)s. Chemin faisant, avec d'autres chercheurs, produisent des écrits qui éveillent la jeunesse et les appellent à une prise de responsabilité au sein de la communauté. Cela dans le but de purifier la motivation de cette dernière à participer, à s'engager et à servir dans la transparence et l'honnêteté pour la bonne gestion de la chose publique.

D'après une étude faite par l'UN HABITANT démontre qu'en dépit d'être un pays potentiellement riche en ressources naturelles, la RDC, a une population dont la jeunesse constitue soixante-dix pourcents. Selon John-Modest, si cette jeunesse prenait conscience de cette position géostratégique qu'occupe la RDC par rapport aux autres pays d'Afrique et du monde, le Congo allait se développer. Par conséquent, Il y a urgence et pertinence que nous puissions nous unir autour de la matière grise, d'intelligence afin d'inventer des plans stratégiques propres à nous, adaptés à la RDC. Ensuite, les proposer au gouvernement central pour hisser notre pays sur tout le plan en vue de l'émergence et de la croissance économique en RD Congo.

Concrètement, le reste des pays africains en particulier et ceux du monde entier en général ont besoin de nos ressources minières, (or, coltan, cuivre, zinc, diamant, etc.) ; ils ont besoin de nos énergies renouvelables, (nos sources d'eaux, nos forêts, etc.) compte tenu de tout ce qui précède, l'éveil des Congolais s'avère indispensable pour leur proposer un marché de solution durable aux économiques du moment.

Pour y parvenir, la RDC devrait déclarer la cessation immédiate des groupes armés dans sa partie orientale, Nord, Sud Kivu et Maniema afin de promouvoir l'agriculture maraichère, des maniocs, de pommes de terre, des patates douces et des haricots sur ses vastes étendues arables ; dans le but d'éradiquer la famine en RDC et partout dans les pays pauvres d'Afrique et d'ailleurs. Le désenclavement de la RDC par des routes allant du Nord vers le sud en passant par sa capitale Kinshasa et de l'Ouest vers l'Est pour déboucher vers un marché commun qui doit se situer au niveau du Congo Central. Quant à l'asphaltage des routes de dessertes agricoles par territoire, que chaque Administrateur s'engage et mobilise la jeunesse comme la main d'œuvre en guise d'asphalter ces routes avec l'appui du gouvernement central. Militer pour la protection de la biodiversité dans la régulation climatique mondiale du crédit carbone. Ici la protection de l'environnement demeure prioritaire et nécessite une attention particulière du monde et de prime de crédit carbone à la RDCongo pour sa conservation de la nature.

A cela s'ajoute la recherche de qualité dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire en RDC par un engagement responsables des acteurs dans l'enseignement par le respect profond du programme national, de charge horaire et des évaluations sans complaisance. Voilà en quelque sorte, la posture que devrait tenir la RDC afin de sortir gagnant en face de l'Afrique et du monde qui tournent déjà son regard vers la RD Congo comme « pays solution et enjeux stratégique mondiale».

Tout compte fait, chacun doit déjà commencer par un engagement personnel dans son secteur vital pour stabiliser, travailler et transformer son environnement. En produisant cet écrit, la Revue Eveil Congo pose des jalons pour constituer la fondation à cet éveil du Congo. L'économie doit être intravertie pour former des murailles de développement et la politique doit éviter de contradiction et la multiplicité des idéologies de partis politiques qui fragilisent le toit de notre maison commune la RD Congo. La politique comprise comme la charpente de toute la nation doit opter pour deux tendances politiques : soit républicaine, soit démocratique. Chaque parti politique devrait se ranger sur l'une ou l'autre position selon ses objectifs visés. Grâce à cette stratégie, la RDC aura des politiciens qui défendent la patrie et non des occasionalistes. C'est à cela que la politique réussira à résoudre de façon régulière et apte les problèmes spécifiquement congolais. Nous pourrions alors postuler le principe selon lequel : « **aux problèmes congolais, des solutions congolaises.** »

7. La Revue Eveil Congo aux Responsabilités partagées

Partant de son riche parcours et de ses expériences, la Revue Eveil Congo a placé confiance dans la personne du C.T. MUTAYONGWA KARUBAMBA John-Modest pour assumer la responsabilité de Rédacteur en Chef à cette Revue Eveil Congo. Au vu du bon rendement de son travail, la Revue Eveil Congo s'est donnée la permission de savoir le cursus de ce vaillant jeune patriote et courageux C.T John-Modest. Le comité ad-hoque, a présenté des informations ci-dessous à la Revue Eveil Congo après des enquêtes : En 2011 après l'obtention de son diplôme d'état en pédagogie générale, John-Modest va se décider d'aller poursuivre la formation sacerdotale au Grand Séminaire de la Congrégation des Pères Missionnaires Pallottins de l'Italie présente dans la Région Sainte famille, Congo, Rwanda, Belgique qu'il ne cesse de remercier pour l'avoir bien instruit dans la morale chrétienne, la discipline religieuse et scientifique de qualité durant huit ans. Pendant son parcours scientifique et professionnel, John-Modest a déjà occupé la fonction d'un Rédacteur en Chef au sein de plusieurs Revues dans la Région de Grand Lac. En 2013, il fut pour la première fois désigné Rédacteur en Chef à la Revue « TAM-TAM de l'INOB Inter Noviciat de BUTARE au Rwanda, regroupant les Novices Pallottins et ceux des autres congrégations Missionnaires.

En 2015, il fut retenu comme Rédacteur en Chef de la Revue « EMERGONS ENSEMBLE » des étudiants Séminaristes Pallottins au Grand Séminaire Monseigneur BUSIMBA BUHIMBA/GOMA. En 2018, il va se décider d'arrêter la formation sacerdotale et de poursuivre ses études universitaires dans la ville de Goma en

communication et résolution des conflits. La motivation qui l'a poussé de choisir cette filière de résolution de conflit à l'université, serait de vouloir se réconcilier avec soi-même et le monde.

En 2020, deux ans après sa sortie du Grand Séminaire, John-Modest fini son deuxième cycle avec mention distinction. Il sera maintenu comme Assistant du Premier mandat au sien de son institution Supérieur d'Environnement Solidaire et de Développement durable « ISESOD-GOMA. » En 2021, Il est sollicité par l'Université Saint Joseph de par son savoir-faire pour faciliter l'implantation de cette Université dans le Nord et Sud Kivu (Kalehe, Rutshuru et Masisi) comme Secrétaire général Académique de l'Université Saint Joseph Campus Kalehe.

8. Quand le Congo s'éveillera, c'est toute l'Afrique et le monde qui se développeront.

Dans le but de poursuivre l'éveil de conscience de la jeunesse congolaise, la Revue Eveil Congo s'est assignée une mission de devenir le grenier scientifique et prophétique congolais pour la promotion de l'héritage culturel, scientifique de l'Afrique et du monde via la République Démocratique du Congo avec le soubassement de l'affirmation du savant congolais TCHAMALENGA NTUMBA, qui dit ; je cite : « quand le Congo s'éveillera, c'est toute l'Afrique et le monde qui se développeront ». Alors que le Congo est qualifié de potentiellement riche, malheureusement la majeure partie de sa population croupie dans une vie misérable. John-Modest ne voulait plus entendre ce slogan qui pour lui devenait de plus en plus agaçant et révoltant ; pays potentiellement riche mais sa population est extrêmement pauvre.

Un contraste paradoxal a-t-il ajouter. Inscrit depuis 2021 à l'UNICAF pour sa Maitrise en Management des affaires, John-Modest est recruté par l'Université Baptiste du Congo UBC-GOMA pour une charge horaire dans des facultés de Droit, Agronomie et de Sciences infirmières. Dans la même année John-Modest est promu comme chargé des Recherches Scientifiques au sein de l'Université, une occasion pour lui de développer la Revue Eveil Congo au sien de cette Université afin de faciliter aux Enseignants chercheurs la publication de leurs recherches sans beaucoup de peine. Avec courage et dévouement, John-Modest est Rédacteur de la Revue Eveil Congo depuis 2021 pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois et préside la Maison d'Édition ORASSU pour la dissémination du savoir scientifique et thérapeutique aux maux congolais et africains.

Actuellement, élevé au rang de Chef de Travaux, depuis le début de l'année 2022, grâce à ses quatre publications successives, John-Modest est l'Appariteur Central de l'Université Batiste du Congo « UBC-GOMA. » Grace à l'équipe scientifique de renom, la Revue Eveil Congo, produit chaque trois mois un numéro scientifique appelé ORASSCOPIE, la copie trimestrielle des données scientifique et philosophique du XXIème siècle depuis la RDC vers l'Afrique et le Monde avec la vision prophétique, émancipatrice et phénoménologique, la Revue Eveil Congo de la Maison d'Édition ORASSU travaille en partenariat avec toutes les universités de la RDCongo et veut doter au nouveau système LMD un contenu qui tient compte des réalités congolaises et africaines dans son ensemble.

9. Invitation finale

En cette occasion de clôture de fin d'année Scientifique et civile 2021-2022, La Revue Eveil Congo, invite tous les chercheurs à faire de neuf par leur lectures et expériences scientifiques et professionnelles pour éviter le mimétisme tragique de l'occident et à venir publier leurs travaux de fin de cycle de licence et de Maîtrise au sein de la Revue Eveil Congo car, la notion de la pluridisciplinarité est liée à la diversité de recherches et des disciplines pour un but commun ; atteindre la vérité dans les sciences en vue de bâtir une société congolaise plus juste et fraternelle de paix. Grace à la Revue Eveil Congo, notre lutte sera effective ; produire pour la conservation du mémoire individuel et collectif, la valorisation de l'héritage géopolitique et socio-culturel de la population, l'enrichissement du nouveau système LMD en RDCongo par un contenu adapté au contexte congolais et le dépassement des toutes contraintes et obstacles à l'émergence de la RD Congo, de l'Afrique et du monde l'expression de notre détermination pluridisciplinaire.

10. Perspective d'avenir

Promouvoir la lecture et l'écriture aux femmes et hommes chercheurs qui n'avaient pas jusque-là un espace qui répond à leur besoin de production scientifique. Faire de la Revue Eveil Congo la solution pour l'encadrement de la jeunesse à l'écriture de leur propre histoire et celle de leur communauté et le propager dans toutes les bibliothèques de la RDCongo.

11. Devenir partenaire de la Revue Eveil Congo

La *Revue Eveil Congo* a besoin des personnes disponibles qui mettent leurs énergies ensemble pour atteindre les objectifs assignés. La production d'un savoir érudit dans une recherche savante pluridisciplinaire pour la promotion de l'unité, la paix, la lumière et le progrès scientifique en RD Congo, en Afrique en particulier et au monde en général. Ci-dessous la ligne directrice pour la gestion de la Revue dans une institution supérieure et universitaire :

a. A la caissier(e) et Comptable de la Revue

Art1 : S'engage à réceptionner l'argent de publication des articles et le déposer au *compte Equity Bank* de la Revue Eveil Congo n° **288 200 022 243 376** après l'avoir réceptionné et écrit un reçu de perception pour éviter des éventuelles pertes d'argent du client.

Art2 : Après la réception du client, il (elle) enregistre à la fois son identité et le montant amené sur la souche et le reçu dans son carnet de perception. Il (elle) garde soigneusement la souche et donne au client le reçu et une photocopie du contrat de publication signée.

Art3 : L'argent lui confié est une propriété financière de la Revue Eveil Congo. Par conséquent, il (elle) pas droit de l'utiliser pour une autre fin quelconque sans l'autorisation du Rédacteur en chef de la Revue qui engage les dépenses à la Revue.

Art4 : L'avantage qui s'attache à son service de caisse se fixe provisoirement à 10 dollars par article.

Art5 : Toute modification, rature ou surcharge du reçu sans justification convaincante de la perception rendent sans valeur ce reçu.

Art6 : En cas de perte ou détournement de fond, argent ou d'un bien me confié, je suis responsable et je peux répondre devant la justice conformément à la loi en matière de gestion financière de la Revue Eveil Congo.

Pour le département de finance de la Revue

Nom & signature.....

b. Au client(e) qui veut publier un ou plusieurs articles ou un mémoire

Art7 : La Revue Eveil Congo est déterminée à vous offrir un service de qualité dans la publication de votre article et mémoire. Pour cela, nous vous exhortons à la vulgarisation de la Revue Eveil Congo dans votre Institution.

Art8 : L'article apporté à la Revue Eveil Congo, vous ouvre une opportunité de partenariat à bénéficier de nos services vous donne le droit de devenir membre de l' ORASSU.

Art9 : Grâce, à votre publication dans la Revue Eveil Congo, vous avez droit à une copie du livre de la Revue dans lequel vous avez publié, un polo et une carte de membre de la Revue à un prix très abordable.

Art10 : Après remise de votre article, la Revue Eveil Congo le soumet au lecteur de son domaine. Après lecture, la Revue Eveil Congo vous demande d'intégrer les corrections des fautes d'orthographe, du style et de suggestions détectées par les lecteurs et si urgence il y a, la Revue Eveil Congo vous demande l'autorisation de les intégrer.

Pour le département de publication de la Revue

Nom & signature.....

c. Au lecteur membre de la Revue

Art11 : La Revue Eveil Congo sollicite votre attention dans la lecture des articles vous confiés et vous exhortons à la vulgarisation de la Revue Eveil Congo dans votre Institution.

Art12 : L'avantage qui s'attache à votre lecture se fixe provisoirement à 10 dollars par article.

Art13 : vous recevrez de la Revue Eveil Congo un contenu sans identité de l'auteur pour éviter des éventuels sentiments dans la lecture et correction de l'article.

Art14 : Après votre lecture, vous retournerez soigneusement la même copie qui inclue les corrections des fautes d'orthographe, style et suggestions à la Rédaction de la Revue Eveil Congo dans un délai d'une à deux semaines.

Art15 : La modification, l'orientation et la censure de l'article reviennent à la Rédaction de la Revue Eveil Congo après entretient avec l'auteur principal de l'article.

Art 16 : Les articles vous confiés sont une propriété intellectuelle de la Revue Eveil Congo. Par conséquent, vous n'avez que le droit de les lire et les corriger et non pas les publier ni les utiliser pour une autre finalité quelconque que la lecture et la correction.

Art17 : En cas de perte ou détournement du fichier, manuscrit ou de soupçon de plagiat de l'article vous confié, vous êtes responsable et vous devez répondre devant la Rédaction Centrale de la Revue Eveil Congo ou devant la justice, conformément à la loi sur la propriété intellectuelle et le droit d'auteur.

Sceau et signature.

**Chap. VII. RESCESSION DE NOS TROIS OUVRAGES
ORASSCOPIE I,II, & III
Par C.T. John-Modest**

Résumé

Dans la perspective de production holistique des réponses aux enjeux du moment, ORASSU à travers sa copie trimestrielle des données scientifiques et philosophiques du XXI^{ième} siècle depuis la RDC vers l'Afrique et le monde, ORASSCOPIE, des chercheurs des domaines pluridisciplinaires se mettent sérieusement au travail pour la dissémination trimestrielle comme résultat de leur recherche. Dans cet article, il va s'agir d'un passage en revue des trois lignes éditoriales déjà passées en guise de donner au lecteur un aperçu général sur les trois productions intérieures de l'ORASSU.

1. Ligne éditoriale ORASSCOPIE I : LA RD CONGO FAIT LE BONHEUR DU MONDE ENTIER, A L'EXCEPTION DE L'HOMME CONGOLAIS (Justin K.K).

« Eveil Congo » est une Revue Savante Pluridisciplinaire pour la promotion de l'unité, de Paix, de lumière et de progrès scientifique, économique et socio-politique dans la Région de Grand Lac en particulier et l'Afrique en Générale. Elle est une expression d'une pensée érudite des chercheurs passionnés pour le changement socio-politique et économique en Afrique et spécialement en RD Congo qui traversent jusqu'ici une crise souvent inédite. Notre problématique c'est de savoir à quand l'Eveil de l'Afrique et du Congo ? Quant-est-ce que l'homme congolais prendra conscience et comprendra qu'il est dans

un monde compétitif et de production ? Un monde de relation « gagnant-gagnant.» La RD Congo fait le bonheur du monde entier, à l'exception de l'homme congolais. S'est t'exclamé un Expert en développement communautaire et psychologie approfondie (psychanalyse) coordinateur de l'ONG CAPED et chercheur passionné de la revue « Eveil Congo » Justin KABUMBA KARUBAMBA. Assis sur des minerais, l'homme congolais souffre encore de manque des routes des dessertes agricoles, nos terres fertiles ne sont plus exploitées. La guerre nous imposée occasionne l'exploitation illicite de nos minerais. Le jour comme la nuit, nous sommes sans sécurité à la maison comme au travail ; en vacances ou en promenade. A force de manque d'emploi et de chômage, l'homme congolais est devenu un loup pour un autre congolais avec la pratique de kidnapping et de l'enlèvement à travers la RD Congo. On dirait à la naissance, on est déjà vieux pour mourir.

Exposer à toute sorte de danger de mort et de la famine ou par un taux élevé de la mal nutrition chez les enfants déplacées de guerre. Les camps de réfugiés à Beni, Oicha, Mabalako, Rutshuru, Masisi dans le Nord-Kivu et une grande partie du Sud-Kivu sont victimes des conséquences de cette guerre. Le sang de nos compatriotes crie vengeance. Que dirons-nous devant nos petits fils lorsqu'ils nous demanderont : « père, où étais-tu quand l'on tuer les gens à Beni ? Quand les déplacés mourraient de faim dans des cabanes ? Quand nos vaillants militaires congolais étaient sacrifiés au front à cause de la corruption ? Qu'avez-vous fait en face de ces drames ? Quand on viole nos mères le long de la journée sans secours ni aide du ciel.» Que ce que tu répondras ?

La riche de la RD Congo ne devrait pas être un alibi

pour massacrer sa population. Au contraire, le peuple congolais nécessite un encadrement vraiment spécial à l'égard du monde entier. Car nos potentiels sont au service du monde entier. « Qui n'utilise pas le smartphone aujourd'hui ? Qui ne rêve pas rouler dans une voiture électronique ? Quelle femme qui n'aime pas porter des beaux bijoux ? » S'était-il exprimé le prix Nobel Denis MUKWEGE lors de son discours en Amérique. Mais malheureusement, toutes ces belles choses sont fabriquées au prix du sang du paisible citoyen congolais. Du début à la fin de la chaîne de production et de la consommation, cet homme congolais ne profite que de miette ou soit rien.

A qui revient la responsabilité de ce qui nous arrive ? La grande partie de nos journées, nous la passons dans des cantiques de jérémiades et de lamentation. On dirait quelqu'un est venu et nous a ravis ce que nous devrions posséder. Et si tel serait le cas, où sommes-nous quand on spolie nos terres fertiles ? Quand on viole nos mères et filles à l'âge scolaire ? Quand on exploite illicitement nos minerais ? Quelque part ne sommes – nous pas complices de notre malheur ? Ne sommes – nous pas animé d'un esprit masochiste ? Une attitude de trouver plaisir dans la souffrance de l'autre ?

La politique, qu'avez-vous fait pour changer ou espérer au changement de ce cycle infernal de misère et de la souffrance de vos compatriotes ? Où est notre patriotisme ? Ou bien nous avons perdu la tête. Nulle part dans l'histoire des civilisations où un peuple s'est combattu pour la victoire d'un autre peuple. Mais ce qui se passe en RD Congo m'étonne. D'où avez-vous tiré l'esprit mercenaire ? Jusqu'au point de permettre l'entrée

des militaires Ougandais envahir notre sol. Avez-vous pris le temps de réfléchir vraiment ?

Il y a de cela vingt ans jour pour jour la RD Congo héberge l'une des plus grandes missions onusiennes « MONUSCO » mais la situation est restée la même. Qui autre peut avoir un amour profond à notre pays hormis nous-mêmes ? Ou bien, à cause de quel extrême amour à l'homme congolais qu'un pakistanais, un américain ou un ougandais, rwandais peut aller au front et chasser l'ennemi congolais ? Chers fameux et mercenaires politiciens congolais, quelle est votre priorité pour ce pays ?

« Plus on a un grand nombre de députés, des ministres et des sénateurs au pays, plus la constitution est violée, la corruption encouragée, le détournement impuni et le poste d'emploi monnayé. Plus on a des docteurs en politique, avec des titre honoris causa, plus la bonne gouvernance n'est pas au rendez-vous. Un grand nombre de médecins au pays mais le taux de mortalité augmente. Plus on a des professeurs d'universités, plus notre système éducatif est mis en doute et nécessite un recours au système français LMD. Plus il y a des ingénieures en construction, plus nos maisons s'écroulent à petit tremblement, plus nos routes sont en état de délabrement ; plus nos caniveaux sont très mal construits jusqu'au point où les eaux débordent dans la route et cause d'embouteillage et des accidents. Plus on a des électriciens, plus nos ampoules n'ont pas toujours du courant et nos factures ESNL affluent nos maisons de manière forfaitaire.

Au Congo 40% de la population célèbre quand il y a du courant dans les ampoules et 50% n'en connaît

presque pas c'est quoi le courant, comment ça fonctionne. Alors que nous disposons des grandes chutes et barrages qui alimentent des pays voisins. Voir projet Inga I & II, et des rivières des hauts débuts d'eaux. Mais qui ose donner sourire à mon peuple ? Personne. Quand il y a un projet à exécuter le premier réflexe c'est de « manger le projet au lieu de manger sur le projet. » (Justin K.k). Plus on a des généraux FARDC et PNC promis, plus il y a création des groupes armés. Plus le pays est doté en nouvelle munition et armement lourde, plus l'insécurité devient grandissante et vous allez le remarquer, plus nous avons une organisation internationale ONG à chaque kilomètre, plus le taux de chômage augmente. »

Mon peuple souffre à cause manque de prise de conscience individuelle et collective, d'autre part à cause de la conscience émoussée de ses dirigeants qui au lieu de promouvoir des valeurs, mettent au-devant la culture de la bière et de manger. (Mageocratie) facilement un dirigeant peut aller à un hôtel dans une nuit et y consomme plus de 30 mille dollars au moment où le bas peuple à son côté souffre de faim aigue et manque comment faite le nouvel an. Marqués par une incapacité de se concentrer aux vrais enjeux du problème de l'homme congolais.

D'où Chers compatriotes, « Eveillons-nous ». Si nous ne luttons pas ensemble comme des frères, nous allons périr ensemble comme des idiots » (M.L.King). Luttons ensemble pour le changement politique et mentale de notre communauté congolaise à l'instar de la Coalition des Congolais pour la Transition (CCT) de son excellence Emery KALWIRA président mondial et candidat président de la RD Congo pour d'alternance et la démocratie ; dans

une prise de conscience et de l'Eveil collectif. Nous courons le risque d'être un peuple sacrifié au profit des intérêts égoïstes et mesquins de nos dirigeants si nous ne prenons pas notre propre destinée entre nos mains. C'est clair au vu et au su de tous qu'ils sont prêts à nous sacrifier à cause de pacotille et de vendre ce précieux héritage qui est la RD Congo car ils ont craché sur les mémoires de nos grands héros. A l'instar du colonel Mamadou NDALA MOUSTAFFA tombé sur les champs de bataille, du colonel BAUMA, de Laurent Désiré et de Lumumba ; tous mort pour la cause noble disons haut et fort comme eux : « ne jamais trahir le Congo ». A la place de guerre à l'Est du pays nous voulons la paix et les échanges socioéconomiques entre nos pays voisins le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et le Burundi. Il est vrai que la RD Congo est possesseur de grandes étendues de forêts considérées comme le réservoir mondial.

Cependant l'homme congolais ne jouit pas toujours du tourisme, car nos parcs sont enclavés et nos provinces isolées les unes des autres à cause des routes en mauvais états, soit inexistantes. Le comble c'est que l'ennemi du hier est devenu l'architecte et bâtisseur des routes en RD Congo, l'Ouganda qui nous a longtemps déstabilisé et agressé à travers l'ADF, est sur le sol congolais pour l'asphaltage des routes congolaise alors qu'il a une mission cachée d'exploiter nos minerais de l'Est. Encore une fois, la question se pose : quelle serait la priorité des dirigeants politico-administratifs en RD Congo ?

Voulez-vous nous déstabiliser, nous faire tuer et nous diviser pour mieux régner ? Et si tous nous mourrions, qui allez-vous diriger encore ? Au lieu de nous-entre tuer, pratiquons un tourisme transfrontalier qui

favorise des visites régulières aux tours du Grand Virunga. Avec la présence des lacs, des rivières et d'un puissant fleuve en RD Congo, exploitons ce gaz méthane pour produire du courant et de gaz pour la cuisson de nos aliments. Donnons-nous la paix et l'homme congolais vous accueillera avec joie.

A l'homme congolais de savoir que l'heure de nous mettre au travail a sonné. Il n'est plus question des ajournements. Nous avons souvent subi notre destin, il est temps de choisir de bâtir notre destinée par une alternance politique et démocratique en votant utile. Nous devons abandonner la vente de nos voix au prix de t-shirts ou du riz. Avec dix-huit ans de règne de Joseph KABILA associés aux trois ans de l'actuel président Félix Antoine TSHILOMBO, nous avons déjà compris qu'est signifié vendre sa voix.

Soyons vigilants. Pour atteindre notre émergence, nous avons besoin de bâtir sur un patriotisme radical et d'une fraternité de proximité dans la stricte observance de ne jamais trahir la RD Congo. Que l'amour du prochain nous pousse à ne pas sacrifier nos compatriotes à cause de la fortune. Riches, nous les sommes, mais la tâche est certes immense, les défis à relever innombrables pas à la tension du défaitisme ou de la paraisse intellectuelle.

Nous saluons en passant les efforts de l'Université Baptiste du Congo « UBC-GOMA » en sigle qui offre à la Revue un espace de choix pour le déroulement des activités et nous invitons d'autres Universités de la RD Congo et celles de l'étranger à faire confiance à la Revue « Eveil Congo » comme l'Alma mater de la promotion du savoir érudit et des recherches scientifiques dans notre pays.

Au moment où les communs de mortels se tapent des bières et des viandes grillées communément appelées

« nyamachoma » dans des parasols le long de la route, par ailleurs, la crème intellectuelle est invitée à une concentration intellectuelle musculeuse pour remonter le pays de son engouffrement sociopolitique et économique du moment. Je n'ose croire que notre salut viendra de la chine ou des états multinationaux comme nous le fait croire la classe politique régnante ; nullement pas. Pourtant, la RD Congo comme jadis, est renommée pays à scandale géologique. Cependant, 90% de la population ne jouit pas de la fortune du pays. La faute n'est ni au 10% qui ne le bénéficie ni aux multinationaux.

Notre histoire comme un peuple digne et fort, ne doit plus être écrite par des tiers. Accepter que les autres puissent écrire notre histoire, c'est nous exposer au danger de tomber non seulement dans les mêmes erreurs du passé colonial mais aussi dans des pensées par procuration, des mimétisme tragique, il y a plus affirmation de l'être en tant qu'être car nos mots font partis de nous plus que nos nerfs dit-on.

~~Non à la crise identitaire, à l'Afrique de mépris et des faiblesses ; d'esclavage et de merdes (illusion des multi nationalistes sur l'Afrique).~~ Oui au rendez-vous du donner et du recevoir (L.S.Senghor), oui à l'inter subjectivité, et inter complémentarité (M. Buber et J.P.Sartre) oui, à l'Afrique de force et de puissance, de production et d'innovations ; une Afrique de paix et de liberté. Oui, à « une autre Afrique possible » prophétisée par le Professeur Kāmana¹⁷⁸. C'est le moment de marcher debout, dans une Afrique de dignité, de fierté et de progrès. Une Afrique à construire grâce à notre unité dans la diversité.

En vérité, les filles et fils africains, doivent accepter avec force que le développement durable de l'Afrique doit émaner d'un abandon total de « sentiers -battus¹⁷⁹ ». Mais

¹⁷⁸ D'heureuse mémoire.

¹⁷⁹ Expression du Professeur Kāmana d'heureuse mémoire. Pendant son enseignement aux Jeunes de l'Université Alternative de Pole Institute. Les

comment y parvenir ? C'est par la démission aux antivaleurs prônés jusque-là par certains gouvernements en Afrique qui sans pitié ni aux générations présentes ni à celles du futur, installent de système machiavélique pour se pérenniser au pouvoir. D'autres vont jusqu'à faire de la corruption, du détournement du denier publique et de l'impunité des malfaiteurs, la monnaie courante dans la gestion du « res publica².»

Face à toutes ces antivaleurs, la crème intellectuelle n'aura point de repos avant qu'elle n'éclaircisse l'opinion sur le modus operandi et le modus vivendi de la société. Comme des éclaireurs de la société, nous devons apporter notre pierre à l'édifice à travers nos écrits afin de changer la mentalité et donner une nouvelle orientation rationnelle à nos institutions. Raison pour laquelle, la Revue « Eveil Congo » se lance dans la recherche sur des thèmes multisectoriels et pluridisciplinaires pour apporter une lumière sur le Droit, la Politique ; Théologie ; philosophie ; Développement ; Psychologie et science de l'éducation ; Agronomie ; Science infirmière et santé publique ; Economie, et des sujets traitants de la vie sociale, etc.

Travaillons et gardons l'espérance qui peut nous mobiliser en vue d'affronter notre pénible présent et envisager l'avenir de notre pays. Avec optimisme, Réalisme, lucidité et Responsabilité unissons-nous en un seul homme dans l'espoir d'un lendemain meilleur. Celui qui espère vit Différemment une vie Nouvelle lui a déjà été donnée. L'Eveil du Congo c'est maintenant.

jeunes dit-il, doivent abandonner la paresse physique et mentale. ² La chose publique.

2. Ligne éditoriale ORASSCOPIE II : DE LA PHILOSOPHIE DU POSSIBLE POUR UN DEVELOPPEMENT EN RDC : REGARD CRITIQUE SUR LA GESTION DU TEMPS A LA CONGOLAISE

Bienvenu dans l'Ordre des Prestataires chefs de travaux et assistant(e)s des universités ORASSU à travers sa Revue Savante des recherches pluridisciplinaires Eveil Congo à son deuxième numéro (Orasscopie¹⁸⁰ II), une œuvre immense de caractéristique savante et holistique résultat de plusieurs efforts. Une revue au cœur d'Afrique. D'abord par des éminents chercheurs de domaines diversifiés, en suite au comité de rédaction Eveil Congo sagement constitué, en fin à vous tous qui donnez de votre temps et moyens pour écrire et produire des œuvres d'esprit servant à la transformation de la RD Congo, de l'Afrique et du monde en générale. Nous sommes déterminés à devenir la base arrière scientifique et la source fiable d'un nouveau système de restauration de cette nation. Vous y êtes conviés tous sans aucune distinction de race ou d'appartenance tribale ou ethnique. Vous êtes libres de produire des œuvres savantes et émancipatrices qui concourent au salut de cette nation. De quelle condition et vie sociale que vous soyez, la Revue est là pour vous !

En cette occasion du 30 juin 2022, totalisant jours pour jours 62 ans d'indépendance de la République démocratique du Congo, nous avons voulu qu'elle soit célébrée par les chercheurs de l'ORASSU¹⁸¹ comme journée de réflexion qui demande notre implication directe pour un processus du changement. Nous engager avec la jeunesse à penser les mécanismes efficaces locaux

¹⁸⁰ Copie inamovible des données scientifiques et philosophiques du XXIème siècle depuis la RD Congo vers l'Afrique et le monde.

¹⁸¹ Ordre des Prestataires, Chefs de Travaux et Assistant(e)s des Universités.

réalistes, applicables et adaptés aux enjeux du moment pour que règne la paix en nous et autour de nous. Lumumba a fait sa part, Kabila Mzee, Mamadou Mustafa, colonel Bauuma, etc.¹⁸². Et nous, la génération montante, l'homme de demain, l'espoir pour l'avenir du Congo, de l'Afrique et du monde ; qu'avons-nous fait : quand la haine a emporté sur le pardon ? Quand le tribalisme absorbe l'humanisme ? Quand le peuple est tué sans défense ? Et maintenant que l'Est de la RD Congo est pris comme le camp de bataille où sommes-nous et réellement que ce que nous valons au salut de la nation et celui du monde ?

a. Quelle philosophie adaptée à l'émergence de la RD CONGO

A la rencontre des experts et éminents chercheurs au Centre National des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo à Goma dans l'Est de la RD Congo, « CNRP-ECO » en sigle, une phrase inscrite sur le fronton du centre a suscité en moi un sens critique et criticiste sur ma gestion du temps et celle de mes concitoyens congolais(e)s. Cette phrase était libellée comme suit : « *dans la vie il y a deux types des vols : le vol matériel et temporel ; le cruel voleur est le second, celui qui te vol le temps.* » Après nos études, c'est de coutume que librement nous vendions notre temps contre l'argent en embrassant le monde de l'emploi pour devenir employeur salarié, ce qui ne pas mal. Nos pères l'on fait et c'est le rythme habituel. Cependant, nous ne nous posons pas souvent la question de savoir pourquoi ils achètent notre temps ? Pourquoi nous payent-ils de l'argent en retour au temps nous consommé ?

A travers cet écrits comprenons ensemble que notre temps détermine notre pouvoir d'être, d'avoir et d'agir. Un pouvoir sans précédent. Sans lequel les entreprises ne seraient nées, les riches et les pauvres ne les

¹⁸² Et tous ces héros, vaillants soldats qui tombent entre les mains de l'envahisseur par cause de trahison et lâcheté.

deviendraient. Le temps que les savants de tous les siècles aient nommé : «l'irréversible (Aristote), la forme du changement (Héraclite), la base de l'angoisse (Kierkegaard), l'être essentiel (Heidegger, Beaufret).¹⁸³»

b. Le congolais entre chute et relèvement

Entre un passé douloureux et un présent incertain; « *agir ou périr c'est une question de choix.* » La lutte se veut au quotidien et la vie ne nous offre aucun sourire pas de cadeau ni de gâteau. Chaque jour qui s'annonce vient avec ses attentes, ses peurs et ses inquiétudes. Le quotidien de l'homme congolais n'est pas assuré pas des ressources de revenus pour une auto prise en charge. L'insécurité alimentaire et politique nous hante. La vie n'a pas de garantie et l'espérance de vie est déjà courte et incertaine car à n'importe quel moment l'on peut subir une mort brusque de coup et de balle imprévisible. Des problèmes surgissent de part et d'autre, des conflits d'intérêts sous la forme ethno tribaliste nous emballent et le peuple perd petit à petit le sens de l'altérité et du patriotisme. Les riches ne veulent pas la promotion des pauvres et les pauvres luttent pour devenir riche, c'est la guerre des opposés. Le Léviathan décrie par Thomas Hobbes dans lequel l'homme est devenu un loup pour l'homme, un escalier pour monter vers son enrichissement.

Ce qui se passe à Beni dans le Grand Nord, les attaques requérantes de M23 sur la ville de Goma en République démocratique du Congo le confirme. Quand l'on tue ses propres concitoyens, pour s'enrichir rapidement, l'on a plus d'horreur de verser le sang de l'innocent, les vaillants soldats tombent entre les mains de nos ennemis à cause de la trahison et de la corruption, l'on tire à bout portant des jeunes frères cambistes et manifestants au grand jour dans la ville de Goma, etc. Le temps n'est plus vécu avec

¹⁸³ Jacqueline Russ, *les chemins de la pensée, philosophie terminale*, nouvelle, édition, bordas, juillet 1999, P477.

honneur mais plutôt sous de crépitements des balles et du déplacement massif de la population. Que faut-il pour résoudre cette crise ? L'une de voies de sortir de cette crise ne serait-ce pas de sursoir notre raison pour réfléchir encore sur « *la valorisation de notre être congolais, ma place et celle de l'autrui dans le temps et dans l'espace ; mes capacités et mes limites ; mes compétences et celles de l'autrui* » la nouvelle prise de conscience ?

c. Pour une gestion rationnelle de son temps

Il s'observe malheureusement que l'homme congolais perd progressivement la culture du respect du temps et passe plusieurs heures devant la télévision, à suivre des beaux films classiques et des séries modernes que de terminer une heure plongé dans une lecture d'un texte scientifique, agronomique, technologique, etc. En RD Congo, le défi de la gestion du temps, se greffe dans la précarité du livre. Au moment où dans d'autres pays les informations circulent à travers des journaux, chez nous, nous n'avons jusque-là aucune magazine qui puisse couvrir le besoin de la lecture au grand public à travers nos villes. Faute de manque de ces supports d'information, le citoyen congolais est victime des préjugés selon lesquels : « *le congolais n'aime pas la lecture* », « *le congolais est paresseux* », et beaucoup d'autres maux que nous qualifions de *bavardage Caucase*. Nous ne pouvons nager contre-courant que par une gestion libre et rationnelle de notre temps à soutenir les initiatives locales de production des livres et des journaux au porté du public. La démarche amorcée jusque-là par la Revue Savante des Recherches pluridisciplinaires Eveil Congo nécessite un appui technique et logistique des personnes de bonne foi. A Cette problématique de la gestion du temps, s'ajoute une question de prise de conscience à tout un chacun : où passons-nous la grande partie de notre temps ? La réponse est multiple : les intellectuels et la classe

émergente passent leur temps aux services du bureau, et d'autres à chercher de l'emploi. Le taux de chômage élevé fait que nous ne soyons pas capables de résister devant un salaire mensuel insignifiant afin de réfléchir sur les pistes de solutions aux problèmes de notre pays. La majorité d'intellectuels sont plongés corps et âme dans l'exploitation des offres d'emploi pour accéder au monde humanitaire salarial à la quête du travail. En face de cette quête acharnée du travail, la plume scientifique s'inquiète. Pourquoi cette course derrière l'emploi qui nous vole notre temps jour et nuit ? Le rapport de viabilité d'emploi chez les jeunes dans la ville de Goma mené par ORASSU, prouve qu'un tiers de la jeunesse diplômée dans la ville de Goma passe la nuit à la belle étoile comme gardien des enclos et des entrepôts¹⁸⁴.

Ces jeunes abandonnés à leur triste sort, se débrouillent pour affronter leur quotidien difficile et gardent un espoir d'un lendemain meilleur. Par manque d'encadrement de la jeunesse congolaise, des génies et savants naissent et disparaissent à travers ville et village en RDC sans avoir donné leur point de vue et leur pensée pour des solutions durables aux problèmes de notre pays qui va à la dérive. Face à ce qui précède, l'on se demande, qui réfléchit pour l'avancement de notre pays et dans quel espace ? Combien se donnent-ils à penser et produire des plans et stratégies socio-économiques et de voies de sortie de la crise en RD Congo ?

Ou bien tous attendent l'opinion internationale et ce que décidera la métropole pour le sort du Congo ? Combien de temps nous faudra-t-il pour comprendre que le développement du Congo et de congolais dépend à quatre-vingt-dix pourcent de nous-mêmes ? N'avons-nous pas abandonné cette noble tâche de pensée à la classe politique en pensant qu'elle peut tout résoudre ?

¹⁸⁴Rapport ORASSU, jeunesse et emploi dans la ville de Goma, mars 2022.

d. L'Afrique sous l'emprise d'un « néocolonialisme payant »

Entre salarié et entrepreneur, le choix est clair ! Comme le monde d'emploi s'accroît petit à petit en Afrique et en RD Congo, les salaires vont aussi s'augmenter et le pays n'aura que des salariés ou esclaves payés et non des penseurs entrepreneurs. Dans d'autres services le patron peut exagérer et dire que *tu n'as pas droit de tomber malade ou de te justifier devant un fait*. Ce que l'auteur qualifie du néocolonialisme payant. Le colon occidental produisait des esclaves destinés aux travaux lourds, forcés, traumatisants et non payés. L'impérialiste africain soumet ses frères aux travaux lourds traumatisants mais payés. Malgré que nous sommes payés, notre liberté d'expression et d'agir reste un droit fondamental et une cause pour laquelle plaider.

Le travail devrait humaniser l'homme et non l'asservir. Alors que l'entrepreneur planifie son temps, le travailleur n'a pas un temps pour lui-même car asphyxié par des mots d'ordres venant de la hiérarchie, le temps pour réfléchir sur sa patrie n'existe plus. Tirailé entre sa vie en famille et celui du travail, le maintien de son poste reste son unique préoccupation. Marquons ce siècle par des initiatives d'auto prise en charge pour la réduction du chômage qui n'éloigne pas la jeunesse à des sollicitations de s'enrôler dans des groupes armés. Une invitation à la jeunesse de choisir la voie de la pensée entrepreneuriale qui libère le Congo et l'Afrique dans un monde trop capitaliste. Le salaire n'achète pas seulement notre temps, mais aussi notre volonté. À cause du salaire, c'est désormais l'autre qui décide s'il faut que tu partes ou que tu restes. C'est encore lui qui décide combien te payer et les nombres de tâches à effectuer pendant la journée et le long du mois. Entre un ancien esclave et un salarié congolais, l'affaire est claire, la seule différence est que l'ancien esclave n'était

pas payé mais le nouvel esclave est parfois payé. Leur point de ressemblance c'est qu'ils travaillent tous au compte du tiers. Ils mettent leur temps et leur intelligence en jeux pour bien servir et plaire au patron. Chose qui n'est pas mauvaise, mais je me demande si le temps détermine-t-il encore notre pouvoir d'être, d'avoir et d'agir dans une pareille situation ? N'avons-nous pas perdu la tête en se faisant esclave payé ? N'avons-nous pas vendu notre être, bref, notre décision ? Si tout le monde devenait quémendeur d'emploi le pays ne tomberait pas progressivement dans une impuissance rationnelle, un pays où les gens abandonnent progressivement la respublica entre des mains des mercenaires à cause de travail salarial qui confisque notre temps et notre décision ?

e. Nous concentrer sur l'essentiel c'est rester en éveil

Nous concentrer à produire des écrits qui sauveront notre pays, c'est un devoir. Tout le monde n'est pas né pour écrire, mais chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. Vous avez un don ? Faites-le nous parvenir afin de bâtir ensemble ! C'est aussi votre manière de mettre vos empreintes dans l'histoire de l'écriture post-contemporaine congolaise. C'est ne pas étonnant de voir que la situation va de mal en pire. Il est encore possible de sauver la situation. Pour une bonne santé de la RD Congo sur tout point de vue, les congolais devraient prendre un moment de réflexion chacun dans son respectueux lieu de travail et se poser ces questions : en quoi mon travail contribue-t-il à l'avancement de notre pays ?

Sur mes 24h par jour, combien de temps je dispose pour penser au changement des choses en RD Congo ? Combien de temps je prends pour apporter ma contribution à la politique de mon pays pour la bonne marche de sa gouvernance ? Ou bien je suis devenu comme tant d'autres compatriotes qui au moment de leur

pose café dans leurs cabale d'esclaves payés¹⁸⁵ se tournent des verres et se moquent de la politique de leur pays. A quel moment qu'entre l'ennemi de la paix ? C'est quand nous sommes tous à la course de « Murongo¹⁸⁶ » et emporter par nos travaux salariés

Le cœur est au travail qui me paye mieux s'exclament les esclaves payés. Mon travail qui nourrit ma famille. Mon travail qui respecte la fin du mois. Que la paix manque ou pas. Ce n'est pas mon affaire poursuivent-ils. Nous avons perdu l'esprit de la vigilance. De guetteurs et de oiseaux des minerves. Pourtant la ville et le pays doivent être sous contrôle des personnes qui savent voir de loin et détecter des pièges pour proposer des voies et pistes de solutions durables. Notre inactivité et désintéressement à la situation politique de notre pays nous accusent. Inventons des mythes et idéologies de progrès et d'éveil de la conscience individuelle et collective.

f. Divorcer avec des antivaleurs et le passe-temps

Actuellement, le chômage est devenu un bouclier derrière lequel se cache l'homme congolais pour justifier

¹⁸⁵ Expression adoucissante marquant le néo-colonialisme occidental en Afrique passant par les ONG.

¹⁸⁶ Au sens propre ; Murongo ; c'est une unité de mesure de la farine de manioc dont son prix varie selon la saison culturale. Son prix change d'un milieu à l'autre. Au sens figuré ; le « Murongo » signifie la vie au taux du jour d'un gomatrancien. Avec les expressions comme : je cherche « Murongo » pour signifier que je cherche l'argent, le « Murongo » est devenu comme indice qui détermine l'économie familiale dans la ville de Goma ; surtout pour des familles qui n'ont pas de système de stock en nourriture puisqu'elles doivent s'en procurer chaque jour. Au sens social ; le « Murongo » est un signe du chômage des responsables aux foyers. Avec les expressions comme ; je manque par où trouver « Murongo », je vais m'embaucher pour gagner « Murongo », etc. Le manque de « Murongo » crée de tensions en famille et engendre des conflits. Il convient de s'écouter et s'entendre lorsqu'on est à la quête du « Murongo » pour qu'on se le partage en bonne et dite forme.

son gaspillage du temps. Facilement vous entendrez des propos comme : « buma l'heure » ou tuer le temps ; « des activités jugées non productives, mais que nous nommons, « passe-temps » juste pour positiver notre perte du temps. Avec l'ère de l'informatisation des jeux de sports et de loteries, perdre trois heures sur un jeu sport vidéo, à une série novelas ou indienne ne gêne plus. Ne gaspillons-nous pas notre argent pour payer ces séries et suivre ces jeux vidéo ? N'avons-nous pas perdu deux choses à la fois, notre temps et notre argent ? Nous perdons du temps à perdre notre argent. Des phénomènes inquiétantes et qui mettent en doute la capacité réflexive de concitoyen congolais sont tels que : le paris foot, le jeu de vente en ligne dont le plus récent qui a fait couler les larmes et séparer certains foyen, c'est le fameux « OTTO¹⁸⁷ », une autre forme d'escroquerie d'argent de nos compatriotes congolais(e)s sous forme de vente en ligne et récolte d'un grand bénéfice. Aux yeux et au su des autorités chargées de télécommunication.

Pourquoi aimons-nous un enrichissement rapide et cupide en RD Congo ? N'avons-nous pas contribué à la destruction massive du tissu social de notre alma mater la RD Congo ? De notre quête de nous enrichir vite ne nous a-t-il pas introduit dans la culture de sacrifier nos compatriotes au prix de l'argent ? Quelle place accordons-nous au temps, à l'être humain et à l'argent ? Le temps comme facteur premier de l'être de l'homme et de la femme, il est à notre porté tous.

g. Regard critique sur ma gestion du temps

La gestion du temps, un thème intéressant, tout le monde en parle, mais peu de gens la pratique. Pourquoi ? Après nos études, c'est de coutume que librement nous vendions notre temps contre l'argent en embrassant le

¹⁸⁷ Jeux de loterie qui a arnaqué le fond de la population qui voulait épargner pour gagner plus d'intérêt selon leur propos.

monde de l'emploi pour devenir employeur salarié, ce qui ne pas mal. Nos pères l'on fait et c'est le rythme habituel. Cependant, nous ne nous posons jamais la question de savoir pourquoi ils achètent notre temps ? Pourquoi nous payent-ils de l'argent en retour au temps nous consommé ? A travers cet écrits comprenons ensemble que notre temps détermine notre pouvoir d'être, d'avoir et d'agir. Un pouvoir sans précédent. Sans lequel les entreprises ne seraient nées, les riches et les pauvres ne les deviendraient.

h. Le temps de la philosophie du possible

Le temps que les savants de tous les siècles aient nommé : «l'irréversible (Aristote), la force du changement (Héraclite), la base de l'angoisse (Kierkegaard), l'être essentiel (Heidegger, Beaufret).¹⁸⁸» En effet, le démontrable n'a point un mystère dans le temps. Ce que je fais dans le présent, l'autre le peut dans le futur. Ce que je peux en acte, l'autre le veut en puissance. Ce que je veux dans l'espace-temps, l'autre le peut par la raison. Ce que je fais toujours, l'autre le peut grâce à la bonne gestion du temps. Le temps comme régulateur d'énergies nous égalise et son pouvoir matériel nous différencie. L'idée inscrite dans le temps se change en bien matériel à condition de la juste observance du temps. D'où la gestion rationnelle de mon temps comme pouvoir à ma disposition l'expression du changement individuel et collectif qui mène au développement. A travers cette ligne éditoriale, nous postulons que si nous nous approprions de notre temps, cela serait une valeur ajoutée à notre personnalité pour avoir plus. Grace à cet article, nous comprenons que de tout le temps, l'être et le temps, précèdent l'avoir dans sa temporalité et nécessitent une présence d'esprit à la réalité. D'où l'urgence d'une gestion rationnelle du temps

¹⁸⁸ Jacqueline Russ, *les chemins de la pensée, philosophie terminale*, nouvelle, édition, bordas, juillet 1999, P477.

et de la raison. Tel est le « *sylogisme de la philosophie du possible.*»

i. Devenir guetteurs, éveilleurs vigilants sur ses gardes

Bien que la pensée soit l'apanage de tout le monde, il convient de préciser que seuls les philosophes¹⁸⁹ pourraient mieux le faire, penser et cadrer la société congolaise. Mais où sont les philosophes congolais ? Certains sont embauchés dans des services privés, d'autres au service de l'église et d'autres encore sont des conseillers juridiques des personnes privées, des professeurs d'universités. Mais qui ose le faire sans corruption ni recherche de promotion politique ? Nous abandonnons progressivement la politique entre les mains de ceux qui en ont fait du commerce et de business. Des mercenaires prêts à sacrifier leurs concitoyens et leur pays au prix de l'argent. Des traîtres démagogues et hypocrites.

Des hommes sans conscience civique et patriotique. Des Citoyens qui se pressent tous pour tirer la meilleur part à la chose publique sans projet de société, sans œuvre ni initiative pour le bien-être sociale. A quand l'éveil du Congo ? Avec qui construire ce géant d'Afrique, ce pays de Lumumba et de Laurent Désiré Kabila ? Le temps des élections devrait nous servir pour un choix judicieux de voter la personne qu'il faut à la place qu'il faut. En ce temps, l'essentiel est de voter utile et d'éviter la vente des voix, au prix des pacotilles. De barrer la route à certains candidats dépités qui ne veulent pas plaider pour sa population, mais parce qu'ils ont compris que « *la politique en RD Congo paye mieux, mille fois plus rentable que tout autre business.*» Nous dénonçons cette vision erronée de la

¹⁸⁹ Est philosophe toute personne raisonnable capable d'ajuster sa raison pour la promotion de ce qui est acceptable et convenable. Dans ce sens les philosophes doivent prendre en main la gestion de la République Démocratique du Congo comme des « éveilleurs de la conscience et de la promotion des valeurs démocraties et citoyennes.»

politique pour le salut de notre pays. Par ailleurs, nous encourageons d'autres dépités porteurs de vision et animés de la bonne volonté de changer ce pays.

j. Notre ultime mission

L'important pour l'ORASSU¹⁹⁰ à travers sa revue Eveil Congo est de faire retentir les écrits des chercheurs au niveau national et international. Offrir à nos chercheurs un espace de qualité et moins exigeant pour la production et publication des leurs œuvres d'esprit. Il est de votre droit d'être connu à travers le monde et de participer grâce à votre écrit aux bonnes décisions pour le changement. Il est de votre droit que votre réflexion soit prise en compte et traiter de manière très sérieuse pour la rendre digestive à nos lecteurs. L'esprit étant à l'œuvre, la Revue Savante Eveil Congo, s'engage à vous accompagner depuis la conception de votre projet de rédaction jusqu'à la réalisation et publication de votre article. Grace à votre publication, vous devenez un chercheur d'obédience internationale. Désormais, votre biographie scientifique est publiée dans le site officiel de l'ORASSU qui vous donne privilège d'être lu par plus de mille personnes dans les vingt-quatre heures. C'est ne pas tout. Grace à votre publication, vous avez droit à une carte de chercheur international et un polo de la Revue et un numéro d'ordre dans le registre des chercheurs internationaux de l'ORASSU.

¹⁹⁰ L'ordre des prestataires chefs de travaux et Assistants des Universités grâce à ses programmes que voici : PSF : prestation aux universités sans frontière, CAMPUS : comité des Amis pour la Paix et l'Unité Sociale, SIAC : Solidarité Inter- Académique et en fin **PCOE** : Production et Collecte des Œuvres de l'Esprit (publication des articles et édition des livres) , PUCONI : Programme de l'unité des conférenciers nationaux et internationaux pour le partage de la connaissance qui libère et de l'information qui sauve.

Vous faire connaître à travers le monde c'est notre passion. Et pour finir, votre publication vous fait inscrire progressivement dans le mouvement littéraire du Kivu, qui reprend tous les auteurs du Kivu et leurs œuvres au registre du Centre National des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo « CNRPECO¹⁹¹ ». Vous avez le bon choix à opérer, celui de choisir la Revue Eveil Congo comme la porte par excellence d'entrer dans la grande famille ORASSU, des intellectuels, penseurs et producteurs d'un savoir thérapeutique aux vrais enjeux du moment. A travers cette ligne éditoriale, Orasscopie II s'articule autour de trois axes, thématiques ou rubriques de recherches dont les articles suivent l'ordre ci-après :

- ***Rubrique qualitative***

ORASSCOPIE II comprend dix articles qualitatifs y compris leurs auteurs: - « *la philosophie du possible pour un développement de la RD Congo : regard critique sur la gestion du temps de l'homme congolais* ». À travers cette éditoriale, l'auteur insiste sur la bonne gestion du temps qui est la marque d'une vie réussie et accomplie. C'est dans cette même perspective que l'éminent chercheur père KAMBALE Mathé Jean de Dieu a publié son article intitulé : « *L'Afrique sous hypnose: essai de considération phénoménologique de la conscience africaine* » une réflexion dont son pesant d'or dépasse tout discours vulgaire. En effet, Père Jean de Dieu a mené une étude approfondie sur l'état critique dans lequel traverse l'Afrique. Une Afrique que l'auteur compare à un malade qui est « *dans les soins intensifs et inconscient.* » Cet article est à la fois un « *éveil de conscience* » de tous et chacun à se mettre devant ses responsabilités et son agir. Et beaucoup d'autres articles

¹⁹¹ Centre National des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo basé à Goma dans l'Est de la RDC pour renforcer la capacité des chercheurs pluridisciplinaires dans la région de grand lac à la formation sur la paix et le leaderships dans la jeunesse.

qui abondent dans le même sens de paix, de réconciliation, justice et de développement.

- ***Rubrique quantitative***

Les articles quantitatives nous tracent et décrivent des événements des données récoltés comme résultantes des descentes sur terrain, des enquêtes et des interviews. Tel que l'un des articles du chef de travaux Jean Paul dont le premier parle de causes de la délinquance juvénile et son impact dans la ville de Goma (cas du quartier Keshero dans la ville de Goma : 2016-2018)

- ***Rubrique publicitaire***

Cette rubrique comprend trois éléments : **la page d'honneur** réservée aux chercheurs de marque et entrepreneurs qui ont marqué positivement la revue par un don ou ayant publié plus de deux articles au sein de la revue Eveil Congo. **Le prix d'honneur**, une récompense accordée aux membres d'honneur de la revue symbolisé par **une tasse d'honneur**, distribution de tasse portant photo et nom du chercheur. Cette étape se réalise lors de remise officielle de certificat de publication et de partage de fraternité pour la proximité des chercheurs.

- ***Les trois axes fondamentaux de la recherche***

D'abord comme organisation des chercheurs passionnés pour la quête de la paix, de l'unité, de lumière et de progrès et disponibles pour la production et la diffusion du résultat de leur production, la Revue Eveil Congo est une branche de l'ordre de prestataires chefs de travaux et assistants des universités « ORASSU » en sigle.

Comme maison d'édition, ORASSU a mis sur pied un Centre National de Recherche Pluridisciplinaires Eveil Congo « CNRPECO » pouvant servir à d'autres comme espace d'édition des documents en format livre et de qualité dans la production, l'impression, la publication et la vente des produits des œuvres d'esprits savantes africaines de tout le temps. Ce qui fait que, la

pluridisciplinarité dans la recherche au sein de la Revue respecte trois étapes :

- **La recherche scientifique :**

Cette recherche consiste à se focaliser sur les faits scientifiques passés, présents et futurs. Dans l'unique objectif, d'informer la population à temps réel et les générations montantes sur les réalisations scientifiques de l'Afrique et de la RD Congo en particulier mais aussi immortaliser les savants noirs de tout le temps qui ont marqué l'histoire et qui naissent dans chaque génération. Grâce à la Revue savante des recherches pluridisciplinaires, concevoir des cadres logiques, monter des stratégies et des plans de développement, de paix et de sécurité pour résoudre les problèmes congolais qui trouvent désormais une source intarissable pour des solutions durables grâce au résultat des recherches de la Revue Eveil Congo.

- **La recherche minière :**

Déjà à notre bas âge, nous avons appris à travers comptes et historiettes que notre pays la RD Congo constitue un scandale géologique mais qui ne profite pas suffisamment à ses fils et filles. C'est révoltant de voir un taux de chômage s'accroître alors que nous disposons cette potentialité minière dans le sous-sol. A part cela, nous continuons à importer des objets fabriqués à base de nos matières première à un prix exorbitant. Cela nous met en cause comme chercheurs miniers congolais et nous pousse à faire une auto critique sur notre manière de nous intéresser aux matières qui logent dans notre sous-sol.

- **La recherche agro-pastorale :**

C'est enfin révoltant que nous mourrions de faim. Oui, c'est vraiment une injustice nous infligée nous-mêmes. Le taux de vie actuelle dans toutes les villes congolaises devient de plus en plus difficile. Partant de la ville de Goma, communément appelée ville cosmopolite, et accueillante, nous comprenons que le quotidien de

l'homme congolais pèse. Le simple fait de manquer trois repas par jours alors que nous disposons des grandes étendues cultivables, des sols naturellement riches et à saison régulière. Cependant, trois repas par ménages ne sont pas toujours au rendez-vous pourquoi ? Chacun peut donner sa propre réponse, et les chercheurs sont appelés à respecter les avis divers et à les matérialiser pour trouver une solution durable. De mon observation phénoménologique est que, les activités agricoles dans la majeure partie de l'Est de la RD Congo sont abandonnées aux ménages à faible revenue à tel point que cultiver la terre selon la mentalité de la génération montante, est réservé à ceux qui n'ont pas étudié. Cette affirmation est soutenue par deux arguments d'ordre phénoménologique-démographique à deux teneurs : primo : la jeunesse qui constitue une main d'œuvre pour chaque civilisation montante à travers la RD Congo est concentrée en ville. Quand vous interrogez les jeunes, ils vous diront, nous sommes venus pour raison d'études supérieures, cinq ans plus tard, vous les interrogez encore, les mêmes jeunes vous diront, nous avons jugé bon de rester en ville car c'est l'unique porte des opportunités et de sécurité.

Nos villages sont envahis par des groupes armées et rebelles et il n'y a pas d'entreprises qui puissent nous embauchées. Ces jeunes ont-ils raison ? Le deuxième argument c'est que ceux qui détiennent l'argent dans des villes choisissent d'investir dans des commerces des immobiliers et des produits manufacturés et peu investit dans les activités de transformation agricole. D'où la demande est supérieure à l'offre et nous exportons. Une industrie agricole entre nos territoires : Rutshuru et Walikale, une autre entre Masisi et Kalehe pour la transformation de nos produits champêtres seraient nécessaires. Les entrepreneurs peuvent déjà créer pour embaucher cette main d'œuvre au chômage. A force de ne pas cultiver nos terres fertiles de la RD Congo, nous

exportons mêmes les amarantes du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda.

k. Place et rôle de la RDCongo dans l'émergence de l'Afrique et du monde

La RD Congo étant inscrite au cœur d'Afrique et dans un ensemble d'autres pays africains, elle est appelée à voler de ses propres ailes et de se réaliser comme tant d'autres états d'Afrique et du monde. Ses fils et filles sommes dans l'obligation de travailler dur et intelligemment pour rendre ce géant, un modèle de paix, de lumière et de progrès pour l'Afrique et le reste du monde. C'est possible cette affirmation si est seulement si le peuple congolais, chacun de manière particulière pratique le syllogisme du possible qui trouve son point culminent dans l'agir au stricte respect du temps et de la prise de conscience au quotidien. Rester sans rien faire, ne peut mener à aucun changement ; moins encore espérer à un lendemain meilleur. Plutôt, s'entourer des actions concrètes et productives au fil de la journée peut concourir au développement notre cheval de bataille à tous. C'est dans cette connexion d'idée que l'ordre des prestataires chefs de travaux et assistant(e)s des universités ORASSU à travers sa revue savante des recherches pluridisciplinaires Eveil Congo se lance à poser des actions concrètes pour le changement par le biais de ses respectueux cadres chercheurs sous des thèmes pluridisciplinaires et diversifiés.

3. Ligne éditoriale ORASSCOPIE III : DE LA FORMATION CONTINUE AU RECYCLAGE ET AGREGATION DES ENSEIGNANTS POUR UNE EDUCATION DE QUALITE EN RDC

Par Master Pierre KAHETO¹⁹² & C.T. John-Modest¹⁹³

Résumé

L'éducation comme principe visant d'être plus pour avoir plus (Aristote), nécessite encore d'être revisitée et repensée dans un contexte plus particulier de la République Démocratique du Congo. Pour accéder aux avantages prévus par les ODD¹⁹⁴ dans le secteur de l'éducation en RDC, les gouvernants comme les gouvernés devront intégrer une volonté d'agir ensemble dans le leadership socio politique du pays. Un pays dont la majeure partie de l'Est (Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri) est en guerre depuis plus de deux décennies. La majorité d'enfants à Kalehe, Rutshuru, Masisi, Jomba et Irumu sont présentement dans des camps de réfugiés sans accès à leurs milieux éducatifs. Ces familles déplacées ont besoin de regagner leurs villages. Les écoles détruites par la guerre nécessitent des

¹⁹² Licencié en Pédagogie Appliquée, Département d'Anglais de L'ISP Bukavu. Master En Sciences de l'éducation de l'Université Otto-Friedrich Universität Bamberg/Allemagne. Chercheur PhD en sciences de l'éducation / Otto-Friedrich Universität Bamberg/Allemagne. Formateur en Activation Cognitive par les tâches complexes pour une éducation de qualité. Actuellement Recteur de l'UBC-GOMA.

¹⁹³ MUTAYONGWA John-Modest est écrivain, Rédacteur à la Revue Eveil Congo et préside l'ORASSU depuis 2021 pour la production et la dissémination de connaissances érudites et thérapeutiques aux enjeux du moment. Avec l'objectif d'écrire pour la paix et de publier pour valoriser.

¹⁹⁴ Objectifs pour le Développement Durable

infrastructures renouvelées et la reconnaissance de labeur des éducateurs par une motivation décent.

Ce qui nous encourage de militer pour une volonté d'agir ensemble, est de considérer le système éducatif actuel comme synthèse des efforts des plusieurs chercheurs philosophes et psychopédagogues qui nous précèdent à travers les siècles et qui ont développé grâce à leur détermination des grands principes et des théories pour la matérialisation de cette éducation. Par conséquent, cette ligne éditoriale veut nous proposer, sans oublier les défis qui nous guettent, des stratégies adaptées à notre contexte afin d'atteindre la qualité dans l'éducation en RDC.

A la fois comme un appel et une interpellation aux gouvernants et décideurs politiques de la société congolaise de s'impliquer dans la restauration de l'éducation de qualité chacun en ce qui le concerne pour que règne une éducation de qualité en RDC. D'agir avec volonté chacun dans son rayon d'action pour relever les défis liés à la qualité de l'éducation dans notre pays.

1. De la qualité de l'éducation dans le système éducatif en RDC

L'Ordre des prestataires chefs de travaux et Assistants des Universités ORASSU en sigle, est une maison de production et de publication des œuvres d'esprit pour la promotion de l'éducation nationale et internationale des universités axées sur la recherche scientifique et pluridisciplinaire en RDC grâce au Centre de Formation continue et recyclage des Enseignants en Education de Qualité pour la RDC. « CFEEDQ/ UBC GOMA » une émanation du Programme Universitaires Sans Frontière PUSF/ORASSU. Ce centre sera géré sous l'œil vigilant de l'UBC en collaboration avec l'ORASSU par son Formateur Principal, Master Pierre Murhula Kaheto, qui assurera les affaires courantes et assurera la gestion quotidienne et organisera des sessions de formations,

recyclages et agrégations. Son implication dans des formations et recyclage audiovisuel à travers une série de conférences des éducateurs est d'une importance capitale pour la réussite du système éducatif de la RDC en particulier et du monde en général. L'éducation comme base cognitive à la fois multidimensionnelle, pluridisciplinaire, facteur de développement constitue l'épicentre de toutes les disciplines et domaines de la vie étant elle-même une discipline. Une chose est de parler de l'éducation, une autre est de bénéficier de cette éducation dans sa qualité. La problématique à cette éducation dans ce présent Orasscopie III ¹⁹⁵ est de chercher à localiser la qualité de l'éducation dans le système éducatif en RDC. Il convient de se poser quelques questions sur l'état d'être de l'éducation en RDC pour parvenir à disséquer sa qualité.

2. Problématique à la qualité de l'éducation dans le contexte sociopolitique en RDC

Il ne fait aucun doute que l'éducation en République Démocratique du Congo se heurte à des problèmes majeurs entre autres la guerre en répétition, le chômage des parents des élèves et étudiants, le manque d'une prime de motivation aux enseignants et encadreurs à travers le pays, la famine, la corruption dans le système éducatif, le détournement de fond destiné aux éducateurs et surtout la mauvaise volonté des autorités politiques de prendre en considération les efforts des enseignants dans leur sacrifice d'enseigner.

Malgré des grèves en répétitions dues au manque d'encadrement des agents éducatifs en RDC et beaucoup d'autres problèmes qui touchent directement l'éducation, les enseignants restent toujours motivés pour transmettre

¹⁹⁵ Copie inamovible des données scientifiques et philosophiques du XXIème siècle depuis la RDC, vers l'Afrique et le monde.

la leçon aux apprenants. En dépit de leur courage, nous assistons à la destruction méchante des infrastructures éducatives par des groupes armés internes le différent maï maï associés aux autres groupes rebelles en RDC et externes ADF, M23, qui déstabilisent l'état congolais et l'empêche à organiser son secteur de l'éducation dans les endroits qu'ils occupent. Voilà le contexte dans lequel nous sommes appelés à chercher une qualité dans l'éducation en RDC.

Par moment, dans certains coins des territoires de l'Est du pays, l'état psychologique des apprenants porte encore des images de tueries, de kidnapping et des scénarios traumatisants récents et l'on se demande si devons-nous postuler une éducation de qualité dans des situations aussi tragiques comme celles-ci dont on vient de décrire ci-haut ? se disant que l'éducation dont il est question est scolaire et universitaire, que ce qui détermine une éducation de qualité de la non qualité ? Y a-t-il des critères qui confirment que telle ou telle autre éducation est de qualité ? Et en quoi consiste cette qualitativité de l'éducation ?

Après avoir répondu à cette première série des questions, nous allons devoir questionner la volonté politique quant au système éducatif en RDC. Quels sont les tenants et les aboutissants de la politique en faveur de l'éducation en RDC ? C'est anormal de toujours applaudir des autorités politiques alors que certaines sont supposées complices et contribuent à l'affaiblissement progressif du système de l'éducation en RDC. La politique comme volonté de changer l'état de choses devrait s'intéresser aux causes de la situation de guerre qui déstabilise le pays. Le chômage qui envahit la jeunesse et les parents, le phénomène de kidnapping et de violation de droit de l'homme. En suite les résoudre et lancer les pistes de solution réaliste et

réalisable pour chaque problème détecté comme obstacle à la formation de qualité en RDC.

Malheureusement, la volonté politique de changer les choses est quasi inexistant car notre gouvernement s'est fait en lui-même la priorité et tournés les dos le social de l'homme congolais. La classe politique en RDC est beaucoup plus opportuniste que réaliste. J'explique, nous avons vu des grandes personnalités détourner des fonds destinés au payement des enseignants pour leur propre avantage.

3. La RDC aux compétences d'un enseignement critiqué.

S'agissant de contexte de la RDC, une étude sur l'activation cognitive par des tâches complexes qui tire ses origines d'une curiosité scientifique après avoir lu l'observation de la Banque Mondiale (2005) selon laquelle le système éducatif de la RDC manque de qualité, ça se distingue par des outputs sans out come c'est-à-dire, des diplômes sans compétences. Cette étude vise à comprendre les raisons pour lesquelles l'enseignement en RDC est réputé avoir des compétences critiques et les causes majeures de ce déficit d'apprentissage et ce qui devrait être fait pour améliorer à la fois la qualité de l'éducation et la qualité de l'enseignement dans le contexte de la RDC .

En ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'éducation et de l'enseignement, cette étude a révélé que l'activation cognitive par des tâches complexes (CACT) et l'enseignement basé sur les compétences (CBT) devraient tous deux être privilégiés pour cibler la qualité de l'éducation (Kaheto, 2020). En outre, le rôle de l'enseignant dans l'amélioration de la qualité a été mentionné (Hattie, 2012). Par conséquent, les enseignants étant essentiels dans les pratiques d'enseignement de qualité qui aident les étudiants à acquérir des compétences, ils

sont les principaux agents du changement positif et donc l'accent devrait être mis sur la formation de base des enseignants et la formation continue des enseignants en RDC.

4. A la rencontre de l'expert pierre KAHETO pour l'enseignement de qualité en RDC

Pour répondre aux problèmes liés à la qualité de l'éducation et de compétence en RDC, le délégué continental de l'ORASSU pour l'Europe, Pierre KAHETO basé en Allemagne organise un Centre de Formation continue et recyclage des Enseignants en Education de Qualité pour la RDC « CFEEDQ/UBC GOMA » en sigle, par des tâches complexes en guise de qualité de l'éducation pour une société à l'émergence économique, égale et équitable. Le centre « CFEEDQ/ UBC GOMA » est une émanation du Programme des Prestataires Universitaires Sans Frontière PUSF/ORASSU. Ce centre sera géré sous l'œil vigilant de l'UBC en collaboration avec l'ORASSU par son Formateur Principal, Master Pierre Murhula Kaheto, qui assurera les affaires courantes et assurera la gestion quotidienne et organisera des sessions de formations, recyclages et agrégations. S'agissant des ressources humaines du Centre, l'animateur principal se chargera de coopérer avec d'autres centres des formations localisés dans la région des grands lacs et partout ailleurs afin d'assurer une bonne formation respectant les normes standards de l'UNESCO dans le contexte Congolais. Les experts lauréats du programme de Master et doctorat en éducation de qualité seront utilisés dans ce centre.

5. Contenu du projet CFEED/UBC-GOMA

L'éducation éclaire chaque étape du chemin qui mène à une vie meilleure. Pour bénéficier des bienfaits de l'éducation, tous les enfants doivent pouvoir accéder à un enseignement de qualité. Des efforts particuliers doivent être entrepris pour que tous les enfants et tous les jeunes – sans distinction de revenu familial, de lieu de résidence, de sexe, d'appartenance ethnique ou s'ils sont handicapés ou pas – puissent bénéficier équitablement du pouvoir transformateur de l'éducation. Ce point apporte une série d'éléments probants montrant qu'il est vital de progresser dans le domaine de l'éducation pour atteindre tous les nouveaux objectifs du développement après 2015. L'éducation combat la pauvreté, renforce l'emploi et la croissance économique, L'éducation accroît les chances de vivre en meilleure santé. L'éducation contribue à la bonne santé des sociétés. La curiosité scientifique nous conduit à un diagnostic de l'état de l'éducation en RDC au vu des éléments susmentionnés. La compréhension du contexte actuel de l'éducation congolaise en cette période des guerres à répétition telle que vue par les internationaux devra nous interpeller. Voilà pourquoi une étude minutieuse de l'activation cognitive par les tâches complexes comme moyen pouvant conduire à une éducation de qualité devra être faite.

6. Objectif et compréhension des concepts

Objectif : Dans le cadre de ce projet nous voudrions répondre au défi majeur de l'octroi des diplômes sans compétences qui est un fléau qui gangrène notre pays en particulier et toute la région des grands lacs en général. L'activation cognitive est comprise par la littérature comme une stimulation de l'activité intellectuelle de

l'apprenant lors du processus enseignement-apprentissage.

Cette stimulation passe à travers une scénarisation aux activités et tâches diverses de la part des acteurs impliqués dans ce processus (Muhindo, B, & Mwendapole, K. 2022). Sur le plan physiologique, l'activation cognitive est une excitation ou une stimulation d'un récepteur, d'une fibre nerveuse ou d'un site par application directe ou indirecte d'un stimulus (Doron & Parot, 1991. Du point de vue psychanalytique, l'activation est la prise de conscience. Celle-ci est une intuition par laquelle l'individu éprouve d'une certaine manière et de façon immédiate ses propres états et ses propres actions au fur et à mesure qu'il les vit(...).

Les taches complexes sont des taches ou activités qui challengent le cerveau, qui stimulent, qui activent le cerveau (Hattie, 2012 ; Tajudin and Chinnappan, 2016 ; OECD, 2016. Les taches complexes engagent les apprenants au travail ; les taches complexes ont plus d'un niveau de compétence ; elles reflètent la vie réelle des apprenants ; elles engagent les apprenants à la réflexion et à la discussion et elles exigent la connexion des différents domaines. Les taches complexes sont liées à la vie quotidienne et c'est dans cette logique qu'elles nécessitent d'être utilisées dans l'enseignement afin de doter aux apprenants des habilités pouvant aider à répondre aux besoins quotidiens de la vie. Pour un pays comme la RDC qui vise une croissance économique ainsi que l'équité et Egalite, l'activation cognitive par les taches complexes s'avère indispensable dans notre enseignement.

7. Les activités majeures sont les suivantes:

Former les enseignants d'universités sur l'enseignement de qualité et l'activation cognitive par les taches complexes. La promotion de la recherche en éducation de qualité par des publications d'articles des

chercheurs en éducation avec des thèmes comme : Pédagogie active et participative, le bon climat d'apprentissage, l'activation cognitive par les tâches complexes, la justice, l'équité et l'Egalité dans l'enseignement-apprentissage, l'autonomie dans l'apprentissage, etc. Former les personnels administratifs en enseignement de qualité et l'activation cognitive par les tâches complexes. Former les enseignants des écoles secondaires sur l'activation cognitive par les tâches complexes. Créer et opérationnaliser un centre de formation, de recyclage et d'agrégation des enseignants au sein de l'UBC GOMA. Rendre opérationnel un centre de recherche en éducation en RDC.

1. **Quelques Références**

Baharanyi, N., Karki, L. B., & Mutaleb, M. (2014). Democratic Republic of the Congo: AET background study.

Bashir, S. (2009). *Changing the trajectory: Education and training for youth in Democratic Republic of Congo*. World Bank.

Doron, R. & Paro, F. (1991). *Dictionnaire de psychologie*. Paris: PUF

Eyanganunga, A. K. (2006). La réforme de l'enseignement supérieur et universitaire au Congo. Retrieved from <http://www.skolo.org/spip.php?article314&lang=fr>

Hattie, J. (2012). *Visible learning for teachers: Maximizing impact on learning*. Routledge.

Kaheto, M. (2020). Activation cognitive par des tâches complexes dans l'enseignement supérieur en RDC. Mémoire de Maîtrise sur la qualité de l'éducation dans le pays en développement. International Book Market, Omnisciptum publishing group. ISBN: 978-620-2-82558-0

Mokonzi, B. G. (2009). *De l'école de la médiocrité à l'école de l'excellence au Congo*
Kinshasa. Paris: L'Harmattan

Muhindo, B. & Mwendapole, K. (2020) Pratiques de l'activation cognitive par des tâches complexes dans l'enseignement de Mathématiques à l'école primaire au Nord Kivu. European Journal of Education Studies, vol9, No 9 (2022). Available on-line at: www.oapub.org/edu.

Tajudin, N. A. M., & Chinnappan, M. (2016). The Link between Higher Order Thinking Skills, Representation and Concepts in Enhancing TIMSS Tasks. *International Journal of Instruction*, 9(2), 199-214.

UNESCO (2005). *Education for All. The Quality Imperative, Global Monitoring Report*: ISBN France

World Bank (2005), *Education in the Democratic Republic of Congo: Priorities and Options for Regeneration*. Washington, DC: The World Bank Journal, DOI: 10.1596/978-0-8213-6121-4

Par Master Pierre MURHULA KAHETO & C.T.John-modest

Conclusion

A la fin de cet ORASSCOPIE IV, intitulé : « ***de l'Etat de droit à l'Etat de siège ; quel bilan dans la résolution des conflits et de malnutrition à l'Est de la RDCongo*** » ; nous sommes allés par une ligne éditoriale qui trace une analyse stratégique de résolution des conflits dans le Nord Kivu et en Ituri. Grace à cette éditoriale, nous avons compris qu'il faut cartographier les conflits qui conduisent à l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... dans les deux provinces. En suite à identifier et associer les causes de chaque conflit. Et Proposer pour mettre en place un Cadre d'Ecoute, de Dialogue et de Médiation comme outil pour résoudre les conflits ancrés dans les différentes couches socio-culturelles CEDM. Nous avons abouti au résultat selon lequel, la population de la province du Nord Kivu et Ituri continue à être victime des conflits dont elle ne sait parfois pas l'origine.

A cela s'ajoute l'observation à chaque fois que l'on s'approche des échéances électorales, le débat sur la nationalité et les appartenances tribales refait surface et de fois les poursuites judiciaires sans objet ni issue, ceux qui détiennent le pouvoir mobilisent les leur en leurs expliquant que la perte du pouvoir signifie pour eux la fin des privilèges. D'où une bipolarisation entre les partisans de ceux qui sont au pouvoir et ceux de l'opposition qui épouserait les contours géographiques des terroirs d'origine des protagonistes (Nord-sud, Est-Ouest).

Dans ces conditions, aucune élection ne peut sembler valable et ressortir ses vertus de départager des compétiteurs. Lors des échéances électorales le débat au lieu de se baser autour des idées concrètes et des programmes de gouvernement bien établis, malencontreusement il est ailleurs, autour des appartenances tribales et de telle ou telle autre considération. Ce genre d'attitudes crée des tensions sociales entre acteurs politiques plongeant ainsi le peuple dans un profond climat d'incertitude et d'insécurité au point que ce dernier souhaite même que les élections n'aient même plus lieu. Faudra-t-il parler d'un état de droit ici ? Il est aisé de chanter un état droit et en faire un slogan mais il n'est pas facile de matérialiser cet état de droit en réalité.

Dans son sens objectif, l'Etat de droit serait celui qui fonctionne sur base des règles de conduite, justes, équitables, consensuelles et préalablement édictées et sanctionnées par ce qu'on a coutume d'appeler « le pouvoir », en vue de régir les relations entre les citoyens. L'Etat de droit est fondé sur une culture de célébration des valeurs intrinsèques des hommes de participation et non celle d'exclusion qui entraîne tant de passions aveugles et de distinctions.

Nous avons ensuite fait l'étude sur quelques facteurs conflictogènes au Nord Kivu cas de la Ville de Goma de janvier 2020-août 2022 avec l'objectif global de promouvoir la cohabitation pacifique entre les Gomatraciens grâce à la mise en place d'un Cadre d'Ecoute, de Dialogue et de Médiation : nous avons cartographié les conflits qui conduisent à l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... dans la ville de Goma : Nous les avons identifier et associer les causes de chaque conflit présent dans la ville de Goma ; Nous avons proposé et mettre en place un Cadre d'Ecoute, de Dialogue et de Médiation comme outil pour transformer les conflits ancrés dans les différentes couches socio-culturelles. Tels ont été des objectifs spécifiques à ce travail.

Nous avons expérimenté la motivation de ce travail à trois niveaux : Au niveau personnel, ce thème nous a permis non seulement d'approfondir les notions liées à la transformation des conflits, mais aussi de connaître les conflits (et leurs causes) qui font que la population de la ville de Goma ne soit pas à l'aise. En ce sens, le résultat facilitera à la population de Goma de développer un cadre qui lui permettra de résoudre ses différends à travers l'écoute, le dialogue et la médiation. Du coup, il fournira des données utiles pour les recherches ultérieures.

Comité à la Rédaction

BIBLIOGRAPHIE OU BIBLIORASSUE

(Coll) John-Modest, Leonard & Justin KABUMBA; *dynamisme, force et conviction à l'éveil du Congo dans l'arrimage du système LMD*, ORASSU, 2022, Pp250.

(Coll) Père KAMBALE, J.D., John-Modest, M & André MK; *conscience de soi, gestion du temps pour un entrepreneuriat et leaderships efficaces en RDC*, ORASSU, 2022, Pp250.

(Coll) Master Pierre KAHETO, John-Modest, Innocent KALWIRA et Jean Paul CHIRHAHONGERWA; *une éducation de qualité pour l'homme de demain*, ORASSU, 2022, Pp250.

ABBE N. SALUMU NDALIBANDU Nestor, « Enjeux éthiques de la techno science en Afrique. Cas du milieu rural », in AFROSCOPIE, Dieu et l'Afrique, Paris, n° VI, Harmattan, 2016.

----- « Tradition culture Africaine à l'ère de la postmodernité déclin ou déclic ? », in Rebuto, *philosophie, science et culture contemporaines*, Kinshasa, n° 45, vol.2, août 2015.

BAHUJIMIHIGO K., *Témoins de Dieu dans un pays meurtri*, Kigali, Pallotti-presse, 1997.

FRANÇOIS, *Laudotosi, Lettre encyclique sur la sauvegarde de la nature (la maison commune)* Librairie Editrice Vaticane, Vatican 2016

Muyengo S., *Introduction à la bioéthique*, Kinshasa, Médias Paul, 1998.

-----*Au pays de l'or et du sang*, Kinshasa, Médias Paul, 2014.

HEIDEGGER M., *Être et temps*, Paris, PUF, 1964.

JEAN-PAUL II, *Evangelium Vitae. Lettre encyclique sur la valeur et l'inviolabilité de la vie*, Librairie Editrice Vaticane, Vatican 1995.

-----*Pontificumconcilium pro laicis, dignité et missions des personnes âgées dans l'Eglise et dans le monde*, Pierre Téqui, 1999.

LABOURDETTE M. M., « Le problème moral de l'avortement », in *revue thomiste*, N° III ? Tome XXIII, 1973.

LAVELLE, *La conscience de soi*, Paris, PUF, 1933.

MARCEL G., *Les hommes contre humain*, Paris, éditions du vieux colombier, 1951.

MICHEL., grand dictionnaire de la philosophie, Larousse, Paris, CNRS, 2006.

. PAUL VI, *Populorumprogressio* (26 mai 1967), Pierre Téqui, 2007.

SCHOOYANS M., *L'Evangile face au désordre mondial*, Paris, Fayard, 1998.

xxx, *l'impact et l'ampleur du gender sont explicitement détaillés dans C.M et C.E.A.L/ C.E.P., la ideologia de género : sus peligros y alcances* » in Ekeko. Net rcp. Net. Pe, Peru, 2004.

Xxx, *Lexique des termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques*, Paris, Téqui, 2003.

Constantin Yatala Nsomwe Ntambwe, « L'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard du pouvoir exécutif au Congo Kinshasa », Permalien : <https://www.droitcongolais.info>.

Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006,

DIALLO Fatimata, *le juge constitutionnel dans la construction de l'état de droit au Sénégal*, mémoire de DEA, université Gaston berger de sain-louis, Sciences juridiques et politiques , 2006-2007.

E. BOSHAB, « La misère de la justice et justice de la misère en République Démocratique du Congo », in *Revue de la recherche juridique droit prospectif*, 1998, n° 3.

François RIGAUX, «Kelsen et le Droit International », *Revue Belge de Droit International* 1996/2, Éditions BRUYLANT, Bruxelles, pp. 381-408.

Gaspard-Christian KAMBAJI WA KAMBAJI Mt.W.B, « Préface, Plaidoyer critique pour un Droit libre », in MUSAFIRI NALWANGO Paul, *Pièges symboliques et Violations des droits Humains en Droit positif congolais*, édition La Dialectique, Lubumbashi, 2014.

Gilbert KABASELE LUSONSO, « La Cour constitutionnelle et la justice constitutionnelle en RDC », in *les Analyses juridiques*, n°29, Juillet 2014.

GUINCHARD Serge et DEBARD Thierry, *Lexique des termes juridiques*, Éd. Dalloz, Paris, 2018

Jean-Marc Pacifique MUTONWA KALOMBE, « Les badauds sur les coins des avenues de la ville de Lubumbashi », 2019.

KAMBAJI W. K.,-Ch. Et MUSAFIRI N., P., *La crise de l'Université et de la justice au Congo-Kinshasa en mutation. Diagnostic et Thérapeutique*, éd. La dialectique, Lubumbashi, 1997.

Karl Marx, « Bénéfices secondaires du crime », *Déviance et criminalité*. Textes réunis par Denis Szabo avec la collaboration d'André Normandeau, p. 84-85. Paris, Librairie Armand Colin, coll. « U2 », 1970, 378 p. [Disponible en ligne en version intégrale] Permalien : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.ben>

MBELA HIZA MULANASSAN, «Analyse diagnostique des relations entre les militaires et les civils en RDC: état de la question et thérapeutique », s.d, pp. 1-10.

MFUAMBA MULUMBA Isidore et KALALA ILUNGA Matthieusen, « Le multipartisme démocratique au Congo est une valeur démocratique ou un désordre politique ? »,

in *KAS African Law Study Library-Librairie Africaine d'Etudes Juridique*,

7 (2020), pp. 112-128, [en ligne] Permalien : <https://doi.org/10.5771/2363-6262-20201-112>,

Michel Levinet, *Théorie générale des droits et libertés*, Ed. Nemesis, 4^e édition, Bruxelles, 2012, pp. 759-761, cité par MUGANZA MUYUMBA, *L'exception d'inconstitutionnalité des lois en droit positif congolais*, éditions Malaïka, Kinshasa, 2016.

Michel Levinet, *Théorie générale des droits et libertés*, Ed. Nemesis, 4^e édition, Bruxelles, 2012, pp. 759-761

MUGANZA MUYUMBA, *L'exception d'inconstitutionnalité des lois en droit positif congolais*, éditions Malaïka, Kinshasa, 2016.

Nick Elebe mon Elebe, « Préface », in Kifwabala Tekilazaya Defi Fataki Wa Luhindi et Marcel Wetsh'okonda Koso, *République démocratique du Congo : Le secteur de la justice et l'Etat de droit*, Une étude d'AfriMAP et de l'Open Society Initiative for Southern Africa, 2013.

Permalien : www.toupie.org/Dictionnaire/Etat-droit.htm consulté le 29 mai 2020 à 04h 05. Permalien : www.toupie.org/Dictionnaire/Geopolitique.htm

Prince Bagheni, « Mort du juge Raphael Yanyi : Voici le résultat de l'autopsie », Permalien : [https://election-net.com/mort-du-juge-raphael-yanyi-voici-le-resultat-de-](https://election-net.com/mort-du-juge-raphael-yanyi-voici-le-resultat-de-lautopsie)

[Lautopsie\)](https://election-net.com/mort-du-juge-raphael-yanyi-voici-le-resultat-de-lautopsie) Sandrine Baume, « Etat et le droit : controverse sur leur relation », in *Kelsen Plaider la démocratie*, éd. Michalon, 2007, pp. 83.

Sandrine Baume, « Etat et le droit : controverse sur leur relation », in *Kelsen Plaider la démocratie*, éd. Michalon, 2007, pp. 83 à 100, Permalien :

<https://www.cairn.info/kelsen--9782841863976-page-83.htm>

Serge Halimi, « L'Etat profond », *Le Monde diplomatique*, mai 2017, Permalien : <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/05/HALIMI/57492>

Siméon Isako, « Le juge Raphael Yanyi victime d'un empoisonnement selon le résultat de l'autopsie », in *CAS-INFO.CA*, 31 mai 2020, Permalien : <https://casinfo.ca/2020/05/le-juge-raphael-yanyi-victime-dun-empoisonnement-selon-le-resultat-de-lautopsie/>

T. KAVUNDJA N. MANENO, *L'indépendance et l'impartialité du juge en droit comparé belge, français et de l'Afrique francophone*, Vol. I, L'indépendance du juge, Thèse de doctorat, Faculté de Droit, U.C.L., Louvain-la-Neuve, juin 2005, pp. 138-143.

Télesphore KAVUNDJA N. MANENO, *Droit judiciaire congolais*, TOME I. Organisation et compétence judiciaires, 6ème édition, Janvier 2008, UBC.

Abate, B.B., Tilahun, B.D., Kassie, A.M., Kassaw, M.W. (2020). Treatment outcome of Severe Acute Malnutrition and associated factors among under-five children in outpatient therapeutics unit in Gubalafto Wereda, North Wollo Zone, Ethiopia, 2019. *PLoS ONE* 15(9): e0238231. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0238231>.

Abate, K. H., & Belachew, T. (2017). Care and not wealth is a predictor of wasting and stunting of 'The Coffee Kids' of Jimma Zone, southwest Ethiopia. *Nutrition and health*, 23(3), 193-202. <https://doi.org/10.1177/0260106017706253>.

Abdulahi, A., Shab-Bidar, S., Rezaei, S., & Djafarian, K. (2017). Nutritional Status of Under Five Children in

Ethiopia: A Systematic Review and Meta-Analysis. *Ethiopian journal of health sciences*, 27(2), 175–188. <https://doi.org/10.4314/ejhs.v27i2.10>.

Abdullahi, A.T., Farouk, Z.L. & Imam, A. (2021). Common mental disorders in mothers of children attending outpatient malnutrition clinics in rural North-western Nigeria: a cross-sectional study. *BMC Public Health* 21, 185 (2021). <https://doi.org/10.1186/s12889-021-10227-8>.

Abitew, D. B., Yalew, A. W., Bezabih, A. M., & Bazzano, A. N. (2020). Predictors of relapse of acute malnutrition following exit from community-based management program in Amhara region, Northwest Ethiopia: An unmatched case-control study. *PloS one*, 15(4), e0231524. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0231524>.

Abuka T., et al. (2017). "Determinants for Acute Malnutrition among Under-Five Children at Public Health Facilities in Gedeo Zone, Ethiopia: A Case-Control Study." *Pediatr Ther* 7(317): 2161–0665.1000317.

Adebisi, Y. A., Ibrahim, K., Lucero-Prisno, D. E., 3rd, Ekpenyong, A., Micheal, A. I., Chinemelum, I. G., & Sina-Odunsi, A. B. (2019). Prevalence and Socio-economic Impacts of Malnutrition Among Children in Uganda. *Nutrition and metabolic insights*, 12, 1178638819887398. <https://doi.org/10.1177/1178638819887398>.

Akeredolu A, JOO JS; Seriki-Mosadolorun and U. Okorafor. Mothers' nutritional knowledge, infant feeding practices and nutritional status of children (0–24 Months) in Lagos state. Nigeria; *Eur J Nut Food Safety*. 2014;4(4):364–374. doi:10.9734/EJNFS/2014/7604.

Alaofe H, Zhu M, Burney J, Naylor R, Douglas T. Association between women's empowerment and maternal and child nutrition in Kalalé district of Northern Benin. Food Nutr Bull. 2017;38(3):302-318. doi:10.1177/0379572117704318.

NORMES A SUIVRE DANS LA REDACTION ET PUBLICATION

Tout(e) scientifique désireux (se) de publier dans la Revue « *Eveil Congo* » choisit librement le thème et le sujet à traiter ;
Présente sa brève biographie ne dépassant pas quinze lignes ;

Saisit son texte (contenu de son article) en police « time new roman », taille de police 12, format Word. Interligne 1.15 ;
Présente un contenu de l'article ne dépassant pas 15 pages, pas moins, pas plus ;

Les références doivent être dans les notes de bas de pages et la bibliographie à la fin de l'article ;

L'article doit peut-être en Français ou Anglais. Si c'est /en Anglais, les références sont intégrées à l'intérieur du texte ;
L'auteur donne résumé de l'article en français et en anglais ne dépassant pas 5 à 10 lignes avec trois ou quatre mots clés ;

Les notes bibliographiques respecteront le protocole suivant : pour un livre ; nom de l'auteur du livre, titre du livre(en italique), maison d'édition, année d'Edition et numéro de page. Pour un article : nom de l'auteur de l'article, nom de l'article(en italique), nom du point lu, maison d'édition, année d'édition, numéro d'édition. Ex : pour un livre : Pierre GRELOT, les poèmes du serviteur, Cerf Paris, 1981, Pp12-14. Ex : pour une Revue ou un journal : Walter VOGELS, invitation à revenir à l'alliance et universalisme, vertu testamentum, PUF Paris, p.12 ;

Dès que vous avez fini à rédiger votre article, vous préparez un montant de 100 la lecture, la sencure et la publication de votre article dans la Revue. Ce montant est envoyé au numéro compte bancaire de la Revue Equity Bank N°

288200022243376 ou au bureau de la finance de la Revue à Goma en une ou deux tranches selon votre possibilité. Nous publions les articles dont leurs auteurs sont en ordre avec la facture.

N.B : « Publier dans « *Eveil Congo* », c'est confirmer sa qualité d'appartenir dans l'arène scientifique, prophétique et phénoménologique mondiale à travers la grande famille ORASSU, des érudits, producteurs des connaissances holistiques et savantes qui répondent aux défis du temps présent et conservent leur mémoire collectif dans le futur.»

Un bon petit scientifique avec une concentration intellectuelle de qualité, l'expression de notre détermination à la recherche pluridisciplinaire fouillée pour le changement socio-politique positif et la production d'un savoir holistique qui fait de nous des membres de la REVUE *Eveil Congo*, la puissance imposante dans l'arène de la communauté scientifique mondiale. Nous avons écrit, nous avons publié et nous assumons !

12. SOMMAIRE DE LA REVUE EVEIL CONGO

I. COMITE D'HONNEUR

1. Excellence Président Antoine FELIX TCHISEKEDI (RD Congo)
2. Hon. José MPANGA KABANGU Ministre de Recherche Scientifique
3. Hon. Muhindo NZANGI MINESU
4. Excellence NDIMA Constant Gouverneur du Nord-Kivu
5. Hon. MUHINI Vital, assemblée Nationale
6. Hon. BISHWEKA Pascal, ORASSU
7. Rév.Past. BAHATI KARUBAMBA Léon
8. Hon, Roméo MATERANYA, ENUD
9. Hon. Remy SEBIHOGO, Blessing FM & Fondation Remy

II. CONSEILRS AU COMITE ACADEMIQUE

1. Prof. Joseph KITAGANYA (ISDR-GL)
2. Prof.Dr. HAGUMA MVUNGANYI Justin, ISAD-GOMA
3. Prof. Charles CHIKONZI de l'ULB
4. Prof. Bernard HANGI (UPN –Kinshasa) ;
5. Prof. Dr. Armando de l'ORASSU
6. Prof. Dr. Aba MATEMBERA (Echo du Congo CANADA) ;
7. Prof. Dr. Emery KALWIRA (CCT Royaume-Uni) ;
8. Rév. Dr. Hon. Causa André KWABO MUHINDO (UBC-GOMA)
9. prof. Dr. Innocent KYOSE de l'ORASSU
10. Prof. Dr. Aba MATEMBERA d'Echo du Congo CANADA
11. Prof. Dr. Emery KALWIRA CCT Royaume Uni.

III. CONSEILERS A LA REDACTION

Editeur responsable : MAISON D'EDITION ORASSU

Responsable des publications : Prof. Dr. Armando de l'ORASSU ;

Responsable Adjoint : Dr. Innocent KYOSE de l'ORASSU ;

Directeur de liaison : Père MATHE KAMBALE, Sac

Directeur de publication : C.T. Léonard BWIKANY (UBC-GOMA) ;

Rédacteur en chef : C.T. MUTAYONGWA Modest de l'ORASSU

IV. CONSEILERS A LA LECTURE

1. Dr. Jean Népomuscène NGIRABAKUNZI, Sac, de l'ORASSU
2. Dr. Innocent KYOSE de l'ORASSU
3. Dr. Saoul NDUNGO MUGHUMALEWA (ISDR Kitsombiro)
4. Dr. Pierre KAHETO (UNESCO Allemagne)
5. Dr. Rév. Hon. Causa André KWABO Muhindo (UBC-GOMA) ;
6. Msc NSENGA KIBIRITI Sédar, ISAD-GOMA
7. Msc WAINGYA LWATUMBA Caleb, ISABAS-GOMA
8. Msc. Bernardin BIREGEYA BULIMWENGU (LA SAPIETIA) ;
9. Msc. Père KAMBALE MATHE, Sac, de l'ORASSU
10. C.T. John-Modest K. de l'ORASSU ;
11. C.T. Emmanuel NZOMBA de l'ISP-MACHUMBI/RUTSHURU
12. C.T Léonard LUZIRABWOBA (UCB-GOMA) ;
13. C.T. Aimé BUTOTIMA (UNIGOM de GOMA) ;
14. C.T. Jean Paul K. (ISESOD-GOMA) ;
15. C.T. Paul Dio (ONG-CFDIH) ;
16. C.T. Vicky KALAMIRA (ISTM -LUBAO)
17. C.T. Me. Guy MATHE
10. Ass2. FABRICE UBC/GOMA
11. Ass2. AMUKA ISAGE/KAHUZI BYEGA –BUKAVU
12. Ass1. Léopard BAHATI UPEDIKA-BUKAVU
13. Ass1. Prosper NZANZU ISESOD-GOMA
14. Ass1. Innocent KABUMBA ISESOD-GOMA
15. Caissière Joslyne LUKONGE KITEBA UBC-GOMA
16. Comptable KOMERWA KABUKOKO Benjamin UBCGOMA
17. BIREGEYA BULIMWENGU, de l'UCS LA SAPIETIA
18. AMANI HABAMUNGU Walter
19. AMINI BIRUSHA Sarah
20. NAFISA KASHEKE Christine
21. John Mad MULENGABYUMA
22. Ir. Léon BAHATI KARUBAMBA

23. Moïse NABUKANGA
24. Ir. Landry BYERAGI KARUBAMBA
25. Ir. Janvier MURHEGEZA

Conditions d'abonnement :

- En RDC** : Abonnement simple : 40\$
: Abonnement de soutien : 100\$
: Abonnement d'honneur : 300\$
- A l'étrangers** : Abonnement simple : 80\$
: Abonnement de soutien : 200\$
: Abonnement d'honneur : 600\$

Paru Aux éditions ORASSU-RDC-Goma, Décembre, 2022

125 ; Avenue Karibu/Keshero/Goma.

Agrément ministériel N°224/MCAP/SG-CAP/DAL/096/2022 Kinshasa/RDC.

Tel : +(243) 991 900 910

Site internet : <https://revueveilcongo.blogspot.com>

E-mail : diffusion.orassu@gmail.com

orassuglobal@gmail.com

orassurdc@gmail.com

revueveilcongo@gmail.com

Achevé d'imprimer par ORASSU/Goma

Dépôt légal : JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 004/RDC-1137

©DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE « COPY RIGTH »

La Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaire « **Eveil Congo** » est une propriété intellectuelle de la maison d'édition et de production des livres « ORASSU » Ordre des prestataires, Chefs des travaux et Assistant(e)s des Universités. Dans l'approche inclusive, elle travaille en consortium avec les Universités de la RDC en liaison au reste du monde et facilite leurs publications. Cfr objectifs quinquennat de l'ORASSU en RDC (2020-2025). Puisse cette Revue Eveil Congo atteindre l'objectif qui lui est assigné, celui de devenir un espace de ressourcement scientifique et philosophique aux différents acteurs et chercheurs d'universités l'expression de notre détermination à former des génies créateurs de transformation et de production d'un savoir holistique et thérapeutique aux vrais enjeux du moment dans l'arrimage du système LMD grâce à l'ORASSCOPIE, la copie inamovible des données scientifiques et philosophiques du XXI^{ème} siècle depuis la RDCongo vers l'Afrique et le monde.

Order Number: **RDC-1137**
Issue Date: **January 25, 2022**

Scan to verify



Table des matières

L'hymne de l'ORASSU	1
NOS VALEURS.....	2
Sigles & abréviations.....	3
Chap. I. Editorial : PLAN STRATEGIQUE POUR LA RESOLUTION DES CONFLITS AU NORD KIVU ET EN ITURE.....	5
Par Ass2 Innocent KALWIRA &.....	5
John-Modest.....	5
 Chap. II.....	 36
PALAVÉ AS A WAY OF RESOLUTION AND TRANSFORMATION OF COMMUNITY CONFLICTS THROUGH SPEECH AND LISTENING IN THE NORTH-KIVU PROVINCE; CASE OF GOMA CITY AND ITS SUROUNDINGS	36
Ass2 KAIRARA RUMWANGA Romuald	36
 Chap. III.	 53
QUELQUES FACTEURS CONFLICTOGENES AU NORD KIVU CAS DE LA VILLE DE GOMA De janvier 2020-Aout 2022.....	53
Par Ass2 BASHIZI Donatien	53
 Chap. IV. VULGARISATION DE L'OUTIL « CEDM » POUR LA RESOLUTION DES CONFLITS DANS LA VILLE DE GOMA.....	85
Par Ass2 Justin BAHATI KIKUMI.....	85
&Master WASINGYA LWATUMBA Caleb	85

Chap. V. PREVALENCE AND FACTORS ASSOCIATED WITH ACUTE MALNUTRITION AMONG CHILDREN UNDER FIVE YEARS OLD IN KATANA HEALTH ZONE, DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO	111
--	-----

Author: ETSHUMBA YOHALI ZIZINE.....	111
-------------------------------------	-----

Co-author: ONYA SHAULA Claudine	111
---------------------------------------	-----

Chap. VI. ETUDE D'INVESTIGATION SUR LES DEFIS MONDIAUX.....	156
---	-----

Par DUNIA MWETAMINWA Newton	156
-----------------------------------	-----

Chap. VII : ORASSU : LA PRESSE ECRITE DES EDITIONS CONGOLAISES POUR L'EVEIL DE L'AFRIQUE	182
--	-----

Par C.T John-Modest MUTAYONGWA.....	182
-------------------------------------	-----

VIII.Revue Eveil Congo au cœur de l'Afrique :	192
---	-----

1.Qu'est-ce que la Revue Eveil Congo ?	192
--	-----

<i>11.Devenir partenaire de la Revue Eveil Congo</i>	206
--	-----

Chap. VII. RESCESSION DE NOS TROIS OUVRAGES ORASSCOPIE I,II, & III.....	209
---	-----

DE LA FORMATION CONTINUE AU RECYCLAGE ET AGREGATION DES ENSEIGNANTS POUR UNE EDUCATION DE QUALITE EN RDC.....	235
---	-----

BIBLIOGRAPHIE OU BIBLIORASSUE.....	248
------------------------------------	-----

NORMES A SUIVRE DANS LA REDACTION ET
PUBLICATION..... 254